

D 026.39-4

(mars - mai 1989)

Dore, Jean

Actualités



archives
municipales

VOUS NOUS OBLIGERIEZ EN NOUS RETOURNANT

LE DOSSIER DANS LE PLUS BREF DÉLAI.

0 5 0 0 0 0 0 0 0 0

À BROMONT

L'usine de pièces, ce n'est pas pour demain



Photo PC
Le grand manitou de Hyundai, M. Se Yung Chung et le maire Jean Doré avaient apparemment des choses fort drôles à se raconter.

(PC) — Le grand patron de la firme sud-coréenne Hyundai, Chung Se-Yung, a nié hier que son entreprise ait décidé de construire une usine de fabrication de pièces à Bromont, tout près de son usine d'assemblage d'automobiles.

Michel Van de Walle

« Nous n'avons rien annoncé et ce qu'il y avait dans les journaux n'est pas vrai », a dit M. Chung en faisant référence aux informations publiées la semaine dernière. On y prétendait alors que Hyundai annoncerait bientôt la construction d'une usine de pièces de \$140 millions à Bromont, conditionnellement au versement de subventions gouvernementales.

Mais interrogé davantage après ce démenti formel, M. Chung a semblé nuancer en disant qu'il n'y avait pas de projet pour une usine de pièces, tout au moins pas encore (« not yet »).

M. Chung, qui est le président du conseil d'administration de Hyundai en Corée du Sud, prononçait une allocution à la Sixième Conférence sur les débouchés commerciaux dans les pays du Pacifique, qui se tient à Montréal.

Le responsable des relations publiques chez Hyundai Auto Canada, Greg Young, devait cependant reconnaître lors d'un entretien avec la Presse Canadienne que des études de faisabilité sont en cours chez Hyundai pour accroître l'approvisionnement de l'usine de Bromont en pièces fabriquées au Canada. Toutefois, on ne sait pas encore si l'on cherchera davantage de fournisseurs canadiens ou si Hyundai construira une autre usine de pièces.

Lundi, Hyundai inaugurerait officiellement son usine de fabrication de roues en aluminium située à Newmarket, en Ontario.

A la Corporation de développement économique de Bromont, la commissaire-adjointe Claudine Messier relatait que ce projet d'usine de pièces « flotte dans l'air depuis un bon moment ». Cependant, croit-elle, Bromont serait en compétition avec d'autres régions du pays et Hyundai ne semblerait pas encore fixé quant au site éventuel.

Selon Greg Young, les automobiles actuellement produites ont un contenu canadien en valeur d'environ 25 pour cent (ou environ 15 pour cent en pièces), l'essentiel étant importé de Corée du Sud.

L'objectif de la compagnie est d'atteindre 50 pour cent. Ce faisant, Hyundai répondrait aux critères du Pacte de l'automobile et éviterait le paiement de frais de douanes de 2.5 pour cent pour ses exportations éventuelles aux États-Unis.

Chrysler

Par ailleurs, M. Chung a précisé hier que l'entente de production de véhicules pour la firme américaine Chrysler n'est pas encore officiellement signée. Il faut déduire de cette déclaration, confiait M. Young, qu'il reste probablement des détails à finaliser avant qu'elle ne soit paraphée.

L'accord de principe annoncé il y a quelques semaines prévoit que l'usine de Bromont assemblera 30,000 véhicules à compter de 1991 pour le constructeur américain. M. Young a précisé hier que l'on utiliserait les mêmes châssis et mécaniques que dans les Sonatas. La coquille extérieure sera toutefois différente.

Cette année, l'usine de Bromont produira 25,000 voitures que Hyundai prévoit écouler sur le marché canadien. Mais éventuellement, lorsque la production atteindra sa vitesse de croisière de 70,000 Sonatas (plus les 30,000 Chrysler), il est vraisemblable que Hyundai exportera — à moins que le marché canadien n'absorbe toute la production. Les États-Unis sont un marché potentiel mais aussi les pays d'Europe de l'Ouest, signale Greg Young.

Libre-échange

Enfin, dans son allocution, M. Chung s'en est pris aux accords économiques régionaux tels que le libre-échange canado-américain ainsi que la Communauté européenne de 1992. Il y voit une tendance à constituer des blocs économiques régionaux dont les pratiques risquent de miner le commerce international. Évoquant la possibilité qu'un tel bloc se constitue aussi dans la région du Pacifique, M. Chung a dit qu'il « espère que nous n'empruntons pas cette voie mais plutôt celle d'une plus grande ouverture et coopération dans le commerce international ».

Se référant aux intérêts immédiats de Hyundai, M. Chung a affirmé que le libre-échange canado-américain n'affectera pas son entreprise mais que ce type d'entente régionale va « causer des dommages au commerce mondial ».

South Korean business leader criticizes Canada-U.S. trade deal

BY HARVEY ENCHIN
The Globe and Mail

MONTREAL

The free-trade accord between Canada and the United States "will damage world trade," says Se Yung Chung, chairman of the Hyundai Business Group, South Korea's biggest conglomerate and owner of Hyundai Motor Co.

He made the comment to reporters after delivering a speech to a conference on economic opportunities in Pacific Rim countries. In the address, he said economic regionalism is an impediment to openness and co-operation in international trade.

Mr. Chung held up the free-trade agreement between Canada and the United States as an example of the development of regional trading blocs that threaten to stifle the global flow of trade and investment.

Even more menacing is the European Community's attempt to create an integrated, barrier-free market by 1992, he suggested. "I hope it doesn't work so we can have a free trading world."

He warned that while the vision of a customs-free internal European market may be appealing to its member states, it raises the problem of its trade and investment policy toward non-member states.

"Although the EC has stated its commitment to a liberal trade policy, its recent actions toward non-member states do not encourage optimism," he said.

Mr. Chung told the conference that the international business community has a stake in working to prevent the emergence of regional trading blocs.

"Over all," he said later, "regionalism is no good for the future."

In an apparent response to a scolding this week by U.S. President George Bush, who told the export-oriented nation to drop its protectionist barriers, Mr. Chung said it is time for South Korea to liberalize its import policies. "We have to open our market to the free world."

South Korea's gross domestic product is expected to reach \$194-billion (U.S.) this year.

Turning to corporate matters, Mr. Chung told reporters that Hyundai plans to set up a finance company in the Los Angeles area in the next few months to help increase U.S. sales. Earlier this month, Hyundai Auto Canada Inc. said it will supply from its plant in Bromont, Que., 30,000 cars a year to Chrysler Corp. of Detroit for sale in the United States.

He denied reports that the cars will be four-wheel-drive vehicles but said they will be based on a version of its Sonata model.



Hyundai chairman Se Yung Chung chats with Mayor of Montreal Jean Dore.

Mr. Chung also dismissed as "not true" a report that the company will build an ancillary plant next to its Bromont factory. He said the company had just opened an aluminum fabricating plant in Newmarket, Ont., a day earlier.

The denial so infuriated the reporter from La Presse who had reported the story of a second plant in the French-language daily that he accused Hyundai of kidnapping a labor leader in South Korea.

Mr. Chung admitted Hyundai has had testy industrial relations but attributed them to South Korea's process of democratization.

"Labor and management are learning to negotiate," he explained.

Hyundai shipped its first cars to Canada about four years ago. Its new strategy is to ship "higher-quality cars with higher prices."

Hyundai prévoit maintenir ses ventes en Amérique en 89

La compagnie entrevoit élever la gamme de ses voitures

MIVILLE TREMBLAY

Les ventes de voitures Hyundai en Amérique du Nord vont demeurer stables au cours de l'année 1989, a déclaré hier à Montréal le président du conseil de Hyundai, M. S.Y. Chung.

«Je pense que cette année les ventes d'auto en Amérique du Nord seront à peu près au même niveau que l'an dernier», a-t-il affirmé en marge d'un congrès sur les opportunités d'affaires dans les pays riverains du Pacifique.

L'an dernier, le fabricant a vendu 264 000 voitures aux États-Unis, soit sensiblement le même nombre qu'en 1987. Au Canada, les ventes ont baissé du tiers pour atteindre 31 000 véhicules.

M. Chung a déclaré que la stratégie de sa compagnie était maintenant de vendre des «voitures de qualité à prix plus élevé».

À cet égard, en plus de la Sonata qui est depuis peu fabriquée à l'usine de Bromont, la société lancera en août une nouvelle version de la Excel, qui sera dotée d'un moteur plus puissant et d'une nouvelle carrosserie. Grâce à ces deux nouvelles voitures, «je pense que nous pourrions récupérer le marché que nous avons perdu», d'ajouter M. Chung.

Par ailleurs, le président du puissant conglomérat coréen a nié l'information publiée par La Presse à l'effet que sa société s'appretait à construire une usine de pièce de \$140 millions à côté de son usine d'assemblage de Bromont.

Il devait cependant nuancer aussitôt sa réponse en déclarant: «Nous venons tout juste d'ouvrir une usine de roues en Ontario. Nous n'avons pas d'autre projet pour l'instant (no other plans yet).» Le président de Lavalin, M. Bernard Lamarre, qui se tenait à ses côtés, a immédiatement repris les deux mots: «not yet».

En ce moment, les voitures assemblées à Bromont ont un con-

tenu canadien de 25 p. cent, proportion que Hyundai veut graduellement augmenter à 50 p. cent afin de rencontrer les exigences du Pacte de l'automobile.

Sur la question des relations de travail, M. Chung a reconnu que Hyundai sortait d'une période difficile et qu'elle n'avait pas terminé son apprentissage: «Nous devons apprendre à travailler avec les syndicats.» Il a cependant nié que des cadres de sa société aient kidnappé l'an dernier un leader syndical coréen, un incident qui a valu une bien mauvaise publicité à la compagnie.

Dans son discours, M. Chung

s'est inquiété de la montée des blocs commerciaux régionaux que sont la Communauté économique européenne et l'Accord de libre-échange canado-américain.

En conférence de presse, il précisé que l'Accord de libre-échange n'affectait pas Hyundai de façon particulière, mais qu'il est «une mauvaise chose pour le commerce mondial».

M. Chung a dit espérer que les pays asiatiques n'emprunteront pas la même voie.

Il s'est par contre félicité des réformes fondamentales qui sont en cours en République populaire de Chine et en Union Soviétique.



S. Y. Chung, pdg de Hyundai, de passage à Montréal hier pour assister à un colloque sur les occasions d'affaires dans les pays riverains du Pacifique

PHOTO PIERRE CÔTÉ, La Presse



Gazette, Gordon Beck

Trade pacts worry Hyundai chairman

Mayor Jean Doré shakes hands with S.Y. Chung, chairman of South Korea's giant Hyundai. Chung told a conference on business opportunities in the Pacific Rim that pacts like the free-trade agreement might hamper free world trade. **Story, Page D-3.**

Hyundai chairman fears pacts to hurt world trade

The chairman of South Korea's giant Hyundai industrial conglomerate says he's worried regional trading pacts like the Canada-U.S. free-trade agreement and the 1992 plans of the European Community will eventually hamper free world trade.

"We in the international business community have a stake in working to prevent the emergence of regional trading blocks," S.Y. Chung said yesterday, addressing more than 250 participants at a four-day Montreal conference on business opportunities in the Pacific Rim.

Chung, whose company's 27 subsidiaries posted sales of \$21 billion U.S. last year, said he opposes the creation of a similar trading pact among countries of the Pacific Rim.

"It is my hope that we do not move in this direction but rather move towards greater openness and co-operation in international trade," he said.

Sees broader impact

Chung told reporters later that he doesn't think Hyundai will be affected in the short-term by the Canada-U.S. free-trade deal. Rather, he's concerned about the deal's broader impact. "For our particular interest I think it'll be okay," he said.

"Overall, it will damage world trade." He didn't elaborate.

Hyundai Auto Canada Inc. recently started production of the Sonata model at its \$325-million car assembly plant at Bromont, Que. The plant will produce 100,000 cars a year by 1991 for sale in Canada and the U.S.

Dismisses reports

Chung dismissed reports that the company now plans to build a parts plant at Bromont.

"We just opened an aluminum wheel plant in Newmarket (near Toronto) yesterday," he said. "We have no other plans yet."

Chung said he expects that Hyundai's North American 1989 car sales will be at the same level as last year, when they fell to 264,282 from 266,610 in the U.S. and to 31,013 from 50,000 in Canada.

Without specifically acknowledging that sales have been hurt by quality problems, he said he hoped sales would improve with the introduction this fall of an updated Excel sub-compact car.

However, Chung added that Hyundai's main goal is not to increase the quantity of car sales in North America. Rather, he said, "we're trying to sell quality cars with higher prices."



PHOTO PC

Dans l'ordre habituel, le grand patron du Groupe Hyundai, M. Se Yung Chung, et le maire de Montréal, M. Jean Doré.

Hyundai: pas d'autre usine à Bromont

Michel Van de Walle
de la Presse canadienne

LE GRAND patron de la firme sud-coréenne Hyundai, Chung Se-Yung, a nié hier que son entreprise ait décidé de construire une usine de fabrication de pièces à Bromont, tout près de son usine d'assemblage d'autos.

« Nous n'avons rien annoncé et ce qu'il y avait dans les journaux n'est pas vrai », a dit M. Chung en faisant référence aux informations publiées la semaine dernière. On y prétendait alors que Hyundai annoncerait bientôt la construction d'une usine de pièces de \$ 140 millions à Bromont, conditionnellement au versement de subventions gouvernementales.

Mais interrogé davantage après ce démenti formel, M. Chung a semblé nuancer en disant qu'il n'y avait pas de projet pour une usine de pièces, tout au moins pas encore (« not yet »).

M. Chung, qui est le président du conseil d'administration de Hyundai en Corée du Sud, prononçait une allocution à la Sixième Conférence sur les débouchés commerciaux dans les pays du Pacifique, qui se tient à Montréal.

Le responsable des relations publiques chez Hyundai Auto Canada, Greg Young, devait cependant re-

connaître lors d'un entretien avec la Presse Canadienne que des études de faisabilité sont en cours chez Hyundai pour accroître l'approvisionnement de l'usine de Bromont en pièces fabriquées au Canada. Toutefois, on ne sait pas encore si l'on cherchera davantage de fournisseurs canadiens ou si Hyundai construira une autre usine de pièces.

Lundi, Hyundai inaugurerait officiellement son usine de fabrication de roues en aluminium située à Newmarket, près de Toronto. La nouvelle usine de \$ 20 millions va embaucher 100 ouvriers et produire un maximum de 300.000 roues par année. Ces roues vont être expédiées aux usines de Hyundai d'Ulsaw, en Corée du Sud, et de Bromont, au Québec, de même que chez les concessionnaires du Canada et des États-Unis.

À la Corporation de développement économique de Bromont, la commissaire-adjointe Claudine Messier relatait que ce projet d'usine de pièces « flotte dans l'air depuis un bon moment ». Cependant, croit-elle, Bromont serait en compétition avec d'autres régions du pays et Hyundai ne semblerait pas encore fixée quant au site éventuel.

Selon Greg Young, les automobiles actuellement produites ont un contenu canadien en valeur d'environ 25 % (ou environ 15 % en pièces), l'essentiel étant importé de Corée du Sud. L'objectif de la compagnie est d'atteindre 50 %. Ce faisant, Hyundai répondrait aux critères du Pacte de l'automobile et éviterait le paiement de frais de douanes de 2,5 % pour ses exportations éventuelles aux États-Unis.

Par ailleurs, M. Chung a précisé hier que l'entente de production de véhicules pour la firme américaine Chrysler n'est pas encore officiellement signée. Il faut déduire de cette déclaration, confiait M. Young, qu'il reste probablement des détails à finaliser avant qu'elle ne soit paraphée.

L'accord de principe annoncé il y a quelques semaines prévoit que l'u-

sine de Bromont assemblera 30.000 véhicules à compter de 1991 pour le constructeur américain. M. Young a précisé hier que l'on utiliserait les mêmes châssis et mécaniques que dans les Sonatas. La coquille extérieure sera toutefois différente.

Cette année, l'usine de Bromont produira 25.000 voitures que Hyundai prévoit écouler sur le marché canadien. Mais éventuellement, lorsque la production atteindra sa vitesse de croisière de 70.000 Sonatas (plus les 30.000 Chrysler), il est vraisemblable que Hyundai exportera — à moins que le marché canadien n'absorbe toute la production. Les États-Unis sont un marché potentiel mais aussi les pays d'Europe de l'Ouest, signale Greg Young.

Enfin, dans son allocution, M. Chung s'en est pris aux accords économiques régionaux tels que le libre-échange canado-américain ainsi que la Communauté européenne de 1992. Il y voit une tendance à constituer des blocs économiques régionaux dont les pratiques risquent de miner le commerce international. Evo-

quant la possibilité qu'un tel bloc se constitue aussi dans la région du Pacifique, M. Chung a dit qu'il « espère que nous n'emprunterons pas cette voie mais plutôt celle d'une plus grande ouverture et coopération dans le commerce international ».

Se référant aux intérêts immédiats de Hyundai, M. Chung a affirmé que le libre-échange canado-américain n'affectera pas son entreprise mais que ce type d'entente régionale va « causer des dommages au commerce mondial ».

M. Chung a enfin souhaité que les pays de l'Ouest accueillent avec ouverture la volonté de réforme qui se développe dans les pays socialistes, principalement en Chine et en Union soviétique. Il y voit là une occasion inestimable de « construire de meilleurs ponts culturels, économiques et politiques entre l'Ouest et ces pays » et ainsi favoriser, pour les pays du Pacifique en particulier, un environnement politique stable. « Aider à construire la paix dans la région est une bonne chose pour les affaires », a-t-il fait valoir.

Le groupe Ro-Na Dismat vient au secours du refuge Dernier recours

GEORGES LAMON

■ Le Groupe Ro-Na Dismat a décidé de s'impliquer socialement dans le développement communautaire de Montréal en fournissant \$200 000 en matériaux et en argent pour le réaménagement du local de Dernier recours Montréal, situé au sous-sol du 1250, Sanguinet.

En outre, pendant trois mois, de huit à deux heures du matin, cinq jours par semaine, les marchands membres du groupe participeront à l'oeuvre de la Mission La Colombe dont l'autobus circule au centre-ville en offrant de la nourriture aux itinérants.

Les travaux de réaménagement pour les locaux de Dernier recours Montréal sont estimés à \$840 000, le tiers environ fourni par le groupe Ro-Na Dismat et le solde venant de fonds privés qui ne sont pas encore identifiés, a déclaré Mme Léa Cousineau, membre du comité exécutif de la ville de Montréal. Dirigés par la Société d'habitation et de développement de Montréal, qui agira à titre de maître d'oeuvre de l'ensemble, les travaux toucheront l'architecture, la mécanique et l'électricité, la fenestration et les installations sanitaires. On prévoit qu'ils commenceront le 5 juin pour se terminer le 30 septembre.

La ville de Montréal prévoit donner à l'ensemble de l'immeu-



Le maire de Montréal Jean Doré, en compagnie de soeur Monique Picard, présidente du conseil d'administration de Dernier recours Montréal, et d'André Dion, président du Groupe Ro-Na Dismat.

ble une vocation socio-communautaire et y loger certains organismes dont les activités sont complémentaires à celles de Dernier recours. Ainsi y a-t-il des pourparlers avec l'hôpital Saint-Luc pour y accueillir son centre psychiatrique. Mme Cousineau a d'ailleurs précisé que le bâtiment

doit être entièrement rénové. On parle de coûts pouvant aller jusqu'à \$6 millions.

Entre-temps les itinérants seront relogés ailleurs. Mais, à la ville de Montréal, qui est propriétaire de l'édifice, on explique que la décision de reloger temporairement les sans-abri n'est pas enco-

re prise. Selon Mme Cousineau, aussi responsable du développement communautaire, on cherche toujours un local qui pourrait accueillir ces itinérants. Elle a cependant assuré que les travaux ne commenceront que lorsque les itinérants seront relogés.

Au cours de la conférence de presse à laquelle participaient notamment M. André Dion, président du groupe Ro-Na Dismat, et soeur Monique Picard, présidente du conseil d'administration de Dernier recours, Mme Cousineau a dit espérer que cette collaboration soit un exemple. « Pour la première fois, a-t-elle dit, des intervenants des milieux privé, communautaire et municipal travaillent ensemble pour aider des personnes itinérantes. Nous avons toujours été convaincus qu'un effort de coordination et de concertation pourrait venir à bout de ce problème. »

Quant au président du groupe Ro-Na, M. André Dion, il a indiqué que l'initiative de son groupe, qui a un chiffre d'affaires de ventes au détail de plus de \$1 milliard, n'est qu'un départ marqué par les 50 ans du groupe. Il a insisté sur le fait que pour chacun des 700 marchands-actionnaires du groupe, il s'agit d'une tradition d'implication sociale maintenant établie. Déjà en 84, le groupe Ro-Na s'est associé à Intégration-Jeunesse 18-24, en permettant à 115 jeunes de trouver un emploi dans le réseau.

OBTENTION DE L'AGENCE SPATIALE

DATE: 1-3-1989

VOIR: AGENCE SPATIALE D 36022.1
(2-3-1989)

FREE ADMISSION



You and Your City

Palais des Congrès
Metro Place d'Armes
Sunday, April 2
11 a.m. to 4 p.m.

Join us as seniors, social activists and city representatives explore Montreal's policies toward its growing population of senior citizens.



Moderator: Montreal broadcaster
Gordon Atkinson



Speaker:
Mayor Jean Doré

PLUS:

- Information booths
- Demonstrations of recreational activities
- Entertainment by Theatrix

Information: 737-2221

Presented by



COUNCIL ON AGING
Allied Jewish Community Services

and

The Gazette



Pour un mieux-vivre demain

Pour préparer une entrée florissante de Montréal dans le 21^e siècle et assurer l'avenir de nos enfants, nous avons des gestes à poser ensemble. Retournons-nous à la stratégie de développement économique de Montréal proposée par la Chambre de commerce de Montréal.

- 1-Convertir rapidement nos entreprises aux nouvelles technologies
- 2-Suiciter la création et le venue à Montréal d'entreprises de haute technologie

3-Miser sur la recherche et le développement dans nos entreprises

4-Améliorer la qualité de l'enseignement et communiquer le goût de l'étude à nos jeunes

5-Accentuer le caractère international de Montréal

6-Assurer notre environnement et améliorer la qualité de vie à Montréal

Bâtissons ensemble la ville de demain

Nous relevons le défi!

Montréal Oblige, une initiative de la Chambre de commerce de Montréal, en collaboration avec



La Chambre de commerce de Montréal



Après les études, voici l'action: ce sera *Montréal Oblige*

RICHARD DUPAUL

La Chambre de commerce de Montréal, avec la participation d'une vingtaine de médias et autant de personnalités des milieux d'affaires, lance une vaste campagne publicitaire, sur le thème *Montréal Oblige*, afin de promouvoir une stratégie commune de développement économique pour Montréal.

« Il s'agit d'une vaste opération promotionnelle faisant suite au remue-méninges des dernières années où les rapports, les colloques et les études de Montréal se sont succédés à un tel rythme, qu'on a dit de notre métropole qu'elle était la plus étudiée au monde », a déclaré hier le président de la Chambre, M. Serge Godin, lors du lancement officiel de la campagne.

La stratégie de développement

économique, dont il est question, a été énoncée par la Chambre en septembre dernier. Essentiellement, elle est composée de six lignes directrices autour desquelles on compte rallier le plus grand nombre possible d'intervenants économiques.

M. Godin souhaite que l'adhésion de la collectivité à cette cause ait « des résultats aussi extraordinaires » que ceux obtenus avec la campagne de promotion de l'agence spatiale à Montréal.

Montréal, c'est spatial!, lancée l'an dernier. Il croit que la stratégie de développement économique de la Chambre peut devenir un « nouveau contrat social et économique » valable pour les 20 prochaines années.

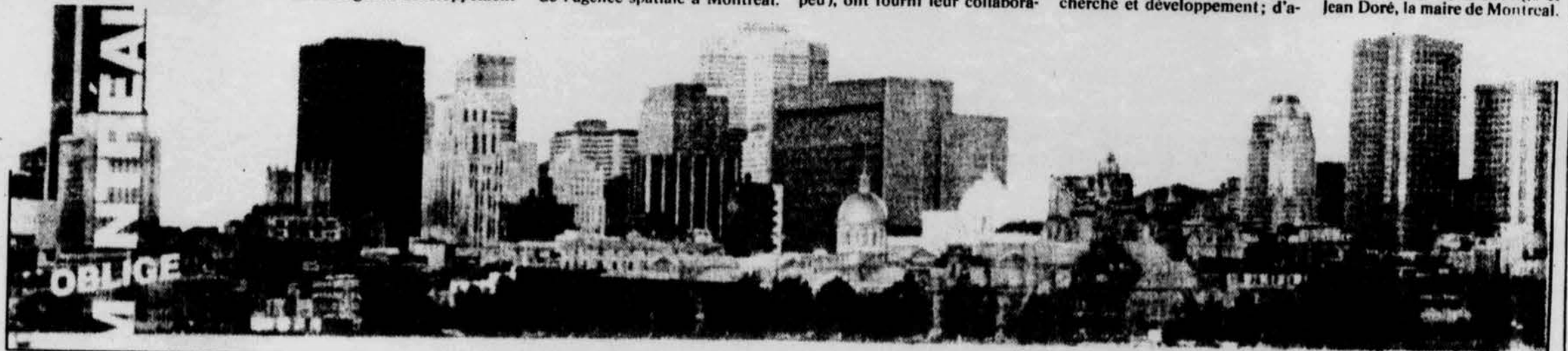
Outre les 24 porte-parole des secteurs privé et public, une vingtaine de médias, de l'écrit et de la radio (on attend l'appui des stations de télévision sous-peu), ont fourni leur collabora-

tion en donnant l'équivalent de \$1 million en publicité gratuite.

Déjà hier, on a aperçu dans différents journaux (dont *La Presse*), la première d'une série d'annonces donnant les six points majeurs de la stratégie de la Chambre qui sont: de convertir nos entreprises aux nouvelles technologies; d'encourager la venue d'entreprises de haute technologie; de miser sur la recherche et développement; d'a-

méliorer le niveau de l'éducation; d'accentuer le caractère international de Montréal; et d'assainir l'environnement et d'améliorer la qualité de vie.

La campagne se déroulera jusqu'à la fin du mois de juin. Parmi les porte-parole qui y participeront, on remarquera prochainement les Louis Laberge, de la FTQ, Bernard Lamarre, de Lavalin, Pierre Lortie, de Provigo et Jean Doré, la maire de Montréal.



Le maire *Jean Doré* parlera des perspectives d'avenir de Montréal le 21 mars, à midi, à l'hôtel Hilton Bonaventure, à l'invitation de l'Association du jeune barreau de Montréal. Renseignements: *Judith Germain*, au 87-3557.

**FREE
ADMISSION**

**50
Plus**

You and Your City

The Gazette invites you to join us for
the 4th annual 50 Plus Conference
— free and open to the public!

Sunday, April 2, 1989
11 a.m. to 4 p.m.

Palais des Congrès
201 Viger St. W.
(Place d'Armes Metro)

**PANEL DISCUSSION
1 p.m. to 3 p.m.**

Our panel will explore
Montreal's policies toward its
growing population of senior
citizens.

Simultaneous translation
available free of charge.



**Guest speaker:
Jean Doré,
Mayor of Montreal**



Gordon Atkinson,
Radio broadcaster
Moderator:



Louise Roy,
Chief Executive Officer,
MUCTC



Alain St-Germain,
Director,
MUC Police



Normand Daoust
Executive Director,
Municipal Housing
Office



Jeanne Naubert
President,
"Encore" Seniors
Group



Evelyn Raphael,
Social Action Committee,
Golden Age
Association



Sid Stevens,
Executive Vice President,
Sun Youth
Organization



James Toczyner,
Founder of Project Genesis,
Professor, Community
Organization
McGill School of Social
Work

Before and after the panel discussion, there will be lots to do. Share in the fun as seniors demonstrate their favorite leisure activities. Pick up new skills at the microwave cooking class. And visit the information booths for an insight into what is available for seniors in the community.

ACTIVITY CENTRES 11 a.m. to 1 p.m.

- Creative Arts, presented by the Golden Age Association
- Microwave Cooking, demonstrated by Edmée Anjachak
- Santé-Danse, an enjoyable form of exercise demonstrated by the Association montréalaise pour les loisirs des aînés
- Square Dancing, performed by Circles and Squares
- Tai Chi, demonstrated by the Montreal Tai Chi Taoist Society

INFORMATION BOOTHS 11 a.m. to 1 p.m.

ENTERTAINMENT 3 p.m.

Theatrix, a seniors' performing troupe, will put on a show of skits, songs, and dance called "Out of the Past, part 2."

Information booths organized By:

Bell Canada, Collège Marie-Victorin, CLSC Côte-des-Neiges, Communications Québec, Conseils de l'Age d'Or Montréal-Bourassa, Montréal-Concordia and Montréal-Lac-St-Louis, Concordia University Mature Students Centre, CASSRMM Regional Council, Elderhostel-Concordia, Encore, Golden Age Association, Information and Referral Centre of Greater Montreal, Jewish Family Services Social Service Centre, Jewish Support Services for the Elderly, Ministry of Consumer and Corporate Affairs, Ministry of Health and Welfare New Horizons Program and OAS Pensions, Montreal Fire Prevention Bureau, Meals-on-Wheels (Volunteer Bureau of Montreal), MUC Police, Municipal Housing Office, Project Genesis, Senior Citizen's Forum, Senior Scene Newspaper, Sun Youth Organization, St. John Ambulance, STCUM, VON Montreal, Ville de Montreal and W.I.S.E.

Information: 737-2221

The 50 Plus Conference is sponsored by



COUNCIL ON AGING
Allied Jewish Community Services

Conference Chair: Herb Wittes
Conference Coordinator:
Barbara Berger
Information Booths Chair:
Monica Karal, Lillian Shoub

and

The Gazette

The Gazette, Montreal, Sunday, March 5, 1989

Olympic tax could help build Metropolitan tunnel: Doré

By PETER KUTENBROUWER
of The Gazette

Mayor Jean Doré proposed yesterday that Montreal use the special Olympic tax on cigarettes, which generates \$120 million a year, to help finance a tunnel to replace Metropolitan Blvd.

The provincial tax was imposed to help pay off the debt incurred in building facilities for the 1976 Montreal Olympics. That debt will be repaid in 1993, Doré said.

"The tax exists. The government won't scrap it. Why not put it in a transit plan?" asked the mayor, who didn't put a price on the tunnel.

But, an aide to Premier Robert Bourassa said last night he doubts the Olympic debt will be cleared by 1993. Ronald Poupart suggested 1995 is more likely.

The government "will have to discuss" what to do with the tax after that, Poupart said.

Doré spoke to about 75 people at a meeting held to nominate a Montreal Citizens' Movement candidate for an April 9 city byelection in north-end Sault au Récollet district.

Michel Drainville, a CEGEP administrator, was acclaimed as the candidate. The opposition Civic Party hasn't named a candidate.

In his speech, Doré likened Transport Minister Marc-Yvan Côté's plan to spend \$45 million on patching the holes in the Metropolitan to putting "a cast on a wooden leg."

He's convinced a joint study by Quebec and the Montreal Urban Community will find the only solution to the problems of the overburdened overhead expressway is "clearly to make it disappear."

Instead of an expressway that "rips the city in two," Montreal could have the tunnel for express traffic and, at ground level, a landscaped boulevard three times the width of McGill College Ave.

"It's going to cost a lot, but what is the cost of the Met?" Doré asked. "Forty million dollars a year in lost salaries from traffic jams, \$20 million in wasted gas from idling cars."

Doré suggested other special taxes — on gasoline or licence plates, for example — could be levied to help pay for the cost of burying the Metropolitan.

"Voracious" oil companies are making more profit per litre of gasoline in Quebec than in Ontario, he said. By taking a slice of those profits, the government might "squeeze another cent per litre" out of gasoline without raising the price.

"The city does not leave out the possibility of paying part of the cost," he added.

Turning to the topic of the new Canadian space agency, Doré said he's sure the agency will put its offices downtown and its labs in a new high-tech industrial park beside the Bonaventure expressway.

Ottawa announced last week that the agency would set up its headquarters in the Montreal area. Suburban municipalities are lobbying for a piece of the action.

"The space agency is a head office, a decision centre," Doré said. "It will be set up in the heart of the region — in downtown Montreal."

Doré said he's already spoken with the space agency's designated president, Larkin Kerwin, about the site. He is to discuss the agency with Quebec Industry Minister Pierre MacDonald today.



JEAN DORÉ
Levy brings \$120 million a year

'Let cig tax live'

WHEN smokers finish paying for the massive Olympic debt in 1992, Quebecers should continue puffing away to foot the multi-billion dollar cost of putting the Metropolitan underground, Mayor Jean Doré said yesterday.

"The tobacco tax exists, so why not put it into a transport fund so it would help finance public transit and road rebuilding and highways in Quebec," Doré said.

Doré was speaking at the MCM nomination meeting for the April 9 municipal byelection campaign in north end Sault-au-Récollet district.

Michel Drainville, a veteran community organizer and administrator at Ahuntsic CEGEP, was acclaimed MCM candidate for the byelection.

The meeting was attended by the mayor, party officials and MCM councillors, but few rank-and-file members of the MCM.

Civic Party officials said yesterday their nomination meeting, postponed three times, will take place next Sunday.

The little known Montreal Municipal Party is backing Alain...

— Julian Feltman

P-PE-250

\$45.5 MILLIONS: LE PLUS IMPORTANT SURPLUS BUDGÉTAIRE

La Ville de Montréal aura vraisemblablement enregistré le plus important surplus budgétaire de son histoire en 1988, avec des revenus excédant les dépenses par au moins \$45.5 millions.



Jean-Maurice
DUDDIN

C'est la conclusion à laquelle on peut en arriver en étudiant les réaffectations budgétaires effectuées par l'administration Doré-Fainstat.

Déjà, pour 1989, les hauts fonctionnaires ont identifié \$5 millions que l'on peut ré-

cupérer de 1988.

A l'assemblée régulière du mois de mars du conseil municipal, qui a commencé hier soir à l'hôtel de ville, les élus ont étudié un transfert de \$40.5 millions du budget 1988 à celui de 1989.

On peut s'attendre à ce qu'en adminis-

trateurs responsables, MM. Doré et Fainstat agiront de façon conservatrice, et produiront un surplus supérieur aux \$45.5 millions déjà dégagés du budget 1988.

L'administration RCM pourrait ainsi conclure son deuxième budget avec le plus important surplus jamais réalisé dans l'histoire de la ville.

Il n'y a en effet qu'en 1983 qu'un surplus aussi important ait été réalisé dans le passé. Il avait alors été de \$46.4 millions.

Les deux autres surplus les plus importants avaient été enregistrés en 1986 avec \$39 millions et en 1987 avec \$30.3 millions.

Des économies

Ce surplus budgétaire a permis hier au

conseil de ratifier le paiement comptant de dépenses d'immobilisations totalisant \$17.5 millions.

Ce paiement permettra d'épargner deux millions et demi de dollars chaque année pendant 15 ans — en capital et intérêts — sur les prêts ainsi réglés.

Ces surplus budgétaires importants, enregistrés au cours des dernières années, s'expliquent, entre autres, par l'augmentation de l'évaluation des propriétés à Montréal, et par la construction massive au centre-ville.

Depuis trois ans, la Ville de Montréal a émis annuellement des permis de construction d'une valeur d'au moins un milliard de dollars.

Le budget de la ville de Montréal était de \$1.5 milliard en 1988.

City surplus hits \$40.5 M

THE city had a higher than expected budget surplus in 1988.

Mayor Jean Doré said the 1988 surplus of \$40.5 million, announced yesterday, is between \$10 and \$15 million more than anticipated.

The annual city budget includes 1.5 per cent for unforeseen expenses, or about \$25 million, which is usually carried over to the next budget.

The higher surplus is the result of higher tax revenues, Doré said.

Doré ne veut plus de projets de bungalows à Montréal

MARIANE FAVREAU

■ Le terrain est, à Montréal, une ressource trop précieuse pour la dilapider en résidences unifamiliales. Tel est le nouveau principe que le maire Doré a énoncé hier soir en réponse aux citoyens du secteur Fonteneau, près du métro Honoré-Beaugrand, qui s'opposent dans une proportion de 98,6 p. cent au changement de zonage que veut leur imposer l'administration.

« Nous devons commencer à gérer nos terrains disponibles comme une ressource non renouvelable, et donc en faire un usage maximum, assurait le maire Doré au conseil municipal. Nous préconisons une diversification (de l'habitation) et une meilleure utilisation des terrains disponibles.

« Nous pensons qu'on peut offrir divers modes de tenure, et notre défi c'est d'offrir autre chose que le bungalow. »

Il répondait ainsi aux citoyens, propriétaires de cottages tout autour du terrain disputé, qui lui signalaient qu'un tel changement de zonage n'est certainement pas la façon de ramener et de conserver à Montréal les banlieusards repentants. La densité du quartier triplera avec le projet de la Ville.

« Quels recours avons-nous contre l'administration qui dé-

cide pour nous, à l'encontre de nos demandes et d'études d'experts », ont-ils demandé, sinon le referendum qu'ils réclament.

C'est une chose qui n'existe pas à Montréal que le referendum sur les changements de zonage à Montréal, rappelle le maire Doré. Aux élus de décider, aux électeurs de les changer s'ils ne sont pas contents, observe-t-il.

En attendant, les citoyens du secteur Fonteneau ne savent à quel saint se vouer. Ils se sentent floués par l'administration qui, malgré sa politique de consultation, ont-ils dit au conseil hier, les écoute peut-être, mais ne change rien à ses décisions.

Dans un terrain obtenu gratuitement, la Ville veut faire construire 147 logis, dont des maisons d'appartements de trois étages et demi pour HLM et coopératives. Le tout dans une nouvelle rue dont la seule issue sera la rue Fonteneau.

Le zonage actuel ne permet que des bâtiments isolés ou jumelés de deux étages et d'au plus trois logements.

Le maire Doré a paru comprendre « les droits que les gens pensaient avoir face à leur environnement », tout en signalant que ce n'est pas une usine polluante qu'on installera dans le quadrilatère, et que leurs maisons ne seront pas dévaluées.

« Nous serons votre deuxième Overdale », lance l'association

qui traite l'administration d'antidémocratique.

Fonctionnaires et cols bleus

Inquiet de la politisation de l'appareil municipal, les conseillers Melançon et Auf der Maur ont posé des questions sur la présence de fonctionnaires à des réunions partisanes, et sur la distribution de documents municipaux à ces assemblées.

Le conseiller Abe Limonchick a reconnu hier soir qu'il n'y avait pas de raison pour que des fonctionnaires municipaux participent à une assemblée partisane du RCM, comme le signalait *La Presse*, dimanche. « Le conseiller et son association RCM ont erré, a-t-il humblement reconnu. J'ai demandé aux services municipaux de ne pas se présenter à la réunion par respect pour notre façon de fonctionner. »

Quant au maire Doré, il assure que les fonds publics ne doivent pas servir à distribuer des documents municipaux à des fins partisanes, comme cela a été fait, semble-t-il, à une assemblée du RCM dans Sault-au-Récollets, dimanche.

Par ailleurs, les cols bleus ont poursuivi une sorte de dialogue de sourds avec l'administration, à la période de questions, à propos des jardiniers à qui l'administration avait fait des promesses lors des négociations.

Don't misuse that tax

Mayor Doré is on weak ground in urging that the special Olympic tax on cigarettes help pay for a tunnel to replace the Metropolitan Autoroute.

But the mayor's creative spirit may still be useful if it spurs debate on other ways to use the cigarette tax.

The Olympic tax is supposed to die after helping clear the Olympic debt in the mid-1990s. But it's safe to assume that a tax-hungry Quebec government will find some reason for perpetuating it — just as Ottawa has maintained income tax, introduced as a temporary measure in 1917. Quebec could even wrap itself in righteousness as it breaks the promise: To cut the price of a pack of cigarettes, it could argue, would in effect encourage smoking.

Yet there are two problems with Mr. Doré's proposal for using the money — \$124 million a year — for the tunnel.

First, the cigarette tax was meant for a "special" purpose. The Olympics fit that definition perfectly: The Games were truly exceptional, and no one could expect the provincial treasury to pay for them out of general revenues. But a tunnel — even one several miles long — is a relatively conventional matter for which money should be found from conventional sources.

Also, since the government levies the cigarette tax on smokers across the prov-

ince, it is only fair that the revenue go towards a project that benefits all Quebec.

The Olympics met this criterion because they were a source of province-wide pride and because the Olympic Stadium still serves as a showcase for events that attract many thousands of Quebecers who reside outside the metropolitan area. Montreal city hall might argue that spicier local transportation has economic spinoffs for the entire province, but this is a little nebulous; essentially a Metropolitan tunnel would be a local goody.

What schemes might better qualify?

One might be improved medical care.

Already financially strained, the health system may well face a true crisis in coming decades when there are many elderly Quebecers and fewer younger ones to pay for their care. The Olympics and their legacy of sports facilities were supposed to promote health, so a better medical system would be true to the original philosophy.

Another candidate for the cigarette revenue might be our dramatically underfunded universities. The whole of Quebec would gain if the universities were brought up to the world standard they can and should attain.

It's not too early to consider worthy causes. But let them benefit all Quebec.

La taxe « tunnel » après la taxe olympique

■ C'est d'abord en commission parlementaire, le mois dernier, que le maire de Montréal a suggéré que la taxe olympique sur les cigarettes devienne la taxe-tunnel. Suggestion qu'il a reprise en fin de semaine dernière.

Selon les prévisions, l'extinction de la dette olympique pourrait avoir lieu en 1993. Si bien que la taxe spéciale qui frappe chaque paquet de cigarettes, ne serait plus nécessaire à cette fin.

Mais, selon le maire, il y a bien peu de chance que le prix des cigarettes diminue pour autant. Aussi, pourquoi ne pas maintenir cette taxe provinciale en l'affectant, cette fois, au paiement du tunnel qui remplacerait l'autoroute métropolitaine?

Car le maire de Montréal estime que réparer l'autoroute Métropolitaine ne serait que poser un cataplasme sur une jambe de bois. Les travaux envisagés par le ministre des Transports ne prolongeraient que de peu sa vie utile. Aussi, devrait-on dès maintenant prévoir une autoroute en tunnel, avec un boulevard de surface.

C'est pour financer ces travaux que le maire suggère le maintien d'une taxe sur les cigarettes.

Le maire à New York pour discuter de lutte à la drogue

Le maire de Montréal, Jean Doré, s'envole cet après-midi pour New York où il participera à une première conférence internationale des maires consacrée à la lutte aux trafiquants de drogue.

La participation du maire Doré à ce colloque qui regroupe les maires des plus importantes villes américaines, et ceux de certaines villes européennes, a pour but d'établir les moyens par lesquels les administra-

tions municipales — et par conséquent les corps policiers — pourront lutter le plus efficacement contre le trafic de stupéfiants à l'échelle mondiale.

La participation de Montréal, explique un

adjoint du maire, André Sénécal, a pour but d'unir les efforts à l'échelle du continent pour contrer les trafiquants qui utilisent déjà Montréal comme plaque tournante dans le trafic de la cocaïne et de l'héroïne.

C'est d'autant plus important, explique-t-il, que le trafic de la drogue entraîne une hausse importante de la criminalité.

Ainsi, par exemple, sur les 85 meurtres commis à Washington en 1988, 80 étaient liés au trafic de la drogue.

«Sur l'île de Montréal, en 1980, un cinquième des meurtres commis avait rapport au "trafic de stup". L'an dernier, sur les 65 meurtres, le tiers étaient relié au monde de la drogue», précise M. Sénécal.

«Or, si les Américains font la vie dure aux trafiquants, il ne faudrait pas que ceux-ci décident de transister par le Canada pour exercer leur commerce illicite, ajoute l'adjoint du chef de cabinet du maire.

Doré à New York pour parler de drogues

Martin Pelchat

LES MAIRES d'Amérique, dont le maire de Montréal, parleront de drogues et de trafic de drogues à l'invitation des maires de New York et de Bogota, demain, dans la métropole américaine.

Les dirigeants de quelque 25 villes et les chefs de police d'une trentaine d'autres assisteront à cette journée au cours de laquelle on tentera d'identifier les moyens d'action dont disposent les municipalités pour lutter contre la drogue, vue comme un problème de société. Le maire Jean Doré y sera accompagné du directeur par intérim de la police de la CUM, Alain Saint-Germain.

« Très honnêtement, expliquait hier le maire Doré, je veux aller chercher des exemples de ce qui s'en vient ou qui peut venir, peut-être éventuellement pour m'en servir afin de dramatiser la situation. Il y a des parents qui ici, je pense, ne prennent pas souvent conscience du danger qui nous guette ».

La situation à Montréal n'est évidemment pas comparable à celle de villes américaines comme Washington, où depuis quatre mois, 80 personnes ont été tuées pour des motifs reliés à la drogue. « Au total, dans l'ensemble des meurtres qui sont enregistrés sur le territoire de la CUM, on estime qu'à peine le tiers sont reliés au trafic de la drogue, note M. Doré. Mais cela dit, ajoute-t-il, ce qui existe aux États-Unis peut potentiellement être la réalité ici dans 10 ans, si on n'y prend garde ».

Plusieurs experts policiers, des avocats, un banquier et le vice-président américain, Dan Quayle, s'adresseront demain aux maires réunis à New York. De ce dernier, les organisateurs attendent en particulier la réaction aux propositions

« musclées » du maire de New York, M. Ed Koch, explique son porte-parole Clifford Channing, suggère que l'armée américaine prenne désormais part aux efforts déployés contre les trafiquants.

La CUM, qui n'en est pas là, a entre autres choisi la voie de la prévention. Cette année, explique le maire, 50,000 jeunes vont être vus dans les écoles avec une approche plus moderne, qui va des jeux vidéo aux cassettes d'information. « S'attaquer aux causes, poursuit M. Doré, ça veut aussi dire à mon point de vue s'attaquer à des problèmes de pauvreté et d'injustice ».

Montréal étant par ailleurs considérée dans les milieux policiers comme un centre de distribution canadien en cocaïne et héroïne, il y a peut-être possibilité, selon le maire Doré, de conclure à New York « des alliances tactiques avec certains collègues d'Amérique latine, pour peut-être ouvrir des contacts, y compris de police à police, afin de faire un meilleur travail d'interception et de contrôle des arrivages importants ».

À New York, on est surtout préoccupé par le crack, ce dérivé de la cocaïne, qui, selon Clifford Channing, est invoqué par les experts pour expliquer le record de meurtres (plus de 1,800) qu'a connu New York l'an dernier.

Au Canada, les policiers maintiennent que le crack est encore peu présent. « J'ai tendance à croire que l'évaluation de nos policiers est assez juste, dit M. Doré. Peut-être parce qu'ayant été précédé ici de tellement de publicité négative, le crack a fait peur aux gens ».

« Mais nous allons amplifier, dit-il, la publicité là-dessus parce que c'est évident, selon les rapports qui nous viennent de partout, que le crack est une drogue extrêmement dangereuse. Ça nous menace aussi ».

No way to treat people

There is a worrisome flaw in the Doré administration's generally laudable plan to use housing construction as a way to lure more residents to Montreal.

When city hall requires zoning changes in order to build large housing projects, it does not consult with the neighborhood's existing residents and try to get their approval. For a Montreal Citizens Movement administration that condemned the previous régime's lack of consultation, this like-it-or-not approach to zoning is shameful.

Homeowners in an east-end area near the Honoré-Beaugrand Métro station have, much to their chagrin, become experts on this turnaround. Last August they first learned that city hall had plans when they spotted surveyors at work in a field on Fontenau St. It turned out the city's housing czar, John Gardiner, seeks to authorize three-storey apartment buildings as part of a 147-unit grouping of public, co-operative and private housing. The area, which boasts mostly one-storey bungalows, is now zoned for two-storey attached and semi-attached homes.

Jack Seebold was among the 95 per cent of Fontenau St.-area residents to sign a petition against the zoning change. He says "When I bought my house 15 years

ago I knew that one day the field would be developed. I'm not against construction. But what we're upset about is the degree of density and extra traffic. Ninety units in two-storey buildings would be fine."

Mr. Gardiner's laudable goal is to use inexpensive housing to encourage more people (read taxpayers) to purchase homes in town rather than in off-island suburbs. But showing so little concern for homeowners who are already here is surely no way to attract potential newcomers.

In every municipality in the province except Montreal and Quebec City, residents have the power to take part in neighborhood referendums over zoning changes that city councils have approved. The MCM's electoral power-to-the-people platform called for introducing just such referendums here.

Now Mr. Doré is quietly jettisoning this pledge in favor of a consultation process that, as Fontenau St. example shows, can serve more simply to unveil a *fait accompli* than truly to hear the public's point of view before reaching a decision.

On April 10 city council will vote on (and doubtless rubberstamp) Mr. Gardiner's proposed zoning change. *Plus ça change...*

Montréal, plaque tournante des drogues dures, admet Doré

Agence France-Presse

NEW YORK

■ Les Américains sont «obnubilés par la guerre contre la drogue, mais à mon avis il faut aussi penser à la prévention», qui passe par l'éducation des consommateurs potentiels de narcotiques. «une tâche à long terme», a dit hier le maire de Montréal, M. Jean Doré, qui participe à une conférence mondiale de maires sur l'usage et le trafic de la drogue.

Les maires de plusieurs grandes villes des États-Unis, du Canada, de l'Amérique latine et de l'Europe ont commencé hier à discuter les problèmes posés par la consommation croissante de la drogue en milieu urbain, au cours d'une conférence organisée par leurs homologues Edward Koch, de New York, et Andres Pastrana, de Bogota.

«La répression est indispensable», a dit M. Doré, avant de reconnaître que Montréal est considéré comme le centre de distribution des drogues dures au Canada, et en particulier de l'héroïne, à cause de la filière iranienne.

Il a néanmoins estimé qu'il fallait aussi absolument faire des campagnes d'information sur les conséquences des drogues dures auprès de la jeunesse. «C'est une politique qui s'est révélée payante chez nous, a-t-il dit, étant donné l'absence presque totale du crack à Montréal.»

«A Montréal, les jeunes sont sensibilisés positivement à cette campagne, ce qui démontre que la consommation de drogue est un problème de société», a insisté le maire.

M. Doré a aussi souligné la nécessité de s'attaquer aux causes profondes de l'usage des drogues, et aux divers problèmes sociaux comme le chômage, l'absence d'espoir, qu'il faut combattre en même temps, «comme on essaie de le faire à Montréal».

La conférence européenne et nord-américaine sur la sécurité et la prévention de la criminalité en milieu urbain, qui se déroulera à Montréal du 10 au 13 octobre prochain, sera en quelque sorte le prolongement de celle de New York, a dit enfin M. Doré.

Conférence mondiale de maires sur la drogue

DORÉ: LA CONSOMMATION DE LA DROGUE, UN PROBLÈME DE SOCIÉTÉ

NEW YORK (AFP) — Les Américains sont « obnubilés par la guerre contre la drogue, mais à mon avis il faut aussi penser à la prévention » qui passe par l'éducation des consommateurs potentiels de narcotiques, « une tâche à long terme », a dit, hier, le maire de Montréal, M. Jean Doré, qui participe à une conférence mondiale de maires sur l'usage et le trafic de la drogue.

Les maires de plusieurs grandes villes des États-Unis, Canada, Amérique latine et Europe ont commencé, hier, à discuter les problèmes posés par la consommation croissante de la drogue en milieu urbain, au cours d'une conférence organisée par M. Edward Koch (New York) et M. Andres Pastrana (Bogota).

« La répression est indispensable », a dit M. Doré, avant de reconnaître que Montréal est considéré comme le centre de distribution des drogues dures au Canada, et en particulier de l'héroïne, à cause de la filière iranienne.

Il a néanmoins estimé qu'il fallait aussi absolument faire des campagnes d'information sur les conséquences des drogues dures auprès de la jeunesse. « C'est une politique qui s'est révélée payante chez

nous, a-t-il dit, étant donné l'absence presque totale du crack à Montréal ».

« À Montréal les jeunes sont sensibilisés positivement à cette campagne, ce qui démontre que la consommation de drogue est un problème de société », a insisté le maire.

M. Doré a aussi souligné la nécessité de s'attaquer aux causes profondes de l'usage des drogues, et aux divers problèmes sociaux comme le chômage, l'absence d'espoir, qu'il faut combattre en même temps, « comme on essaie de le faire à Montréal ».

La conférence européenne et nord-américaine sur la sécurité et la prévention de la criminalité en milieu urbain, qui se déroulera à Montréal du 10 au 13 octobre prochain, sera en quelque sorte le prolongement de celle de New York, a dit enfin M. Doré.

En plus de MM. Doré, Koch et Pastrana, participent à cette réunion internationale les maires de plusieurs villes, dont Jim Durell (Ottawa), Ed van Thijn (Amsterdam), Jorge del Castillo (Lima), Mar- rion S. Barry (Washington), Raymond L. Flynn (Boston), Rafael Subervi (Saint-Domingue), et d'autres.

Par contre, les maires de La Havane, Managua et Panama seront absents. Le Département d'Etat leur a refusé un visa d'entrée en estimant que Cuba, Nicaragua et Panama ne pouvaient pas coopérer effectivement à la lutte contre le trafic de drogue.

Des maires de partout discutent des problèmes reliés à la drogue

NEW YORK (AFP) — Les Américains sont « obnubilés par la guerre contre la drogue, mais à mon avis il faut aussi penser à la prévention » qui passe par l'éducation des consommateurs potentiels de narcotiques, « une tâche à long terme », a dit, hier, le maire de Montréal, M. Jean Doré, qui participe à une conférence mondiale de maires sur l'usage et le trafic de la drogue.

Les maires de plusieurs grandes villes des États-Unis, du Canada, de l'Amérique latine et de l'Europe ont commencé, hier, à discuter les problèmes posés par la consommation croissante de la drogue en milieu urbain.

« La répression est indispensable », a dit M. Doré, avant de reconnaître que Montréal est considéré comme le centre de distribution des drogues dures au Canada, et en particulier de l'héroïne, à cause de la fièvre iranienne.

Il a néanmoins estimé qu'il fallait aussi absolument faire des campagnes d'information sur les conséquences des drogues dures auprès de la jeunesse. « C'est une politique qui s'est révélée payante chez nous, a-t-il dit, étant donné l'absence presque totale du crack à Montréal ».

« À Montréal les jeunes sont sensibilisés positivement à cette campagne, ce qui démontre que la consommation de drogue est un problème de société », a insisté le maire.

M. Doré a aussi souligné la nécessité de s'attaquer aux causes profondes de l'usage des drogues, et aux divers problèmes sociaux comme le

chômage, l'absence d'espoir, qu'il faut combattre en même temps, « comme on essaie de le faire à Montréal ».

La conférence européenne et nord-américaine sur la sécurité et la prévention de la criminalité en milieu urbain, qui se déroulera à Montréal du 10 au 13 octobre prochain, sera en quelque sorte le prolongement de celle de New York, a dit enfin M. Doré.

En plus de MM. Doré, Koch et Pastrana, participent à cette réunion

internationale les maires de plusieurs villes, dont Jim Durell (Ottawa), Ed van Thijn (Amsterdam), Jorge del Castillo (Lima), Marrion S. Barry (Washington), Raymond L. Flynn (Boston), Rafael Subervi (Saint-Domingue), et d'autres.

Par contre, les maires de La Havane, Managua et Panama seront absents. Le département d'État leur a refusé un visa d'entrée en estimant que Cuba, Nicaragua et Panama ne pouvaient pas coopérer effectivement à la lutte contre le trafic de drogue.

Démocratie. Ô mon amour

FRANCINE PELLETIER
collaboration spéciale

Tous les jeudis depuis deux mois, le journaliste-animateur Patrick Watson s'interroge, sur les ondes de Radio-Canada, sur la démocratie. Comment se crée-t-elle? A quoi sert-elle? Comment s'exerce-t-elle?



Mais nul besoin de remonter aux Athéniens ou au Boston Tea Party pour mieux s'instruire. Suffit de regarder autour de soi. A la « crise » au sein du RCM, par exemple, crise déclenchée par la soudaine démission de trois de ses conseillers, le 21 décembre dernier, et exacerbée par leur expulsion du parti. Crise qui sera (enfin) débattue mercredi prochain, lors d'un Conseil général du RCM.

Admettez que ça fait bizarre. Après tout, voici un parti bâti sur les principes du partage et du pluralisme. Un parti qui a ouvert les portes des officines municipales aux curieux et aux insatisfaits. Qui a promis un plan d'urbanisme de la ville — du jamais vu à Montréal — davantage d'espaces verts et de garderies et la promotion des femmes au sein de la fonction publique. Voici un parti entré en trombe à l'Hotel de ville, il y a deux ans, sous la bannière: « Changeons Montréal pour le vrai! ».

Alors, que sont nos démocrates devenus? Que s'est-il passé pour que quatre conseillers siègent aujourd'hui dans l'opposition? Accident de parcours ou soudain mépris de la démocratie?

...

Le démissionnaire Sam Boskey, lui, est catégorique. « On a toléré la dissidence jusqu'à ce qu'elle devienne efficace », dit-il. Selon le conseiller, et militant du RCM depuis 15 ans, beaucoup de choses ont changé depuis la prise du pouvoir en novembre 1986. D'abord, le parti — saigné de ses têtes pensantes depuis la victoire — vivote. Il n'est tout simplement pas de taille pour bien encadrer les élus. Et puis, le Conseil exécutif monopolise le pouvoir. Il y a sans doute, au sein de cette instance suprême, plus de collegialité et de transparence que par le passé, mais c'est lui qui mène. Peu de discussions, donc, au sein du caucus qui se contente d'entériner les décisions de l'exécutif, prises à huis clos. Et surtout, la philosophie du RCM s'est transformée: démocratisation et conscientisation ont cédé le pas à la bonne gestion et « modernisation de l'appareil ».

« Je ne suis pas entré en politique pour décider de la couleur des murs des Maisons de la culture », dit M. Boskey. « J'y suis entré pour changer la nature du gouvernement municipal ».

Chose certaine, Sam Boskey ainsi que les trois autres « objecteurs de conscience », Marvin Rotrand, Pierre Goyer et Pierre-Yves Melançon, se sont vus de plus en plus ostracisés au sein du caucus au fur et à mesure que leur opposition se faisait sentir. « Plusieurs conseillers en sont venus à nous marginaliser, nous ignorer, parfois à ne pas nous informer de la tenue de réunions. (...) Je me retire du caucus parce que c'est « invivable », a écrit Boskey dans sa lettre de démission. En entrevue, il précise que l'administration en est rendue à punir les méchants conseillers (comme lui) et à récompenser, par des promotions, les « bons soldats ». Le président du Conseil exécutif, Michael Fainstat, aurait d'ailleurs fait circuler une liste de résolutions prises par son administration ou sont inscrits les noms des voteurs dissidents. Difficile de ne pas voir là une incitation à la conformité.

Bref, les démissionnaires croient que la démocratie en a pris pour son rhume dans cette histoire. Jacques Desmarais, le nouveau président du RCM et l'homme qui n'a pas hésité à leur montrer la porte, n'est pas de cette avis.

« Je suis tanné de recevoir des leçons de démocratie, dit-il, de ceux qui ne se comportent pas en démocrates ». M. Desmarais juge les dissidents très prompts à se plaindre devant les caméras, plutôt que de s'adresser aux instances du parti. « Seulement 36 heures avant cette démission en bloc, j'ai passé plusieurs heures avec Marvin Rotrand. Pas un mot sur sa démission. On m'a seulement laissé un message sur mon répondeur m'annonçant qu'il y aurait une conférence de presse à ce sujet, le lendemain ».

Jacques Desmarais s'interroge donc sur le comportement de prima donna des dissidents. « Ce n'est plus de la dissidence, dit-il, c'est carrément de l'opposition ». Et, bien qu'il soit d'accord que ces derniers n'aient pas eu la vie facile au sein du caucus, il ne croit pas à une « absence de volonté politique » au sein de l'administration. « La démocratisation procède aussi rapidement que le parti l'a décidé », précise-t-il. Les fameux Comités de conseil d'arrondissement — sévèrement critiqués par les démissionnaires comme étant une façade plutôt qu'une réelle démocratisation — sont selon Desmarais, les premiers balbutiements de la décentralisation du pouvoir. « Les dissidents veulent aller trop vite. Ils ne comprennent pas les petits pas; ils ne veulent pas laisser aux gens le temps de faire l'apprentissage de la démocratie. C'est, à mon avis, une vision naïve de la démocratie », dit le nouveau président.

Le rêve versus la réalité, les radicaux contre les modérés, l'idéalisme confronté au pragmatisme... Appelez ça comme vous voulez, c'est toujours de cette façon que se déroule la lutte pour la démocratie



M. Sam Boskey

et le progrès. D'abord, il y a le rêve et les grands principes; ensuite, l'action et la dure réalité. Et l'inévitable écart qui se creuse entre les deux, à tel point que les tenants du rêve ne se reconnaissent pas dans les tenants de l'action et vice versa. Dommage.

Dommage, parce que la vérité n'est ni tout à fait dans un camp, ni tout à fait dans l'autre. En ce qui concerne la crise du RCM, il y a certainement eu des erreurs commises des deux côtés. Les dissidents ont raison de signaler les failles de l'administration municipale, car il y en a. Mais en refusant le dialogue, ils ont eux-mêmes manqué aux règles de la démocratie. Il faut, d'ailleurs, s'interroger sur la facilité des « radicaux » (où qu'ils soient) à s'isoler et ainsi, à se transformer en martyrs de la cause. Bien sûr, un souci de justice les motive. Mais pas seulement. Il y a aussi le besoin de se faire une belle jambe.

L'administration, par contre, est tombée dans le piège du pouvoir, l'autoritarisme. Comme si à force

de mener la barque, les gens au pouvoir devenaient inévitablement convaincus d'avoir raison. Et puis, le pouvoir permet de se cacher derrière les autres. Ce que le Conseil des élus, et l'exécutif en tête, est trop heureux de faire derrière le hardi, et un peu prompt, Jacques Desmarais.

...

La crise du RCM se résorbera-t-elle lors du Conseil général du 15 mars? Sam le contestataire hoche la tête et Jacques le téméraire, lui, dit qu'il n'y a pas de solution idéale, seulement le dialogue.

Chose certaine, 15 ans après sa création, le RCM fait face à un dilemme d'envergure. Ou bien il rapatrie les brebis — au nom du principe fondateur de « rassemblement » — et s'accommode tant bien que mal des tiraillements internes que cela implique, où bien, au nom de la cohésion, il les envoie paître pour de bon et abandonne ses prétentions à la grande pluralité.

Le RCM se penche sur le cas de ses dissidents



AGNÈS GRUDA

Depuis que quatre conseillers de l'équipe Doré ont claqué la porte du caucus pour former un « groupe parlementaire indépendant » à l'hôtel de ville de Montréal, le RCM vit avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête.

De deux choses l'une. Ou bien le parti trouve une façon de se débarrasser des quatre dissidents, au risque de provoquer une crise politique majeure parmi ses troupes.

Ou alors il accepte de cohabiter avec quatre francs tireurs de la politique municipale, qui affirment parler en son nom, tout en demeurant parfaitement incontrôlables pour les hautes instances du RCM.

Délicat dilemme, qui sera le principal sujet de discussion au prochain conseil général du RCM, le mercredi 15 mars. Le conseil général doit en effet se pencher sur le statut du conseiller Pierre-Yves Melançon, qui a démissionné du caucus en octobre dernier, et de ses collègues Sam Boskey, Marvin Rotrand et Pierre Goyer, qui l'ont suivi deux mois plus tard.

La direction du RCM avait alors répliqué en expulsant les démissionnaires de ses rangs (ou plutôt en concluant qu'ils

s'étaient de facto expulsés eux-mêmes), pour les réintégrer par la suite, en attendant la rencontre du 15 mars.

Depuis, l'hôtel de ville de Montréal, où le parti du maire Doré dispose de la majorité absolue, vit à l'heure des Quatre Mousquetaires, qui dénoncent la centralisation du pouvoir, exigent la levée du huis clos sur les réunions du Comité exécutif, interrogent, achalent et dérangent l'administration, bref jouent le rôle d'une véritable opposition. Tout cela au nom de la fidélité au programme du RCM.

La situation est pour le moins ambiguë, reconnaissent les militants et conseillers du RCM que *La Presse* a interrogés cette semaine. « Rien, dans nos statuts, ne prévoit quoi faire avec ça », constate Caroline Singleton, militante de longue date dans Notre-Dame-de-Grâce. Un militant de Snowdon (le district de Marvin Rotrand) dit soutenir à 100 p. cent son conseiller, mais déplore que son quartier ne soit plus représenté au caucus.

« Nous sommes sur la corde raide », affirme Anne-Marie Allaire, coordonnatrice de l'association du RCM dans Mile-End/Jean-Talon. « Si les dissidents devaient être expulsés, ça démobiliserait pas mal de monde. On aurait des décisions à prendre, tant sur le plan personnel que comme exécutif local », ajoute-t-elle. Lire: si les dissidents sont chassés du parti, plusieurs militants pourraient décider de leur emboîter le pas.

Même son de cloche dans Pointe-Saint-Charles, où les mili-

tants seraient prêts à remettre en question leur appartenance au RCM dans le cas d'une expulsion des dissidents, selon le conseiller de ce district, Marcel Sévigny.

M. Sévigny, qui avait failli prendre le bateau de la dissidence mais s'était ravisé à la demande de son association locale, croit que quelques conseillers hésitants pourraient eux aussi saisir l'occasion pour rejoindre les « indépendants ».

Attention: fragile

La situation est explosive, dit M. Sévigny, et la direction du RCM l'a apparemment compris.

Car contrairement à ce qu'appréhendaient les dissidents, la proposition qui sera présentée cette semaine au conseil général n'adopte pas la ligne dure. Et il n'y est pas question d'expulser les dissidents.

Il s'agit plutôt d'une tentative de compromis, qui rejette l'idée de la présence de deux « groupes parlementaires » du RCM à l'hôtel de ville, mais suggère de prendre encore quelques mois pour tenter de trouver une solution politiquement acceptable pour tous. Idéalement, ce compromis devrait permettre aux dissidents de réintégrer le caucus, où l'on amènerait de nouvelles règles du jeu pour laisser plus de place à la dissidence.

Autant résoudre la quadrature du cercle, convient Marcel Sévigny, qui estime que tôt ou tard, il faudra affronter la crise. Plus tôt que tard, dit-il: pas question de laisser l'abcès crever au prochain

congrès du parti, en novembre, à un an des élections municipales.

Pour leur part, les « quatre » n'excluent pas l'idée de revenir au caucus, mais ils posent leurs conditions, au nom du droit à la dissidence. Et la majorité n'est peut-être pas prête à leur ouvrir grand les bras.

« La situation qu'on vit, nos quatre collègues d'en face l'ont créée de toutes pièces, sans avertir personne, et sans respecter nos règles de fonctionnement », dit le conseiller André Lavallée, président de la Commission d'aménagement.



Le maire Jean Doré

« Ces gens-là ne sont pas capables de fonctionner à l'intérieur d'un parti où les décisions sont prises collectivement. Ils veulent *driver* individuellement, sans rendre de comptes à personne. Ils sont adultes, ils sont vaccinés, s'ils veulent devenir l'opposition, et bien qu'ils l'assument », s'indigne M. Lavallée. Autrement dit, s'ils veulent jouer les empêcheurs de réglementer en rond, qu'ils quittent le parti.

Les propos de M. Lavallée reflètent l'épreuve de force qui s'est engagée à l'hôtel de ville entre la majorité et les « indépendants ». La guerre s'est jusqu'à maintenant jouée sur deux fronts: celui des Commissions permanentes (les dissidents voudraient siéger à deux par commission, avec droit de vote), et celui du fonds de recherche et de secrétariat alloué aux partis d'opposition et aux conseillers indépendants.

Pour le moment, les démissionnaires ont perdu les deux batailles. Pierre-Yves Melançon a même porté sa cause devant les tribunaux: il a présenté cette semaine une requête en Cour supérieure pour contester sa destitution comme président de la Commission de l'administration et des finances.

Le retour de la « vieille garde »

Paradoxalement, en se dissolvant du caucus, les dissidents ont redonné un nouveau souffle au RCM, constatent plusieurs militants, qui trouvaient qu'au lendemain des élections, le parti s'était quelque peu assoupi.

Symptôme de cet assoupissement: le RCM comptait quelque 20000 membres en 1986; aujourd'hui il n'en a plus que 8000. D'accord, la période pré-électorale avait gonflé artificiellement le membership. Mais il n'y a pas que ça, il y a aussi un malaise profond, murmure-t-on dans les districts. Malaise qui transparaît dans le bilan des deux premiers « années Doré » dressé récemment par la base du RCM, qui reproche à l'administration municipale son attitude dans le dossier Overdale, des prises de position contraires au programme du parti, la lenteur à instaurer certaines réformes, etc.

Or, dans Notre-Dame-de-Grâce par exemple, une quinzaine de militants de la « première cuvée », qui s'étaient désintéressés du parti dans les mois suivant l'élection du RCM, refont surface pour soutenir les dissidents.

Claudette Godley, directrice d'un centre de crise en santé mentale, est de ceux-là. Elle avait quitté le RCM un an après la prise de pouvoir, parce qu'elle trouvait que la nouvelle administration n'apportait rien de nouveau. « S'il s'agit seulement de gérer une ville de façon traditionnelle, on n'a pas besoin d'un parti politique pour ça, il suffit de quelques diplômés des HEC », dit-elle.

Elle a rattrapé au lendemain des démissions, comme une quinzaine de ses compagnons de la « vieille garde ». Car, dit-elle à la blague, « il n'y a rien comme une bonne bataille pour faire sortir les vieux militants ».

Split feared in MCM if dissident 'Gang of Four' is expelled

By LEWIS HARRIS
of The Gazette

AFESTERING dispute within the Montreal Citizens' Movement is expected to burst into the open next week when party members debate the status of four city councillors who stormed out of the MCM caucus late last year.

About 150 party members, 75 of them voting delegates, will focus on the continuing controversy at an MCM general council meeting Wednesday.

But if the party members want to do what is best for the MCM, several veteran members said in interviews this week, they will resist any urge to expel councillors Sam Boskey, Pierre Goyer, Pierre-Yves Melançon and Marvin Rotrand.

Booting out the four dissident councillors, said the party members, could create a major split in party ranks. That in turn could lead to thousands of defections from the MCM. Eventually, former MCM party members could form a new political party.

Boskey, Goyer, Melançon and Rotrand — who have since been dubbed the Gang of Four — walked out of the MCM caucus at city hall because they could no longer endure what they said was a growing tendency in caucus to stifle debate.

In the 18 months prior to leaving the MCM caucus, the four councillors had on several occasions voted against their own party on such issues as downtown development and policy on public consultation.

But after quitting caucus, the four councillors also said they wanted to remain members in good standing of the MCM, despite sitting in opposition at city hall where they pepper Mayor Jean Doré and other members of his executive committee with embarrassing questions.

Public airing

Their decision to leave the MCM inside city hall while remaining in the MCM outside city hall angered some party members, who argued that the four councillors should be thrown out of the party altogether.

The question, the subject of sometimes fierce debate at local MCM membership meetings across Montreal, finally will get a public airing at next week's general council meeting.

The debate has already had its ugly moments. Shortly before they resigned, the four dissident councillors were accused by city executive committee chairman Michael Fainstat of "sabotaging" the MCM administration's efforts at city hall.

And in his resignation letter, Rotrand accused Doré of taking an iron-fist attitude with MCM city councillors who dared disagree with administration policies at city hall.

And the same day the four councillors resigned from caucus, party president Jacques Desmarais announced that the councillors were no longer members of the MCM.

Desmarais and other members of the party's central executive argued that the councillors had, in fact, "excluded themselves" from the party by breaking internal party statutes. The central executive backed away from that stand a month later after protests from scores of party members.

Now, the MCM's central executive seems to be heeding calls to avoid a damaging confrontation on the ides of March.

Item No. 9 on the agenda for the meeting bears the neutral-sounding title "Resigned Councillors: Report from the central executive council."

Delegates then will be handed a dry, six-page report and asked to vote on a three-point proposition reaffirming party rules and asking that further discussion be held to try to find a solution to the problem of what status to confer on the dissidents.

Nowhere is there a call for expulsion or any other form of punitive action.

Councillor Arnold Bennett, an expert on

the party's constitution, says that even if the general council passed a resolution to get rid of the councillors, it would have no effect since there are no specific party rules on expulsions.

The most that could happen at a general council meeting, says Bennett, is that it could recommend changes to the party's constitution that could lead to expulsions. Such changes would have to be approved at a full party convention in November.

But Bennett and other MCM stalwarts are not worried so much about the legal technicalities.

Could send signal

If the meeting turns into a virulent denunciation of the four dissident councillors, it will send a clear signal to scores of party members that disagreement cannot be tolerated within the MCM, says Bennett.

"If some people decide they want to try to force the issue, of course it won't resolve anything because it will just anger the grassroots," says Bennett.

"But if the central executive doesn't try and force things, there won't be any problems even if a few hotheads shoot off their mouths. And in any case, there aren't that many people out there who want a purge."

Kevin Cadloff, an MCM party member defeated in the 1986 municipal election, warns that "the worst thing that could happen to the party would be if the councillors in question were expelled."

"Because if that happens, they would take a good portion of the membership with them and in fact it would split the party entirely."

It's a view shared by party member P'tete Wheeland.

"I think if they vote to expel the councillors or to accept the central executive's interpretation of the constitution, a lot of us are going to have difficulty staying in the party," says Wheeland.

But Sharon Leslie, the city councillor for Loyola district and an opponent of the four councillors, says the dissidents have only themselves to blame for whatever angst the party now finds itself going through.

Leslie says that the councillors made a commitment to work within the MCM caucus and accept its rules once they won public office.

For Boskey, the central executive's seemingly low-key approach to Wednesday's meeting looks like good news.

"It's a good idea that they have acknowledged that a quick solution is not going to help anybody and that it might even be dangerous for the party," says Boskey.

Moscow's 'Lamarre' visits

RIGHT DOWN TO the City of Montreal pin worn on his left lapel, and the cut of his graying hair, the deputy mayor of Moscow bears a striking resemblance to Yvon Lamarre, former city executive committee chairman.

Eugene Ivanovich Bystrov is a short, reserved man who, as top bureaucrat Lamarre did until he left city hall 2½ years ago, speaks modestly about his role in municipal politics.

Bystrov was in Montreal on a working visit last week, comparing notes with city officials on the nuts and bolts of running a big town city, and he dropped by the *Daily News* for a wide-ranging interview.

Not surprisingly, the deputy mayor discovered the problems both cities face are similar: the Métro must run on time, the snow has to be removed, the garbage picked up.

However, in the area of grassroots consultation, it appears Moscow has a more highly developed system for listening to its citizens than the process now in its infancy in Montreal.

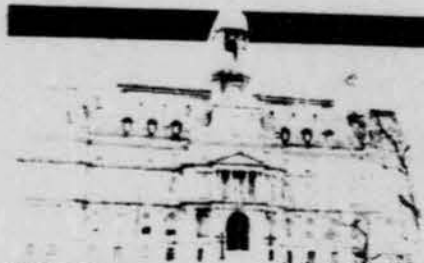
Bystrov explained that Moscow is divided into 33 administrative regions represented by 800 elected deputies, who collect no salary, and is overseen by a 19-member central executive committee, or city council.

The MCM's similar district advisory councils — often (derisively) called neighbourhood soviets, were also supposed to give more power to area residents.

Decisions

In the Soviet capital, decisions directly affecting each Moscow district are made at the local council, explained Bystrov. By comparison, Montreal's neighbourhood councils have no such decentralized decision-making powers, even though they were originally conceived with that purpose in mind.

Of course, there are big differences between Montreal and Moscow — the state is responsible for providing



INSIDE CITY HALL BY JULIEN FELDMAN

housing and running the food stores for example — but city services such as street cleaning and traffic control are the same large-scale administrative undertakings in both urban centres.

In the underground world of public transit, Moscow subway riders have a clear advantage over their Montreal counterparts. Not only is the Moscow Métro one of the world's largest, with 300 stations, it's also the cheapest.

A ticket costs just five kopecks, or about 10 cents, and the monthly pass goes for a mere six rubles — that's \$12, compared to the \$1.05 for a Métro ticket and \$31 for the transit pass.

"You could get on the ring line, fall asleep and keep going in circles until you woke up, all for 10 cents," said Bystrov, grinning.

Despite the massive transit network, Muscovites jam

into the city in their cars every morning, fighting for scarce parking spaces, just as in Montreal.

And even stiff fines can't stop motorists from parking illegally, said Bystrov.

A series of giant parking garages are being built to ease the daily congestion, he said, but Moscow has no parking meters, and no plans to introduce them even though they could provide significant revenues for the city, as in Montreal.

"The only thing that stops Muscovite drivers is winter," explained the deputy mayor.

Bystrov was impressed by Montreal's efficient snow-removal system, and admitted Moscow's is slow, lacking specialized equipment.

Where Moscow wins hands down over Montreal is with its greenspace. The vast number of parks rivals those of London and includes an

"untouchable" greenbelt encircling the city core.

The city's parks service is in the midst of a five-year program to expand the amount of available greenspace by 15 per cent, said Bystrov.

After most of the similarities and differences between the two cosmopolitan cities had been made, there remained only the question of salaries to be compared.

Diplomatically, Bystrov professed sympathy for Montreal's top elected officials and their bid for corporate style remuneration.

His support for the big payboost MCM councillors hope to vote themselves this month was, nonetheless, unexpected.

"All over the world, elected officials don't make enough money," said Bystrov, with apparent conviction.

Pay more

"The pay is never comparable to the amount of work they do," he said.

"It seems to me we should all be paid more."

Of Moscow's 800 deputies, only the 19 executive-committee members are paid full time.

Bystrov earns an annual salary of 7,200 rubles, about \$14,500, and the mayor only slightly more, pulling in about \$15,000 a year.

Montreal Mayor Jean Doré hopes to be paid \$103,000 once the latest pay increase goes through.

The annual pay of the average Muscovite is about 4,000 Rubles or \$8,000.

The figures can't be directly compared, said the deputy mayor — the cost of living is far cheaper in Moscow, with the deputy mayor's own apartment costing him a measly \$30 per month.

"You see, a mayor is like a doctor, said Bystrov, "always dealing with problems."

"When things are good, and he's solving the problems, no one cares about him. But when there are bad times, every one is out to get him."

Jean Doré would probably agree.



Separated at birth? Lamarre and Moscow's Bystrov.

Esperanto answer for future

Montreal Mayor Jean Doré's interview in your Feb. 11 issue spoke well for the future of the city. I applaud his concern for the ecology in his vision of the year 2000.

However, as an English-speaking Esperantist, I take great exception to his statement that "English is the Esperanto of the 1980s and 1990s." English and Esperanto simply cannot be compared.

An international language should be politically neutral and easy to learn. It should give no one country a linguistic advantage. English fits none of these requirements. It is difficult to learn, ethnic in origin and belongs to the powerful nations of the West, so smaller nations are almost coerced into learning it in order to trade and otherwise deal with English-speaking countries.

I believe if the politicians of the world wanted to work for the good of mankind and worldwide peace, they would insist that Esperanto be an obligatory subject in all schools. In a short period of time, the world would have a common second language for international communication. This would facilitate international understanding and eliminate a lot of resentment. The countries of the world would be equal and able to communicate in their common, neutral language, Esperanto.

KIM KEEBLE
Upper Rawdon, N.S.

4-13-20 J

'City seeking consistency in its language of information

By LEWIS HARRIS
of The Gazette

The city's top civil servant has been asked to develop "coherent" rules for language used in information sent to citizens, an aide to Mayor Jean Doré said yesterday.

Doré aide Marielle Séguin said she asked secretary general Pierre Le François to formulate language guidelines a few weeks ago because some city pamphlets are sent out in French and some in French and English, depending on the department and on where the pamphlet is sent.

Officials in Le François's office yesterday confirmed they had received the request.

"Things have been done on a case-by-case basis," Séguin said.

She noted, for example, that leaflets explaining the city's new district advisory councils were distributed last week to Montreal households in French only — except in Notre Dame de Grâce district and some parts of Montreal known to have many anglophone residents.

In those areas, residents received two pamphlets — one in each language — explaining the advisory councils, which are new city bodies that start meeting Monday as part of a new policy on public consultation.

Over the last year, several Montreal Citizens' Movement city councillors and members of the city's executive committee have said they want to increase the use of French at city hall.

But the city also wants to make sure documents are available in English.

Montrealers who write to Doré's office in English are answered in English and that policy probably will continue, Séguin said.

She suggested that one possibility might see the city make all documents available in French with English copies available on request.

The city could also continue its policy of mailing English documents as well as French to districts with large English-speaking populations.

AFFAIRES MUNICIPALES



\$9 millions pour une piscine nouveau genre

UNE PISCINE récréative sera construite au coût de \$9.1 millions à Rivière-des-Prairies, a annoncé hier le maire de Montréal Jean Doré en tournée dans ce quartier de la ville. Dotée de glissoires d'eau et de « jeux de lagunes », cette piscine nouveau genre sera adjacente à l'école Jean Grou, située sur le boulevard Rodolphe-Forget, et tiendra compte des besoins tant familiaux que scolaires du quartier. La Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM) contribuera pour \$500,000 à la réalisation de ce projet d'envergure dont la réalisation est prévue pour l'été 1990. L'édifice comprendra un hall d'entrée, un foyer, des vestiaires, un casse-croûte et une boutique. Une plage sera aussi aménagée à l'extérieur du bâtiment.

Deuxième round Côté-Doré sur le transport à Montréal

«Il va falloir qu'on se parle et se coordonne, lance le maire, parce que ce sera invivable»

Martin Pelchat

LES TRAVAUX qui seront entrepris ce printemps sur l'Autoroute métropolitaine n'affecteront pas la circulation automobile, et ne devraient donc pas alourdir le cauchemar automobile qui accablera à compter du premier mai les usagers de la route 20.

Le ministre des Transports du Québec, Marc-Yvan Côté, en a donné l'assurance hier à Montréal, après que le maire Jean Doré eut manifesté une certaine impatience quant aux mesures de mitigation des travaux du plan de transport qui débuteront dans un mois.

Tous deux invités à prendre la parole au cours des assises annuelles de la conférence des maires de banlieue, le maire de Montréal, Jean Doré, et le ministre Côté ont croisé le fer à nouveau.

M. Côté a profité de son passage à Montréal pour préciser la portée des travaux de \$ 22 millions qui 24 heures sur 24, sept jours sur sept, seront consacrés jusqu'en octobre à la réfection de la 20, de la première avenue à Lachine jusqu'à l'échangeur Turcot.

Des réparations au coût de \$4,5 millions seront apportées de plus à la dalle de béton et aux structures de l'autoroute Ville-Marie, entre l'échangeur Turcot et le tunnel Ville-Marie. Un nouveau revêtement bitumineux viendra compléter ces travaux.

D'autres travaux d'envergure toucheront les autoroutes 15, 19, 40 et 720, de même que les routes 125 et 138. Ils porteront la note pour cette première année du plan de transport à \$ 58 millions.

Mais le maire Doré estime que Québec n'informe pas suffisamment la région métropolitaine sur la planification des travaux, et craint qu'on ne puisse adopter à temps des mesures destinées à alléger le cauchemar des automobilistes.

« Il faudrait le savoir au plus sachant », a lancé M. Doré. Il va falloir qu'on se parle et se coordonne parce que ce sera invivable. »

Informé pendant sa conférence de presse des propos de M. Doré, Marc-Yvan Côté n'a réussi qu'avec difficulté à garder son calme. Ses fonc-

tionnaires lui ont tendu une pile de documents; des procès-verbaux, dit M. Côté, de rencontres de planification auxquelles auraient assisté des fonctionnaires montréalais.

« Il y a un problème de communication à la ville de Montréal, et ce n'est pas à moi de le régler », a lancé M. Côté. Faisant allusion plus tard aux déclarations du maire de Montréal, M. Côté a parlé d'« épiderme sensible ».

Un porte-parole du comité exécutif de Montréal a répliqué en fin d'après-midi que les fonctionnaires montréalais avaient reçu des procès-verbaux de réunions auxquelles ils n'avaient pas assisté.

Quoiqu'il en soit, Marc-Yvan Côté est catégorique: les travaux qui se-

ront entrepris ce printemps sur l'autoroute métropolitaine, de Côte-de-Liesse à Pie IX, ne causeront aucun ralentissement de la circulation. On aménagera des refuges destinés à accueillir les dépanneuses ou à ranger les voitures en panne, et on construira des voies auxiliaires entre les rampes de Saint-Michel, Pie IX, jusqu'au boulevard Sainte-Croix. Si des fermetures de voies sont nécessaires, elles seront effectuées de nuit seulement.

Les grands travaux sur cette autoroute ne débuteront qu'en avril 1990, et un comité sera formé incessamment, de concert avec les municipalités concernées, afin de définir les mesures de mitigation.

Le projet majeur de cette année

est donc celui de la 20, dont une voie seulement sera bloquée le jour, à partir du premier mai. Les fermetures de tronçons ne seront effectuées que la nuit. Pour la première fois, le ministère des Transports imposera aux quatre entrepreneurs des pénalités de \$15,000 par jour de retard.

Afin de faire face aux dérangements, dont on croit qu'ils seront encore plus grands que lors de la réfection de l'autoroute Décarie en 1986, on ajoutera des sièges sur le train Montréal-Rigaud, ainsi que des places de stationnement aux gares de Dorval et Pointe-Claire. Des voies réservées pour autobus seront aménagées, et on terminera le premier mai à Lasalle une bretelle d'accès au

pont Mercier pour les autobus.

On mettra également l'accent sur la signalisation, la surveillance policière, le renforcement des services de dépannage et la mise en place d'un centre de coordination. Québec consacrera \$2 millions à la mise en place de l'ensemble de ces dispositions, et n'a pas encore dit non, selon le ministre Côté, à une participation financière aux mesures de \$2 millions instaurées par la STCUM.

Sous le thème « Allez-nous à faire du chemin », la campagne d'information, au coût de \$1 million, qui s'adressera au public, ne débutera cependant que le 15 avril, au moment où les entrepreneurs installeront leur quincaillerie en prévision des grands bouleversements de mai.

Expect hell on wheels this summer

by Julien Feldman
and Janet Torge
Montreal Daily News

TAKE trains, buses or the metro, but whatever you do, park your car at home this summer.

Major repairs to Highway 20 — beginning April 15. Transport Minister Marc-Yvan Côté announced yesterday — mean West Island motorists used to driving to work on the deteriorating artery will get a force-fed diet of public transit this summer.

"People will simply have to change their ways," Côté said.

Repairs will be made to the 20 between St. Charles and St. John's Roads on the West Island, but the majority of work will go on between 1st Avenue in Lachine and the Ville Marie tunnel, turning the already-congested St-Pierre and Turcot interchanges into traffic hell.

Construction will go on 24 hours a day, seven days a week, to replace and widen the concrete road bed and repave the highway, and the highway may be closed down entirely on certain nights.

Road signs and lighting

West Island highway faces massive repairs

will be replaced as well before the work is finished next September.

"Our number one priority in the short term is to conserve our existing roads. We want to avoid having to entirely rebuild sections of highway," the minister said.

The gridlock on the 20 is also expected to back up traffic to and from the Mercier Bridge and the Décarie Expressway.

"Things are going to be



CÔTÉ
Transport Minister

just awful this summer," predicted Lachine mayor Guy Descary, "a real rolling nightmare."

Descary said he would rather the work not take place during what for him is an election year, "but this year or next year, this work must be done sooner or later."

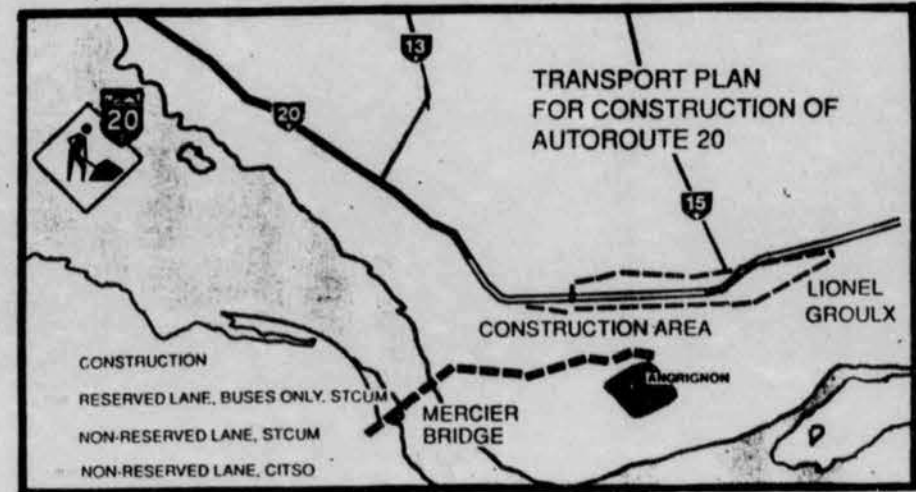
A reserved bus lane will bypass Highway 20 from the Dorval terminal to Lionel Groulx Métro station, and 24 new cars will be added to the Montreal-Rigaud commuter rail line to accommodate the thousands of additional commuters expected.

But it will still be a case of motorists beware.

Commuters committed to their personal vehicles face a long, hot summer of traffic chaos, inching their way to work and back home.

A full hour could be added to the beginning and end of rush hour — morning and night.

Ministry officials yesterday estimated the normal



DAILY NEWS GRAPHIC

Public Transit: West Island motorists will find public transit more tempting this summer when the highway system on which they have

depended will be ripped up for massive repairs. Public transit authorities are planning to beef up facilities to cope.

traffic flow of 128,000 vehicles per day will be reduced to half, though only one of three lanes in each direction will be closed during repairs.

One million dollars will be spent on an advertising campaign to encourage drivers to use public transport.

In all, the provincial government has set aside \$165 million for a package of repairs and modifica-

tions, and studies on further improving transportation in the Montreal Region.

The package includes adding shoulders to the elevated portion of the Metropolitan, repairs to the Milles-Iles bridge on the Laurentian Autoroute, and an extension to Highway 19 in Laval.

Any lane closures required during work on the Metropolitan will be done at night. Major repairs will

begin next year, Côté said.

"For the sake of commuters, we'll only take on one project at a time. This year it's Highway 20."

He said the improvements are desperately needed to prevent further deterioration of the existing highway system, improve traffic flow and increase safety on highways whose current traffic load far outstrips its design capacity.

Switch to buses during overhaul of Highway 20 commuters told

By JAMES MENNIE
of The Gazette

Motorists who want to use Highway 20 this summer had better be ready to hop a bus, board a train or take their time while construction crews rip up the road to carry out a \$22-million overhaul.

Quebec Transport Minister Marc-Yvan Côté said yesterday work is scheduled to begin on four sections of the highway on April 15.

But motorists won't feel the crunch until May 1, when it becomes necessary to close down a lane on either side of the highway during the day.

"But our traffic engineers tell us that in closing one lane out of three, it reduces the capacity of the road by 50 per cent," Quebec Transport official Jacques Hébert said.

Few service roads

"We expect problems (May 1) ... But we expect people to use public transport."

Hébert said that unlike the Décarie Expressway, which was repaired in 1986, Highway 20 has few service roads that could provide an alternate route for motorists.

"Décarie has ... parallel, one-way, three-lane service roads ... (Highway 20) has Notre Dame St., but it's not continuous," Hébert said. "We may expect a little more trouble than on the Décarie Expressway."

It will be occasionally necessary to shut down the entire highway between midnight and 6 a.m. to facilitate construction, he said.

Faced with few secondary routes, the provincial government has arranged for 1,500 extra seats to be made available on the Montreal-Rigaud train line and is in the process of negotiating with the Montreal Urban Community Transit Corp. for extra buses to run along a reserved bus lane to be established between Dorval and the Lionel Groulx Métro station.

Plans have also been made to increase the number of parking spaces at the Dorval train station and, if necessary, to add 200 parking spaces at the Pointe Claire station to accommodate a greater number of commuters.

Hébert said construction work on the Ville Marie Expressway is expected to begin in early May and will involve shutting down two of the road's four lanes.

"But what we'll do is use the shoulder and create three narrow lanes going toward downtown."

Construction on Highway 20 has been divided into four sections: a one-kilometre section stretching east from 1st Ave. in Lachine will have its road surface repaired and have support walls installed along with guard rails and new signs. It will also be repaved.

Emergency lane

A 1.3-kilometre stretch between the CP viaduct and the Ville St. Pierre interchange will be resurfaced, have guardrails installed on its median as well as new signs and lighting.

A 1.5-kilometre stretch of the Ville St. Pierre interchange will be resurfaced and will also have a special emergency lane constructed for stalled vehicles.

The two kilometres of highway between the Ville St. Pierre interchange and the Turcot interchange will be widened, with one eastbound lane being added while a roadside will be added on the westbound side of the highway.

Côté said contractors will be working 24 hours a day, seven days a week to complete the project by the end of September.

MONTRÉAL

Picard constate que son rapport est resté lettre morte

Isabelle Paré

PORTÉE par un courant économique favorable, Montréal n'est toujours pas armée pour prendre son envol, encore moins pour prétendre être une ville internationale, ou encore encaisser une prochaine crise.

Tel est le diagnostic sévère posé aujourd'hui par Laurent Picard, qui, en novembre 1986, présentait à Ottawa un plan d'action en 86 points destiné à sortir la métropole de sa torpeur.

En dépit du flot de promesses qui ont suivi cet important rapport, la manne d'argent n'a jamais suivi.

En fait, Ottawa a sorti de ses poches un maigre \$ 20 millions, « mis en réserve » dans la foulée du rapport Picard, selon des sources du ministère de l'Expansion industrielle régionale (MEIR). Soit le dixième des sommes jugées nécessaires par le ministre de Cotret lui-même qui évaluait à \$240 millions les dépenses prévues pour « étudier les recommandations acceptées par Ottawa ».

Léthargie, bureaucratie et absence de volonté politique sont pointées du doigt par l'auteur qui affirme que depuis deux ans, les élus ont fait du « papotage » un des plus forts axes de développement montréalais.

« Quand M. De Cotret a donné sa réponse au rapport, les organismes montréalais ont tous été sceptiques. J'ai dit à cette époque que j'allais attendre pour voir. Aujourd'hui, je dois dire qu'ils avaient raison ».

Si peu d'argent a été voté pour Montréal, affirme Laurent Picard, encore moins a été réellement dépensé. Une source du MEIR indique que des \$ 20 millions mis en réserve par le fédéral, des miettes ont été versées pour développer des projets régionaux. Environ \$ 1,5 million ont été dépensés pour la création d'infrastructures dans le secteur audiovisuel et pour une subvention à l'École nationale de Cirque. Environ \$ 3,5 millions sont présentement engagés pour divers projets, dont celui de la Cité internationale et du Parc technologique.

En vertu d'une entente Canada-Québec signée en juin 1988, la province a aussi promis de mettre \$ 20 millions en cinq ans pour « développer les axes identifiés dans le rapport Picard ». Pas un sou n'a été dépensé depuis par Québec, ont indiqué avec une certaine gêne des fonctionnaires de l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ), qui attendent de rencontrer en avril leurs vis-à-vis fédéraux pour « s'entendre » sur ses dépenses. La priorité aurait été donnée aux régions excentriques du Québec, indique-t-on à Québec.

Si on parle d'annonces réelles,

\$ 100 millions ont été accordés pour la mise en valeur du Vieux-Port, mais peu a encore été fait. Certaines recommandations du comité consultatif sur le développement de Montréal, telles l'octroi du contrat des F-18 à Canadair, l'adoption de la loi sur les brevets pharmaceutiques et le maintien de Téléglobe à Montréal avaient déjà été réalisées avant la réponse du ministre De Cotret.

La seule autre initiative d'importance, celle de l'Agence spatiale, s'est faite de façon ponctuelle, à la suite de pressions politiques.

Le comité consultatif présidé par M. Picard avait été mis sur pied par le gouvernement fédéral à la suite de la vague de fermetures de grandes entreprises, comme la Gulf Oil, qui semblait s'acharner sur la métropole, même une fois passée la récession de 1982. Stopper le déclin économique en trouvant de nouvelles rampes de lancement pour Montréal, tel était le mandat du comité.

Des actions ciblées dans sept grands axes de développement, considérés comme les plus performants de l'économie métropolitaine, furent proposées au gouvernement fédéral : les activités internationales, la haute technologie, la finance et le commerce international, le design, les industries culturelles, le tourisme et le transport.

Trente mois ont passé depuis la remise du rapport. Dans quatre des sept grands axes de développement recommandés, on en est toujours à la case départ, constate avec amertume Laurent Picard.

D'abord, la bête noire du professeur Picard. La complète inaction du gouvernement fédéral pour stimuler les activités internationales à Montréal. La fameuse Cité internationale et les privilèges fiscaux promis aux organismes internationaux par le ministre De Cotret ne sont restés que promesses. Siège d'une quinzaine d'organismes internationaux dont l'OACI et l'IATA, Montréal devra maintenant se battre pour ne pas perdre les organismes qui y sont déjà, plutôt que de songer à en obtenir d'autres, soutient M. Picard.

« Il est inconcevable que le Canada n'ait toujours pas ratifié la Convention des Nations Unies sur les privilèges et immunités de ces agences spécialisées, signée par 97 pays. Rêver de faire de Montréal une ville internationale sans ça, c'est de la naïveté », tranche Laurent Picard, qui affirme que l'IATA ne conserve plus qu'une façade à Montréal.

Même portrait pour ce qui est du design, ciblé comme un des secteurs d'avenir montréalais, où on est encore à l'heure du « blabla », affirme Laurent Picard. Promise au statut de future capitale internationale du design et de la mode d'ici l'an 2000, Montréal n'a toujours pas son « Conseil du design » regroupant secteur privé et maisons d'enseignements, tel que proposé dans le rapport.

Quant aux infrastructures culturelles, jugées vieillottes par notre interviewé, rien n'a bougé, ou presque, depuis la parution du rapport, affirme-t-il.

Ville d'origine d'un des orchestres les plus réputés au monde et siège d'un noyau d'organismes importants dans le domaine du cinéma, Montréal n'a toujours pas vu la couleur de la salle de concert promise proposée pour l'OSM ni le projet de Cité du cinéma. Avec la Maison des sciences, ces deux projets qui ont hanté si longtemps le milieu culturel montréalais, ne sont toujours que des fantômes qui errent dans quelque bureau de fonctionnaire, confinés à l'oubli.

Contrairement aux recommandations du rapport, la Ville de Montréal continue d'appliquer sa taxe d'amusement qui soutirera en 1989 \$ 16 millions aux industries culturelles montréalaises.

Côté transport, même si la solution de préserver Dorval a été rejetée par le gouvernement, l'autre option n'a toujours pas débouché. « La fameuse navette Dorval-Mirabel n'est pas en place et il serait temps de reprendre la réflexion sur le transport. Ce n'est pas parce qu'il ya 3 % d'augmentation de l'achalandage à Mirabel qu'on a réglé le problème ».

Mais ce que déplore davantage Laurent Picard, c'est la manie des milieux montréalais à faire du tapage autour d'un dossier plutôt que de penser en terme de plan de déve-

loppement à long terme. On n'a qu'à penser à l'Agence spatiale, affirme-t-il.

« L'Agence a finalement été annoncée. C'est certainement à l'avantage de Montréal mais les coûts politiques de cette annonce seront-ils plus élevés que les désavantages ? Des dossiers ponctuels, comme l'Agence spatiale, mobilise toutes les énergies pendant trois ou quatre ans. Cela ne change pas la structure fondamentale de notre économie, mais renforce seulement l'axe technologique. On ne peut s'asseoir là-dessus ».

À ce chapitre, le professeur Picard accuse les gouvernements d'un manque total de cette concertation qui était jugée prioritaire pour le développement de Montréal. À son avis, le secteur privé a fait beaucoup plus pour l'avancement de Montréal que le secteur public.

Sans le leadership de certains hommes et certaines femmes, Montréal serait vouée à la stagnation, soutient-il. N'eut été des Phyllis Lambert, des Raymond Cyr, des Stephen Chiesly et cie, les projets du Centre canadien d'architecture, du Centre d'initiatives technologiques, du Centre de commerce mondial et du Vieux Port n'auraient jamais vu le jour.

Heureusement, espère Laurent Picard, il semble maintenant que le maire Doré, qui a un rôle fondamental entre les mains, commence à s'impliquer de plus en plus dans l'aboutissement de certains projets.

Passé le boum de la construction, dont les élus montréalais se font une gloriole, il faudra faire face à la musique, tranche Laurent Picard. « Pour l'instant, nous n'avons fait que suivre la croissance en Amérique du Nord qui dure depuis sept ans et le taux de chômage demeure à 10 %. En période de vaches maigres, les ressources humaines de Montréal vont devenir critiques car il y aura de moins en moins d'argent. À part les déclarations de M. Mulroney sur l'agence spatiale et certains mouvements du Maire Doré, les gouvernements démontrent très peu de leadership ».

Reste que Montréal n'a toujours pas auprès des gouvernements, tant provincial que fédéral, le poids politique qui correspond à son poids économique, soutient M. Picard, et le tir doit être corrigé.

1-18-89 J

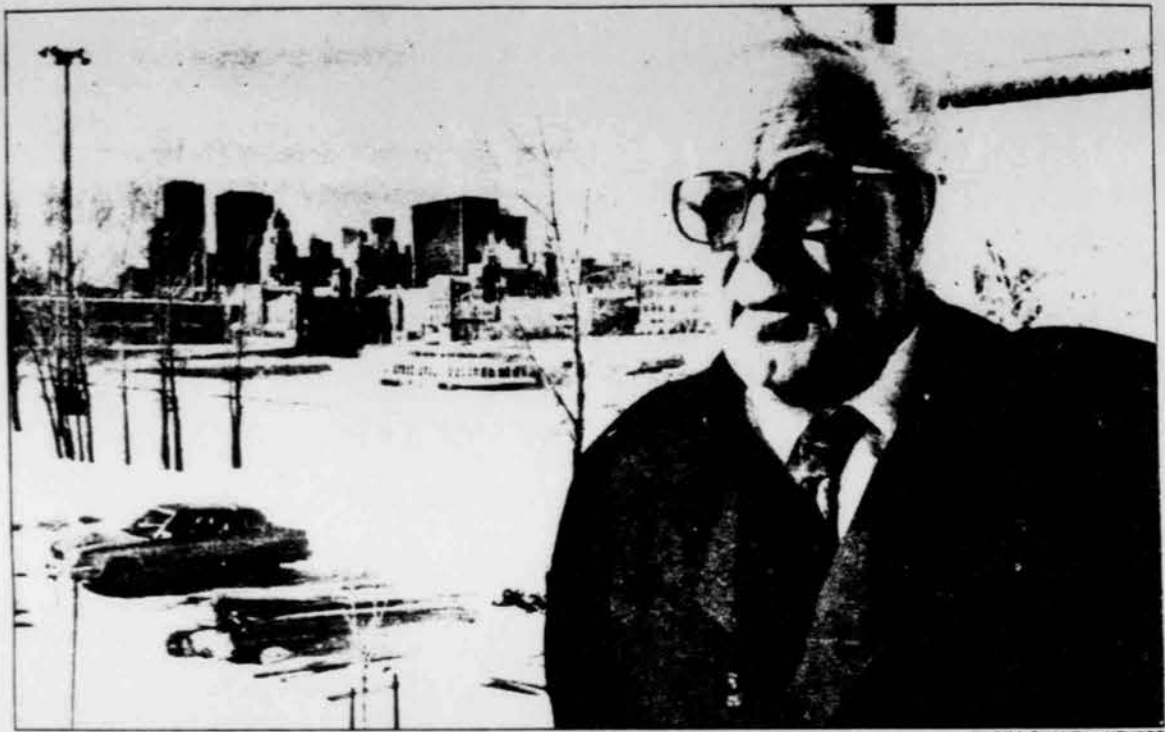


PHOTO CHANTAL KEYSER

Avec, pour arrière-plan, un Vieux Port qui attend toujours d'être mis en valeur, Laurent Picard s'inquiète des maigres suites que son rapport a eues, notamment à Ottawa.

Montréal-Québec : les relations sont toujours aussi tendues...

(JMD) — Les relations sont toujours aussi tendues entre les dirigeants de Montréal et le ministre québécois des Transports.

Le double discours persiste. Chacun accuse son vis-à-vis (lire adversaire) de tromper à mots couverts la population par des demi-vérités ou... des demi-mensonges.

Ainsi, hier, le président du conseil d'administration de la STCUM et vice-président du comité exécutif de Montréal, Robert Perreault, a affirmé que le ministre Marc-Yvan Côté refuse de payer la moitié des coûts additionnels de la STCUM causés par les travaux à venir sur la 20. Pourtant, le ministère dédommage les villes pour les coûts supplémentaires que ça leur cause.

Le ministre prétend qu'il ne rejette pas le principe, surtout qu'il n'a pas reçu de demande officielle d'aide.

Qui dit vrai?

Le maire de Montréal, Jean Doré, a affirmé hier que ses fonctionnaires ne sont pas avisés des

Chacun accuse l'autre de tromper le peuple

modalités et des travaux qui seront entrepris sous peu par le ministère des Transports dans la région métropolitaine.

«Ça n'a aucun bon sens. Ces travaux vont causer des inconvénients majeurs à la collectivité. Il faut que tout le monde soit mis à contribution», explique-t-il.

Informé de ces propos, le ministre se dit étonné: les fonctionnaires montréalais assistent à toutes les réunions de préparation des horaires de travaux de réfection.

Qui dit vrai?

Doré dit avoir été laissé dans l'ignorance quant à la réfection du réseau autoroutier

\$165 millions pour les autoroutes et le transport en commun sur l'île de Montréal

AGNÈS GRUDA

Quelques heures avant que le ministre des Transports Marc-Yvan Côté n'annonce un vaste plan de réfection qui touchera les principales voies rapides de la région métropolitaine dès la mi-avril, le maire Jean Doré affirmait ignorer autant la nature que l'échéancier de ces travaux.

Ceux-ci s'échelonnent sur six mois et coûteront un peu plus de \$80 millions. Ils consistent principalement en une réfection majeure des autoroutes 20 et Ville-Marie. Des travaux préliminaires seront également entrepris sur l'autoroute Métropolitaine.

M. Côté a également annoncé hier des dépenses de près de \$84 millions pour le transport en commun, comprenant entre autres la construction d'un nouveau terminus au centre-ville au coût de \$26 millions.

Les voies rapides où des travaux majeurs seront effectués ne seront cependant jamais totalement fermées à la circulation durant la journée, a assuré M. Marc-Yvan Côté, en conférence de presse hier après-midi.

Un peu plus tôt, le maire Jean Doré avait affirmé nager dans le noir quant aux intentions de Québec.

« Au moment où on se parle, il y a encore des incertitudes. Nous ne savons toujours pas par quelle stratégie on attaquera les travaux de l'autoroute 20, et dans d'autres cas, par exemple en ce qui concerne la Métropolitaine, on ne sait pas ce qui va se faire et s'il se fera quelque chose », a déploré le maire Doré.

Selon M. Doré, cette situation était pour le moins anormale et empêchait la ville de se préparer adéquatement à répondre aux problèmes de circulation que vont entraîner les travaux. « À la STCUM, les changements d'horaires doivent être prévus trois mois à l'avance », a souligné M. Doré, qui participait hier à titre de conférencier au congrès de la Conférence des maires de banlieue.

Le ministre Marc-Yvan Côté, qui était lui aussi invité à ces assises, a rejeté le blâme sur la ville, en assurant que l'administration montréalaise avait bel et bien été mise au courant de ce qui se mijotait à Québec.

« Si les communications ne se font pas entre les fonctionnaires et les politiciens à Montréal, ce n'est pas le problème de mon ministère », a-t-il laissé tomber.

Quant à l'impressionnante brochette de travaux auxquels vont

« goûter » les automobilistes montréalais à compter du 15 avril, elle comprend entre autres:

- une réfection majeure de l'autoroute 20 entre la 1ère avenue de Lachine et l'échangeur Turcot, au coût de \$22 millions;

- la reconstruction du tronçon de l'autoroute 20 compris entre les boulevards Saint-Charles et Saint-Jean, au coût de \$11 millions;

- la rénovation de l'autoroute Métropolitaine entre la 520 et le boul. Pie IX, comprenant la construction de huit « îlots » où les voitures pourront s'arrêter en cas d'urgence (\$9 millions);

- la réparation de la chaussée de l'autoroute Ville-Marie, entre l'échangeur Turcot et le tunnel (\$4,5 millions);

- le prolongement de l'autoroute 19 de l'autoroute 440 jusqu'au boul. Dagenais (\$3 millions);

- des travaux de construction de nouveaux échangeurs au carrefour de l'autoroute 15 et du boul. de la Concorde à Laval.

Du fil à retordre

Tous ces travaux, et particulièrement ceux des autoroutes 20 et Ville-Marie, donneront du fil à retordre aux automobilistes. Pour tenter de minimiser les retombées sur la circulation, Québec

prévoit notamment aménager une voie réservée aux autobus de la STCUM sur le boulevard Newman à ville LaSalle.

On ajoutera aussi 1500 sièges supplémentaires sur la ligne train Montréal-Rigaud. Le ministère compte également dépenser un million de dollars pour informer les citoyens et les inciter à utiliser le transport en commun et à pratiquer le covoiturage.

Le ministre Côté a cependant refusé hier de répondre à la requête de la STCUM, qui avait demandé à Québec de défrayer la moitié des coûts additionnels qu'elle devra assumer en raison des travaux. Ces coûts sont estimés à \$2 millions.

Selon le ministre, Québec dépensera déjà au-delà de \$2 millions en aménageant la voie réservée, en fournissant les panneaux de signalisation et en menant sa campagne d'information. Et la STCUM devrait comprendre, d'après lui, que ces travaux massifs lui fournissent une occasion en or pour attirer de nouveaux clients.

M. Côté s'est cependant dit prêt à négocier avec le président du conseil d'administration de la STCUM, M. Robert Perreault, dans la mesure où « négocié signifie que l'on puisse en bout de ligne répondre non. »



ALLAN R. LEISHMAN / Daily News

TALKING RACE RELATIONS

Mayor Jean Doré and Gerry Weiner, Secretary of State, at the opening of the Second National Symposium on Municipal

Race Relations in Montreal yesterday. About 300 delegates from across Canada are attending the weekend meeting.

Taxe d'affaires: « décision douteuse sur le plan juridique », soutient le maire Doré

AGNÈS GRUDA

■ Le jugement de la Cour supérieure invalidant quatre règlements sur la taxe d'affaires de la ville de Montréal est une « décision extrêmement douteuse sur le plan juridique », a estimé hier le maire Jean Doré.

Depuis que ce jugement a été rendu, il y a un peu plus d'un mois, donnant raison à cinq associations de professionnels de la santé, les demandes de remboursement de taxes d'affaires n'ont pas cessé d'affluer à Montréal.

Des entreprises comme Bell Canada, Steinberg, Air Canada, Via Rail, la Fédération des Caisses Desjardins, Télé-Métropole et plusieurs autres, demandent à la ville de leur rembourser les taxes perçues depuis 1985. Ces demandes totalisent déjà \$40 millions.

\$ 800 millions

« Théoriquement, ce jugement met en cause \$800 millions, soit la moitié du budget de la ville de Montréal », s'est indigné le maire Doré, hier. Montréal perçoit en effet chaque année environ \$200 millions en taxe d'affaires, et la décision du juge Turmel concerne quatre exercices financiers.

« Personnellement, je trouve ça indécent que des entreprises essaient de se faire rembourser

pour des services qu'elles ont reçus. C'est le monde à l'envers. »

Dans sa décision, le juge Gérard Turmel déclare nuls les comptes de taxes perçus par Montréal pour les exercices financiers 1985 à 1988. Selon le juge, les règlements de la ville sont incomplets parce qu'ils ne précisent pas « à qui ils s'adres-

sent et dans quel domaine ils s'appliquent. »

Ces précisions existent dans la loi sur la fiscalité municipale, mais le juge Turmel affirme qu'un règlement doit être complet en lui-même.

Or, selon le maire Doré, la Cour suprême a déjà rendu des décisions disant que les villes

n'ont pas à reproduire dans leurs règlements des textes de lois clairs.

Montréal a d'ailleurs porté la cause devant la Cour d'appel, et M. Doré a dit s'attendre à ce que celle-ci « casse » la décision du juge Turmel.

Amendements à la Charte

D'ici là, Montréal demande à l'Assemblée nationale des amendements à sa Charte qui empêcheraient les tribunaux d'invalidier ses règlements sur la taxe d'affaires, et ce de façon rétroactive. « Il faut à tout prix qu'on se protège juridiquement », explique M. Doré.

Selon de proches collaborateurs du ministre des Affaires municipales Pierre Paradis, cette démarche est toutefois pour le moins « délicate », puisque l'Assemblée nationale hésitera avant de décider de s'immiscer dans le processus judiciaire.

Si la ville doit, en bout de ligne, rembourser les taxes d'affaires perçues au cours de ces quatre années, quelqu'un va devoir payer, a fait remarquer le maire. De deux choses l'une: ou bien il va alors falloir « égorger les propriétaires privés et les locataires », ou bien il va falloir taxer les entreprises pour les remboursements qu'elles ont réclamés...

« C'est totalement absurde! », croit le maire de Montréal.

Plus de 50 autres demandes de remboursement de taxe

GERMAIN TARDIF

■ Plus d'une cinquantaine de demandes de remboursement de taxes ont été inscrites, hier, en Cour supérieure, contre la Ville de Montréal, pour un montant total de quelque \$6,7 millions.

Ces réclamations sont présentées par des entreprises, des commerçants ou des cabinets professionnels et portent le montant total des demandes de remboursement de taxe d'affaires indue à quelque \$58 millions.

Elles font suite à un jugement de la Cour supérieure,

rendu le 3 février dernier, dans lequel le tribunal déclarait nuls les comptes de taxe d'affaires perçus par la Ville de Montréal pour les exercices financiers de 1985 à 1988, parce que les règlements municipaux relatifs à cette taxe étaient incomplets.

Ces règlements ne précisent pas, selon la Cour, à qui ils s'adressaient et dans quel domaine ils s'appliquaient.

La Ville de Montréal a porté ce jugement devant la Cour d'appel et ce n'est qu'après la décision de celle-ci que l'on saura si la municipalité devra procéder au remboursement des réclamants.

Montréal-banlieue Le poids relatif des populations est stabilisé

Martin Pelchat

LE PHÉNOMÈNE de dépeuplement du centre-ville ne frappe pas que Montréal, et le poids démographique de l'île de Montréal par rapport aux villes de banlieues s'est stabilisé de 1981 à 1986.

Le ministre responsable des Transports et du développement régional, Marc-Yvan Côté, a brandi ces statistiques, basées sur le recensement de 1986, pour contester la théorie de l'étalement urbain invoquée par les élus montréalais dans leur opposition à son plan de transport.

En octobre dernier, le maire de Montréal, Jean Doré, affirmait que le plan de transport du gouvernement, conjugué aux projets de dézonage de milliers d'hectares en banlieue immédiate, risquait de faire perdre au Québec sa seule ville d'un million d'habitants.

Le ministre Côté a confié au Secrétariat à l'aménagement du Comité permanent à l'aménagement et au développement régional l'analyse de plus de 700 secteurs de recensement de la région métropolitaine. « La situation, dit-il, n'est pas aussi dramatique que certains le disent. Tous les vieux centre-villes sont victimes de dépeuplement. »

De 1981 à 1986, affirme M. Côté, l'île de Montréal a accepté presque autant de nouveaux ménages que les banlieues. L'écart, qui était de 50,000 de 1976 à 1981, a été réduit à 10,000. Toutefois, on constate dans deux tiers des secteurs de recensement de la région une diminution de la population.

Cette baisse affecte surtout les secteurs urbanisés au cours des deux ou trois dernières décennies. Il en va ainsi, selon M. Côté, des vieux quartiers tant de Montréal que de Verdun, ou de villes riveraines comme Longueuil.

Selon cette analyse, l'île de Montréal a accueilli, de 1981 à 1986, 44 % de l'accroissement de la population, alors que Laval en récoltait 11 %, la Rive-Sud 23 % et la Rive-Nord 20 %. On note également que 65 % des immigrants ont élu domicile sur l'île.

Dans une vingtaine de secteurs, dont neuf sont sur l'île de Montréal, on constate un accroissement de la population. C'est notamment le cas pour des quartiers comme Pointe-aux-Trembles ou Rivière-des-Prairies.

Un phénomène particulièrement encourageant, selon Marc-Yvan Côté, est celui de la croissance du nombre des ménages dans des quartiers de Montréal où la population a diminué. Il en va ainsi du Plateau Mont-Royal et de Villeray.

L'île de Montréal abrite cependant 75 % des personnes âgées de 65 ans et plus de la région métropolitaine. Le vieillissement de la population est très visible dans cette région.

Les personnes âgées de 65 ans et plus y sont en quantité supérieure au ratio québécois, pendant que le ratio de la population âgée de 14 ans et moins y est inférieur au reste du Québec.

Une piscine de \$9 millions tout à fait hors de l'ordinaire à Rivière-des-Prairies



MARIANE FAVREAU

La future piscine du quartier Rivière-des-Prairies, boulevard Rodolphe-Forget, sera tout à fait hors de l'ordinaire. Il

s'agit d'un « concept de piscine récréative nouveau genre », indique-t-on à l'hôtel de ville.

Le maire Doré révélait récemment qu'elle comprendra deux glissoires d'eau avec bassin autonome, un bain tourbillon de 15 mètres carrés, un bassin de jeux de lagunes équipé de canon et jets d'eau, tourbillon, cascades, averse de pluie, et glissoire pour pataugeuse.

Ceci, sans compter le bassin de natation de cinq couloirs et un bassin de plongeon. Le tout accompagné de plages intérieures et extérieures, avec mobilier de détente, où l'on entre dans l'eau comme à la mer, par une douce descente. On construira aussi 24 places de stationnement.

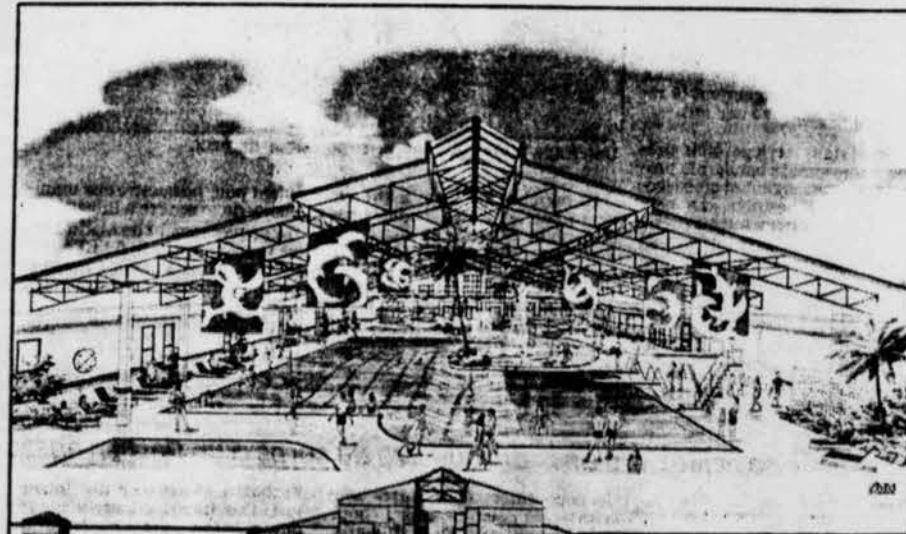
Le prix? Plus de \$9 millions. La ville fournit le terrain. Mais comme la piscine sera en annexe d'une école de la CECM (Jean-Grou), celle-ci contribuera pour un minimum de \$500 000 à la réalisation du projet. Elle s'associe également à la ville pour un échange de services, la piscine devant tenir compte des intérêts scolaires et familiaux du quartier.

Selon l'administration municipale, ce projet montre sa volonté « de doter Rivière-des-Prairies d'équipements de loisirs qui répondent aux besoins de sa population ».

DE PRÉFÉRENCE À ANJOU

La consultation que les élus vantent tellement à Montréal en a pris pour son rhume, la semaine dernière, alors que les résidents d'un secteur de Montréal ont demandé d'être annexé à Anjou.

« Les citoyens d'Anjou, comme tous les citoyens de la région métropolitaine à l'exception de ceux de la ville de Montréal, jouissent du droit démocratique fondamental de décider de leurs propres affaires. Ce que nous désirons, c'est tout simplement devenir des citoyens à part entière, ce que la charte de Montréal nous le nie. »



La piscine du quartier Rivière-des-Prairies n'aura rien de commun avec les bains publics qu'on connaît.

Estimant ne plus se sentir chez eux à Montréal, quelques 400 citoyens du secteur Fonteneau, près du métro Honoré-Beaugrand, ont demandé formellement une annexion à la ville voisine, Anjou. Leur secteur est d'ailleurs en bordure d'Anjou.

Dans un exposé au conseil municipal angevin, mardi, le comité de citoyens a expliqué que l'épisode malheureux qu'ils viennent de vivre avec les autorités montréalaises, leur a fait prendre conscience qu'ils ont finalement beaucoup plus en commun avec Anjou qu'avec Montréal.

En dépit de leur opposition unanime, Montréal a modifié le zonage de leur secteur pour permettre la construction de conciergeries, triplant ainsi la densité de population du quartier formé de maisons unifamiliales.)

« Il est aberrant que des citoyens soient, comme nous le sommes, à la merci du comporte-

ment interventionniste, autoritaire et incontrôlable des élus », ont-ils exposé.

« Il ne s'agit pas de quitter Montréal par caprice ou bouderie, précisent-ils, mais de rejoindre Anjou où tout nous mène: notre mode de vie, nos intérêts, notre dignité ainsi que la structure du pouvoir et l'attitude des dirigeants de la ville de Montréal. »

De plus, le déplacement de la frontière artificielle qui sépare Anjou de Montréal, les rapprocherait des services scolaires, municipaux et de loisirs. Le conseil angevin prend la requête en délibéré.

ACHETER POUR MIEUX PARTICIPER

Il n'y a pas dix façons d'augmenter la participation des citoyens dans la ville, et il n'est pas nécessaire de multiplier les comités de consultation, assure le conseiller Nick Auf der Maur.

portés à se désintéresser de ces questions.

OUI AU MÉTRO DE LAVAL

Les conseillers municipaux du nord de la ville appuient fortement le projet de métro à Laval. C'est qu'il permettrait de débarrasser leurs quartiers de la circulation de transit qui se rend au centre-ville en taxant la qualité de vie de leurs quartiers. Plus de 200 000 véhicules par jour proviennent de Laval et empruntent les rues d'Achutes ou Carrièreville.

Les conseillers de l'arrondissement favorisent donc des corridors réservés aux autobus, des stationnements à Laval même, un système de stationnement sur rue prioritaire pour les résidents de leur secteur, et bien sûr, le prolongement du métro à Laval.

Ils viennent également de former un comité de travail avec le député de L'Assommoir, André Valérand. Ils se pencheront sur la façon d'atténuer le surplus de trafic qu'amène sur le boulevard Henri-Bourassa, la refection de la Métropolitaine.



Ne perdez pas la tête!

Beau slogan pour une campagne d'information que lance la ville de Montréal auprès des propriétaires qui songent à restaurer leur façade. Le service de l'Habitation et du développement urbain veut ainsi attirer l'attention sur l'importance de réparer et conserver les corniches et mansardes qui donnent à l'immeuble son cachet. Des dépliants pas compliqués sont disponibles sur le sujet, ainsi que sur la rénovation des fenêtres et sur la rénovation en général. Ils donnent des conseils et des idées qui permettent l'amélioration des habitations, et insistent sur la nécessité d'obtenir un permis pour effectuer ces travaux. Ce qui peut éviter des erreurs coûteuses.

Doré: No excuses for racism

SECOND and third generation immigrants in Montreal are as much victims of racism as new arrivals to the city, Mayor Jean Doré said yesterday.

"The problem is not just new immigrants," Doré said at the closing of a weekend conference on race relations. "It's with second or third generations."

"These people were born here, they were educated here," Doré said at the conference entitled Building Partners

in Race Relations.

"There are no excuses."

The two-day conference, which was also attended by Toronto Mayor Art Eggleton, dealt heavily with how local municipal governments could address the issue.

"All municipalities were challenged to take initiatives, whether or not they had current tensions," said Susan Eng, a member of the National Action Committee on Race Relations.

She said Canada as a

whole isn't taking racism seriously. "It is still an afterthought for most institutions," she said.

Racism also poses an economic problem.

"The countries of the Far East, for example, have become our competitors as well as an important source of wealth and human resources.

"Why should these people invest in Canada if we are racists?" she asked. "The problem is that simple."

— Albert Nerenberg

Cities can't solve racial problems alone, Doré says

Municipal agencies need help from representatives of many parts of the community to deal with an increasing number of racial problems, Mayor Jean Doré said yesterday.

He told delegates to a Federation of Canadian Municipalities meeting on race relations yesterday that the only answer is for society to face its responsibility to ensure that each person can reach his potential without race, national origin or religion coming into play.

"We have a responsibility, but it's also a responsibility of other people in our community and we must get together to find solutions."

The mayor said the problem is complex and a municipality can't provide a solution alone.

"It has to be dealt with from a societal point of view — normally the city — but also the school boards, the parents, the recreation area, police, and the rest of the community

and the social groups."

Doré refused to comment directly on four weekend stabbings that police believe may involve race-related rivalry between gangs. In one incident a 24-year-old was killed.

But he said such outbreaks can be caused by a whole series of social factors.

"We now have, like other major cities in Canada, a problem that is a result of second- and third-generation children of immigrants who have been raised here, who do not feel they have the same rights as others," Doré said.

"Racism is part of the problem. Another problem is the fact that they don't have any hope for the future ... they are in a competitive world and they don't see any chance of getting out."

Doré said racial problems are a growing preoccupation for city leaders.



Photo d'archives
Le maire Doré déplore que le crime organisé soit encore bien établi à Montréal.

Doré à New York

LE CRIME ORGANISÉ EST BIEN ÉTABLI DANS LA MÉTROPOLE

Le crime organisé est bien établi à Montréal. Même l'emprisonnement de quelques-unes de ses têtes dirigeantes n'a pas affaibli les organisations.

C'est le maire de Montréal, Jean Doré, qui a ainsi tracé un bien sombre portrait de la criminalité dans la métropole française du Canada lors du colloque des maires d'Amérique, tenu à New York il y a deux semaines sur l'initiative du maire de la Big Apple, Ed Koch.

Le thème de la conférence était «Une guerre mondiale contre les drogues».

Or Montréal, de l'aveu du maire, est maintenant l'une des villes d'Amérique où des liens étroits sont entretenus entre les pays producteurs de narcotiques et les trafiquants.

«Dans le trafic de l'héroïne, ces organisations font jouer à Montréal le rôle odieux de principal centre de distribution au Canada», a déploré le maire montréalais devant ses collègues américains.

«C'est pour cette raison, a soutenu M. Doré, qu'il doit y avoir une collaboration efficace entre les forces de l'ordre de toutes nos villes et de nos pays.»

Le maire a aussi affirmé qu'il fallait, pour faire une bonne lutte aux trafiquants, s'en prendre aux bénéfices enregistrés par les brigands.

«Les portraits financiers des trafiquants aident les tribunaux à imposer des sentences appropriées. Lorsqu'il y a saisie de biens acquis grâce à la drogue, le crime ne paie plus», a soutenu M. Doré.

«C'est pourquoi, dit-il, les opérations policières doivent aussi viser à retracer des organisations s'adonnant au blanchissage de l'argent.»

Une collaboration efficace entre les corps policiers devrait aussi permettre de contrer les or-

ganisations criminelles qui se servent de la commodité et de la sécurité des frontières nationales.

Une semaine après son discours, on pouvait voir un exemple de cette coopération lorsque deux trafiquants en provenance de la Colombie ont pu être suivis en vol au-dessus de l'Atlantique jusque dans un aéroport près de Sorel, où ils ont été appréhendés.

Le maire a ajouté que la drogue, au même titre que le sida, représente un fléau social du XX^e siècle.

«Si nous voulons remporter la victoire contre



Jean-Maurice
DUDDIN

la drogue, nous ne devons pas nous attaquer seulement aux symptômes de l'abus et au trafic des stupéfiants mais aussi à leurs causes profondes, qui sont la pauvreté, l'ignorance et l'injustice sociale.»

Côté, un adversaire «politique» de l'administration Doré?

(NG) — Le ministre Marc-Yvan Côté est d'avis que le maire Doré et les autorités de la Ville de Montréal le traitent davantage en «adversaire politique» qu'en ministre des Transports.

Il a fait part de cette impression, hier matin, à l'occasion de son émission radiophonique hebdomadaire sur les ondes de la station québécoise CHRC.

Le ministre a déclaré que «ça me fait rire un peu» lorsqu'il entend certaines personnes à Montréal dire que «c'est l'enfer» parce qu'on va faire des travaux sur l'autoroute métropolitaine.

«Ces mêmes personnes-là, dit-il, revendiquent la construction d'un tunnel. Imaginez-vous ce que ce serait si on devait construire un tunnel et éliminer le «Métropolitain» en surface?»

L'animateur André Arthur lui a demandé s'il n'avait pas l'impression que lorsque l'administration du maire Doré le traite comme ça, elle le traite bien plus en adver-

saire politique qu'en ministre des Transports, M. Côté a répondu:

«Écoutez! Oui! Je le pense définitivement! Il a ajouté que pour répondre aux prétentions de la Ville de Montréal selon lesquelles il n'y avait pas eu de contact entre le ministère des Transports et cette dernière, il avait produit, vendredi dernier, des procès-verbaux de réunions attestant du contraire.

«Je pense qu'il commence à y avoir des problèmes à certains endroits. On a mis sur pied un comité de haut ni-

veau pour tenter d'éliminer le plus d'inconvénients possibles, lequel était présidé par M. Jacques Hébert.

«Je l'avais à mes côtés, lors de la conférence de presse de vendredi. Et lorsqu'on a dit que la Ville n'avait pas été consultée, j'ai été obligé de le retenir et c'est un fonctionnaire.

«Il était en mesure de donner des dates et le nom de personnes qui ont assisté aux réunions, représentant la Ville de Montréal, la Société de transport de la CUM et ainsi de suite.»



Photo d'ARCHIVES-André VIAU

Les commentaires du maire Jean Doré ont fait «rire un peu» le ministre Côté.



Photo d'ARCHIVES-André Viau

Doré et les autorités de Montréal voient-ils vraiment Côté comme un adversaire politique?



Gazette, John Mahoney

Legal donations

Red Cross nurse Denyse Church draws blood from legal-aid secretary Lorraine Latreille yesterday during a donor clinic at Montreal court-

house sponsored by lawyers, bailiffs and notaries. The clinic collected 1,000 units. Friday, Mayor Jean Doré sponsors a clinic at city hall.



Le maire Jean Doré, qui a habité le Plateau Mont-Royal pendant une quinzaine d'années, est allé saluer brièvement les citoyens qui ont assisté hier au comité conseil de cet arrondissement, présidé par la conseillère Thérèse Daviau.

La violence de hordes de jeunes, les soirs de disco, n'effraie pas le conseil

MARIANE FAVREAU

■ L'homme s'avance au micro, un brin intimidé par le rouge so-

nel du décor et la longue table en V où siègent les huit élus de l'arrondissement Plateau Mont-Royal/Centre sud.

«Depuis des années, il existe un problème à cause de la discothèque, angle Saint-Gregoire et Papi-neau. Mais à la Ville on nie le problème», expose-t-il.

«Il y a du bruit, de la bataille autour. Les batailles se poursuivent dans nos cours et les résidents sont menacés quand ils sortent sur leur balcon. Les jeunes urinent sur nos portes de logement. On n'ose plus prendre l'autobus devant.»

Pour appuyer ses propos, il sort des instruments (poings américains?), une hache, trouvés sur le terrain des résidents après le passage de la horde, les soirs de disco.

«Va-t-il falloir qu'il se passe dans notre quartier la même chose que dans le métro pour vous interveniez», demande-t-il aux huit conseillers municipaux qui siègent pour la première fois en comité conseil d'arrondissement devant une centaine de personnes.

Le conseiller Robert Perreault assure que la situation n'est pas aussi grave autour de cette disco pour mineurs de son district de Laurier. «On n'y vend pas d'alcool. La police suit le dossier de proche. Elle fait une surveillance particulière, mais elle n'est pas d'avis que la disco soit fermée.

«Si la police conclut que la situation est hors contrôle, la ville pourra intervenir. Mais les rapports de police ne sont pas aussi alarmants que ce que vous nous dites.»

Quant à prendre les grands moyens, retirer le permis ou exproprier le terrain, on n'en est pas encore là. «Et la ville n'en a peut-être pas les pouvoirs lé-gaux.»

Un citoyen du Mile-End se plaint des shooting galleries sur

l'avenue du Parc, des seringues qu'on trouve et de la prostitution qui y fleurit. Qu'entend faire la ville?

Là encore, «le problème n'est pas plus aigu qu'ailleurs», rétorque le conseiller du district, Konstantinos Georgoulis. Mais il y a des méthodes pour y voir, enchaîne le conseiller de Saint-Jacques, Raymond Blain, qui donne l'exemple d'une concertation police-juges-citoyens pour nettoyer la rue Champlain, dans son secteur.

Opération de relations publiques? Exercice de dédramatisation? Ou bien les problèmes signalés ne sont aussi graves que le croient les citoyens, ou bien ils seront réglés avant longtemps. Bref, les conseillers ont répondu à tout. D'ailleurs, ils connaissent par leur nom plusieurs intervenants, et ont parfois discuté de la question avec eux auparavant.

Une douzaine de questions ont ainsi été posées: du stationnement sur vignette autour de la rue Prince-Arthur, des amendes pour infraction quant aux ordures, ce qu'il advient de projets de construction, des pistes cyclables, du recyclage des déchets, des antennes paraboliques, etc.

Avant cette période de questions, les conseillers avaient informés leurs commettants du cheminement de quelques projets (parcs, centre sportif, pavages), les invitant à donner leurs idées dans certains cas.

Puis, les échanges se sont intensifiés devant un projet de changement de zonage résidentiel en zonage commercial, amené d'office au comité conseil. Les conseillers devaient prendre position à la lumière des interventions publiques et faire une recommandation au comité exécutif de la ville.

Restaient huit requêtes, déposées par six citoyens que le c.c.a. devra sans doute finir d'entendre aujourd'hui.

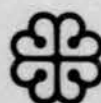


PHOTO RÉMI LEMÉE, La Presse

Broue à l'Hôtel de ville

Peu avant de célébrer le 10^e anniversaire de *Broue* au sommet de la tour Olympique, les comédiens et les producteurs de la pièce la plus populaire de l'histoire du théâtre au Québec, ont signé le Livre d'or du maire de Montréal, Jean Doré. Il est entouré ici de Marc Messier, Michel Côté et Marcel Gauthier, un verre de champagne cette fois-ci, à la main.



 Montréal

Encore cette année se tient à l'hôtel de ville la collecte de sang du Vendredi Saint. Donner de son sang est un geste hautement symbolique et humanitaire, surtout à l'approche de Pâques, une fête dédiée au renouveau de la vie.

Vos concitoyens et vos concitoyennes comptent sur vous. Je vous y attends donc le **24 mars, entre 10 h et 20 h.**

Jean Doré

Jean Doré

Visites guidées, animation et stationnement gratuit

Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal

Renseignements: 872-2955



Champ-de-Mars



Doré signe la Déclaration de Montréal contre la discrimination raciale

AGNÈS GRUBA

Le maire Jean Doré et tous les autres membres du comité exécutif de Montréal ont signé hier la « Déclaration de Montréal contre la discrimination raciale », une première au Québec.

Ce geste a été salué par l'organisation S.O.S. Racisme, qui espère que d'autres villes québécoises suivront bientôt l'exemple.

Pour Mme Juanita Westmo-

reland-Traoré, présidente du Conseil des communautés culturelles et de l'immigration, il s'agit d'un « acte symbolique formidable », qui devra apporter des retombées concrètes.

Adoptée à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, cette proclamation engage la ville à « prendre toutes les mesures nécessaires pour combattre la discrimination basée notamment sur la race, la couleur, la religion et l'origine ethnique ».

Plusieurs groupes ethniques de Montréal se plaignent de discrimination

Les doléances portent surtout sur les politiques d'emploi des entreprises

Presse Canadienne

Une quarantaine de groupes et organismes engagés dans la lutte contre la discrimination raciale ont profité hier de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale pour faire état des vexations éprouvées et pour suggérer des moyens d'améliorer les relations interculturelles et interraciales au Québec.

L'Association of Black Human Services Workers signale que les Noirs vivent trop souvent des situations traumatisantes en matière d'immigration, d'éducation, d'emploi, de logement et de services sociaux.

L'Association des infirmières

noires du Québec rapporte qu'il y a eu discrimination à l'hôpital Royal Victoria où des postes d'infirmières chefs furent confiés, dans l'interim, à des infirmières noires mais leur fut ensuite retirés et confiés à des infirmières d'un autre groupe ethnique ayant moins de qualifications.

L'Association de la Communauté noire de la Rive-Sud Inc. se plaint de la politique d'embauche discriminatoire à l'égard des Noirs des dirigeants de magasins à grande surface et marches d'alimentation de la Rive-Sud de Montréal.

Des adultes et jeunes Noirs sont bloqués à l'étape de la sélection pour un emploi à temps partiel ou un travail d'été sur la Rive-Sud

quand dans les magasins de ces mêmes chaînes à Côte-des-Neiges, LaSalle et Montréal embauchent des Noirs.

Montreal Ebony Fashion Models dénonce la réticence de certains commerçants qui refusent de prêter les vêtements de leurs magasins quand ils s'aperçoivent que ce sont des Noires qui les porteront.

De son côté, la Student Association of Dawson College se plaint de la brutalité dont font preuve les policiers envers les étudiants et les Noirs. Ce groupe affirme que les femmes noires sont forcées d'accorder des faveurs sexuelles pour obtenir plus facilement le feu vert dans leurs démarches à l'immigration. Il souli-

gne également l'absence d'administrateurs noirs dans le secteur de l'éducation, les services gouvernementaux et municipaux.

L'Association des enseignants haïtiens du Québec réclame l'amélioration des conditions d'apprentissage du français chez les allophones et accuse certains membres du personnel enseignant d'avoir des attitudes intolérantes, hostiles, voire franchement racistes.

Quant au Centre international de documentation et d'information haïtienne caribéenne afro-canadienne, on y note avec appréhension l'augmentation d'incidents à caractère raciste à Montréal.

De son côté, l'Association nationale des Canadiens et Canadiennes d'origine indienne, estime que le racisme se pratique ouvertement et de façon subtile sur le marché du travail, dans les milieux professionnels, hôpitaux, écoles, services sociaux et les secteurs publics et privés.

Le YMCA dit constater que des obstacles institutionnels légaux et comportementaux persistants empêchent de nombreux citoyens d'obtenir l'égalité d'accès aux services sociaux et aux droits civiques, et de participer à tous les aspects de la vie sociale en raison de leur origine ethnique, raciale ou nationale.

Le National Council of Jamaicans and Supportive Organizations in Canada mentionne que des confrontations et conflits ouverts du côté du logement, de l'emploi font vivre à certains des leurs une véritable tragédie quotidienne.

Le groupe Service à la famille chinoise du Grand Montréal fait remarquer que pendant que de plus en plus d'immigrants essaient de s'intégrer à la société québécoise, des émissions de télévision, comme 'Disparaitre', véhiculent le message que les immigrants sont une menace pour notre société.

La Ligue des droits de la personne de B'Nai Brith Canada se plaint d'incidents de harcèlement, de vandalisme et d'agression contre des individus et des institutions de la communauté juive. Cela se présente sous forme d'appels haineux et des graffiti antisémites, parfois accompagnés d'une croix gammée nazie.

L'Alliance des professeurs de Montréal signale que les enfants d'immigrants sont reçus dans des classes d'accueil où ils restent une dizaine de mois et où ils apprennent tant bien que mal la langue française alors que leurs parents doivent trop souvent apprendre à se débrouiller en anglais.

«Pouvons-nous assurer que ces jeunes, qui maîtrisent mal notre langue, ne sont pas condamnés à devenir des analphabètes fonctionnels, des sous-citoyens ou, au moins, des citoyens en marge?» interroge l'Alliance.

Pour la Ligue des droits et libertés, c'est sur le plan de l'emploi dans les secteurs publics et privés que la discrimination se fait sentir le plus acieusement.

La Ligue soutient en outre que les stéréotypes, les préjugés, les généralisations abusives sont monnaie courante dans la presse.

Le Collectif des femmes immigrantes du Québec considère que les immigrants sont presque toujours vu comme une présence menaçante, des quéteurs, ou un mal nécessaire.

Il dénonce le fait que le phénomène de la violence chez les jeunes soit principalement attribué aux Noirs.

«Il faut arrêter la spirale de la haine qui commence à se faire jour dans notre ville.» écrit le Collectif.

Pour sa part, le Centre interculturel Monchanin considère qu'il vaut peut-être mieux parler des difficultés vécues dans les rapports interraciaux, plutôt que de parler de racisme.

Parler de racisme pour aborder les questions interraciales met l'accent sur l'opposition qui peut exister entre deux groupes raciaux.

Cela ne risquerait-il pas à long terme de diviser le monde en deux et que chaque groupe se perçoive comme un camp ennemi de l'autre, risquant ainsi de rendre le dialogue très difficile?» se demande André Giguère, du Centre interculturel Monchanin.

Le Mouvement québécois pour combattre le racisme soutient que l'on doit demeurer solidaire.

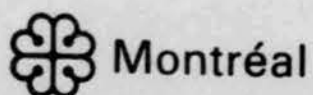
Pour ce groupe, la difficulté se pose ainsi:

Quel paradoxe que d'avoir le territoire québécois pour frontière alors que nous accueillons les immigrants et les réfugiés dans le cadre d'une loi canadienne.

Et c'est à l'intérieur de cette frontière qui n'en est pas une, que se combinent à la fois un vieux problème, celui de la langue, et un nouveau celui de la dénatalité, pour créer cette nouvelle hantise de la disparition. Car alors qu'on s'inquiète des innombrables migrants qui font que les nouveaux arrivants ne restent pas au Québec mais vont ailleurs au Canada, on craint qu'à terme, s'ils restent ici, ils ne provoquent la désintégration de notre société.

We don't usually promote
blood donor clinics on this
page, but the mayor's annual
drive at Montreal City Hall to-
morrow is a must. Jean Doré is
hoping the 10 a.m. to 8 p.m.
clinic tops the 900 pint mark.

• • •



Encore cette année se tient à l'hôtel de ville la collecte de sang du Vendredi Saint. Donner de son sang est un geste hautement symbolique et humanitaire, surtout à l'approche de Pâques, une fête dédiée au renouveau de la vie.

Vos concitoyens et vos concitoyennes comptent sur vous. Je vous y attends donc le **24 mars, entre 10 h et 20 h.**

Jean Doré

Jean Doré

Visites guidées, animation et stationnement gratuit

Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal

Renseignements: 872-2955



Champ-de-Mars



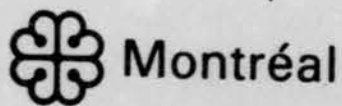
Je vous rappelle que c'est
aujourd'hui, entre 10 h et 20 h,
que se déroule, à l'hôtel de
ville de Montréal, la COLLEC-
TE de SANG du VENDREDI
SAINT du maire de Montréal.
JEAN DORÉ vous y invite et
vous y attend...

Doré veut **900 chopines** **DE SANG**

La traditionnelle clinique de sang du maire de Montréal a encore lieu aujourd'hui, vendredi saint, et monsieur Jean Doré invite toute la population à participer à cet événement hautement humanitaire, qui se tient dans le hall d'honneur de l'Hôtel de ville, de 10h à 20h.

Tout au long de la journée, des personnalités se joindront au maire Doré pour encourager les donateurs, notamment Serge Gouin, président de la campagne de financement 1989 de la Croix-Rouge, et Bob Gainey, porte-parole dans le cadre du mois de la Croix-Rouge (mars).

La collecte se fera dans le cadre d'une fête fleurie et l'organisation a fixé à 900 le nombre de chopines à recueillir, que le maire Doré veut absolument dépasser.



Encore cette année se tient à l'hôtel de ville la collecte de sang du Vendredi Saint. Donner de son sang est un geste hautement symbolique et humanitaire, surtout à l'approche de Pâques, une fête dédiée au renouveau de la vie.

Vos concitoyens et vos concitoyennes comptent sur vous. Je vous y attends donc le **24 mars, entre 10 h et 20 h.**

Jean Doré

Jean Doré

Visites guidées, animation et stationnement gratuit

Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal

Renseignements: 872-2955



Champ-de-Mars





Mayor Jean Doré welcomes donor Catherine Marie Poupart and friend "Froggie" at the annual blood clinic. Gazette, Gordon Beck

Mayor's annual blood clinic tops its goal

Mayor Jean Doré did his best to entertain donors who came out yesterday for the annual Mayor's Good Friday blood donor clinic held at city hall.

Doré said that he tried to recruit donors because blood banks are essential to the working of a hospital.

"Anyone can be a victim of an accident," Doré said in an interview at the blood donor clinic, held between 10 a.m. and 8 p.m.

Red Cross officials said their goal was to have 900 donors give blood.

The final tally came in at 1,010 donors.

Red Cross public relations official Linda Gauthier said that while there is no critical shortage of blood now, there is a strong need for Rh-negative blood.

Under former mayor Jean Drapeau, the Good Friday clinic at city hall became a Montreal tradition.

Doré continues to support the annual campaign and he spent all day yesterday chatting to donors.

One of the donors, Catherine Marie Poupart, showed up at the clinic with a mascot — her stuffed friend "Froggie."

Poupart, a Canadian Forces mechanic with the 51st service battalion in St. Hubert, said that she likes to give blood twice a year when she can.

Froggie, dressed in army fatigues, is always on hand to give moral support.

Evelyn Knowles, a Notre Dame de Grâce resident, said that she gives blood every two years and had this message for Montrealers:

"Don't be afraid to give blood because it's so easy."

"It doesn't hurt and you have the satisfaction of knowing you're helping someone."

EASTER WITH RITUALS AND ACTS OF GOODWILL



Giving blood bearable

Jason Webb gives comfort to Boule de Neige (Snowball) as bear wakes from hibernation after giving blood at city hall yesterday. Snowball was one of more than 900 donors who helped city hall organizers beat their target for the annual clinic.

Photo: John Kenney

'Giving blood makes you feel good'

by Max Harrold
Montreal Daily News

AS VOLUNTEERS gave blood all around him, Jean Bernier craned his neck, peering at the end of the waiting line.

He was anxious for his turn to give blood yesterday at the Red Cross Society's annual Good Fri-

day blood donor clinic at city hall.

"You feel better when you give blood," said Bernier, a 53-year-old security guard who is no stranger to these clinics.

"It makes you feel less bloated," he chuckled. "You can move around easier."

In nearly 40 years, Bernier has donated blood no less than 94

times.

Late last night, clinic officials said they had exceeded their goal of 900 pints, collecting 1,010 pints.

Attendance at the clinic was heavy and Mayor Jean Doré — who can not give blood because he had hepatitis as a teenager — said the large crowd was due in part to

less public fear about contracting diseases by giving blood.

"People are normally afraid," Doré said. "But in Canada giving blood is really a privilege. We have such a good system and it works because of the solidarity of the people and volunteerism."

"It's completely safe," agreed Denise Caisse, one of the clinic's

many collection assistants.

"All the needles are dumped in here after use," she said, pointing to a garbage pail.

Meanwhile, Canadiens team captain Bob Gainey said he had come to encourage the donors and "to talk a little hockey."

The Canadiens held a clinic recently, he said.

La collecte de sang du maire : on a BIEN RÉPONDU



Photo Jacques BOURDON
Les clowns et mascottes ont fait oublier aux donateurs les petits désagréments que peuvent entraîner un don de sang.

L'objectif de la collecte de sang du maire Jean Doré a été dépassé hier puisque 1010 donateurs ont fait le don de vie dans le hall d'entrée de l'hôtel de ville.

Nathalie Gilbert

En effet, plusieurs Montréalais ont décidé de consacrer une partie de leur vendredi saint à renflouer les réserves de la Croix-Rouge qui a toujours grand besoin du précieux liquide.

Comme le faisait remarquer M. Alain Masson, directeur des laboratoires pour la Croix-Rouge, les premiers mois de l'année sont toujours les plus difficiles.

«Janvier, février et mars sont les mois les plus occupés dans les hôpitaux. Nous ne sommes pas en pénurie mais il faut dire merci à la vaste campagne de publicité de l'organisme.»

Les Montréalais ont compris et tout en donnant du sang, ont pu converser avec le maire qui a avoué être très heureux du résultat de la clinique. «Le rythme de croisière a été bon même si l'objectif souhaité était ambitieux.»

O négatif

La Croix-Rouge cherche surtout à recueillir le sang de type O RH négatif. «C'est le type le plus difficile à maintenir en inventaire», a indiqué M. Masson. L'organisme n'a pas non plus de surplus de B négatif et de AB négatif

Pour donner un coup de pouce à tous les types de donateurs, le capitaine

des Canadiens de Montréal et également porte-parole de la campagne de financement de la Croix-Rouge, M. Bob Gainey, est venu faire son tour au cours de l'après-midi.

Les clowns et amuseurs publics sont venus aussi faire oublier aux volontaires la crainte de l'aiguille.

La collecte de sang du maire est une tradition instituée par le maire Jean Drapeau en 1970. Elle célébrera donc ses vingt ans l'an prochain.



Photo Jacques BOURDON
Le maire Doré était présent pour encourager les donateurs et serrer des mains.

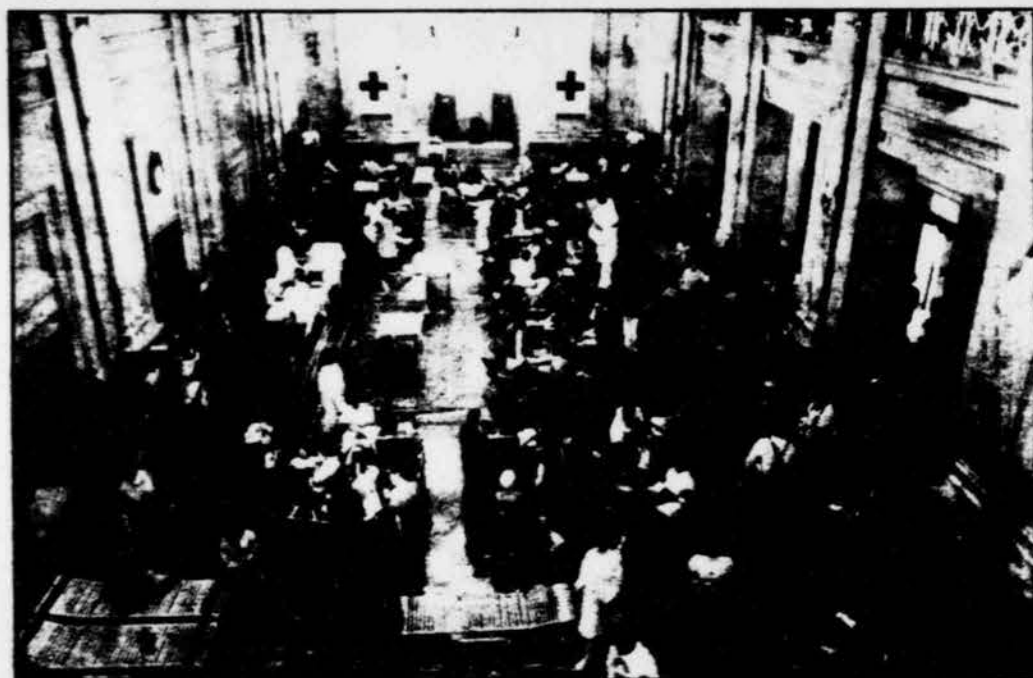


Photo Jacques BOURDON
Des centaines de citoyens ont donné de leur sang dans le cadre de la collecte de sang du maire Doré.

Vendredi saint: la clinique de sang du maire de Montréal remporte un vif succès



Le capitaine du club de hockey Canadien de Montréal, Bob Gainey, félicite un donneur, M. Léon Dusseault, sous le regard du maire Jean Doré.

PHOTO LUC SIMON PERRAULT, La Presse

■ La clinique de sang du Vendredi saint du maire de Montréal a connu encore une fois hier un vif succès.

Pas moins de 1010 sachets de sang ont en effet été recueillis par la Croix-Rouge entre 10h et 20 heures.

Installée dans le grand hall de l'hôtel de ville, la collecte a donné l'occasion à plusieurs donateurs de rencontrer différentes personnalités dont le maire Jean Doré et le capitaine du Canadien de Montréal, Bob Gainey, porteparole de la campagne de financement de la Croix-Rouge.

Cette année encore, après avoir donné de leur sang, les donateurs ont pu visiter l'hôtel de ville et ont eu l'occasion de voir évoluer des amuseurs publics. Une fleur a également été remise à chaque donneur.

À l'approche de Pâques, la réussite de la collecte de sang est de toute première importance pour les blessés et les malades qui ont besoin de transfusion sanguine. Les statistiques montrent qu'à toutes les 20 secondes, une personne a besoin d'une transfusion sanguine.

Il s'agissait hier de la 19^e clinique de sang du Vendredi saint organisée par le maire de Montréal.

TALK ABOUT fun.
On Tuesday, CJFM's
Breakfast Club with
Jeff Lumby and How-
ard Glassman had a
"hair-raising" experi-
ence.

Listeners provided
the comical duo with a
"definitive" list of ce-
lebrities with toupees.
Some of the stars un-
der the rug are Burt
Reynolds, Charlton
Heston, Larry Hagman,
Bert Lancaster, Willard
Scott, Ringo Starr,
Hugh Hefner, Steve
Allen, Don Knotts,
Sean Connery, William
Shatner, Charles
Bronson, Frank Sins-
tra, Dave Van Horna,
Howard Cosell and
Ernest Anstey.

Those named in the
"bad hair" category in-
cluded Gene Shaliti,
Don King, James
Brown, Sam Don-
aldson, Ted Koppel
and Jean Doré. The
hosts say they refuse
to accept responsibility
for failing to distin-
guish between "hair-
say" and the "bald
truth."

Youth violence at east-end Métro

A METRO station once again has been the site of youth violence.

A group of 15 white youths attacked three black youths at the east-end Radisson Station at around 8 p.m. last night, police say.

Police at Station 53 said the white youths, aged 15 to 18, were standing outside a Métro car when an object was thrown in the direction of the black youths inside the car, breaking the window.

In retaliation, the black youths grabbed one of the emergency axes underneath a Métro seat and swung it in the direction of the white youths, breaking the window from the inside, police said.

Both groups then quickly left the premises, and were nowhere to be found when police arrived at the scene.

No one was arrested in the incident.

— Allan Johnson

Cops may bus to work

Doré urges knife laws

by Allan Johnson
Montreal Daily News

THE MUC will ask all 29 municipalities in its territory to consider passing a bylaw banning knives and other offensive weapons in their public areas and in buses and the Métro, Mayor Jean Doré said yesterday following an MUC executive committee meeting.

"We have asked the city's legal department to look into a common bylaw that could be adopted by all MUC municipalities so that police can act on common regulations across the territory," Doré said.

At present, in all municipi-

palities except Pointe Claire and Town of Mount Royal, police must abide by the Criminal Code which states they can seize a weapon if they suspect it was, or will be, used in a crime.

Both Pointe Claire and Town of Mount Royal have municipal bylaws that outlaw the carrying of knives and other weapons in public places.

Along with the idea of a common bylaw, Doré said the MUC executive committee proposed giving police officers free passes for the bus and Métro and asking them to take public transportation to and from work.

This would ensure a greater police presence on the public transportation network and signal a return to the 1950s and '60s system when police were regular riders on public transit, Doré said.

Doré said he hoped to have an answer about the common bylaw in time for the next MUC council meeting in April.

The question of security in buses and the Métro, as well as ways to outlaw the possession of knives and other offensive weapons, has become a top priority in the city since two recent murders in MUCTC buses and other acts of violence recorded in the Métro.

K...A...U...

POINTE-AUX-TREMBLES

La ville fêlée

PAR NORMAND GRONDIN

**Avec 40% des ressources
externes en psychiatrie
de Montréal coincées sur ses
quelques kilomètres carrés,
PAT ressemble à un parking
pour malades mentaux.
A-t-on vraiment dépassé
les bornes, là-bas,
dans cette ville oubliée
aux confins de l'île?**



Donne un ti-bee à Mononcle... L'homme, mal rasé, tend gentiment sa joue râpeuse à une fillette occupée à dévorer ses beignes chez Dunkin Donuts. Aucune réponse. Pas un mouvement. L'enfant reste aussi figée qu'un verre de lait caillé. Après quelques instants, la mère de l'enfant, d'un geste sans équivoque, envoie paître l'importun. Un peu déçu, sûrement habitué, l'homme s'exécute sans rechigner et va rejoindre un café froid qu'il sirote déjà depuis longtemps.

La scène, triste et cocasse à la fois, aurait pu se dérouler dans n'importe quel MacDonald's, Burger King ou restaurant bon marché du quartier de Pointe-aux-Trembles. Mononcle est ce qu'on appelle un désinstitutionnalisé dans le jargon administratif. Un malade psychiatrique en rupture d'hôpital qui égrène patiemment le chapelet de ses interminables heures d'oisiveté. Un ex-patient un peu perdu qui risque d'en croiser un autre sur le chemin du retour. Parce qu'au bout du bout de l'île, dans l'arrière-cour du centre hospitalier Louis-H. Lafontaine, des fous, comme vous dira Monsieur-tout-le-monde, il y en a un et puis un autre.

Gyslaine Giroux, du groupe Opération Sauvegarde de Pointe-aux-Trembles, m'indique deux vastes maisons un peu défraîchies trônant aux abords de la rue Notre-Dame. « Dans celle-ci, il y a une vingtaine de patients, dans celle-là, au moins autant. » Trois coins de rues plus loin, le manège se répète: 20 ici, 20 là, et encore plus loin la même chose. Longeant la rue, une quinzaine d'anciens chalets d'été qui faisaient les beaux jours des *big shots*, ont été recyclés en extension d'hôpitaux psychiatriques.

Plus au centre du quartier, mon guide n'en finit plus de me pointer du doigt tel

et tel bungalow hébergeant, eux aussi, des monocles et des matantes. « Quand a débuté la désinstitutionnalisation, au début des années soixante, les responsables de Saint-Jean-de-Dieu (aujourd'hui Louis-H. Lafontaine) n'ont rien trouvé de mieux que de diriger la majorité de leurs patients vers PAT. Et depuis vingt ans, ça n'a pas changé. »

Il faut dire que PAT présentait le profil idéal du parking pour désinstitutionnalisés: une ville peu peuplée et située loin du centre-ville, à seulement quelques kilomètres de la plus grande institution psychiatrique de Montréal. Avec en prime, peu de règlements municipaux susceptibles de freiner l'implantation de pavillons ou de maisons d'accueil. Pour les promoteurs, l'occasion était belle. Louis-H. fournissait la matière première à même sa clientèle, le gouvernement versait son per diem et le propriétaire louait locaux et services. Une bonne combinaison. Surtout que la plupart des maisons pouvaient aisément abriter de 20 à 30 personnes. Et qu'il semble que le système de santé n'était pas trop exigeant en ce qui concerne l'encadrement.

À la même époque, des dizaines de propriétaires de bungalows, en butte à leurs paiements d'hypothèques, se découvraient une vocation humanitaire en transformant leur sous-sol en maison de

chambres pour malades mentaux. L'affaire n'était pas mauvaise. Aujourd'hui, elle est encore meilleure. Cette année, le gouvernement verse à une famille d'accueil 500\$ par mois par personne qu'elle héberge. Le tout totalement exempt d'impôt. Une famille qui accueille neuf personnes, le maximum permis par la loi, peut donc ramasser un honorable 45 000\$ par année. De méchantes langues affirment depuis longtemps que certains propriétaires n'ont pas à ratisser les poches des pensionnaires, histoire d'arrondir leur fin de mois.

Cela dit, il faut admettre que le travail n'est pas de tout repos. Vivre en permanence avec une demi-douzaine d'étrangers sous son toit exige une certaine forme d'abnégation. Et, à l'occasion, un sens des affaires prononcé: durant les années 60 et 70, plusieurs individus ont acheté des duplex et triplex pour se lancer dans « le commerce des débiles » et on pouvait voir périodiquement dans les quotidiens des petites annonces signalant des « familles d'accueil à vendre ». Les agents d'immobilier recevaient même une prime spéciale pour ce type de transaction...

Le gouvernement s'est heureusement interposé et les spéculateurs ont cessé de confondre patients et biens familiaux. Aujourd'hui, la business se transmet plutôt de père en fils. De toute façon, comme une responsable de famille d'accueil le mentionnait à Henri Dorvil, travailleur social et professeur à l'UQAM: « Vous savez Monsieur, je travaille depuis 17 ans pour les patientes de Louis-H. Ça n'a pas toujours été comique mais ça me ferait de la peine de laisser mon commerce entre les mains d'un étranger... »

« Lorsqu'il y a trop de patients dans une communauté, on parle des fous. S'il y en a peu, on dit Monsieur Untel qui a des problèmes de santé. » Henri Dorvil a

REPORTAGE

étudié le cas PAT à fond. Et il est catégorique: «Plus le degré d'intimité avec le malade mental est grand, moins la population fait preuve de tolérance. Dans ton quartier, ok: chez le voisin, peut-être; dans ta cour, non merci!»

Selon lui, plus de 3% de la population de ce quartier de 40 000 habitants est constituée d'handicapés mentaux. Un record provincial, la moyenne au Québec se situant aux alentours de 0,6%. Des statistiques tirées d'une enquête menée par le Centre de recherche de l'Hôpital Douglas indiquent d'ailleurs la présence d'une centaine de familles d'accueil, de 17 pavillons, d'une dizaine d'appartements supervisés et d'une douzaine d'autres services dans le quartier.

Au total, plus de 40% des ressources externes en psychiatrie de Montréal se trouvent comprimées sur quelques kilomètres carrés, essentiellement sur la rue Notre-Dame et dans ses environs immédiats.

«Ajouter d'autres ressources du même type sur le territoire risquerait de compromettre sérieusement les chances d'intégration des malades, ajoute Henri Dorvil. Sans compter que les patients non plus n'aiment pas être tous regroupés et devoir se promener avec l'étiquette Louis-H. sur le front. De toute façon, et à quelques exceptions près, on sait que si les gens sont trop exposés, il faut s'attendre à vivre un phénomène de discrimination.»

Pointe-aux-Trembles ne fait pas exception à la règle. Dans le passé, plus d'un citoyen mécontent est venu se chercher une oreille attentive auprès des autorités

municipales. Des responsables qui ont bien compris le message puisque aujourd'hui, le contentieux entre PAT et le ministère de la Santé et des Services sociaux est un des plus chargés du genre au Québec.

La guérilla judiciaire a été particulièrement intense durant les années 70. Les hostilités débutent en 1972, au moment où le maire de PAT, sur la foi d'un rapport du chef de police, réclame une enquête sur des familles d'accueil qui, selon lui, «exploitent honteusement leurs pensionnaires». Il est question de patients laissés sans surveillance et quéant dans les rues, de danger public, de ghetto et... de dévalorisation des propriétés.

En guise de représailles, l'administration vote un règlement de zonage destiné à limiter l'implantation de familles d'accueil sur certaines artères commer-

se retrouve devant les tribunaux. Finalement, en 1977, la Ville doit plier les genoux devant l'artillerie lourde du gouvernement : dorénavant, la Loi 10 stipule qu'aucune municipalité ne peut interdire le placement de personnes handicapées sur son territoire.

Au printemps 1988, l'armistice est rompue. Opération Sauvegarde Pointe-aux-Trembles, un groupe de commerçants, s'en prend au promoteur Marcel Veilleux qui souhaite implanter sur la rue Notre-Dame une maison de transition pour ex-détenus. «Trop, c'est trop», se plaint Gyslaine Giroux. Veilleux possède déjà deux autres maisons de transition installées à 1 km de distance de celle qu'il veut implanter. Ça suffit. PAT a déjà largement fait sa part dans le domaine de la réinsertion sociale et il serait temps qu'on pense à l'ouest de la

ville pour partager le fardeau.»

Malgré l'opposition des citoyens et de deux des trois conseillers municipaux du quartier, le promoteur obtient pourtant la bénédiction du conseil de ville. Georges Ledoux, un des conseillers s'opposant au projet, n'a pas encore digéré la décision. «C'est un cercle vicieux. Qui d'autre qu'un promoteur peut se permettre d'acquérir une bâtisse aussi coûteuse? Un promoteur qui va forcément vouloir rentabiliser son achat en créant une nouvelle ressource en réinsertion sociale. On ne s'en sort pas. Mais il y a

«On a voulu créer et entretenir de toutes pièces une psychose.»

des limites et la Ville doit s'en rendre compte.»

Le conseiller n'a pas non plus apprécié la façon dont se sont déroulés les événements. «Montréal a adopté récemment un règlement — le no 2713 — qui exclut toute consultation pour les projets concernant les minorités qu'il faut protéger. Le maire Doré a donc défendu le règlement jusqu'au bout en interdisant que le projet de maison de transition soit discuté en assemblée publique. C'est une attitude en soi fort courageuse mais il faut se rendre à l'évidence: Pointe-aux-Trembles n'est pas un cas comme les autres.»

Il faut dire aussi que Jean Doré n'y est pas allé avec le dos de la cuillère. Lorsque les représentants d'Opération Sauvegarde se sont présentés à l'hôtel de ville avec une pétition de 2 000 noms, le maire, qui n'avait manifestement pas

REPORTAGE

consulté ses registres, les a remerciés poliment en déclarant que, selon ses bureaucrates, la situation à PAT en matière de ressources en santé mentale et de réintégration sociale n'était pas différente des autres quartiers de Montréal. Pour couronner le tout, les citoyens n'ont eu droit qu'à une courte et tumultueuse séance d'information offerte gracieusement par le promoteur quelques jours à peine avant que le conseil de ville ne rende sa décision. Il paraît qu'on

l'un d'eux se lève à demi et me salue poliment. Les autres ne bronchent pas. La scène me rappelle étrangement les grandes salles de l'Hôpital psychiatrique Rivière-des-Prairies, où, étudiant, j'ai épié pendant de longues soirées le souffle rauque et parfois étrangement irrégulier des patients figés devant le petit écran. La même propreté maniaque, cette odeur de médicaments qui irrite la gorge, et ce *soap opera* imbécile qui vous ratatine les neurones.

«La plupart de nos patients sont des schizophrènes ou des dépressifs profonds.» Sans trop se soucier de la proximité de ses pensionnaires, Gaétan Mar-



Fernande Allaire et Cécile Pelletier, pensionnaires de Carmen Hillion.

pouvait y entendre clairement le son mélodieux des dents qui grincent en cœur...

Une autre conseillère RCM du quartier, Jacqueline Bordeleau, s'est, elle, prononcée en faveur du projet. «S'il fallait qu'on permette l'implantation des maisons de transition dans les seuls quartiers où les gens en veulent, on n'en finirait plus. Personnellement, les ex-détenus pourraient venir se baigner dans ma piscine et ça ne me dérangerait absolument pas. J'ai même entrepris, mais sans succès, plusieurs démarches pour qu'on installe la maison près de chez nous!» La conseillère considère d'ailleurs que toute l'affaire est sans lendemain. «J'ai appris qu'on a fait le tour des résidences de personnes âgées pour faire signer la pétition. On a voulu entretenir, créer de toutes pièces une psychose. Mais, à mon avis, cette histoire va bientôt mourir de sa belle mort.»

Dans le grand salon, une dizaine de mononcles se bercent tout doucement devant un poste de télévision muet. La cigarette accrochée au bout des doigts,

propriétaire d'un pavillon abritant une vingtaine de personnes, cause maladies, rentabilité, retraite. «J'ai passé toute ma jeunesse avec des patients à la maison. Puis, il y a onze ans, j'ai acheté ce pavillon et deux autres par la suite. Une question de vocation, j'imagine.» Dans la maison, le personnel est réduit au minimum: un employé à plein temps en plus de Gaétan Martineau et de sa femme, qui font la navette durant le jour entre les trois pavillons et assurent parfois la surveillance de nuit. «Tous nos pensionnaires sont autonomes. De plus, on reçoit un coup de main de l'hôpital, qui nous délègue une infirmière chaque semaine, et des animateurs pour les sorties spéciales.»

Le reste du temps? «Chez nous, il n'y a pas de vagabondage. Comme n'importe quelle personne qui reçoit du B.S., nos pensionnaires vont faire un tour au resto à l'occasion. C'est normal. En cas de problème, les commerçants me connaissent et savent comment me rejoindre. Mais honnêtement, en vingt ans, je n'ai connu aucun problème

«eux. De toute façon, je pense qu'il est beaucoup plus en sécurité avec des gens comme eux, qu'on connaît et contrôle, qu'avec le premier inconnu venu.»

M. Martineau est plus que sceptique quand on lui parle de réintégration sociale. «La vie est plus normalisante pour eux en pavillon qu'en institution. Ici, on n'a pas de clôture autour de la propriété, pas d'enseigne devant la mai-

«Ajouter d'autres ressources sur le territoire risquerait de compromettre sérieusement les chances d'intégration des malades.»

son. Les enfants des voisins passent leur temps sur le terrain et connaissent nos gens. Mais il ne faut pas se conter d'histoires, même si on vise la réinsertion, ça ne fonctionne pas souvent. Tous, je dis bien tous les patients qui ont quitté ce pavillon pour un appartement, supervisés ou pas, sont retournés à l'hôpital quelques mois après. Et dans bien des cas, leur état s'était aggravé.»

À quelques kilomètres de là, dans un ancien motel converti en pavillon, la question de la réintégration sociale ne se pose même plus pour les pensionnaires de Carmen Hillion. Les dames que la propriétaire me présente, une par une, ont dans la soixantaine avancée et une longue histoire psychiatrique derrière elles. «Heureusement, en vieillissant, la maladie mentale s'atténue un peu et la vie devient moins pénible pour la plupart de ces gens. Mais à leur âge, l'idée de vivre en appartement est presque excluse. Il vaut mieux concentrer les efforts sur les plus jeunes. Si un sur dix en réchappe, pourquoi pas?»

Carmen Hillion a elle aussi partagé son enfance avec des malades psychiatriques. Et ses propres enfants ont grandi dans une aile du pavillon. Infirmière de formation, elle comprend les réticences des habitants du quartier face aux malades. «C'est normal que le commun des mortels change de trottoir quand se présente devant lui un bonhomme tout croche. Mais j'estime que les pavillons sont implantés dans le secteur depuis longtemps et que les résidants se sont habitués à la présence de nos pensionnaires.»

REPORTAGE

Tolérés, les ex-patients le sont. Selon l'enquête de l'Hôpital Douglas, les résidents de PAT ne réagissent pas plus à la présence de patients dans leur voisinage que les autres citoyens de Montréal. Même que la majorité des répondants confessent une ignorance presque totale de la maladie mentale et des ressources disponibles dans ce domaine. On confond allègrement famille d'accueil et pavillon, schizophrénie, dépression et mongolisme. Par contre, il faudra

patienter longtemps avant de parler d'un véritable phénomène de réintégration.

«La plupart des résidents du quartier acceptent la présence du malade dans leur voisinage, mais ils continuent de le voir comme un être à la fois bizarre et possiblement dangereux», affirme Germain Dulac, qui a supervisé une partie de l'enquête. «Pourtant, de multiples études ont prouvé que ces gens n'étaient pas plus dangereux qu'une personne normale. Sans compter que les incidents sérieux impliquant d'ex-patients psychiatriques sont rares dans l'histoire de Pointe-aux-Trembles.»

«C'est certain qu'il ne peut jamais être question d'intégration complète du malade mental, conclut Henri Dorvil. Les normaux, d'un côté de la barrière, tolèrent les mentaux de l'autre. Mais qui peut se vanter d'être pleinement accepté dans la société? Par contre, il y a à Pointe-aux-Trembles un manque évident de support technique et humain pour aider les patients à se réintégrer.»

Réjean Boulianne, psycho-éducateur au CLSC J. Octave Roussin, confirme. «Paradoxalement, on a investi énormément d'argent pour la désinstitutionnalisation mais très peu pour la réinsertion. Les centres de ce genre se comptent sur les doigts d'une seule main à PAT. Le résultat? Les familles d'accueil sont débordées et retournent leurs pensionnaires dans les institutions. D'autres patients, peu ou pas encadrés, arpentent les rues et les restaurants parce qu'ils ne savent pas où aller.»

Selon la plupart des intervenants, il faudrait d'abord songer à partager également le gâteau. Actuellement, seulement 9% des ressources en santé mentale du territoire de la CUM se retrouvent dans le West-Island. Le cœur toujours à la bonne place, quelques municipalités comme Beaconsfield, Kirkland et Dollard-des-Ormeaux ont même adopté récemment des règlements interdisant l'implantation de nouvelles familles d'accueil sur leur territoire.

Pourtant, de l'avis de certains avocats, ces règlements contreviennent aux lois provinciales et à la Charte des droits et libertés. La protection des minorités, vous connaissez? Seulement voilà, pour renverser la vapeur, il faudrait porter la cause devant les tribunaux. Et jusqu'ici, personne n'a osé le faire. La démarche serait trop longue, trop complexe, trop coûteuse. Le pire dans toute cette histoire, c'est que d'autres municipalités se préparent à emboîter le pas à nos bons samaritains.

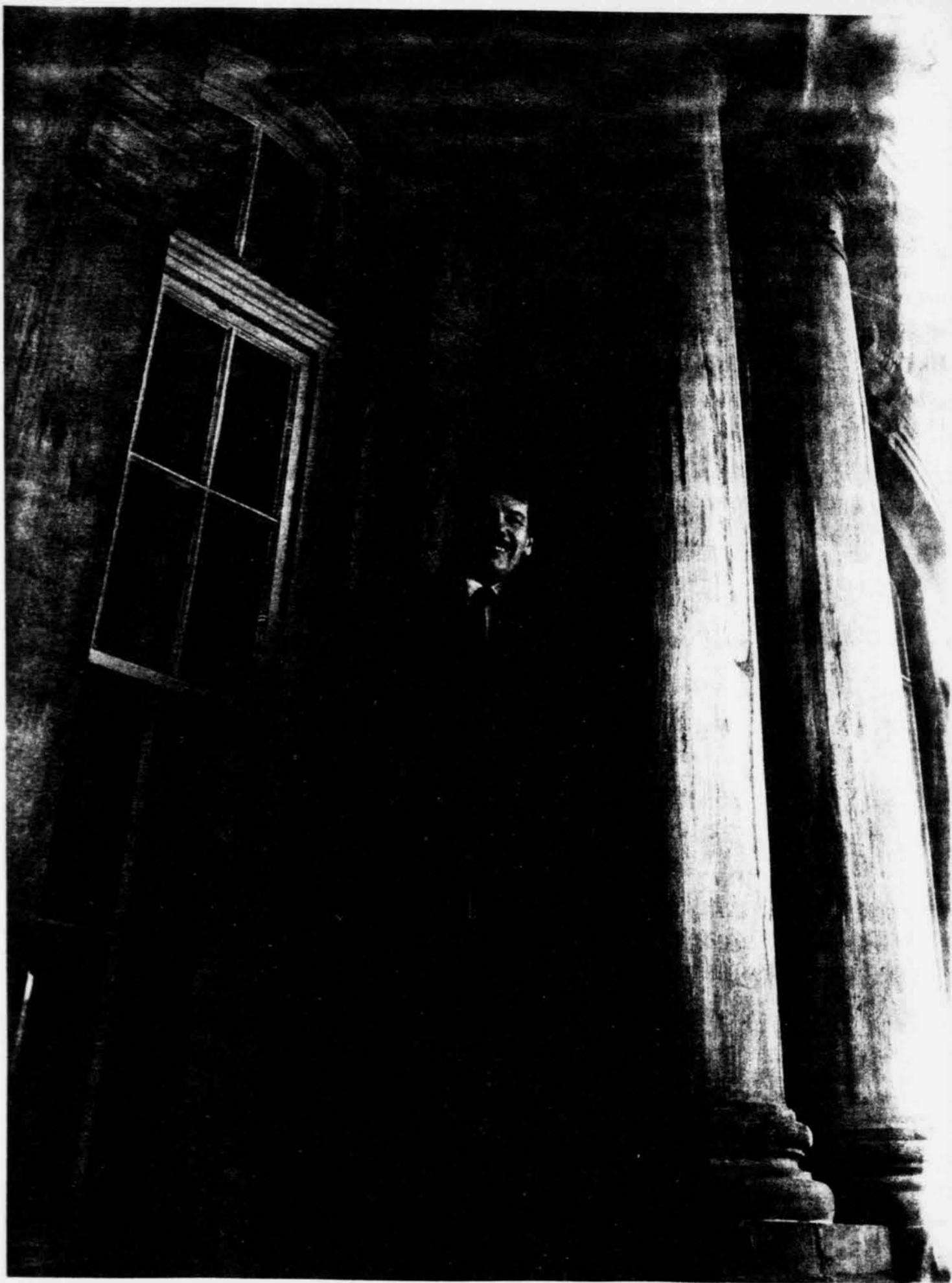
Heureusement, le gouvernement annonçait en janvier dernier qu'il débloquait 32 millions \$ en quatre ans pour supporter les efforts de réintégration des handicapés mentaux à la grandeur de la province. Pas trop tôt: le système craque de partout et la ministre Lavoie-Roux estime que dans un avenir rapproché, la moitié des patients psychiatriques pourraient être invités à quitter les institutions. Cela dit, un petit 32 millions, ce n'est pas le Pérou pour un secteur où la demande excède de beaucoup l'offre. Mais bon, on s'en doute: les monocles et les matantes du bout de l'île ne lèveront pas le nez alors qu'on leur tend enfin la main. Pas si fous que ça, quand même.

LIBRAIRIE
POINTE AUX TREMBLES



Bob Desrosiers et
Fernand Desrochers
présentent les rues
de la ville.

PHOTO: MONTREAL



L'ACTUALITÉ/AVRIL 1989

Où va Jean Doré?

Après deux ans et demi de régime Doré, Montréal ne se porte guère mieux que sous Jean Drapeau. Et elle n'a même pas le pouvoir de se soigner.

par Luc Chartrand

De Jean D. à Jean D., le pouvoir à Montréal a-t-il vraiment changé?

En deux ans et demi, Jean Doré a certes modernisé le style de la mairie et de l'administration. Il fait son jogging, offre du jus de légumes à ses visiteurs et il a acheté des ordinateurs ainsi que des chaises ergonomiques pour les employés municipaux. Symbole de la nouvelle démocratie municipale, le public peut poser des questions avant les séances du conseil. Plume Latraverse s'y est présenté un jour et a chanté sa revendication sur les pistes cyclables. « Si le père Lamarre (Yvon) avait vu ça, dit un vieil employé municipal, il aurait fait une crise! »

A l'hôtel de ville, Jean Doré occupe l'ancien bureau d'Yvon Lamarre, le président du comité exécutif sous Jean Drapeau. « J'ai fait pâlir les boiseries, c'est plus clair. Mais j'ai gardé les mêmes meubles et le tapis. Pas de gaspillage. » Le maire est soucieux de ces petits détails qui font et défont une image politique. Lorsqu'il se voit entouré de journalistes, il pose tout en parlant, obéissant instinctivement aux bruits des caméras et aux éclairs des flashes.

En entrevue, il ne se cache pas pour

dire qu'il aime bien le chanteur rock Sting, mais s'empresse d'ajouter: « Pour moi, ces derniers temps, c'est Tracy Chapman », une Américaine qui chante les misères des Noirs des États-Unis — un « must » de tout bon yuppie qui respecte, et affiche, sa conscience sociale.

A cause de cette propension à soigner son image, Jean Doré demeure insaisissable. Plus de la moitié de son mandat est écoulé et les Montréalais ont généralement l'impression de ne pas le connaître.

Mais, graduellement, on trace un parallèle, inévitable, entre son prédécesseur et lui. On lui reproche ce qu'on reprochait à Jean Drapeau: de concentrer le pouvoir dans les mains du comité exécutif, de ne pas laisser le conseil — le Parlement municipal — discuter des questions importantes et de ne pas permettre aux conseillers de prendre des positions personnelles plutôt que de suivre la politique du parti.

Jean Doré abhorre la comparaison avec Jean Drapeau. « Sous l'ancienne administration, un conseiller qui aurait formulé un quart pour cent des critiques de nos dissidents n'aurait probablement jamais remis les pieds à l'hôtel de ville. »

Les dissidents, ce sont quatre conseillers du Rassemblement des citoyens et des citoyennes de Montréal (RCM) qui sont passés à l'opposition, Sam Boskey,

Vieux-Port, parc du Mont-Royal, Îles de l'Expo, insectarium, musée écologique, réseau vert: Montréal change... Sur papier!



Le conseiller dissident Sam Boskey. «C'est l'obsession du secret à la ville.»

Pierre Goyer, Pierre-Yves Melançon et Marvin Rotrand. «C'est la mentalité de bunker, l'obsession du secret, dit Sam Boskey. Toutes les décisions se prennent à l'exécutif, derrière des portes fermées.»

«Au temps de Drapeau et de Lamarre, dit Pierre-Yves Melançon, deux personnes détenaient tout le pouvoir. Aujourd'hui, il y en a sept. C'est la seule différence.»

«Ça me fait rire! réplique Jean Doré. Le comité exécutif détenant tous les pouvoirs, c'est une vision de l'esprit! Je ne connais pas une organisation, syndicale, patronale ou autre, qui ne soit pas dirigée par un groupe désigné par la majorité. En pratique, le comité exécutif ne discute pas un sujet qui n'ait d'abord été soumis au caucus. Je ne connais pas beaucoup d'organisations politiques aussi démocratiques. Ceux qui sont partis l'ont fait parce qu'ils n'étaient jamais capables de convaincre leurs collègues!»

Les Montréalais ont-ils remplacé un autocrate par un autre? L'insinuation irrite Marielle Séguin, directrice adjointe du cabinet de Jean Doré, une des personnes les plus influentes, dit-on, dans l'entourage du maire. «Jean Doré est tout sauf autoritaire. Il a du caractère et peut parler fort. Mais il consulte constamment et il délègue.»

En réalité, Jean D. et Jean D. n'ont presque rien en commun. Ni les valeurs.

Ni la personnalité. Ce qui les rapproche, c'est peut-être une fonction qui impose ses règles.

«Comme Camilien Houde et Jean Drapeau avant lui», dit le politologue Daniel Latouche, de la section urbanisation de l'Institut national de recherche scientifique. «Son statut lui permet de parler pour défendre les intérêts de sa ville, même s'il doit prendre ses distances par rapport à son parti.»

Ce «statut» politique lui vient de l'élection au suffrage universel par les 700 000 électeurs de Montréal, et non pas, comme un premier ministre, par les seuls électeurs d'une circonscription. A l'époque où il dénonçait l'«autocratie» de Jean Drapeau, le RCM promettait d'abolir ce système quasi «présidentiel» au profit d'un système parlementaire où le chef du parti récoltant le plus de sièges deviendrait maire. Depuis les élections, on n'en parle plus!

«Doré n'a jamais caché sa dissidence là-dessus», dit Sam Boskey. «Montréal n'est pas une capitale provinciale ni nationale, dit Jean Doré. Son maire a besoin d'un tel poids politique.» Et, aurait-il pu ajouter, sa juridiction est déjà assez limitée. Son pouvoir, en effet, ne s'étend que sur la partie centre-est d'une île divisée en 28 fiefs municipaux!

La ville s'est prononcée en faveur de la loi fédérale sur la protection des brevets pharmaceutiques, à l'encontre d'une ré-

solution du RCM condamnant cette loi, jugée préjudiciable aux consommateurs.

«Pour certains, dit Jean Doré, les méchantes multinationales voulaient faire des profits sur le dos des consommateurs. Mais les milieux syndicaux comme les milieux d'affaires se sont rendus compte que l'ancienne loi sur les brevets pharmaceutiques pénalisait Montréal. Il fallait prendre le parti de Montréal.»

«Le pire, dit Pierre-Yves Melançon, c'est l'appui de Doré au libre-échange, en pleine campagne électorale fédérale, malgré une résolution explicite du conseil général du parti!»

Dans l'opposition, le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal était un amalgame souvent divisé de cyclistes, d'écologistes, de féministes et d'ennemis du capitalisme. Mais à la veille de la prise du pouvoir de novembre 1986, ses effectifs ont passé de 3000 à 20 000 membres! «La moitié des élus ne militaient même pas deux ans avant l'élection», dit Boskey. Plusieurs militants de la première heure se sont sentis dépossédés de leur parti.

«Le temps du chiquage de guenilles idéologiques est terminé», dit le conseiller Michel Prescott, un modéré. «Faisons lire le programme du RCM de 1976 par n'importe qui de sérieux et on va convenir qu'il est dépassé.»

Militant étudiant dans les années 60, Jean Doré s'opposait au projet «capitaliste» de l'Association étudiante de l'Université de Montréal de créer le café Campus. «L'année suivante, raconte un de ses anciens camarades, lorsque notre équipe présidée par Doré a pris le pouvoir à l'Association, nous sommes allés inaugurer fièrement le café Campus!»

«Jean Doré est un pragmatique», dit Claude Garcia, ancien président de la Chambre de commerce de Montréal. «Malgré l'auréole idéaliste qui entourait le RCM, il faut reconnaître qu'il s'est entouré de gens qui prennent de bonnes décisions pour Montréal.»

Si les relations de l'administration avec le milieu des affaires sont au beau, on trouve une certaine déception chez la clientèle traditionnelle du RCM. Sauvons Montréal, un organisme voué à la défense du patrimoine, vient d'accorder son prix citron à la Ville pour avoir laissé démolir l'hôtel Queen's. «Ce bâtiment aurait pu être sauvé», soutient Denys Marchand, président du jury. «La Ville le disait sur le point de s'effondrer mais on a eu toutes les misères du monde à faire tomber les murs.»

Les urbanistes, architectes et aménageurs n'ont toutefois aucun regret de l'époque Drapeau-Lamarre. Chaque quartier aura bientôt son plan d'urbanisme, symbole d'«enfure technocratique» pour les uns, marque de modernisme dans l'aménagement urbain pour les autres.

«L'administration prend des décisions

Près de 50 % des assistés sociaux vivent à Montréal. Le chômage est de 13 %. Les trottoirs, le métro et les égouts déperissent. La ville est mal en point.



L'hôtel Queen's. Sa démolition a déçu la clientèle traditionnelle du parti.

stratégiques pour l'aménagement en court-circuitant les voies de consultation établies, dit Denys Marchand. Ça a été le cas pour l'hôtel Queen's et pour la décision de construire la tour de 45 étages d'IBM-Marathon. La Ville passe outre à ses propres règles pour satisfaire des promoteurs.

Claude Garcia voit les choses d'un autre œil: « Pour IBM-Marathon, on a eu la sagesse de ne pas attendre le plan d'aménagement du centre-ville. Les promoteurs n'attendent pas. Il y a assez de villes concurrentes prêtes à les accueillir. »

La consultation, c'est la pierre philosophale du RCM. Par elle, une chimie nouvelle doit naître entre le citoyen et sa cité. Cette année, la Ville tiendra pas moins de 400 séances de consultation! « Les groupes populaires dépensent toute leur énergie à se préparer aux consultations! » dit Anne Thibault, du Comité de logement de la Petite Patrie.

Pour mieux consulter, on vient même d'inventer une nouvelle instance politique, le Comité conseil d'arrondissement. Ces « CCA » ont commencé à siéger en mars. De trois à neuf conseillers y représentent les circonscriptions formant un « arrondissement ». Les électeurs seront consultés, sur des sujets aussi divers que l'enlèvement des ordures ou la modification de règlements de zonage dans leur quartier. Pour Jean Doré, c'est le début d'une nouvelle ère. « La participation du

citoyen à la vie municipale est désormais un droit. Chacune des décisions le touchant sera d'abord soumise à la consultation. »

On ne sait trop si ces arrondissements correspondent aux besoins de la démocratie ou à ceux de la bureaucratie. Le redécoupage est déroutant pour le simple citoyen. Celui-ci habite désormais un « îlot ». Les îlots sont regroupés par « unités de voisinage » et ces unités sont à leur tour réunies en « quartiers de planification », ces quartiers font partie d'« arrondissements de planification », qui constituent enfin des « secteurs urbains »!

Chez ceux qui rêvent de conseils de quartiers et de pouvoir populaire, comme Pierre-Yves Melançon, cette entreprise n'est qu'un vaste maquillage démocratique. « Ces conseils d'arrondissement seront de simples organes d'information contrôlés par le comité exécutif », dit-il.

Les propriétaires de la rue Saint-Denis entre Laurier et Crémazie en ont gros sur le cœur. Leur rue était commerciale; elle deviendra résidentielle. Yves Montplaisir est indigné. Pour les propriétaires qu'il représente, ce changement de zonage entraîne une perte de valeur immobilière de deux millions!

Ils se sont présentés en consultation. « Allô! consultation! Nous sommes allés défendre notre point de vue armés d'un dossier étoffé, d'enquêtes que la Ville n'avait pas songé à accomplir, avec l'ap-

pui de la Chambre de commerce, de la Ligue des propriétaires et une pétition de 1300 noms. Nous étions prêts à des compromis. La consultation a duré cinq minutes et n'a pas changé le projet d'un iota! »

Les « consultés » ne sont pas toujours frustrés. « Il arrive que la consultation nous permette de faire évoluer les projets », concède Anne Thibault. Mais un groupe de pression restera toujours un groupe de pression. « Notre rôle n'est pas de cautionner l'administration. Pour nous, celle-ci n'est ni meilleure ni pire que l'ancienne. »

Les convulsions du RCM sur la consultation et la décentralisation du pouvoir auraient certes pu occuper un épisode de la série *Démocraties*. Mais laissent-elles de la place aux réalisations? De l'avis général, après deux années et demi à l'hôtel de ville, l'administration n'a rien cassé.

« Si les projets abondent », écrit Jean-Paul Guay, de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal, « les réalisations glorieuses se font attendre. »

La « politique du vélo », annoncée en octobre 88, promet 260 km de pistes cyclables d'ici 10 ans. « Mais pas un pouce n'a été construit », dit Claude Dupras, ex-leader du Parti civique. L'aménagement du Vieux-Port, la restauration du parc du Mont-Royal et des îles de l'Expo, l'insectarium du Jardin botanique, un musée écologique au Vélodrome olympique, l'immense projet immobilier du Faubourg Québec entre le Vieux-Montréal et Radio-Canada, un réseau vert, de nouveaux parcs: Montréal change... Sur papier!

« Le plus difficile à accepter, quand on arrive au pouvoir, dit Jean Doré, c'est que tout prend du temps. »

Le maire est un « verbomoteur » et lorsqu'il entreprend de réciter la litanie des réalisations... qui s'en viennent, il est intarissable. La grande échéance, c'est 1992, le 350^e anniversaire de la ville. D'ici là, son aspect aura changé, ses équipements culturels, ses espaces verts... Entre-temps, il y aura des élections. En novembre 1990.

Ses premiers mois en poste, Jean Doré les a consacrés à la moins visible des réalisations, la réforme administrative de l'appareil municipal. « La faiblesse des équipes qui arrivent au pouvoir avec beaucoup d'idées généreuses, dit-il, c'est de ne pas planifier leur réalisation. Il faut voir dans quel état était l'appareil administratif! »

On a changé non seulement la structure mais aussi les hommes — il n'y avait guère de femmes — moulés par l'obéissance à un régime autoritaire et centralisateur. Pierre Le François, technocrate, ancien sous-ministre dans divers ministères provinciaux, a été chargé de l'exécution de ce mandat souterrain. On a créé

C'est Québec qui nomme le chef de police, qui décide quand le métro sera prolongé et où iront les autoroutes. Montréal est-elle en tutelle?

pour lui le poste de secrétaire général. Avec un salaire annuel de 120 000 dollars, il devenait le mieux rémunéré des hommes publics canadiens hormis Brian Mulroney. Ce qui a fait jaser, même au RCM. (En février, un comité mandaté par la Ville concluait que le «salaire idéal» du maire devrait être de 130 000 dollars par année — supérieur à ceux des deux premiers ministres. «La vraie question, a alors dit Jean Doré, n'est-elle pas de savoir si ce sont les premiers ministres du Québec et du Canada qui ne gagnent pas assez?»)

Le nombre des services municipaux est passé de 23 à 10, à force de purges dans la hiérarchie. Des cadres supérieurs se sont vu proposer des ponts d'or vers la retraite. «On a appelé ça les "retraites-Doré"!», dit un fonctionnaire municipal. «Le coût de l'opération a été faramineux», selon Pierre Lorange, l'ex-vice-président du comité exécutif qui a partir de l'arrière-boutique de sa bijouterie de la rue Ontario, multiplie les appels, ressasse les souvenirs de la belle époque et tente de ranimer le Parti civique agonisant.

«La réforme administrative était nécessaire et prenait du temps», dit Serge Godin, président de la Chambre de commerce de Montréal. «Mais le temps est venu de livrer la marchandise. Il est urgent que le développement économique devienne la priorité de Montréal.»

Les promeneurs du centre-ville sont séduits par ce qui a toutes les apparences d'un boom. De nouvelles tours de verre brillent dans le ciel. Des boutiques de renom, des vitrines de luxe, des halls prestigieux et des condos sont inaugurés chaque mois. L'argent roule!

«S'il se construit des édifices à bureaux dans le centre-ville, dit Claude Garcia, c'est parce qu'il se passe quelque chose dans l'économie.» M. Garcia cite la relance du port de Montréal où la Ville a joué un rôle important. Résultat, Montréal a doublé Baltimore et ne le cède qu'à New York sur la côte atlantique. «La croissance du port dépasse de loin celle du commerce international.» Ça signifie un tas de retombées dans le secteur tertiaire, dans les assurances, etc.»

Paradoxe, ce boom immobilier masque un déclin. C'est Jean Doré qui l'affirme: «Alors que le taux de chômage est de 9 % dans la région, il est de 13 % à Montréal et dépasse 20 % dans certains quartiers. Près de la moitié des assistés sociaux du Québec vivent à Montréal et le revenu par habitant est le 26e sur les 28 municipali-



Le secrétaire général Pierre Le François. Un salaire de 120 000 dollars!

tés de l'île. Or, les rues, les trottoirs, le métro et les égouts dépérissent. En clair, ça veut dire que nous avons une population plus pauvre qui paie des coûts plus élevés que tout autre municipalité.»

Montréal est mal en point. En déclin démographique, elle est confrontée à de puissantes forces de désintégration: exode vers les banlieues, vieillissement de la population, des maisons et des usines, accueil des immigrants, pôle d'attraction des sans-abri...

L'enjeu des prochaines années sera de contrer le dépeuplement et l'étalement urbain. On peut déjà entrevoir, note un document du service d'habitation et de la planification urbaine, la concurrence entre Montréal et la banlieue «pour attirer les ménages et infléchir en leur faveur la répartition de la construction résidentielle».

En 15 ans, de 1971 à 1986, l'île de Montréal a perdu 200 000 habitants. Les banlieues extérieures à la Communauté urbaine en ont gagné 355 000. Depuis, la population s'est stabilisée, mais la dénatalité risque de relancer la tendance. A mesure que le centre-ville se congestionne et que la vie devient plus difficile, les habitants et les entreprises migrent vers les nouveaux secteurs où le terrain est moins cher, l'air est plus pur et les taxes sont provisoirement moins élevées.

Résultat: ceux qui demeurent dans le secteur central de la ville sont les plus pauvres et ils doivent payer pour une ville qui se désintègre. C'est ainsi que New York a été acculée à la faillite dans les années 70.

«Quand la population cesse de croître, dit Jean Doré, ce qui se développe dans une partie de la région le fait au détriment d'une autre.» Le Plan de transport de la région de Montréal conçu par le ministre québécois des Transports, Marc-Yvan Côté, et les fonctionnaires de la Vieille Capitale, vient d'illustrer les divergences d'intérêts entre l'île de Montréal d'une part et la Rive-Sud et Laval de l'autre.

Le Plan prévoit de nouvelles autoroutes à Laval et sur la Rive-Sud pour contourner l'île et ainsi «soulager» Montréal d'une partie de la circulation automobile. L'autoroute métropolitaine, modèle de mauvaise ingénierie, construite il y a plus de 30 ans, engorgée, subirait de simples réparations.

La Communauté urbaine de Montréal qui, pour la première fois, faisait l'unanimité face au gouvernement, a expliqué que les autoroutes vont créer de nouveaux pôles de développement en banlieue et achever de saigner l'île de Montréal. La priorité, soutient la CUM, c'est de repenser complètement l'autoroute métropolitaine pour mettre fin à un cauchemar de circulation qui dure depuis sa construction.

Jean Doré est allé plus loin en proposant de faire entrer l'autoroute métropolitaine sous terre. C'est ce qu'on fait aujourd'hui à Boston, Washington, Paris. Marc-Yvan Côté a évoqué le spectre de deux milliards de dollars, «deux fois les Olympiques». Mais, en fait, aucune étude de coût n'a été faite.

Marc-Yvan Côté habite Charlesbourg, en banlieue de Québec, et on lui reproche de ne pas comprendre les problèmes de la grande ville. «Je pense qu'il a peur de Montréal», dit le journaliste Gerald Leblanc, de *La Presse*. «Pour lui, c'est un autre monde. Il ne parle pas anglais et même s'il est organisateur en chef du Parti libéral, il ne s'est jamais occupé directement des élections à Montréal.»

L'administration de Montréal paie pour ses affinités partisans. Jean Doré a été attaché de presse de René Lévesque et une bonne partie du personnel politique de l'hôtel de ville est composée de gens venus de Québec qui se sont retrouvés «en disponibilité» après la défaite du Parti québécois.

Le Plan de transport constitue, selon Daniel Latouche, «la plus vaste opération de voirie électorale que le Québec ait jamais connue. Une tentative éhontée mais pleinement réussie d'acheter l'appui de tout ce que la grande région métropolitaine compte de maires et de conseils municipaux.» En somme, une autoroute re-

construite au cœur de Montréal, c'est beaucoup moins de contrats de voirie, de terres agricoles « dézonées » et de nouveaux quartiers à développer que des voies de contournement tracées à travers les champs de Laval ou de Châteauguay.

Marc-Yvan Côté, qui est aussi responsable de la caisse et de l'organisation électorale des libéraux, sait qu'une bonne partie du succès électoral du Parti québécois lui est venue des municipalités de la Rive-Sud. Il voit chez Doré un adversaire qui, comme Chirac en France, pourrait se servir de la mairie pour aller plus loin. Jean Doré se dit heureux dans la république montréalaise. « Je n'ai pas l'intention de devenir premier ministre du Québec. Mon ambition est de bien servir Montréal. »

« L'épisode du Plan de transport, c'est le point tournant de l'administration Doré, dit Daniel Latouche. On réalise tout à coup que Montréal joue dans les grosses ligues de la politique. Il reste à savoir comment elle va s'en tirer. »

On vient en effet de soulever un problème, celui de la quasi-tutelle en laquelle les gouvernements de Québec et d'Ottawa tiennent Montréal. « Drapeau, dit Daniel Latouche, avait tendance à ne jamais affronter Québec. C'était une façon pour lui d'avoir la paix pour ses grands projets. »

C'est Québec qui nomme le chef de po-

lice de la CUM, qui décide où et quand sera prolongé le métro et où iront les autoroutes. C'est aussi à Québec que s'établit le mode de taxation des municipalités. Les installations olympiques sont administrées par Québec, le Vieux-Port par Ottawa et la Ville se bat actuellement pour que, au moins, les fonctionnaires fédéraux qui gèrent Dorval et Mirabel démenagent en ville.

« Montréal a besoin d'un coup de main du gouvernement québécois. Mais le gouvernement lui donne plutôt des coups de pied », déclarait Robert Perreault, vice-président du comité exécutif. Pour lui, le Plan de transport n'était que la goutte d'eau faisant déborder un vase bien rempli : retard chronique de Québec dans le financement de la salle de l'Orchestre symphonique, de la Maison de la science, des maisons de la culture ; programme d'accès à la propriété favorisant les banlieues au détriment de Montréal...

« La situation s'est beaucoup améliorée depuis quelques mois », dit aujourd'hui M. Perreault avec diplomatie. En entrevue, Jean Doré se fait tirer l'oreille pour aborder ses relations avec Québec et parle volontiers des dossiers où tout va pour le mieux. Mais le temps est venu, finit-il par lancer, d'avoir « une bonne discussion avec Québec ».

« Montréal a besoin d'un statut particu-

lier. C'est la seule grande ville du Québec. Le Québec a besoin d'une ville rayonnante au plan international. C'est tout le Québec qui a besoin de Montréal. Pour le Québec, les enjeux linguistiques, culturels et économiques se jouent à Montréal. Si on ne s'attaque pas à ses problèmes c'est la compétitivité de tout le Québec qui va en prendre un coup. »

Il évoque les États-cités du Moyen-Âge et de la Renaissance. Dans un contexte de libre-échange, dit-il, les échanges économiques mondiaux se feront de plus en plus de ville à ville. Les grandes cités seront appelées à jouer une part plus grande dans les relations internationales. Sur une planète devenue urbaine à plus de 50 %, la force économique et culturelle des grandes villes sera le paramètre de la force des nations.

Historiquement, ce discours n'a jamais été accueilli chaleureusement dans certaines couches de la bureaucratie québécoise. L'avenir du Canada français ne passerait-il pas par la ville de Québec plutôt que par Montréal, jadis perçue comme anglo-protestante et aujourd'hui trop cosmopolite ?

Si c'est à Québec que se prennent les décisions, c'est souvent Montréal qui, traditionnellement, a défait les gouvernements. Le RCM détiendrait-il, sans le savoir, la balance du pouvoir ? ■

Encore Montréal!

Peut-être, mais, au fond, tous les Québécois sont un peu Montréalais.

Washington, Moscou, Ottawa... Ce numéro fait largement appel à nos correspondants dans les grandes capitales. Véra Murray à Moscou, Jean-François Lisée à Washington, Michel Vastel à Ottawa.

D'abord Michel Vastel, qui nous donne tous les matériaux nécessaires pour comprendre la difficile situation où se trouve le ministre des Finances du Canada, M. Michael Wilson, et le budget qu'il nous infligera ce mois-ci. Pour réduire le déficit, il devra couper dans les programmes sociaux. Or, c'est précisément pour les protéger qu'il est essentiel de réduire le déficit. Devinons ce qui arrivera! On augmentera, bien sûr, les impôts. A moins que la génération qui détient aujourd'hui le pouvoir, la génération dite yuppie, qui commence à penser à la retraite, ne continue ce qu'elle fait depuis des années, emprunter à tire-larigot et abandonner le remboursement aux générations futures!

Véra Murray, elle, s'installe à Moscou pour trois ans, dûment munie de toutes les autorisations (encore) nécessaires et de l'œil inquisiteur qui convient à une conjoncture extraordinaire : jamais depuis la révolution d'Octobre la vieille Russie n'a connu pareil bouleversement. Véra Murray était auparavant correspondante à Tel-Aviv, après Paris et Pékin.

Jean-François Lisée, lui, quitte Washington où il est depuis trois ans correspondant pour *L'Actualité* et *La Presse*. Avant de prendre un nouveau poste, probablement en Amérique latine, il rentre à Montréal terminer une maîtrise en communications, portant sur les relations entre Washington et les indépendantistes québécois. Il nous parle des aléas que vivent à Washington les correspondants de pays relativement modestes. Mais ce n'est pas son dernier article, puisqu'il nous laisse quelques grands portraits et reportages qui paraîtront au cours des prochains mois.

Parlant d'année sabbatique, Georges-Hébert Germain termine la sienne et rentre à *L'Actualité* après la rédaction d'un grand ouvrage historique qui paraîtra l'an



Véra Murray sur la place Rouge à Moscou.

prochain. Son premier article de rentrée porte sur Musique Plus, la télévision telle que le rock la réinvente, mais il est déjà à l'ouvrage sur un portrait du premier ministre et quelques grands dossiers.

Il faut aussi signaler une première signature dans *L'Actualité* : celle d'André Noël, reporter à *La Presse*. Il analyse l'influence non pas du rock sur la télévision, mais de la télévision sur la politique, ce qui est strictement la même chose : du spectacle. André Noël a rencontré les metteurs en scène de nos grands comédiens des tribunes et les directeurs des

réseaux. Conclusion : ce que vous voyez au petit écran n'est pas la politique, mais les simagrées auxquelles il faut se livrer pour avoir le droit d'en faire.

Ce qui nous amène au dossier politique de l'heure au Québec : l'avenir de Montréal. C'est Luc Chartrand qui fait ce bilan de l'administration Jean Doré. Le premier « nouveau maire » de Montréal en 25 ans a-t-il commencé ce qu'il devait faire? A-t-il fait ce qu'il ne devait pas faire? Les sondages confirment sa popularité, mais dans plusieurs milieux commence à s'exprimer une certaine rogne. Gérard Filion sort de sa retraite pour dire qu'on n'a pas besoin d'un nouveau Jean Drapeau, un chroniqueur de *La Presse* écrit que l'administration « tourne en rond depuis deux ans et demi et que 27 mois après l'élection, on est encore à la case départ ». A trois ans du 350e anniversaire — et surtout à deux ans des élections — le bilan est nécessaire.

Encore Montréal! diront les lecteurs des autres régions du Québec. Eh bien! non. Parce que Montréal n'est pas que Montréal. C'est le moteur économique, le cœur culturel, l'âme politique de la société canadienne-française. C'est la machine à intégrer de nouveaux Québécois. Tout le Québec est impliqué. Ceux qui sont pour Montréal, ceux qui sont contre, ceux qui sont dehors, et qui souvent, on le verra, ont plus de pouvoir que les Montréalais eux-mêmes sur la métropole.

J.P.

« A Moscou, les membres de la colonie étrangère mènent une vie on ne peut plus artificielle », indique le *Guide de mission* du ministère des Affaires extérieures d'Ottawa, destiné aux diplomates allant vivre en URSS. « La fatigue physique qu'occasionne une vie mondaine intense, à laquelle s'ajoute l'épuisement mental qu'entraînent les frustrations quotidiennes, représente un danger bien réel et est souvent à l'origine d'un malaise fonctionnel d'ordre psychosomatique... »

Exagération totale? Difficile à dire. Mais il suffit de voir dans les magasins Beriozka, réservés aux étrangers, dans lesquels l'arrivage totalement imprévisible de produits obéit on ne sait à quelle logique bureaucratique, avec quelle furie ils remplissent leur chariot du produit soudainement réapparu. Un jour, la moitié d'un magasin Beriozka était remplie de cartons de vin du négociant français Cruse. Depuis quelques mois, il n'y avait eu que du vin local, et pas du meilleur. Ce jour-là, à la sortie du magasin, des étrangers croulaient sous les cartons: le vin disparut en un rien de temps, pour ne plus réapparaître. Ironiquement, la société Cruse avait été peu de temps auparavant impliquée en France dans un sérieux scandale de trafic de vin. Quelques jours plus tard, pendant quelques heures seulement, des dizaines de cartons de bière Molson firent leur apparition! De quoi devenir schizophrène...

A part l'alimentation, d'autres magasins Beriozka vendent un choix limité et totalement disparate de produits électroniques, de chaînes stéréo et de magnétoscopes, quelques paires de chaussures, quelques vêtements occidentaux, échangés Dieu sait où et contre quoi sur le marché international. Pour les Occidentaux, il s'agit d'une pauvre et risible imitation d'un magasin de chez eux. Pour les Soviétiques, qui connaissent quand même les Beriozka par les descriptions de leurs compatriotes chauffeurs, interprètes ou femmes de ménage au service des étrangers, ils représentent des palais d'abondance, des Mecque inaccessibles. L'incompréhension est totale et, malgré les apparences, tout à fait fondamentale. Elle s'étend sur tout le reste des rapports entre résidents étrangers et locaux.

Les Russes ont, aux yeux des Occidentaux, un penchant naïf, servile même, pour tout ce qui vient de l'Occident. Ils veulent porter des jeans, boire du scotch, fumer des Marlboro, regarder des films de Hollywood. Et s'il ne s'agissait pas uniquement d'un engouement matérialiste, mais aussi de la volonté de se différencier, d'échapper à un modèle imposé d'en haut, à l'uniformité généralisée de la vie soviétique? Ils sont difficiles à comprendre, pour quelqu'un qui n'a jamais vécu

dans une situation de pénurie et de manque de liberté.

Les Russes, pour leur part, sont frappés par la naïveté politique des Occidentaux qui font comme si tout ici était devenu clair. Ou presque. « Il y a plein d'allusions, de messages codés, de nuances, de clins d'œil, d'avertissements dans la réalité soviétique de tous les jours qui vous échappent, même à vous, les journalistes! » m'expliquait un Soviétique qui a beaucoup affaire aux étrangers.

Il est difficile, en effet, de se mettre dans la peau, dans la tête de l'autre. Mais si les Soviétiques savaient combien ceux

qu'ils admirent le plus, les Américains, peuvent être cyniques vis-à-vis de ce qui, pour eux, est d'un intérêt suprême! « Pour moi, la perestroïka est foutue! » déclarait l'autre jour à ma table un collègue américain, un verre à la main. « Je ne vois que la solution d'un coup d'État militaire! »

Ils sont des dizaines de journalistes américains, fraîchement débarqués ici pour « *the Big Story* ». L'apparition de la glasnost et de la perestroïka du côté de Moscou était très excitante pendant quelque temps. La mise en place au jour le jour est une histoire nettement plus fade, faite de beaucoup d'états d'âme. ■

Le trou de beigne

Le meilleur cadeau que l'on pourrait faire à Montréal pour son 350e anniversaire serait de lui redonner une structure politique cohérente, sa liberté et ses responsabilités.

par Jean Paré



Les Montréalais pensaient avoir un maire. Ils en ont deux. Celui qu'ils ont élu, au suffrage universel. Un autre que Dieu-le-Père-qui-est-à-Québec leur impose, comme le soliveau ou la grue de la

fable, en la personne du ministre des Transports, M. Marc-Yvan Côté. Député de Charlebourg, il ne représente pas les Montréalais mais cela ne l'empêche pas, avec toute la classe d'une sorte de Jean Garon libéral, de traiter leur maire comme le dernier des laquais, qualifiant d'« irresponsable » un élu qui propose au nom de ses commettants d'enfourer l'autoroute métropolitaine, seule solution moderne et valable pour guérir une plaie urbaine infligée par un autre Dieu-le-Père-siégeant-à-Québec il y a plus de 30 ans. Mme Margaret Thatcher a récemment limogé pour bien moins sa ministre de l'Agriculture qui avait oublié elle aussi que le peuple a droit au respect.

L'intrusion brouillonne et improvisée de M. Côté dans une question de transport n'étonnera pas, puisqu'il est aussi ministre de l'organisation et de la caisse électorales! Mais ce ne serait pas lui que ce serait un autre. Le vacarme de janvier, en effet, a illustré de façon éclatante la cause principale du marasme dans lequel la métropole du Canada français s'enlise, tirant avec elle tout le Québec : Montréal est, d'une certaine façon, une ville en tutelle. Le conseil y a toute autorité sur la gestion et l'entretien. Mais pas sur le cadre géopolitique qui oriente le développement. Les grandes décisions qui font et défont les villes, transport en commun, voies de communication, modes et axes de développement, sont ailleurs. Québec choisit où et quand le métro sera prolongé, qui a besoin d'autoroutes et qui s'en passera. Québec décide des grandes implantations culturelles. Québec nomme le chef de police. Québec inflige à Montréal un système scolaire confessionnel conçu il y a 125 ans qui a toujours été une barrière à l'intégration des immigrants et à l'épanouissement du caractère français de la ville. Pour tout dire, c'est Québec qui gère le stade de base-ball.

Ottawa est responsable du port et de l'aéroport, et même d'une partie majeure

du Vieux-Montréal, un site touristique inégalé où, de plan en projet, de ministre en ministre, il y a 20 ans que les rêves se dégradent.

Aussi la croissance de cette ville sans moyens et sans pouvoir se fait-elle en trou de beigne. La technologie de pointe et les générations jeunes et dynamiques s'installent en couronne en périphérie, pendant que le centre se vide, se disloque, s'appauvrit. En conséquence, Montréal s'asphyxie et manque de ressources pour les travaux les plus urgents. Il y a des années que dans un ballet navrant d'incompétence, Montréal attend des équipements nationaux « décidés » depuis longtemps, comme une salle pour l'un des orchestres les plus réputés du monde, le Musée d'art contemporain, celui des Beaux-arts, la Maison des sciences, etc. L'incurie d'Augias...

L'abandon, par les citoyens, des centres-villes, réservés au travail, aux affaires et au commerce, est presque universel. Mais ailleurs, les citoyens qui fuient le centre pour de bonnes raisons tout à fait évidentes, n'ont pas pour autant besoin de changer de ville : ils s'installent dans les quartiers périphériques, plus agréables, plus modernes, mieux adaptés à la vie. Ici, et c'est l'autre aspect de l'inexistence politique de Montréal, ces quartiers d'habitation sont des villes rivales. Le Montréal administratif n'est qu'un quartier du Montréal réel, un fragment d'une carte découpée au profit des promoteurs. Une trentaine de principautés se disputent des privilèges, à leur propre détriment. Car qu'est-ce qu'un Outremontais, un Westmountais, un habitant d'Anjou, de Saint-Laurent ou de Verdun, sinon un Montréalais défranchisé, privé de pouvoir politique, châtré? La cité s'exprime donc dans une cacophonie inepte.



Une conjoncture dramatique s'y ajoute : Ottawa tergiverse avant de placer quoi que ce soit à Montréal, par crainte de l'indépendance. Du côté de Québec, on hésite à doter une ville dont on se dit

qu'advenant une séparation, elle risque de rester canadienne. On y perçoit Montréal comme une ville périphérique, à la frontière, une ville menacée par les anglais, des protestants, des étrangers, plutôt que le

coeur économique, culturel et social du Québec. Enfin, depuis la Révolution tranquille, la capitale utilise l'expansion de l'État québécois pour reprendre la place qui fut naguère la sienne. On y multiplie les services même quand les clientèles sont à Montréal! La principale rivale de Montréal n'est plus Toronto. Cette bataille-là est terminée depuis longtemps. Toronto est, pour aussi loin qu'on puisse voir, la métropole du pays, sa locomotive économique. La concurrence, désormais, c'est Québec. Après le déplacement vers l'Ouest, le glissement vers l'Est.

Qui va arrêter la dérive, sinon les Montréalais eux-mêmes? Marchands de vocation, badauds aussi, ils n'ont jamais eu la tête très politique. La succession de bouffons et de mégalomanes qu'ils ont acceptés comme maires en témoigne. Leur incapacité de s'organiser politiquement vient de loin. Historiquement, pourtant, c'est Montréal qui défait les gouvernements du Québec. Et qui les défera. Badauds, en effet, pour huer comme pour acclamer. C'est pour cela qu'on a déménagé ailleurs la capitale.

Mais les Montréalais ont prouvé deux fois, en une génération, qu'ils sont capables, au-delà de leur division linguistique, de travailler ensemble : dans le Parti civique, et surtout dans le Rassemblement des citoyens. Des élections provinciales approchent, pour lesquelles il est bien tard; d'autres viendront. Si les Montréalais — au sens large, qui représentent plus du tiers de la population de cette province — se donnaient une vision commune de leur cité, ils pourraient envoyer à l'Assemblée nationale un bloc d'une quarantaine de représentants pour défendre leurs intérêts. Ils auraient, sinon « la balance du pouvoir », du moins l'assurance qu'on les prendrait au sérieux. C'est peut-être là le véritable projet du 350e anniversaire, qui approche vertigineusement sans que rien de bien sérieux n'ait encore été préparé. (Alors que Barcelone est prête pour 1992 et que Toronto s'affaire pour 2000!)

La plupart des Montréalais ont des racines dans le reste du Québec, d'où ils sont issus. Ils doivent convaincre leur parenté que pour ce 350e anniversaire, le meilleur cadeau que l'on pourrait faire à Montréal serait de lui redonner — avec une structure politique cohérente comme cela a été fait il y a longtemps à Toronto, pour le plus grand profit de cette ville et de tout l'Ontario — sa liberté et ses responsabilités. ■

Absurde

Lettre à M. Jean Doré

JE SUIS un nouveau citoyen de Montréal et en décembre la Ville m'informe que je devrai comparaitre pour avoir déposé mes vidanges au mauvais endroit (j'ignorais qu'entretiens on avait changé l'endroit pour la saison hivernale).

Surpris, j'écris à la Ville pour expliquer les faits : je suis un nouvel arrivant, je n'avais pas reçu d'avertissement, etc. Elle me répond que oui j'ai reçu un avertissement et que pour la somme de \$ 2.75 j'aurais pu obtenir une copie du règlement 5360 régissant la cueillette des ordures, et que je devrai comparaitre.

Mais, à moins d'être soi-même fonctionnaire à la Ville, comment penser à se procurer la copie d'une chose si peu usuelle, surtout lorsqu'on ignorait commettre une infraction. Dois-je comprendre qu'il me faudra une copie de tous les règlements afin de palier un éventuel malentendu, puisque la Ville n'envoie pas d'avertissement et sévit immédiatement ?

Comme cette histoire d'ordures s'avère déjà passablement étrange, j'ai le curieux pressentiment que je serai convoqué à comparaitre au moment précis où je serai en Chine pour un séjour éducatif (sous l'égide de McGill). Dans une telle éventualité, et vu l'impossibilité de me présenter, je crois que je serais encore plus coupable et pourtant, ce serait encore une fois malgré moi.

Cher monsieur, je voudrais seulement vous expliquer qu'il me fait plaisir d'obéir aux consignes mais que le malentendu peut survenir, sans que le citoyen soit automatiquement coupable. De plus, la politique de la sourde oreille et du bâton ne favorisent guère un climat civique harmonieux.

Je suis un honnête citoyen, j'ai de longue date contribué à la vie communautaire professionnellement, et par de nombreuses activités bénévoles. Mais franchement je considère maintenant m'installer ailleurs, car j'ai perdu confiance en ceux qui administrent ma ville.

— MARC PILON
Montréal, le 28 mars.

Plus de \$500 000 seront consacrés à la promotion des festivals



MARIANE FAVREAU

La ville de Montréal ne lésine pas pour mousser les événements culturels mis sur pied par diverses entreprises. Le conseil municipal vient de voter une dépense de plus d'un demi-million de dollars pour la promotion des divers festivals qui se tiendront à Montréal dans les prochains mois.

Ainsi, le Festival international de jazz de Montréal se taille la part du lion avec une subvention de \$110 000. Cette subvention vise la promotion du 10^e anniversaire de l'événement.

Le Festival juste pour rire reçoit \$80 000 pour la promotion de *Drôle de rue*. Le Festival des films du monde reçoit également \$80 000 pour sa promotion et le Festival de Théâtre des Amériques, \$50 000.

Images du futur bénéficie de \$45 000 pour promouvoir son exposition dans le cadre du Bicentenaire de la Révolution. Le Festival international de la nouvelle danse dispose de \$40 000, le Festival international du nouveau cinéma et de la vidéo, \$30 000, les Cent jours d'art contemporain, \$25 000, Carifète, \$25 000, Rythme du monde, \$15 000, de même que le Festival international rock de Montréal.

À cela s'ajoute le soutien technique et professionnel nécessaire aux événements. Trente-sept organismes avaient demandé des subventions municipales.

LA NEIGE A BIEN RAPPORTÉ

■ Décidément, l'hiver dans les îles est en train de s'implanter dans le cœur des Montréalais et de leurs amis. Le taux de fréquentation a battu cette année tous les records.

Le bilan définitif indique que plus de 700 000 personnes ont profité des installations aménagées dans les îles de Terre des Hommes.

Pour sa septième année d'organisation, l'hiver dans les îles a même fait un bond impressionnant de 44 p. cent par rapport à la fréquentation de l'an dernier.

Comment expliquer ce succès? La Société de l'île Notre-Dame

l'explique d'abord par la Fête des neiges, cette période d'animation spéciale qui exerce un véritable attrait sur les jeunes et moins jeunes.

Autre raison: la bénédiction de Dame Nature qui a prolongé l'hiver, et le patinage, jusqu'à la mi-mars.

En dévoilant les chiffres officiels de fréquentation, le président de la société, P.-André Aubin, assurait qu'on avait un bon indice des attentes des Montréalais.

La Société prépare actuellement sa programmation d'été. Au programme, on trouvera, entre autres, l'école de voile, de l'animation dans les jardins des îles, et des compétitions nationales de canoë-kayak.

STATIONNEMENT PRIORITAIRE

■ Même si les résidents du Plateau Mont-Royal qui ont droit à du stationnement prioritaire dans les rues ne sont pas tous satisfaits de la formule, elle fait l'envie de nombreux autres Montréalais qui donneraient leur chemise pour que l'administration Doré règle leur problème.

C'est le cas, entre autres, dans le Vieux-Montréal. Un résident de la rue Notre-Dame, à l'est de l'église Notre-Dame, ne sait plus à quel saint se vouer. Il accumule les contraventions et l'amertume.

« La ville veut ramener des résidents dans le Vieux-Montréal, mais ne fait rien pour régler ce problème de stationnement. C'est un dossier qui n'avance pas, on reçoit toujours les mêmes réponses. »

Or, une partie des résidents du Vieux-Montréal, plus à l'est, bénéficieraient sous peu d'espaces réservés à leur intention dans les rues. Ils habitent le quadrilatère compris entre la Place Jacques-Cartier et la rue Berri, entre Saint-Antoine et de la Commune.

Ils obtiendront, sur demande, une vignette (\$30) qui leur donne droit de stationner dans des espaces réservés à leur intention dans les rues du quartier, entre 15h et 22 h.

Ce système répond-il aux besoins de ceux qui travaillent à heures irrégulières ou qui ont un bureau sur place? En tous cas, il ne solutionne pas le problème de

notre correspondant qui habite à l'extérieur du périmètre privilégié.

L'autre quartier qui bénéficiera sous peu de ce stationnement prioritaire est situé en bordure du Stade olympique.

UNE PRIORITE DU VIEUX-PORT

■ La Place Royale, qui fut le cœur de Ville-Marie, deviendra l'endroit par excellence pour retrouver ses racines. C'est l'un des projets que caresse la Société du Vieux-Port de Montréal.

De concert avec la ville de Montréal et le gouvernement du Québec, elle envisage de créer un « triangle » historique digne de Montréal avec liaison depuis la Place Royale vers le centre d'interprétation de l'histoire et la Place Youville.

Il y aurait possibilité d'une galerie souterraine pour voir les vestiges mis au jour par les archéologues et en savoir plus sur les premiers habitants. Ce centre commémoratif devrait, bien sûr, être terminé pour le 250^e anniversaire de Montréal, en 1992.

Les autres priorités du Vieux-Port, explique le président Roger Beaulieu, impliquent des déci-

sions de corporations publiques ou privées: l'installation du musée ferroviaire, à l'ouest de l'autoroute Bonaventure; le Carrefour des sciences et technologiques, sur le quai King Edward; la réaffectation du Marché Bonsecours et la création d'une Maison de l'enfance.

PERSONNE RETROUVÉE

■ La mairie de Montréal peut avoir réponse à bien des questions, comme l'a constaté non sans surprise une dame de Simferopol, en Crimée.

Fin décembre, Mme Maria Rubinchick écrivait au maire Doré, lui demandant s'il ne pouvait l'aider à retrouver des parents qu'elle n'arrivait pas à localiser depuis une vingtaine d'années. Cette correspondante d'URSS lui donnait plusieurs noms.

À l'aide du bottin téléphonique, une mine de renseignements comme chacun sait, le secrétariat du maire est entré en contact avec certaines des personnes indiquées.

Et la dame d'URSS toute heureuse de récrire au maire pour le remercier de ses démarches. Elle

eu la surprise de recevoir des nouvelles de ceux qu'elle n'espérait plus retrouver.

Le maire Drapeau avait aussi quelques exemples de ces retrouvailles à raconter. Comme quoi la renommée internationale de Montréal n'est plus à faire.

DÉPENSES CONTRÔLÉES

■ Les quatre candidats en lice dans l'élection partielle du district Sault-au-Récollet peuvent dépenser chacun \$6 156,70, indique le directeur général des élections du Québec.

Cette somme, relativement modeste, est calculée en fonction du nombre d'électeurs inscrits, soit 12 162.

La limite des dépenses électorales est calculée à partir d'un montant de base de \$2 250, auquel on additionne une somme égale à 0,35 cents par personne inscrite et comprise dans la tranche excédant 1 000 personnes.

L'élection partielle se tiendra le dimanche 9 avril prochain. Le mois suivant, ce sera au tour du district Parc Extension d'élire son nouveau conseiller municipal.

• 350^e



Photo Albert VINCENT
Les quatre invités de la conférence 50 Plus. De droite à gauche, Normand Daoust (Office municipal d'habitation), Alain Saint-Germain (police CUM), Louise Roy (STCUM), et le maire de Montréal, Jean Doré.

LA POLICE, LA VILLE, LA STCUM essuient les critiques du troisième âge...

Beaucoup de belles paroles mais peu de mesures concrètes à un colloque sur le troisième âge où étaient invités le maire Jean Doré, Mme Louise Roy (STCUM), le directeur de police, M. Alain Saint-Germain, et M. Normand Daoust, de l'Office municipal d'habitation.

Nathalie Gilbert

De belles paroles, mais rien de concret

Les 2.000 aînés, par la voie de quatre représentants, ont critiqué haut et fort les politiques de la Ville de Montréal concernant l'habitation, le transport en commun et la sécurité publique.

Préoccupation principale: l'accessibilité au transport en commun et la sécurité. Un des panélistes, M. James Torczyner, du Projet Genèse, a fait remarquer que le métro et les autobus n'étaient pas nécessairement conçus pour les personnes âgées.

La p.-d.g. de la STCUM, Mme Louise Roy, s'est dit consciente des problèmes et a déclaré que la société avait quelques projets en marche pour les aînés. «Nous testons une nouvelle rampe qui a été installée dans un autobus pour faciliter la montée à bord des personnes âgées.»

Mme Roy a de plus ajouté que dans quelques autobus, des bancs avaient été installés pour faciliter l'attente.

La peur

Si le réseau de transport public comporte certains inconvénients, il constitue également pour les personnes âgées un élément de peur. M. Sid Stevens, de l'organisme Jeunesse au Soleil, considère qu'il faut rassurer les gens sur la sécurité du métro et de l'autobus.

Le maire Doré est intervenu en disant qu'au cours de la prochaine année, la présence policière dans le métro passera à 35.000 heures. Il serait également possible d'offrir un transport gratuit en métro pour les policiers qui se rendent au travail. Cela pourrait sécuriser davantage les aînés.

Quant à installer un système de caméra en circuit fermé, Mme Roy n'y voit aucun inconvénient, excepté les coûts... «Un tel projet coûterait environ \$10 millions, mais nous l'envisageons sérieusement.»

Le directeur par intérim de la police de la CUM, M. Alain Saint-Germain, songe à un projet particulier qui permettrait aux personnes âgées victimes d'une agression de recevoir une visite des policiers à la suite de l'incident.

«C'est à l'état de projet. Nous devons voir s'il est possible d'obtenir la collaboration d'organismes communautaires.»

Le logis

Les panélistes Jeanne Naubert, présidente du groupe Encore, et Evelyn Raphael, de l'Association de l'Age d'Or, ont fait remarquer certains problèmes inhérents aux emplacements des HLM, à l'état des trottoirs et de l'éclairage.

Pour le maire Doré, la meilleure solution à tous ces maux est l'implication des gens du troisième âge. «Vous devez dire votre mot avant que le plan d'urbanisme de la ville ne soit complété. Les aînés ont un rôle fondamental à jouer dans l'avenir de Montréal.»

La conférence 50 plus, qui regroupait environ 2.000 personnes, était organisée par les Services communautaires juifs de Montréal et le journal *The Gazette*.

Le transport gratuit des policiers dans le métro ne réglera pas le problème de la violence

Un membre de la Commission de la sécurité publique rejette la suggestion du maire Doré

DANIELLE BONNEAU

■ Encourager les policiers de la CUM à voyager gratuitement dans le métro et les autobus lorsqu'ils se rendent à leur travail et en reviennent, tel que l'a suggéré le maire Jean Doré, ne réglerait pas le problème de la criminalité et de la violence dans le transport en commun, estime M. Marvin Rotrand, conseiller municipal de Montréal et membre de la Commission de la sécurité publique de la CUM.

« Je n'ai rien contre l'idée de M. Doré, mais je ne pense pas qu'on va de cette façon augmenter substantiellement la visibilité des policiers dans le métro et les autobus, dit-il. Et il y a un petit problème: la grande majorité des policiers n'habitent pas l'île de Montréal. »

M. Rotrand, étudie à l'appui, croit que le métro de Montréal est sûr. Mais une partie de la population ayant peur, il est d'avis que des mesures doivent être adoptées pour améliorer la situation. D'où la décision prise par le service de police de la CUM, il y a une dizaine de jours, d'affecter dans le métro une soixantaine de policiers de l'escouade tactique, pour augmenter la visibilité des agents.

« L'intervention des policiers doit être planifiée, précise-t-il. Il faudrait, également, que le port des couteaux devienne illégal. »

La suggestion de M. Doré, faite dimanche dans le cadre d'une conférence organisée par le Conseil sur le vieillissement des Services communautaires juifs de Montréal, a été accueillie encore

moins favorablement par les porte-parole de la Fraternité des policiers de la CUM et de la Fraternité des constables et des agents de la paix du métro de la STCUM.

M. Yves Prud'Homme, président de la Fraternité des policiers de la CUM, ne croit pas que plus de policiers voyageront en autobus et en métro s'ils peuvent le faire gratuitement.

« Faire une pareille suggestion, c'est déplacer le problème, jeter de la poudre aux yeux des citoyens », s'exclame-t-il.

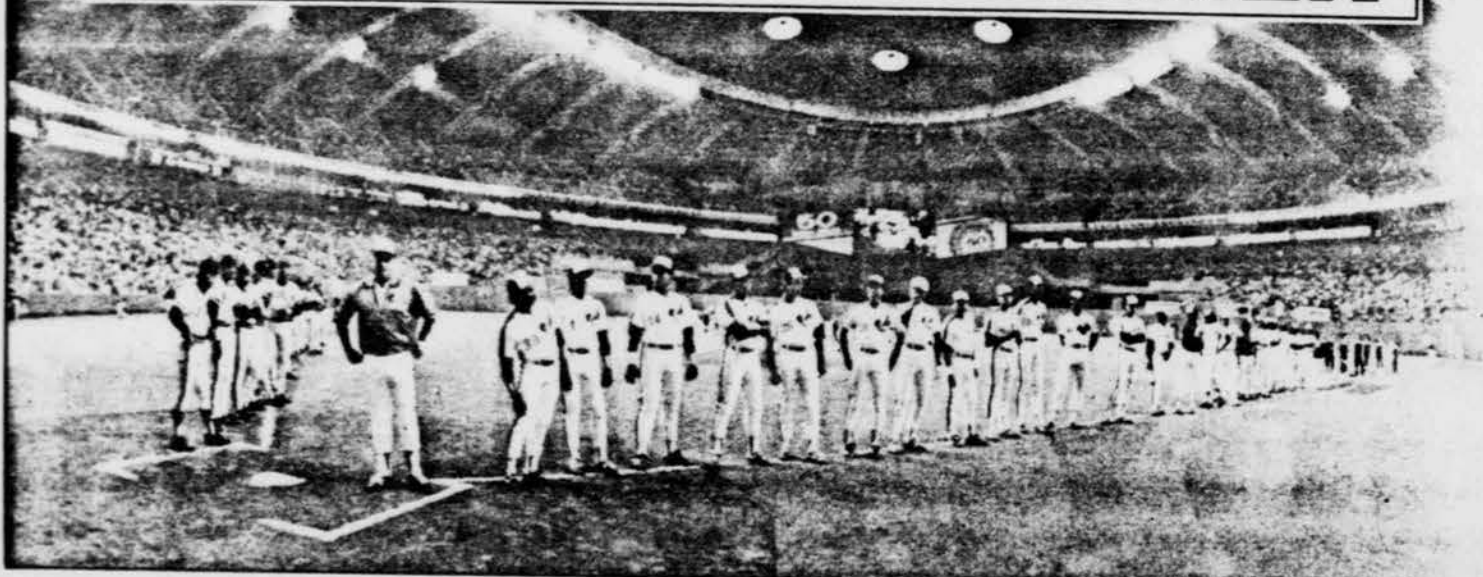
Selon lui, le problème de la criminalité dans le transport en commun serait contrôlé plus efficacement si le service de police de la CUM prenait la relève et assurait la protection des usagers dans le métro et en surface. Il faudrait alors, suggère-t-il, intégrer les constables et les agents de la paix du métro et augmenter les effectifs policiers.

« C'est évident qu'il y a un problème, affirme-t-il. Une présence continue est nécessaire, tout comme une nouvelle loi rendant les armes blanches illégales. Les policiers auront alors des outils. »

M. Michel Lebel, relationniste de la Fraternité des constables et des agents de la paix du métro de la STCUM, croit de son côté que les agents de surveillance de la STCUM sont les mieux qualifiés pour patrouiller le métro, dont ils connaissent la clientèle et les moindres recoins.

Soixante-dix-sept agents, répartis sur quatre quarts de travail, surveillent les 65 stations de métro. En 1967, alors qu'il n'y avait que 24 stations, ils étaient 68.

THE BOYS OF SUMMER



Play ball: The Expos and Pirates straddle the base lines yesterday moments before getting their 1989 seasons under way. ALLAN R. LEISHMAN/Daily News

Our Expos take the field Opening Day crowd tops 35,000 mark

QUEUED 10 deep, impatient fans soaked in a torrent to pay coin-operated parking machines in municipal lots before sprinting across Sherbrooke Street to the safety of a revamped, Kevlar-covered Olympic Stadium.

Inside, 35,154 fervid fans-cum-baseball-managers — a modest

Opening Day contingent compared with 1977's record-setting 57,592 — prepared with cheers and beer for the 21st season of their summertime heroes, the Montreal Expos.

After Mayor Jean Doré tossed the official first ball to half-hearted applause and Johanne Blouin

sang the national anthems, the Expos went on to electrify the crowd with their season-opening, ninth-inning 6-5 triumph over the Pittsburgh Pirates. But that was almost secondary.

It was, after all, Opening Day. A work-cutting excuse if ever there was one.

Truck driver Gabriel Martineau started making Opening Day a tradition in 1969 when the Expos defeated the St. Louis Cardinals at Jarry Park. He still has the ticket. And the enthusiasm.

"I relax when I come to baseball games," he offered as explanation for his annual vigils.

"There's a special feeling about Opening Day," said Aggie Coristine, an exuberant grandmother.

A phalanx of over-zealous pennant wavers behind right field — part of a 268-strong contingent from Greenfield Park's Centennial Regional High School — ensured the decibel level remained victoriously high.

Frostie fun

"School is supposed to be academic and fun," explained teacher Marielle Poirier, who has led a troop of students, who pay their own way, for nine years to the fun of a new baseball season.

Club A part-owner Ian McLean and buddy Jean-François LeFort, manager of Tony Roma's, were set up for endurance.

"I figure I'll have about eight," predicted McLean of his consumption of frosties.

"But I figure it depends on whether we even make it to the ninth inning," McLean joked, sparking a chuckle between the two Expos faithful.

Their plan wasn't original. One row ahead sat four gentlemen looking elegant in dapper grey business suits. It was hard to notice the stashed bottle of Opening Day champagne they secretly shared in plastic cups.

— Craig Pearson



School's out: Centennial Regional High School students continue the tradition. ALLAN R. LEISHMAN/Daily News

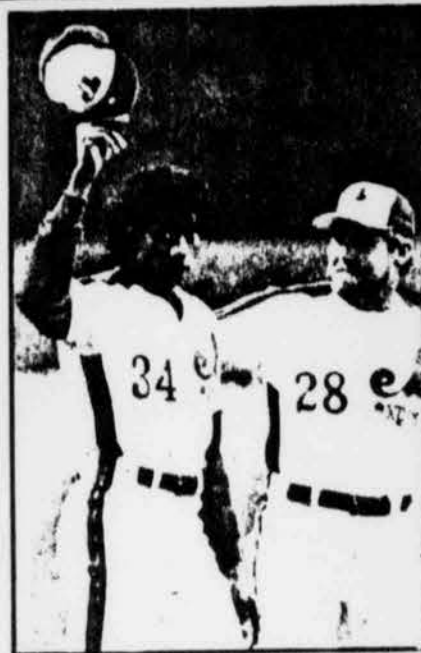
À AU JEU!



Avant le match inaugural, le troisième-but Tim Wallach s'est prêté de bonne grâce à une vieille tradition du baseball, la signature d'autographes à l'intention de jeunes amateurs.



Deux des plus grandes vedettes des Expos, Pascual Perez et Andres Galarraga, sont d'origine latine et ont acquis des légions d'amateurs à Montréal. On fait même des cascades (« Allez hop ! ») pour obtenir leur autographe !



Devinez qui a mérité la plus belle ovation lors de la présentation des joueurs à la foule qui a assisté au match inaugural des Expos? Deux indices : son uniforme porte le numéro 34 et son veston, l'inscription I-285. Eh oui, il s'agit de Pascual Perez!



Bonnie Felgenbaum, Lyne Gosselin et Anne-Marie Rivard, trois jeunes préposées d'une boutique de souvenirs des Expos, étaient prêts à faire face à la musique lors de l'inauguration de la 1^{re} saison de l'équipe montrealaise.



Le président des Expos, Claude Brochu, et Jean Doré, se sont félicités mutuellement de l'initiative qui a permis de déménager la statue immortalisant le légendaire Jackie Robinson de son ancien emplacement, à une des intersections des rues Delorimier et Ontario, vers un site plus approprié, tout près du Stade olympique.



Tim Raines, l'homme de six millions, a permis à quelques jeunes de sourire à belles dents en dédiant leurs gants de baseball.

Des photos de Pierre-Yvon PELLETIER



Le relationniste Jean-Pierre Roy, qui a joué en compagnie de Jackie Robinson avec les Royaux de Montréal en 1946, a posé fièrement à côté d'une des nombreuses additions que les spectateurs découvriront au Stade olympique cette saison.



Youppi, la mascotte des Expos, est aussi de retour de Floride. Mais, nostalgique comme pas un, la créature orange a eu beaucoup de difficulté à se séparer de sa planche de surf et de son Shamu gonflable.

Peter Rebasy est un « gros » fan du Canadien comme le prouve sa casquette mais quand ses favoris sont inactifs, il se tourne vers son autre club préféré, les Expos, en espérant qu'ils fassent tonner leurs bâtons.





Après avoir fait revivre les chansons de Félix Leclerc sur des rythmes disco, Johanne Blouin n'a pas manqué d'ajouter une touche personnelle aux hymnes nationaux avant le match inaugural.



Appelé à remplacer à pied levé le président de la Ligue nationale dont l'arrivée à Montréal a été retardée, le maire Jean Doré y est allé d'un lancer protocolaire tout ce qu'il y a de plus athlétique. Si la relève flanche, les Expos n'auront pas loin à chercher pour se dénicher un artilleur de classe !

Les « Amis » ont intronisé six autres légendes

■ Le club des Amis du baseball a intronisé six nouveaux membres dans son Temple de la Renommée, lors de son premier souper de la saison.

Yvon Ellyson, ancien président de la ligue Provinciale de baseball, a rejoint le groupe des administrateurs; **Toe Blake**, l'ancien instructeur du Canadien, celui des officiels (arbitres); **Roland Beaupré**, ancien joueur et instructeur dans la ligue Canado-Américaine et dépisteur des Dodgers, des Pirates et des Reds, a reçu le même honneur chez les bénévoles, comme **Claude Evans**, à titre posthume, chez les entraîneurs, **Henri Corbeil**, ancien joueur des Braves de Plessisville, chez les joueurs et **Marcel Desjardins**, ancien directeur des sports et éditorialiste à *La Presse*, chez les journalistes.

Une quarantaine de journalistes de province ont assisté au match du salon Expos-Club, invités d'**Alain Guay**, de la

brasserie Labatt. **Roland Sabourin**, du quotidien *Le Soleil*, **Benoît Brodeur**, de *la Voix de l'Est*, **Denis Messier**, de *La Tribune*, **Jean Gravel** et **Pierre Savard**, du *Journal de Québec*, étaient du groupe.

À partir de cette année, les amateurs pourront collectionner le T-Shirt de la partie d'ouverture des Expos. Celui de cette année porte un décalque en quatre couleurs sur lequel on voit un avion atterrissant sur le terrain du Stade olympique. Le chandail se vend \$15. **Michel Lagacé**, directeur de la mise en marché, parle d'une pièce de collection.

Les notes de presse offertes aux journalistes avant les matchs des Expos seront désormais insérées dans une pochette publicitaire, une initiative du ministère du Tourisme. Destinée surtout aux journalistes étrangers, la po-

chette contient plusieurs informations touristiques comme la liste des événements à venir au Stade olympique, de même que les autres événements majeurs tels le Grand Prix du Canada, le Festival international de jazz et le Festival des films du monde. Une belle initiative.

Les amateurs de baseball qui veulent prendre une bouchée au Stade ont le choix entre une dizaine de concessions qui offrent un aperçu assez complet de notre gastronomie vite faite: hot dogs de La Cage aux Sports, pizza de Place Tevere, souvlaki de Kojax, mets chinois de Beau Beau, hamburgers de Burger King, la viande fumée de Briskets, le poulet du Colonel, les muffins de Muffin Plus et la crème glacée d'Agropur.

De plus, trois salles peuvent accueillir des groupes pour le souper. Il s'agit du Salon 76, de l'Expo-Club et de l'Expo 500.



Réjean Tremblay

Monsieur le maire a sauvé l'honneur

« Nous, à la Ville, connaissons l'importance des Expos pour Montréal »

Les politiciens ont tous une peur bleue des « premières balles » ou des « mises au jeu protocolaires ».

Dix-huit mille personnes dans le Forum ou 40 000 dans le Stade qui décident de passer leur mécontentement contre la vie sur un politicien en particulier, ça fait toujours mal. C'est dur pour l'ego, c'est encore pire pour l'image.

Le maire Jean Doré ne fait pas exception. Hier, on attendait le président de la ligue Nationale, M. Bill White, pour la cérémonie du premier lancer de la saison. Mais comme M. White avait été retenu plus tard que prévu à New York, c'est le maire Jean Doré qui agissait comme « lanceur de relève ».

J'étais à ses côtés, dans le couloir qui mène au terrain, pendant que Johanne Blouin chantait les hymnes nationaux. Et notre maire très sportif était nerveux.

« D'abord, ça doit faire 25 ans que je n'ai pas lancé une balle de baseball et puis, tout simplement, je n'aime pas ces cérémonies ».

Le maire a lancé une bonne prise. On voit que le rituel de la rue d'Iberville, qui assistait aux matchs des Royals au Stade Delorimier, a déjà joué à la balle.

« Surtout à la balle molle puisque nous n'avions pas les moyens d'acheter des gants pour tous les joueurs », racontait-il après avoir sauvé son honneur et celui des Expos.

○

Le maire Doré est un sportif convaincu. On le sait. Il fait du vélo, il marche, il court. Parait qu'il tape plutôt bien sur un ballon.

Et on sait tous qu'il patine!

C'est aussi un maire avec une image de gauche qui dirige sa ville de la droite. C'est correct, semblerait que ce soit la seule façon de gagner des points dans les grandes luttes que se menent les villes nord-américaines.

Et c'est un maire qui connaît bien sa ville. Assis dans le salon des journalistes pendant une partie du match, il a longtemps discoursé sur le parc olympique. Essayant de cerner si le Stade de M. Taillibert



Jean Doré a effectué le lancer d'inauguration de la saison des Expos, hier, en relève à White (à gauche), le président de la ligue Nationale qui s'est présenté en retard à Montréal. Monsieur le maire a bien fait les choses en lançant une prise au receveur Nelson Santovenia.

PHOTO JEAN GOURIL, LA PRESSE

avait encore une résonance négative dans l'esprit des Montréalais.

C'est qu'il commence à se passer des choses fort intéressantes dans le coin. Des choses passionnantes qui s'accrochent autour du Stade olympique et de sa tour. Et cette tour, Montréal doit-elle en faire sa marque de commerce, son image internationale.

Quand on veut situer une intrigue à Paris dans un film, pas compliqué, on montre la tour Eiffel. San Francisco, c'est le Golden Gate ou les tramways sur la colline. New York, c'est l'Empire State Building ou la Statue de la Liberté. Montréal? C'est quoi? L'Oratoire Saint-Joseph? Le Complexe Desjardins?

Pourquoi pas la tour du Stade avec la ville à l'horizon?, se demande le maire. Ou encore le pont Jacques-Cartier savamment illuminé et éclairé. M. Doré hésite encore.

○

Mais le secteur du parc Olympique est promis à un bel avenir. Le maire a confirmé que le Vélodrome était destiné à disparaître. À la place, on va offrir à la population un Biodôme en se servant des structures de l'édifice et en y aménageant trois micro-climats dans lesquels vivront des animaux et des poissons recyclés du zoo et de l'aquarium de l'île Sainte-Hélène.

Avec le Jardin Botanique, le stade, le Biodôme, on pense pouvoir retenir le touriste une journée de plus à Montréal. Et surtout, faire vivre au maximum cet immense éléphant de béton qui a fait la honte du Québec pendant une douzaine d'années.

○

J'ai bien observé M. Doré en compagnie de Charles Bronfman. À moins que les deux soient d'excellents comédiens, ces deux hommes semblent apprécier leur compagnie.

« Je pense que c'est vrai. M. Bronfman est un Grand Montréalais. Nous partageons la même pas- »

sion, Montréal. Et nous, à la Ville, connaissons l'importance des Expos pour Montréal. Si l'équipe connaît une grosse saison et est dans la course au championnat en septembre, ça équivaut à deux gros congrès pour le Palais des congrès. Pas surprenant, qu'en plus d'être un partisan naturel, je sois si intéressé à la réussite des Expos », de conclure M. Doré.



André Turbide

Le maire Doré: « Le Stade prend une dimension plus humaine »

Le maire de Montréal, Jean Doré, est ravi des nombreux changements qu'on a apportés au Stade olympique.

« Je suis arrivé par la rotonde et je trouve que les nouveaux aménagements font moins catacombes, plus humains. Dans le Stade, les gens voient mieux la balle grâce à la belle couleur verte du nouveau tapis. On s'est aussi débarrassé de la ferraille qu'on voyait derrière la clôture du champ centre. Alors, tous ces changements font que le Stade prend une dimension plus humaine. »

Parlant du club de baseball, le maire a aussi eu de bonnes paroles à l'endroit du club de Buck Rodgers. « Je pense que l'esprit d'équipe est excellent. On semble avoir bien accepté le retour de Pascual Perez. Ce dernier aurait eu une bonne conversation avec les joueurs, une espèce de séance d'autocritique. Il sera très bien appuyé par ses coéquipiers. On a une bonne équipe, de bons partants, d'assez bons releveurs et de bons frappeurs. Sauf que l'éternel problème des Expos, c'est qu'ils sont dans la même division que les Mets. »

Le maire Doré aime bien le baseball. Il y a même joué dans les parcs et les ruelles avant de pratiquer le hockey. Il a aussi assisté à de nombreux matches au stade DeLorimier.

« J'aime aussi assister aux matches du Canadien. Malheureusement, je ne dispose pas de beaucoup de temps libre et quand j'en ai, je l'offre aux membres de ma famille. »

Laliberté d'accord

Doré a tenu ces propos peu après avoir procédé au dévoilement de la statue de Jackie Robinson.

« En déménageant ce monument au stade Olympique, où il a véritablement sa place, on permettra à un plus grand nombre de Montréalais et de touristes de le voir. Je suis convaincu que cette initiative comblera les amateurs de baseball, les admirateurs et admiratrices de l'ex-joueur des Royaux. »

Le président du comité de la statue de Jackie Robinson, Euclide Laliberté, était totalement en accord avec le geste des autorités de la ville de Montréal de la déménager au Stade olympique.

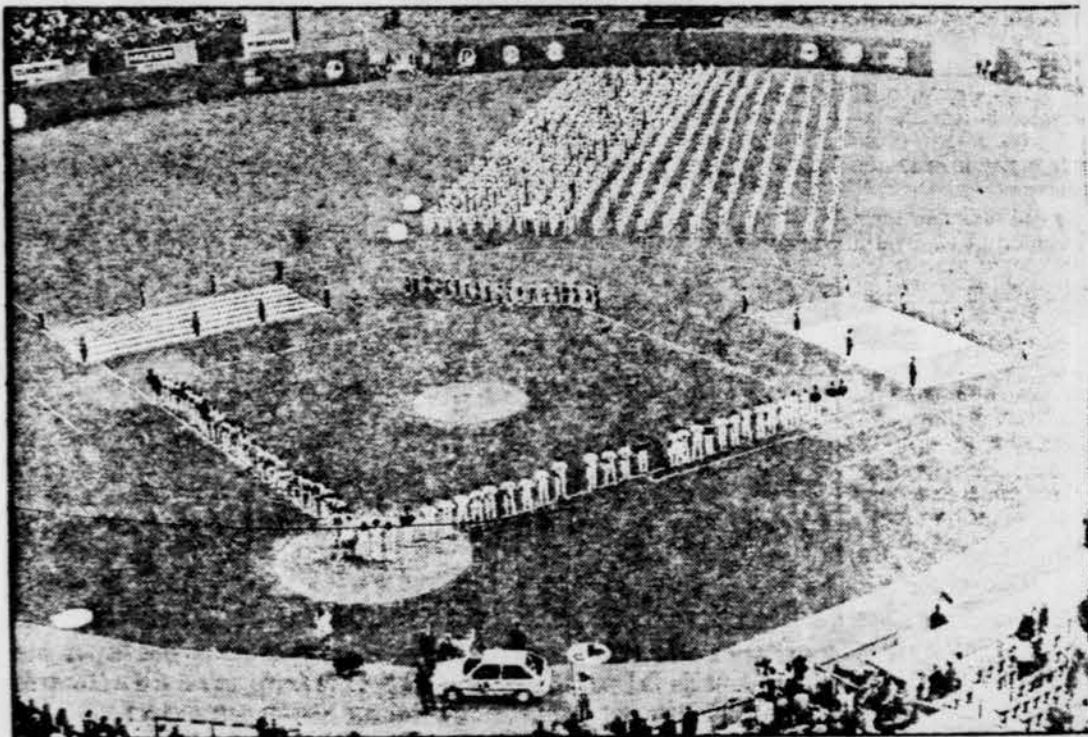
« Historiquement, on se devait de placer le buste de Robinson sur le terrain de l'an-

cienn stade des Royaux. Mais sur le plan pratique, c'est ici au Stade olympique qu'elle devait être installée. C'est une très bonne décision des autori-

tés municipales d'avoir fait le changement », prétend Laliberté.

Rappelons que cette initiative des amis de Jackie Robin-

son a coûté \$50 000 que se sont partagé plusieurs commanditaires. La statue est l'oeuvre du sculpteur Jules Lassalle.



Le match d'ouverture de la saison des Expos a été précédé, hier, par un spectacle simple, mais riche en couleurs. Bonne chorégraphie sur une musique enlevante. Les jeunes figurants, au nombre de 1 000, sont demeurés au champ centre pendant qu'étaient chantés les hymnes nationaux du Canada et des États-Unis.

PHOTO JEAN GOUPEL, La Presse



AUSSIE WHITING/Daily News

The Expos and Montreal Mayor Jean Doré (left) and Richard Lord rededicated the Jackie Robinson monument before the game yesterday, at its new location in the Olympic Stadium rotunda.

The original location of the statue was at the site of the old Delorimier Downs stadium at the corner of Delorimier and Ontario Streets. The original dedication was in May, 1987.

However, the statue was moved last year to the Stadium.

Robinson broke Organized Baseball's color line when he joined for the Montreal Royals in 1946.

Lord, a Montreal resident, has been a booster of the Robinson cause for many years.



FAB FOUR: Montreal mayor Jean Doré, Expos manager Buck Rodgers, singer Johanne Blouin and Expos president Claude Brochu pose for a photo prior to Tuesday's home opener at Olympic Stadium.

AUSSIE WHITING / Daily News

THURSDAY, APRIL 6, 1989 MONTREAL DAILY NEWS



Visiteur de marque

Le maire de Newark, Sharpe James, était récemment de passage à Montréal, à l'occasion de l'inauguration d'une nouvelle liaison Montréal-Newark d'Air Canada, et il en a profité pour visiter son homologue montréalais, Jean Doré.

La démocratie à la carte

Les conseillers du RCM doivent se réveiller

LE PROJET de refonte de la carte électorale de la Ville de Montréal a eu l'heur de semer la grogne parmi les conseillers, tant ceux du pouvoir que de l'opposition, et aussi bien dans la majorité du RCM que dans sa minorité dissidente. Mais le mécontentement porte sur les mauvaises questions.

Le problème dépasse largement l'obéissance à la législation sur la représentation électorale. Et les membres du conseil ne doivent pas confondre leur survie électorale personnelle avec celle de la démocratie dans le milieu qu'ils représentent.

D'abord, le nombre de districts est surfait depuis plusieurs années. Sous l'ancienne administration, on a acheté avec trop de postes de conseillers les villes « annexées » de Saint-Michel et Pointe-aux-Trembles. Ces districts doivent-ils avoir moins de conseillers, pour être sur un pied d'égalité avec les autres ? Probablement. Mais la vraie question est autre : ne devrait-on pas plutôt avoir un jour une grande municipalité unifiée dans l'est de l'île et incorporant les quartiers isolés de Pointe-aux-Trembles et Rivière-des-Prairies ?

Ensuite, il sauta aux yeux que la population augmente dans certains quartiers et décroît dans d'autres. À moins de vouloir revenir aux *bourgs pourris* des temps jadis, il faut remanier la carte. Les conseillers qui n'ont pas su veiller au développement démographique de leur quartier sont bien mal venus d'invoquer la démocratie en faveur du statu quo. Ces gens devraient plutôt parler de projets de développement, d'immigration et de renaissance sociale dans leur milieu. Il n'est pas trop tôt de le faire...

Peut-être le greffier de la Ville a-t-il eu recours à un mode de calcul prévisionnel trop aléatoire en faisant le bilan des constructions et des démolitions résidentielles en vue du scrutin de 1990. Une vérification ne serait sans doute pas inutile.

Ce qui n'est pas douteux, cependant, c'est la

chute de population dans certaines parties de la métropole. Que cette dépopulation soit liée à la mauvaise qualité de la vie urbaine, aux fermetures d'usines ou à la hausse des taxes, ce n'est pas en criant à la démocratie qu'on y remédiera.

D'aucuns voudraient que Montréal n'ait pas plus de conseillers que New York, Toronto ou Vancouver. Ce n'est pas parce que le maire, M. Jean Doré, est plus payé qu'ailleurs qu'il faut se comparer, en moins, à ces grandes villes. Chaque système politique gagne à épouser l'histoire et les structures sociales de son milieu.

La métropole est déjà centralisée, elle le demeure encore trop, ce n'est pas en ramenant le conseil à un club de dix ou vingt édiles qu'on y réveillera le dynamisme politique.

Au contraire, il faudrait sans doute réserver une douzaine de sièges à des conseillers qui seraient élus à la proportionnelle, réforme qui corrigerait les effets désastreux du régime électoral actuel. Car ce système a privé de toute représentation une part importante de l'électorat, et il a éliminé toute opposition significative à l'administration en place. Or, une même distorsion risque de se répéter à la prochaine élection.

Entre-temps, il ne serait pas superflu que la Commission de la représentation électorale soit appelée à examiner la carte proposée. On a moulé la refonte, non pas seulement sur la norme de la population, ce qui est équitable, mais sur celle des « arrondissements », critère nouveau qui mériterait un examen public et un débat plus poussés.

Bref, dans cette ville désormais vouée à la « consultation », il ne trouvait pas être difficile de trouver 500 justes qui feront opposition au projet actuel et obligeront à tenir une étude du dossier non seulement entre camarades du RCM, mais devant tout le peuple.

— JEAN-CLAUDE LECLERC

L'agence spatiale sur la rive-sud

DORÉ N'Y CROIT PAS

Le maire de Montréal, Jean Doré, ne croit pas beaucoup dans les rumeurs qui envoient l'Agence spatiale sur la Rive-Sud.

Jean-Maurice Duddin

«Je n'ai aucun commentaire à faire. Je ne commente pas des rumeurs», a laissé tomber M. Doré en réponse aux questions du *Journal*.

Le maire de Montréal demeure toutefois confiant sur les chances de sa ville.

«Montréal et sa région sont toujours dans la course puisque c'est nous qui avons été désignés comme site d'implantation de l'Agence spatiale», a indiqué M. Doré, visiblement irrité par les rumeurs qui l'installent non loin de Varennes.

Quant au maire de Boucherville, Hugues Aubertin, il était réjoui hier de l'expectative de voir l'agence s'implanter «dans le comté de Verchères».

«Boucherville est la ville où la qualité de vie est la meilleure dans la région. Nous avons beaucoup à offrir à tous les chercheurs. Un environnement de qualité, des écoles de qualité, de nombreuses commodités et un cadre de vie exceptionnel.»

M. Aubertin croit beaucoup dans les chances de la Rive-Sud d'autant plus que l'île de Montréal vit des problèmes de transports graves.

Par ailleurs, M. William Winegard, ministre d'État fédéral aux Sciences et à la Technologie, était de passage à Montréal hier soir dans le cadre d'un programme de bourses et il n'a émis aucun commentaire sur le futur site de l'agence spatiale.

Démanteler Via Rail serait «aberrant», disent les maires Doré et Pelletier

JEAN-PIERRE BONHOMME

■ Ce serait un geste «aberrant» du gouvernement fédéral s'il décidait, comme le veulent diverses rumeurs, de démanteler le réseau de transport des passagers par rail assumé au pays par Via Rail.

La logique exige, au contraire, que l'État envisage plutôt la possibilité, dans les meilleurs délais, de changer radicalement la technologie du vieux système ferroviaire actuel dans le corridor «parfaitement rentable» Québec, Montréal, Toronto, Windsor.

C'est le point de vue que les maires de Montréal et de Québec, MM. Jean Doré et Jean Pelletier, ont défendu avec la plus belle vigueur et dans la plus grande harmonie, hier, dans les salons de l'hôtel de ville.

Il est «inconcevable», ont dit les représentants de la capitale et de la métropole, qu'un pays comme le nôtre puisse être privé de transport ferroviaire pour passagers.

Pour demeurer dans le peloton de tête des villes modèles de l'an 2000, a dit M. Doré, Montréal «doit bénéficier de tous les choix de modes de transport». Du reste, a-t-il souligné, l'axe Québec-Windsor «présente toutes les conditions requises pour l'implantation d'un système efficace et globalement rentable».

Menace sérieuse

Les deux maires ont dit avoir suffisamment de renseignements



PHOTO PIERRE CÔTE, LA PRESSE

Jean Doré

pour prendre la menace de fermeture au sérieux. Ils ont dit vouloir, en conséquence, mobiliser l'opinion afin qu'aucune décision irréparable ne soit arrêtée d'ici l'été. C'est à cette date, ont-ils signalé, que Via Rail proposera au gouvernement les modalités d'une réorganisation et d'une modernisation de ses services; modalités actuellement à l'étude.

Les maires se sont par ailleurs demandés pourquoi le gouvernement fédéral cherche à économiser dans le secteur du rail. Le rail, ont-ils dit, est le mode de transport le plus socialement rentable qui soit — il est beaucoup plus efficace que les autres; et fait à signaler, l'auto et l'avion, eux-mêmes des systèmes nécessitant l'implantation de coûteuses infrastructures, sont eux aussi subventionnés.

L'augmentation du nombre des passagers, ont-ils souligné, est en rapide croissance depuis deux ans (10 p. cent d'augmentation par année), même si les récentes améliorations sont modestes et même si le réseau est de médiocre qualité. Aucun nouvel équipement n'a été mis en service depuis 50 ans et les rails sont en piètre état, ont-ils rappelé.

Le maire Pelletier, qui est un fréquent usager du rail, a déridé l'auditoire en lui racontant comment les passagers arrivent généralement à destination «bien brassés».

Les maires ne proposent pas, pour le corridor Québec-Windsor, l'implantation d'une technologie TGV à la française ou à la japonaise. Ils ont dit qu'ils se contenteraient d'une transformation du réseau par n'importe quelle technologie acceptable.

Le maire Doré a pour sa part signalé que le train Paris-Bordeaux n'est pas un TGV mais qu'il roule quand même à 200 km/heure. Il a dit vouloir laisser aux ingénieurs le choix d'une solution. Par ailleurs, il a dit ne pas s'intéresser, pour le moment, à ce que le nouveau système canadien soit raccordé efficacement, par Montréal, à Albany et à New York.

MM. Doré et Pelletier ont fait valoir qu'un bon système de transport des passagers par rail s'impose parce qu'avec son raccordement de centre-ville à centre-ville, il favorise le tourisme, notamment celui des congrès nord-américains.

Le maire de Montréal s'est longuement attardé à décrire comment une fermeture du réseau serait économiquement «catastrophique» pour sa propre ville. Montréal, plaque tournante traditionnelle du pays, perdrait, avec la fermeture de Via Rail, quelque 3000 emplois directement reliés au rail. C'est une masse salariale globale de \$900 millions qui est en cause, a-t-il ajouté.

Big-city mayors fight for Via

Doré: Closure of Via would be a 'catastrophe'

by Mike Gavin
Montreal Daily News

TRADITIONAL rivals they may be, yet Montreal and Quebec City have decided to work together against the possible shutdown of Via Rail.

Closing Via would "be catastrophic for Montreal's economy," Montreal Mayor Jean Doré said yesterday at a news conference at Montreal City Hall.

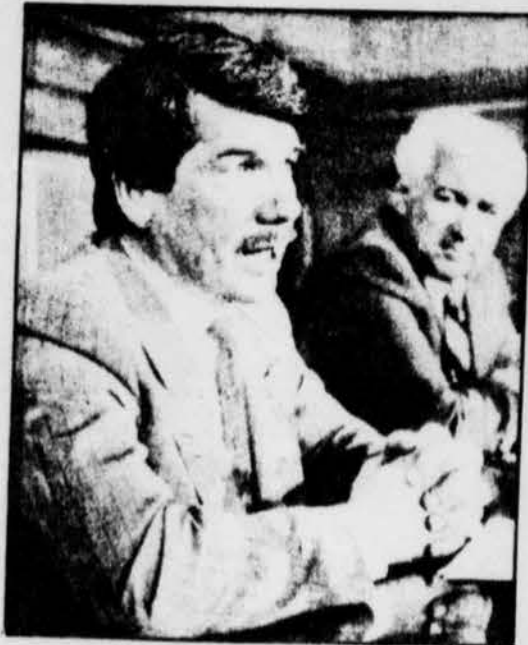
At the same news conference, Quebec City Mayor Jean Pelletier said Via was equally important for his city.

"It's essential that the capital of Quebec be tied into the Canadian and North American rail network" through the so-called "Quebec City-Ottawa corridor," Pelletier said.

Both mayors said the federal government should put any "rationalization" plans for the Crown-owned passenger railway system on hold, at least until a report on Via's viability is completed.

The mayors' involvement follows reports that Via's approximately \$600-million-a-year subsidy could be cut or eliminated in the Apr. 14 budget by a cash-hungry federal government.

Prime Minister Brian Mulroney and his transport minister, Benoit Bouchard, have not denied the reports.



JOHN KENNEY / Daily News

Doré says Via cuts not just economic issue.

Pelletier, suggesting Via has become a scapegoat in Ottawa's austerity drive, warned the government not "to panic because of the budget" deficit.

Though sympathetic to the government's problem, Doré said airports and highways, not just passenger trains, are heavily subsidized by taxpayers.

Moreover, he added, there's a "social and economic cost" to be considered in Via's case.

Doré said Via is responsible for some 30,000 direct and indirect jobs in Montreal, and an annual infusion of some \$900-million into the metropolitan economy.

Doré and Pelletier told reporters that regular, efficient railway service is crucial, especially now that high-technology, high-speed trains — which can compete effectively with air travel over middle distances — are becoming commonplace in some parts of the world.

"We are saddened that a country like Canada could be deprived of a passenger rail service," Doré said. "It's inconceivable."

Pelletier — who at one time mistakenly referred to Doré as Drapeau — said some cuts to Via service may be inevitable in less-populated areas.

"You have to be realistic. There are some areas where you cannot sustain a passenger train network economically," Pelletier said.

Pelletier: Don't make railway a 'scapegoat'



JOHN KENNEY / Daily News

Pelletier: Quebec City must be tied in.

Les maires Doré et Pelletier FONT CAUSE COMMUNE POUR SAUVER VIA RAIL

Le maire de Québec, M. Jean Pelletier, est venu jeudi en voiture se solidariser avec le maire de Montréal, M. Jean Doré — qui n'a pas pris le train depuis deux ans — afin que le gouvernement fédéral ne démantèle pas Via Rail.



JEAN PELLETIER

Se disant décontenancés devant l'hypothèse que le gouvernement fédéral songe vraiment à abandonner aux livres d'histoire le transport de passagers par train au Canada, les maires ont affirmé «haut et fort» — pour reprendre les termes de M. Pelletier — qu'il est tout à fait inconcevable qu'un pays comme le nôtre puisse

être privé de transport ferroviaire pour passagers.

«Ce l'est d'autant plus, ont-ils renchéri, que l'axe Québec/Windsor présente toutes les conditions requises pour une implantation efficace et globalement rentable.»

Gare au TGV

M. Doré, sur un ton passionné, a plaidé en faveur de la modernisation du réseau ferroviaire, soutenant qu'il en coûterait moins cher d'améliorer le système actuel que d'investir dans des formes alternatives de transport.

Mais il y a plus: «Une coupure majeure dans le budget de Via Rail et la cessation du transport des passagers seraient une catastrophe pour l'é-

conomie de Montréal. Outre des coupures de services, des pertes substantielles d'emplois (30.000 personnes dans la grande région métropolitaine vivent du chemin de fer) pourraient en résulter. C'est aussi l'économie de quartiers entiers de la ville de Montréal qui subirait un tort irréparable.»

Le maire Doré donne comme exemple la Pointe Saint-Charles, où sont situés les ateliers du CN, chargés de la réparation des voitures.

«Nous ne pouvons pas nous permettre de telles coupures d'emplois sans mettre en danger l'économie montréalaise», a-t-il déclaré.

La modernisation demeure donc la seule avenue possible, selon le

maire Doré, mais ici le sujet se corse. Moderniser, cela veut dire l'utilisation de trains plus rapides, comme le TGV (train à grande vitesse, de construction française) par exemple. Cela veut dire aussi rentabiliser certains axes, comme Windsor/Québec, mais aussi comme celui de New York/Montréal.

Mais New York/Montréal, cela vous dit quelque chose? Ajoutez-y les lettres «TGV», et voilà que le maire Doré reprend à son compte le dernier «grand projet» que caressait le maire Drapeau: une liaison en TGV entre Mirabel et New York.

M. Doré connaissait le piège — pas cave le maire — et il s'est donc bien gardé de définir le mot «moderniser».



Photo d'archives — Luc Leforce
Le maire Jean Doré.

«Nous ne sommes pas des ingénieurs», ont déclaré en chœur les deux maires, histoire de ne pas avoir à répondre du



Photo d'archives — John Luy
Le maire de Québec, Jean Pelletier.

procès qu'ils avaient fait à l'époque au projet Drapeau.

Attendre quelques semaines

Pour l'instant, Montréal et Québec pressent donc Ottawa de maintenir le statu quo et d'attendre les conclusions du rapport «Revue 89», un ensemble d'études exhaustives sur le transport ferroviaire au Canada, à partir desquelles il sera possible de prendre une décision sensée.

Le maire de Québec a du reste fait remarquer que le gouvernement fédéral n'avait pratiquement rien investi dans le réseau depuis 40 ans, et que s'il fallait couper le déficit, cela vaut la peine d'attendre quelques semaines encore avant de décider que c'est le transport par train qui le premier passera à la moulINETTE.

Québec et Montréal se liguent pour Via

Isabelle Paré

Le démantèlement de Via Rail serait une « catastrophe » pour l'économie de Montréal et de Québec, estiment les maires Jean Doré et Jean Pelletier qui ont mené une offensive commune hier pour presser Ottawa de reporter toute décision dans ce dossier.

Dans la grande région de Montréal seulement, plus de 30,000 emplois sont reliés à l'industrie ferroviaire, a souligné M. Doré qui juge de plus « qu'inconcevable qu'un pays comme le nôtre puisse être privé de transport ferroviaire pour passagers ».

Tandis qu'à Québec, c'est sur la base des engagements du gouvernement fédéral et de Via Rail que la Ville a poussé les pouvoirs publics à investir plus de \$ 48 millions pour revamp sa gare intermodale, a soutenu le maire Pelletier.

Décontenancés par les rumeurs courant sur le démantèlement du service de transport pour passagers de Via Rail, les maires des deux plus grandes villes du Québec affirment que le gouvernement ne peut en visager de couper les fonds à Via Rail avant d'avoir en main les études de faisabilité que remettra la société ferroviaire au fédéral en juin.

Les deux maires ont fait parvenir des lettres au ministre des Transports, Benoît Bouchard, demandant de le rencontrer pour discuter de la question.

Les rumeurs sur le démantèlement de Via Rail courent depuis une rencontre tenue à la fin mars entre le ministre des Transports et les dirigeants de Via Rail. À cette occasion, le ministre Bouchard aurait informé le président du conseil d'administration, MM. Laurence Hannigan, et le pdg de la compagnie, Denis de Belleval, de l'intention du gouvernement de mettre fin au financement du transport des passagers qui coûte à l'État \$ 90 par passager.

Toutes deux situées dans l'axe Québec-Windsor, les villes de Montréal et de Québec possèdent toutes les qualités requises pour l'implantation d'un système efficace et rentable, ont soutenu les maires Doré et Pelletier. Sans nécessairement opter pour le train grande vitesse (TGV), les maires de Montréal et de Québec affirment que des solutions intermédiaires peuvent être envisagées et que des sommes supplémentaires devraient être injectées dans les études de faisabilité en cours de réali-

sation par Via Rail.

Les améliorations à apporter à ce corridor ferroviaire demeurent très modestes par rapport aux investissements qui ont été faits par d'autres pays, avancent-ils.

Le maire Doré a rappelé en conférence de presse que Montréal était la plaque tournante de l'industrie ferroviaire au Canada. Siège du Canadien national et du Canadien Pacifique, le train est partie intégrante de l'industrie du transport dont l'activité est vitale pour l'économie de la métropole, a indiqué le premier magistrat de la Ville.

En effet, la perte serait lourde pour Montréal. À elles seules, soutient M. Doré, les compagnies ferroviaires génèrent 17,500 emplois, dont 9,300 pour le CN, 5,000 pour le CP et 3,000 pour Via Rail. Ces estimés englobent le personnel employé par les sièges sociaux, principalement affecté au transport ferroviaire. Ces emplois représentent une masse salariale de plus de \$ 900 millions, a-t-il ajouté.

Sans compter que les coupures possibles de budget pourraient sonner le glas des contrats de réfection de wagons récemment octroyés aux ateliers du CN à Pointe Saint-Charles, situés dans un quartier où le taux de chômage atteint presque 20 %.

Non seulement serait-il périlleux de sabrer dans les budgets de Via Rail, affirme M. Doré, mais le fédéral doit investir dans le corridor Windsor-Québec pour rendre Montréal plus compétitive dans le secteur du tourisme et de l'industrie du congrès.


Quant au maire de Québec, il n'a pas caché son amertume face à tous les efforts fait par la Ville pour se doter d'infrastructures pouvant répondre à la hausse de voyageurs que devait entraîner le « service amélioré » de Via Rail.

Outre les \$ 48 millions injectés dans la gare intermodale, \$ 50 millions ont été dépensés pour la construction de trois édifices pour abriter la Régie de l'assurance automobile. « En dotant la gare de fonctions institutionnelles et de services, la Ville de Québec donne une valeur à tout le complexe qui est la clé de voûte de la relance de cette partie du centre-ville », a soutenu le maire Pelletier.

En dépit des déficiences du service, Via Rail a transporté plus de 286,000 passagers entre Montréal et Québec en 1988, a souligné le maire de la Vieille capitale. « Cet apport est essentiel aux affaires et au tourisme dans la région », insiste-t-il.

Le Bureau de commerce de Montréal (BCM) a aussi fait connaître hier son objection à une décision hâtive du fédéral qui signerait l'arrêt de mort de Via Rail. M. John J. Pepper, président du BCM, estime que l'abandon du service au passager aura un impact majeur sur les autres modes de transport.

Réunis en congrès à Montréal depuis jeudi, les membres de l'Union des municipalités du Québec ont également voté une résolution pressant Ottawa de surseoir à toutes décisions tant que Via Rail n'aura pas fait état de ses solutions.



Montréal Declaration Against Racial Discrimination

The Municipal Administration recognizes the importance of the multiracial and multi-ethnic character of Montréal.

Whereas The Universal Declaration of Human Rights and the International Conventions on Human Rights establish the principles of non-discrimination and equality;

Acknowledging that Canada is a signatory of the International Conventions on the Elimination of Racial Discrimination and in March, 1986 proclaimed the Second Decade for Action to Combat Racism and Racial Discrimination;

Considering that the Québec Charter of Human Rights and Freedoms guarantees all persons full recognition and exercise of their rights and liberties;

Recognizing that the Government of Québec, in adopting the Declaration on Ethnic and Racial Relations in December, 1986, upholds these principles and condemns all forms of racism and racial discrimination;

Considering that the General Assembly of the United Nations has proclaimed March 21 the International Day for the Elimination of Racial Discrimination;

Determined to encourage all Montrealers to adopt an attitude of respect for human dignity and rights,

the Municipal Administration is committed:

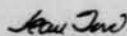
- To take all necessary measures to combat discrimination based on race, colour, religion and ethnic or national origin to promote harmonious interracial and intercultural relations in an atmosphere of mutual respect and understanding.
- To respect and demand respect for the principles found in the Québec Charter of Human Rights and Freedoms in all municipal departments and paramunicipal organizations.
- To recognize and mark March 21 as the International Day for the Elimination of Racial Discrimination.

This day will be an annual opportunity to denounce racism and sensitize all Montrealers to the different manifestations of racial discrimination.

Through this Declaration, the Municipal Administration is committed to opposing all forms of racial discrimination and to promoting full access and participation for all its citizens, regardless of their race, colour, religion and ethnic or national origin, in all spheres of municipal life.

Moreover, the Municipal Administration asks all Montrealers to join its efforts to ensure respect for human dignity and rights.

Signed in Montréal, this twenty-first of March, nineteen-hundred and eighty-nine.



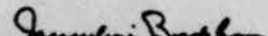
Jean Doré
maire de Montréal



Michael Fainstat
président du Comité exécutif



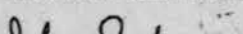
Robert Perreault
vice-président du Comité exécutif



Jacqueline Borden
membre du Comité exécutif



Lés Cousineau
membre du Comité exécutif

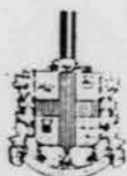


John Gardiner
membre du Comité exécutif



Kathleen Verdon
membre du Comité exécutif

In the event of any discrepancies between the French- and English-language texts of this document, the French is the authoritative version.



Déclaration de Montréal contre la discrimination raciale

L'Administration municipale reconnaît l'importance de la composante multiraciale et multiethnique de la société montréalaise.

Considérant que la Déclaration universelle des droits de la personne et les conventions internationales relatives aux droits de la personne établissent les principes de non-discrimination et d'égalité;

Compte tenu que le Canada souscrit à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et a proclamé, en mars 1986, la Deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale;

Étant donné que la Charte des droits et libertés de la personne du Québec consacre le droit de toute personne à la reconnaissance et à l'exercice en pleine égalité des droits et libertés de la personne;

Reconnaissant que le gouvernement du Québec, en adoptant la Déclaration sur les relations interethniques et interraciales, en décembre 1986, appuie ces principes et condamne le racisme et la discrimination raciale;

Considérant que le 21 mars a été proclamé Journée internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, par l'Assemblée générale des Nations unies;

Soucieuse d'encourager les Montréalais et les Montréalaises à adopter une attitude de respect de la dignité et des droits de toutes les personnes,

L'Administration de la Ville de Montréal s'engage:

- À prendre toutes les mesures nécessaires pour combattre la discrimination basée notamment sur la race, la couleur, la religion et l'origine ethnique ou nationale ainsi qu'à promouvoir des relations interraciales et interculturelles harmonieuses dans le respect et la compréhension.
- À respecter et à faire respecter les principes de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec à tous les niveaux des services municipaux et des sociétés paramunicipales.
- À reconnaître et à souligner la journée du 21 mars comme "Journée internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale".

Cette journée sera l'occasion, annuellement, de dénoncer le racisme et de sensibiliser l'ensemble des Montréalais et des Montréalaises aux diverses formes de discrimination raciale.

Par la présente Déclaration, l'Administration municipale s'engage à combattre toutes les formes de discrimination raciale et à favoriser l'accès et la participation pleine et entière de tous les citoyens et de toutes les citoyennes, indépendamment de leur race, couleur, religion, origine ethnique ou nationale, aux différentes sphères de la vie municipale.

De plus, l'Administration municipale demande à la population montréalaise d'appuyer ses efforts par une attitude de respect de la dignité et des droits de toutes les personnes.

Signée à Montréal, ce vingt et un mars mil neuf cent quatre-vingt-neuf.

Jean Derr

Jean Derr
maire de Montréal

Michael Fainstat

Michael Fainstat
président du Comité exécutif

Léo Cousineau

Léo Cousineau
membre du Comité exécutif

Robert Perreault

Robert Perreault
vice-président du Comité exécutif

John Cardiner

John Cardiner
membre du Comité exécutif

Jacqueline Bondebrau

Jacqueline Bondebrau
membre du Comité exécutif

Kathleen Verdon

Kathleen Verdon
membre du Comité exécutif

Les municipalités veulent plus de pouvoir pour réagir aux crises écologiques

AGNÈS GRUDA

■ Les municipalités du Québec souhaitent avoir plus de pouvoir pour sévir contre les pollueurs et réagir aux crises écologiques.

C'est ce qui se dégage des discussions qui ont eu lieu, au cours des trois derniers jours, à l'occasion du congrès de l'Union des municipalités du Québec qui s'est terminé hier à Montréal.

Les synthèses des ateliers portant sur l'environnement révèlent que les villes se sentent dés-

armées devant les industries polluantes, et qu'elles aimeraient disposer de pouvoirs accrus afin de mieux intervenir en cas de catastrophe.

Ce souhait revient, sous une forme plus timide, dans une résolution adoptée hier en séance plénière et affirmant que les municipalités voudraient être « habilitées à agir efficacement pour surveiller la protection de l'environnement sur leur territoire. »

Dans une autre résolution, les maires et conseillers présents au congrès de l'UMQ réclament un droit de regard sur les moyens qui

devront être employés dans chaque localité pour atteindre les normes environnementales fixées par Québec.

Saint-Basile

L'Union des municipalités du Québec s'est en outre engagée à faire pression sur le gouvernement afin que les BPC entreposés à Saint-Basile soient détruits dans les plus brefs délais.

Cet engagement répond à la demande du maire de Saint-Basile, Bernard Gagnon. Dès l'ouverture du congrès, jeudi, M. Gagnon avait en effet sollicité l'appui des

autres municipalités dans ses démarches — restées vaines jusqu'ici — visant à débarrasser la ville de ses 126 conteneurs d'huiles contaminées.

À la suite de l'incendie qui avait détruit, en août dernier, l'entrepôt de Saint-Basile, Québec s'était engagé à disposer des BPC avant la fin de janvier. Des négociations ont été amorcées avec l'Alberta, qui possède l'unique incinérateur pouvant détruire les biphényles polychlorés au Canada. Mais pour le moment, les BPC n'ont toujours pas quitté le site de l'entrepôt incendié.

La résolution d'appui à Saint-Basile, qui exigeait dans sa première version un « déménagement » des BPC, a suscité de fortes réticences chez les élus municipaux venant de l'Abitibi. Ceux-ci craignaient que les BPC de Saint-Basile n'atterrissent à l'entrepôt de déchets toxiques de Senneterre.

« Nous n'avons jamais envoyé les déchets de nos mines dans le Sud », a fait valoir le maire de Val d'Or, André Pelletier.

Celui-ci refuse que sa région devienne le lieu de stockage des BPC venant de tous les coins de la province, et suggère que chaque région se dote de son propre entrepôt de déchets toxiques. Cette position est contraire à la politique de centralisation de sites de déchets dangereux mise de l'avant par le ministère de l'Environnement.

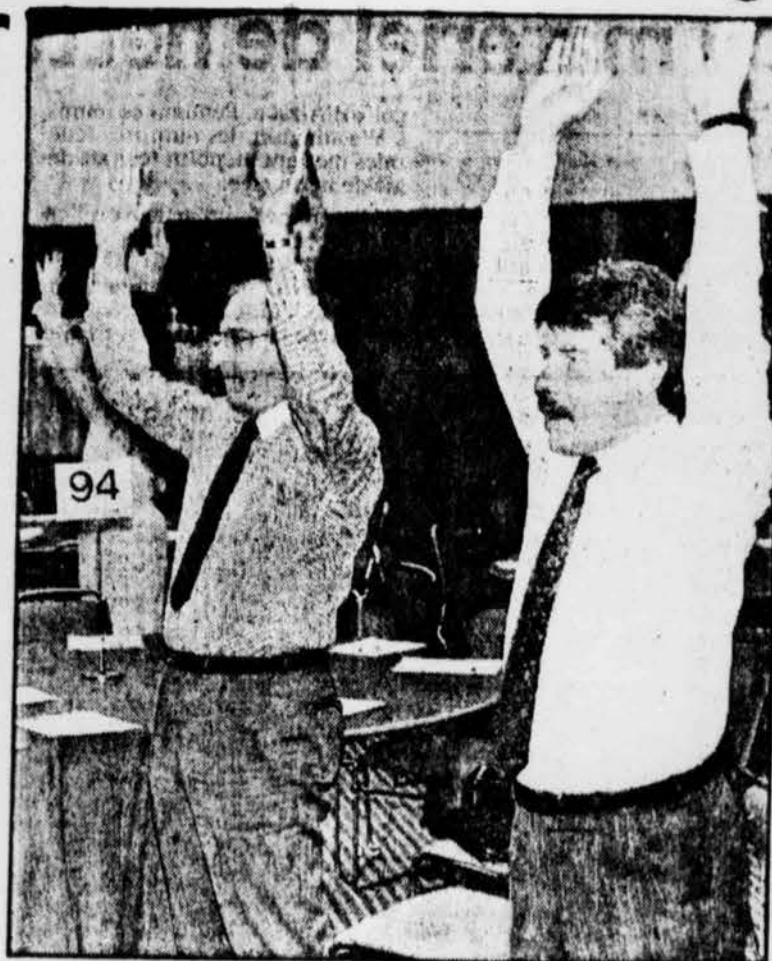


PHOTO La Presse

Une-deux-trois-quatre, les temps ont bien changé... Au congrès de l'Union des municipalités du Québec, les traditionnelles pauses-café ont été remplacées par des pauses-exercices. Comme en témoignent cette photo, le maire Jean Doré n'a pas résisté à l'appel des jeunes profs de gymnastique qui, sur fond de musique rythmée, ont fait bouger nos élus au cours du week-end.

Quatre jours de magie!

FRANÇOIS BELIVEAU

■ La région no 1 qui représente les quartiers Peter McGill, Pointe Saint-Charles, Saint-Henri, Saint-Paul et Emard, s'est illustrée avec des victoires dans cinq disciplines sportives sur les 22 au programme, la boxe, la gymnastique, l'haltérophilie, la nage synchronisée et le patinage de vitesse. Avec aussi quatre deuxième places, cette région a mérité le drapeau des jeux de Montréal ainsi que la Coupe Jean-Dupire pour le cumulatif participation, performance et esprit sportif.

Les jeunes de 5 à 17 ans de cette région montréalaise ont fièrement défilé, hier après-midi, derrière leur sympathique mascotte SUDO, lors des cérémonies de clôture des jeux, dans un Centre Claude-Robillard envahi par les jeunes

artistique, le plongeon, la ringuette et le tir à l'arc alors que ceux de la région 8 se sont illustrés en escrime, judo, lutte olympique et volleyball.

Mais au-delà des compétitions sportives, c'était surtout une aventure sociale très enrichissante pour tous les jeunes, même ceux de la région 2 (Côte des Neiges, Notre-Dame de Grâce, Mont-Royal, Snowdon, etc) qui n'ont conquis aucune médaille, qui ont terminé derniers des neuf régions, loin derrière les autres, mais qui ont probablement conquis la coupe des meilleurs rires.

«Moi, j'ai eu un fun fou, a dit Simon, 11 ans. Je me suis fait plein d'amis. Nous avons fini septième en escrime et j'ai appris des trucs. Je vais me rendre jusqu'aux jeux du Québec!»

leurs parents, au-delà de 8 000 personnes. On sentait une joie généralisée, sur la piste comme dans les gradins, où la fantaisie, la magie des couleurs, la musique envoiante et les décors composaient une recette bien mijotée, étouffant les rivalités.

C'est une partie de plaisir de quatre jours que se sont offerts les quelque 5 000 jeunes qui ont participé à ces jeux au milieu des magiciens, jongleurs, mascottes, équilibristes et autres amuseurs... et des centaines de bénévoles dévoués.

La région no 1 a pris la deuxième place au judo, plongeon, patinage artistique et soccer, et la troisième en handball, tennis de table et tir à l'arc pour un total de 373 points, dix de mieux que la région no 5 (Louis-Riel, Longue-Pointe, Tétraultville, Honoré-Beaugrand, Langelier, Rivière-des-Prairies, Pointe-aux-Trembles, Rousseau et Bout-de-l'Île). La région 8, le nord de Montréal, est arrivée deux points derrière.

Les jeunes de la région 5 ont dominé le hockey, le patinage



En haut, une cérémonie de clôture toute en couleurs... A l'extrême gauche, la concentration de Stéphanie Varin. Ci-contre, les petits gars de la région 1 (Sud-Ouest), tout à la joie d'avoir marqué au soccer.

PHOTOS BERNARD BRAULT La Presse



Photo André BONIN

Les Jeux de Montréal

Le maire Jean Doré a pris part aux cérémonies de clôture des Jeux de Montréal, hier au complexe sportif Claude-Robillard. On remarque ici le maire en compagnie de Mme Léa Cousineau, à l'extrême droite, qui ont remis un trophée à Isaac Caballero et Valérie Boudrias de la région 1, ainsi que le drapeau des Jeux, pour leur esprit sportif.

«Notre message n'est pas compris», dit Doré

Le maire Jean Doré croit que la population n'a pas compris les choses que son administration a faites et qu'elle veut de l'opposition à l'hôtel de ville.

Jean Maurice Duddin

C'est de cette façon qu'il a réagi à la défaite de son candidat, Michel Drainville, lors du scrutin complémentaire dimanche dans le district Sault-au-Récollet. Le vote a été rendu nécessaire à la suite de l'élection de Benoît Tremblay au scrutin fédéral de novembre.

Le maire accepte ce verdict avec humilité.

«Notre message n'est pas compris par la population. Ça nous donne donc l'occasion d'y réfléchir d'ici les prochaines élections», a-t-il déclaré.

Jean Doré convient que c'est une défaite importante pour son parti.

Il note cependant que seulement 30% des électeurs se sont prévalus de leur droit de vote.

Le taux aux élections générales est de 50%.

Le leader de l'administration RCM croit aussi que les bénévoles de son parti ont peut-être pris les choses pour acquises.

Les gagnants

Le nouveau conseiller de Sault-au-Récollet, Serge Sauvageau, du Parti civique, est évidemment satisfait de sa victoire.

Ce qui le surprend, c'est la belle performance du chef du Parti municipal, Alain André, et, d'autre part, la déconfiture du RCM.

Comme nouvel élu, il a l'intention d'être le point de contact entre les citoyens et les 12,000 fonctionnaires municipaux montréalais.

Il est d'autant plus heureux de sa victoire qu'il croit qu'elle évite un coup mortel au Parti civique.

Le candidat et chef du Parti municipal, Alain André, est quant à lui très satisfait de sa performance même s'il croyait beaucoup en sa victoire.

«Le Parti municipal est sur la mappe. On a bien travaillé. Je suis satisfait des résultats mais je croyais qu'on l'emporterait. Le Parti civique a bénéficié de sa réputation d'antan, c'est tout.

«Quant au RCM, je crois qu'il s'agit d'une maudite bonne leçon en

vue du scrutin général dans 18 mois.»

M. André a demandé un recomptage judiciaire des voix puisqu'il a perdu par seulement 25 voix.



Photo d'ARCHIVES

Le nouveau conseiller de Sault-au-Récollet, Serge Sauvageau, du Parti civique.



«Moi, je suis contente, très contente. Les gens commencent à se réveiller. Je trouve que le RCM nous coûte bien trop cher de taxes et qu'on n'en a pas pour notre argent en retour.»

— Francine Bouchard



«Avec le maire Doré, les taxes ont incroyablement monté et les services aussi ont diminué. J'entends les gens parler du maire Jean Drapeau et je me dis que cela a dû être une très belle époque.»

— Marie-Lyne Séguin



«Moi, je trouve que le RCM est un bon parti. Cette défaite? C'est dommage pour le maire Doré. Moi, je l'avoue franchement, je trouve ça triste qu'il perde la confiance des gens après si peu de temps.»

— André Lamoureux



«A mon avis, ces résultats n'augurent rien de très bon pour le RCM. Pour moi, c'est le signe que les gens sont insatisfaits et ils l'ont démontré par le résultat au scrutin. Il y a sûrement quelque chose là à méditer pour M. Doré.»

— Eric Raymond



«Il doit y avoir quelque chose de pas correct là-dessous et qui a sauté aux yeux des gens. Assez pour qu'ils décident de voter contre le RCM. De toute façon, c'est bon qu'il y ait de l'opposition à l'hôtel de ville.»

— Guylaine Sainte-Croix



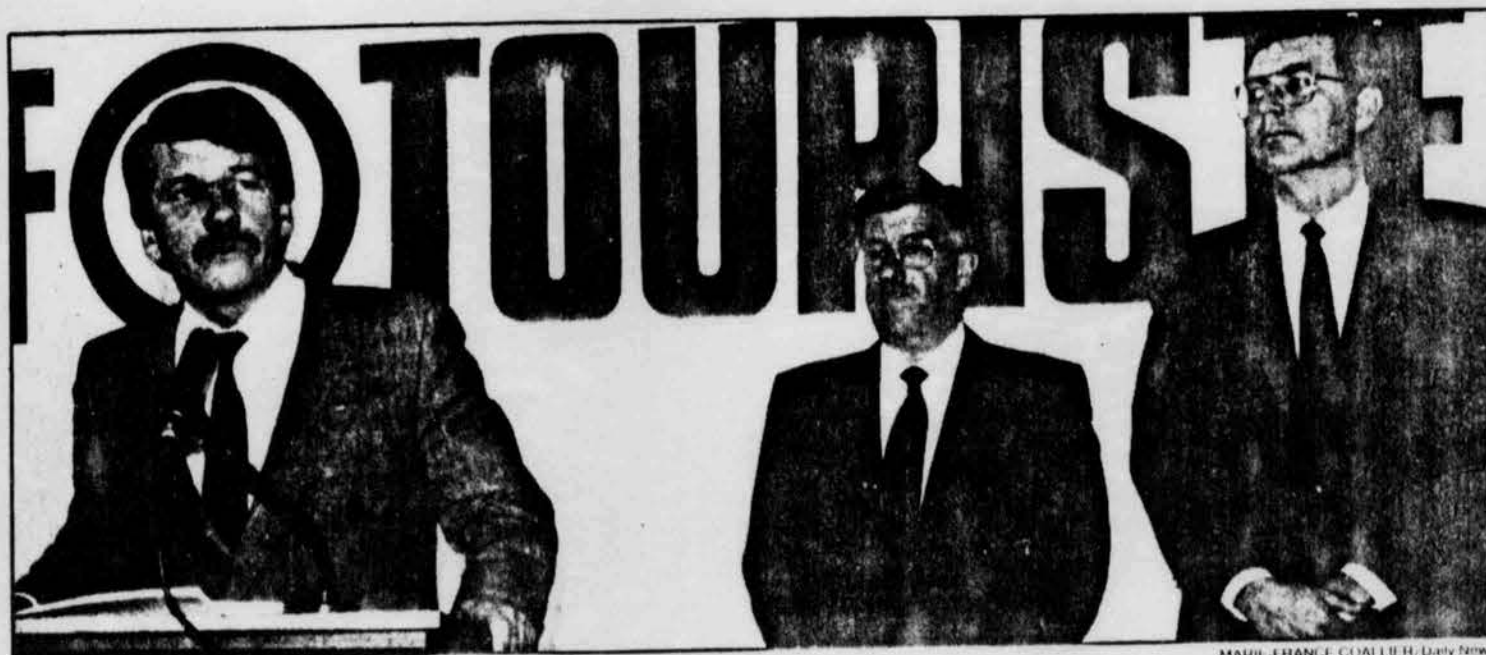
«Rapidement, comme ça, c'est bien difficile à dire. Le maire Doré était si populaire. Je pense que c'est un signe d'insatisfaction et que le RCM devrait commencer à s'inquiéter pour les élections générales.»

— Jeanne Fournier

LA QUESTION DU JOUR

Que pensez-vous de la défaite du RCM dans le district Sault-au-Récollet?

Photos John TAYLOR



MARIE-FRANCE CHALIERE/Daily News

Mayor at the mike: Jean Doré speaks at tourist information centre opening, as Michel Gratton and Thomas Hockin look on.

'Infotourist' opens — at last

by Mike Gavin
Montreal Daily News

FOURTEEN months behind schedule, Montreal's glittering new tourist information centre was officially opened yesterday, as representatives of all three levels of government and important figures in the tourism industry sipped champagne and looked on.

The politicians said the \$8-million investment should pay big dividends in the multi-billion-dollar tourism business.

With that much money at

Downtown project worth \$8M

stake, "the competition is extremely tough — even ferocious," Mayor Jean Doré told the gathering.

He acknowledged the delay was frustrating, but added, "we've ended up with beautiful premises."

Quebec Tourism Minister Michel Gratton said the "Infotourist" centre, in the renovated Dominion Square building downtown, provides visitors with a cen-

tral facility where they can get all the information they need on attractions and facilities in Montreal and elsewhere in the province.

The idea, he said, "is to get people to stay a day or two longer, and to come back again and again."

Airport and tour buses will stop outside the Infotourist centre, which will provide travellers with services like currency exchange, a ticket agency and a travel service,

in addition to the usual handouts of brochures and guidebooks.

The federal minister of state for tourism, Thomas Hockin, was also on hand to take credit for Ottawa's \$3.3 million contribution.

When questioned as to whether the possible closure of Via Rail would have a significant impact on the tourism industry here, Hockin acknowledged that passenger trains "do play a role."

"And, as minister of state for tourism, I will make the case" for Via to cabinet, Hockin added.

Infotouriste : guichet unique

LES SERVICES touristiques de la Ville de Montréal seront désormais rassemblés au guichet unique « Infotouriste », sorte de centre international d'accueil et de renseignements pour les visiteurs.

Inauguré hier, le centre Infotouriste regroupera tous les services utiles aux voyageurs tels une billetterie, des tours de ville, une agence de voyage, un bureau de change, un bureau de location de véhicules, un comptoir de réservations d'hôtels et une boutique de souvenirs. Situé sur la rue du square Dorchester, à quelques pas de la gare Windsor, le centre sera doté d'ordinateurs interactifs, de tableaux d'affichage électronique et d'une salle de visionnement. Infotouriste sera ouvert 7 jours par semaine, tant pour les visiteurs que les Montréalais désireux de mieux connaître leur ville.

Le centre d'information touristique voit enfin le jour

■ Le centre intégré d'information touristique, au Square Dorchester, est enfin devenu réalité après 18 mois de retard.

Le maire Jean Doré, le ministre fédéral d'Etat au Tourisme, Tom Hockin, et le ministre québécois du Tourisme, Michel Gratton, l'inauguraient hier.

Infotouriste est un centre d'accueil capable de renseigner et de diriger les touristes non seulement à Montréal mais dans toutes les régions du Québec. Les entreprises privées (cars, bureaux de change, réservations d'hôtel, billetterie, location de voiture) de même que les gouvernements unissent leurs efforts pour prolonger le séjour des visiteurs.

Le centre, situé dans l'immeuble Carré Dominion, ainsi que son parking souterrain, ont coûté \$8,8 millions, tel que prévu, dont \$6,6 millions défrayés par les deux gouvernements. Il sera géré par une nouvelle société paramunicipale de Montréal.

Élection « à trois » à Montréal

L'opposition, malgré sa victoire, reste loin de l'Hôtel de ville

DANS LA défaite cuisante du RCM, dimanche, à l'élection de Sault-au-Récollet, le maire de la métropole, M. Jean Doré, a vu un désir des Montréalais d'avoir plus d'opposition à l'Hôtel de ville. Ces citoyens risquent plutôt d'en être frustrés, même si certains interprètent l'étonnant résultat comme le signal d'une déroute prochaine du Rassemblement des citoyens et citoyennes.

Car si déroute il y a aux élections de l'automne 1990, elle risque de se produire, non pas dans les rangs du RCM, mais du côté de l'opposition.

Certes, en 1986, le candidat du RCM, M. Benoît Tremblay — aujourd'hui député conservateur à Ottawa —, avait remporté dans ce district une des plus fortes victoires du parti. Et malgré la concentration dans ce quartier, le 9 avril, des troupes de M. Doré, son candidat aura fini piètre troisième. La grogne populaire est donc forte. Et sans doute d'autres arrondissements ne manquent-ils pas de motifs de mécontentement.

Pourtant, si le Parti civique (PCM) vient de remporter un deuxième siège au conseil, il a surtout empêché de justesse un autre rival, le Parti municipal de Montréal (PMM), d'y faire une entrée fracassante. Or, le chef du PMM n'a raté que de 25 voix son objectif. À défaut d'être à l'Hôtel de ville, M. Alain André a promis d'être de toutes les batailles. La prochaine se déroulera le 28 mai dans Parc-Extension où un conseiller

indépendant a été obligé de démissionner. Ce scrutin sera fort intéressant, mais il pourrait aussi être trompeur.

Car en réalité, à la grandeur de la ville, tout cela annonce une lutte « à trois ». Or, dans l'état de faiblesse où demeurent les rares troupes de l'opposition, toujours sans chef crédible pour les diriger, même un plus fort mécontentement populaire ne vaudrait au PCM et au PMM que bien peu de sièges à l'élection générale.

Le RCM aura, en fait, besoin de moins de votes pour garder autant de sièges qu'il n'en contrôle présentement ! En somme, en 1990, M. Jean Doré sera dans la position de M. Jean Drapeau en 1978. Les deux partis d'opposition, le RCM et le Groupe d'action municipale (GAM) avaient alors été réduits chacun à un siège au conseil. La même division assura la réélection du PCM en 1982.

La présente dispersion de l'opposition annonce un résultat désastreux au scrutin de l'an prochain.

Aussi faut-il souhaiter que le PCM et le PMM ouvrent rapidement des pourparlers pour voir si une fusion des deux organisations ou, à tout le moins, une alliance (et un partage des districts) ne leur permettrait pas de faire passer plus de candidats. On assurerait du coup aux électeurs et aux électrices de Montréal, à défaut de proportionnelle, une représentation plus équitable.

— JEAN-CLAUDE LECLERC



A rather dour looking Jean Doré, left, welcomed Olympic visitors to City Hall last week. The three stars of Friday night's skating extravaganza at the Forum, Katarina Witt, seated, Brian Orser and Jamie Eggleton, were greeted by the Mayor who asked them to sign the city's Golden Book.

Le Parti civique parle d'avenir...

Le Parti civique parle d'avenir après avoir remporté dimanche la victoire lors de l'élection complémentaire de Sault-au-Récollet.

Jean Maurice Duddin

Le président intérimaire du Parti civique, John Izzi, a même affirmé hier que «la reconquête vient de commencer!»

Selon lui, le message que la population de Montréal a envoyé au maire Jean Doré est clair: il faut que ça change.

Selon lui, l'élection de Serge Sauvageau constitue la preuve éloquente que «la lune de miel est terminée entre les Montréalais et le maire Doré et le RCM».

«Si l'Opposition a recueilli 80% des voix dans cette élection, ce n'est pas pour rien. Le malaise existe et il ira en grandissant», affirme-t-il.

Il assure que cette victoire n'est qu'un début. Tous ceux qui ont pensé que le Parti civique était fini auront des surprises.

«Nous avons l'intention de gagner l'élection dans le district Parc Extension. Nous ferons de nouveau la démonstration que nous offrons des solutions de rechange valables.»

M. Izzi affiche beaucoup d'assurance pour faire valoir que «le RCM et son administration n'offrent que des demi-mesures à la population qui en a assez d'être supposément consultée sans que cela donne des résultats concrets».

Dans la foulée de cette victoire inattendue, les dirigeants du Parti civique ont bon espoir d'enregistrer un succès lors de l'assemblée générale des délégués les 12 et 13 mai.

Ils souhaitent, d'ici là, faire élire cinq délégués par district pour cette assemblée qui précédera, d'ici un an, le congrès à la direction.

Actuellement, le Parti civique n'a toujours pas de candidat avoué pour croiser le fer avec le maire Doré lors du prochain scrutin général, en novembre 1990.

La Journée de la Jonquille... enfin!

La Journée de la jonquille de la Société canadienne du cancer devait avoir lieu le 31 mars. Un contretemps de dame Nature a fait geler un million de fleurs en Colombie-Britannique d'où elles proviennent. La Journée de la Jonquille a dû être reportée au vendredi 14 avril dans la région de Montréal.

M^{me} Renée Chumak, présidente de cette Journée fleurie, est toujours à la recherche de bénévoles, soit pour vendre les jonquilles aux différents postes de vente - caisses populaires, centres commerciaux, hôpitaux, restaurants, etc, soit pour conduire les bénévoles à leurs postes ou encore faire la livraison de fleurs.

On propose aux gens de former

des groupes et d'acheter une boîte complète de 500 jonquilles (\$250) et d'en offrir à la famille, aux amis, aux malades dans les hôpitaux.

A l'unité, les jonquilles se vendent \$1. Certaines compagnies en achètent plusieurs boîtes et les revendent à leurs clients pour remettre plus de fonds à la Société du cancer.

Pour la Société, cette journée, dont l'objectif est de \$150,000, est importante parce qu'elle permet de recueillir de l'argent qui sert à améliorer la qualité de vie des malades, de leur offrir des services plus nombreux ou d'alimenter la recherche sur le cancer.

Les personnes qui désirent devenir bénévoles pour la journée du 14 avril doivent téléphoner au 931-7548 et demander Marie-Linda.



Renée Chumak, présidente de la Journée de la Jonquille pour l'île de Montréal, est allée présenter la mascotte Jonquille au maire Jean Doré, qui encourage tous les Montréalais à être généreux.

Des cols blancs à Jean Doré

Comme plusieurs de mes concitoyens, j'ai pris connaissance par les journaux que notre ville, par l'assainissement de son administration, avait accumulé un surplus de 52,2 millions de dollars.

J'aimerais par le fait même souligner que les cols blancs négocient actuellement leur nouvelle convention collective et que pour la première fois les employés auxiliaires ont pu participer à l'élaboration de celle-ci. Cela, soit dit en passant, représente une évolution majeure

re au sein du S.F.M.M. (Syndicat des fonctionnaires municipaux de Montréal).

Monsieur le Maire, nos conditions de travail sont déplorables, pour la première fois des propositions justes et intelligentes sont déposées pour y remédier. Vous vous en tenez au statu quo. Comment expliquer cette digression dans votre cheminement politique?

Monsieur le Maire, si Montréal a vraiment une fierté, pouvons-nous laisser passer la chance d'assainir également notre milieu de travail?
Jean-Pierre Rivest
Montréal

Tunnel pour la métropolitaine: pas de réponse avant deux ans

Isabelle Paré

LE PROJET de tunnel pour l'autoroute métropolitaine du maire Doré dormira pendant au moins deux ans, le temps que Québec et Montréal complètent leurs études conjointes de faisabilité sur ce projet.

C'est ce qu'a fait savoir le maire de Montréal, hier, lors d'une tournée dans le quartier Saint-Michel où des citoyens, lassés du bruit et de la pollution, lui ont remis une pétition de près de 500 noms réclamant « la disparition pure et simple » de cette voie infernale qui déchire leur quartier.

Même si le dossier « va très bien » — le ministre Côté ayant donné un accord de principe pour une étude conjointe de faisabilité sur l'enfouissement de l'autoroute 40 —, il faudra au moins 24 mois avant qu'un comité d'experts rende une réponse sur la solution souterraine, a précisé hier M. Doré.

« Il serait donc possible de débiter

des travaux bien avant l'échéancier du cataclysme qu'on prévoit dans une dizaine d'années pour la métropolitaine. Entretemps, on va faire les travaux d'urgence », a dit le maire de Montréal. Fort de l'appui de la CUM et de la Conférence des maires de banlieues, M. Doré a précisé que la Ville contribuerait à cette étude dont le coût s'élèvera à « plusieurs millions ».

Selon M. Doré, le remplacement de la partie surelevée de l'autoroute métropolitaine par un tunnel demeure indispensable pour assurer le développement économique de la Ville et remembrer les quartiers nord et sud de Montréal, séparés lors de la construction de cette autoroute.

Outre les \$ 60 millions prévus au Plan Côté d'ici 1991 pour des travaux de réfection, le ministère des Transports construit présentement des lots de sécurité au coût de \$ 1,5 millions. « Des dépenses parfaitement inutiles », estime M. Doré.

Par ailleurs, le maire de Montréal

a rétorqué qu'il contestait toujours le chiffre de deux milliards, invoqué par le ministre Côté en janvier dernier, pour taxer son projet d'irréalisable. « Je vais laisser les comités d'experts faire leurs calculs. On parle d'un ouvrage qui durera 50 ou même 100 ans. Donc l'investissement doit être envisagé sur la période considérée », a-t-il tenu à préciser.

Si les travaux actuels ne causent pas trop de pépins aux automobilistes, la réfection des joints de dilatation l'an prochain entraînera un impact majeur sur la circulation, a indiqué M. Doré. Des solutions alternatives de circulation, telles des voies réservées aux autobus, seront envisagées par la Ville.

« cette voie est désuète, son achalandage dépasse de deux fois sa capacité et on ne peut plus ouvrir nos fenêtres. Que ce soit sous terre ou en tunnel, tout ce qu'on veut c'est ne plus voir la métropolitaine. »

La même pétition a été remise le 24 octobre 1988 au ministre des Transports, Marc-Yvan Côté.

DORÉ VEUT COMMENCER LE TUNNEL D'ICI 2 ANS

C'est dans deux ans et non dans dix qu'il faudrait commencer les travaux de construction du tunnel sous la Métropolitaine.

Jean Maurice Duddin

Le maire de Montréal, Jean Doré, a continué hier sa croisade en faveur de la démolition de la voie élevée de l'autoroute 40 pour sa conversion en tunnel et en boulevard urbain.

Il a reçu de nouveaux appuis hier lors de sa tournée dans le quartier Saint-Michel. Les citoyens de ce quartier vivent aux abords de la voie rapide la plus importante du Québec.

Deux pétitions lui ont été remises. La première, d'environ 200 signataires, par Roger Toussignan et la seconde, de 500 noms, par Marielle Dunn, de l'exécutif RCM du district Jean-Rivard.

Les signataires de ces pétitions appellent le maire pour la démolition de ce boulevard qui, comme le dit M. Doré, «a littéralement coupé la ville en deux».

En plus de cette division inesthétique dans la trame urbaine, M. Doré croit que le tunnel a d'autant plus d'avenir et d'intérêt qu'il augmente la capacité de desserte de véhicules.

«Il pourra y avoir plus de voies de circulation et on pourra amé-

nager des voies d'urgence et d'accotement pour augmenter la sécurité et la capacité de la voie rapide.

«Et en surface, on pourra aménager un boulevard urbain de grande capacité. En fait, on ferait plus que doubler la capacité de circulation de l'actuelle Métropolitaine qui est perpétuellement congestionnée», explique M. Doré.

A long terme

Quant aux coûts avancés par le ministre des Transports et qui seraient d'environ \$ 2 milliards pour le tunnel, le maire les conteste toujours.

«Des études exhaustives se-

ront entreprises sous peu, financées conjointement par la Communauté urbaine et le gouvernement du Québec.

«Ces études, qui vont coûter plusieurs millions, vont fournir des données précises sur les coûts. Il ne sera plus question d'approximations.»

Le maire de Montréal déplore par ailleurs que le gouvernement dépense \$ 2 millions pour la construction de six îlots le long de la voie élevée pour permettre aux automobilistes qui auront des problèmes de se ranger dans ces aires de protection et ainsi minimiser les inconvénients sur la voie rapide.

«Cela se fera en autant que

l'automobile aura la bonne idée de tomber en panne juste avant un îlot. Sinon, le problème demeure entier», ironise M. Doré.

Le leader montréalais rappelle par ailleurs qu'il faut que le gouvernement et Montréal gèrent les problèmes de circulation ensemble et qu'il faut considérer les travaux dans une perspective à long terme.

«Quand on parle d'un tunnel, il est question d'une durée de vie utile de 50 à 60 ans. On pourra également considérer le financement de l'ouvrage dans cet esprit», indique le maire Doré.

Dans cette optique, on pourrait songer à réaliser le tunnel plus rapidement que dans dix ans seulement, conclut-il.

Citizens back Doré's plan for Met tunnel

By LEWIS HARRIS
of The Gazette

Roger Tousignant wants to bury Metropolitan Blvd. And Montreal Mayor Jean Doré wants to help.

The two met yesterday at Jarry and Iberville Sts. in the city's St. Michel district near an elevated section of the Metropolitan.

And as hundreds of vehicles rumbled overhead, Tousignant and Marielle Dunn, another resident, handed Doré a 536-name petition calling on Quebec to build a tunnel to replace the elevated Met between St. Laurent and Pix IX Blvds.

Tousignant, 57, told reporters there was nothing good about living

close to the Metropolitan.

"There's lots of air and noise pollution around here.

"When you repair a roof in any other part of the city, you get a 20-year guarantee because that's how long the repair is expected to last.

"In this part of the city, you have to repair your roof every eight years because of all the salt that lands on people's roofs after being sprayed off the Metropolitan in winter by passing traffic.

"And you have to keep your windows hermetically sealed year round to cut down on the noise."

Tousignant got an enthusiastic reception from Doré and a group of Montreal Citizens' Movement city

councillors who spent most of yesterday touring St. Michel.

"This expressway has been out of date for 25 years and it has always been a wall that has split the city in two," Doré told reporters after receiving the petition.

Doré said Montreal's proposal to have Quebec dismantle the overhead section of the Metropolitan, replacing it with a tunnel, "is not only alive, it's gaining ground."

Doré said he would like to see the overhead section of the Metropolitan replaced with "a beautiful urban boulevard similar to René Lévesque Blvd." The boulevard would be atop the tunnels for through traffic.

Doré said the Metropolitan now

carries about 150,000 vehicles a day even though its capacity is supposed to be about 90,000.

Doré said Quebec should undertake feasibility studies for the tunnel project as quickly as possible. The studies could take up to two years.

Doré declined to say how much such a project could cost but disputed one reporter's claim it could be as high as \$2 billion.

Quebec Transport Minister Marc-Yvan Côté agreed recently to study the proposal for an underground expressway after initially throwing cold water on the idea.

Meanwhile, Quebec is undertaking a series of repairs to the decaying, 30-year-old expressway.

UNE CINQUANTAINE DE PERSONNALITÉS UNISSENT LEURS VOIX POUR L'OM



paul villeneuve

Une cinquantaine de voix, qui parlent généralement affaires, sport, politique... se sont unies, hier soir, en l'église Saint-Jean Baptiste, pour chanter l'*Ode à la joie* de Schiller à l'occasion du concert bénéfice de l'Orchestre métropolitain qui, sous la direction du maestro Agnès Grossmann, a interprété la Neuvième symphonie de Beethoven.

La deuxième édition de l'événement, qui a connu un premier succès en mai 1988, était cette année encore une initiative de M. Pierre Péladeau, président et chef de la direction de Québecor, président du Conseil d'administration de l'Orchestre métropolitain et mélomane reconnu.

La Neuvième symphonie de Beethoven, la première dans l'histoire de la musique à incorporer l'idée musicale avec un texte dans une symphonie, est d'ailleurs l'oeuvre préférée de M. Péladeau qui, une quinzaine de minutes avant le début du concert, a fait son entrée dans la «loge» de la chorale spéciale avec M. le maire Jean Doré.

Alors que les violonistes de l'OM accordaient leur instrument dans la sacristie de l'église de la rue Rachel, les personnalités chantantes attendaient effectivement le moment de la «consécration» dans la chapelle Saint-Louis.

À l'entrée de l'église, le Deuxième groupe scouts et guides de l'Immaculée-Conception a accueilli les quelque 2000 mélomanes qui ont tôt fait église comble et qui ont manifestement apprécié la prestation de l'OM, des solistes Michèle Boucher, soprano, Gabrielle Lavigne, mezzo-soprano, Richard Margison, ténor, et Gary Relyea, baryton.

La chorale spéciale a été bien «secondée» par les 73 membres de la chorale de l'OM.

Des fausses notes? Comment pouvait-on les entendre dans le cadre d'un concert bénéfice aussi bien réussi!



Décontracté, le Père Marcel de la Sablonnière a donné quelques conseils à ses confrères chanteurs Jean Cournoyer et Serge Gravel, directeur général Marketing de Métro-Richelieu.

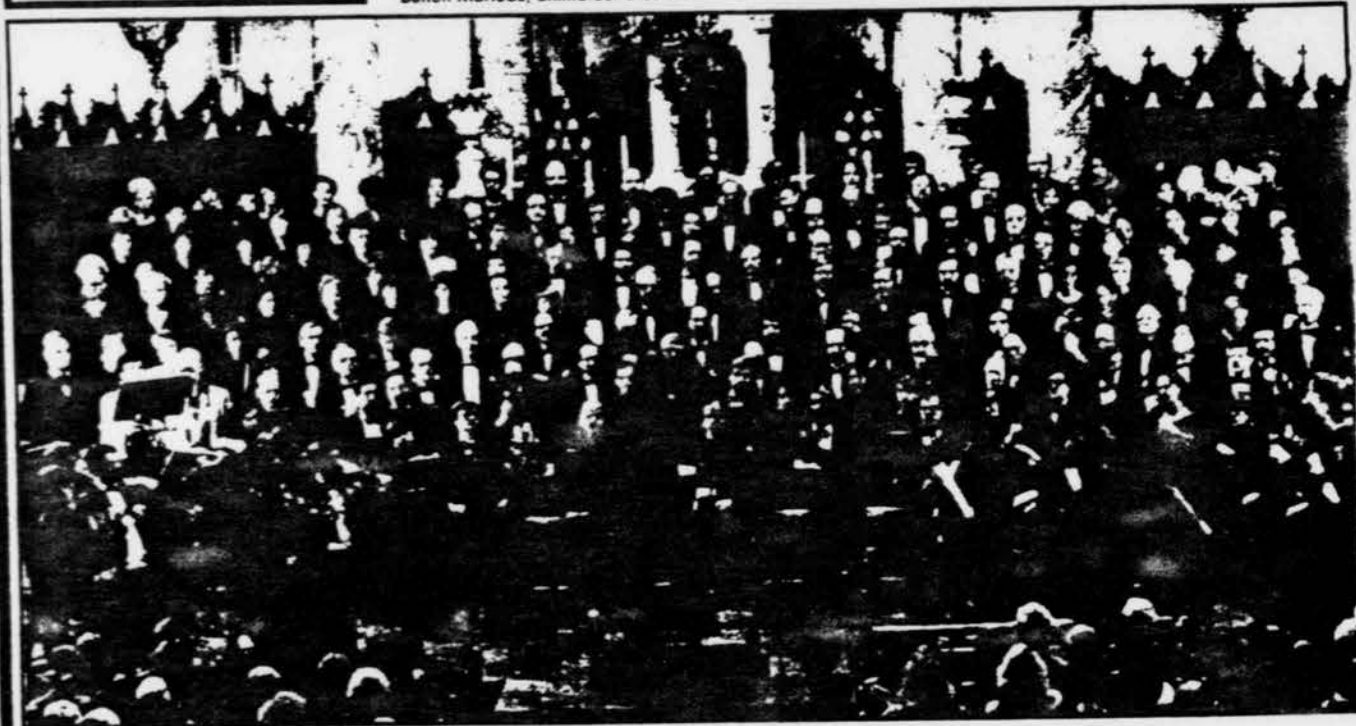


Cinq autres membres de la chorale spéciale: de gauche à droite, M. Serge Saucier, président, Raymond, Chabat, Martin, Paré, Mme Diane Massicotte de CJMS, M. Claude Saucier, animateur à Radio-Québec et CJMS, M. Jacques Girard, éditeur, Journal de Montréal et M. Benoit Morleau, animateur à CJMS.



M. Pierre Péladeau et M. le maire Jean Doré étaient deux des belles voix qui ont gracieusement offert leur talent peu exploité pour la bonne cause de l'OM.

Photos:
RAYMOND BOUCHARD



Sous la direction de Mme Agnès Grossmann, l'Orchestre Métropolitain a interprété la Neuvième symphonie de Beethoven.

Le «bénéfice» du Métropolitain: de nouveau, un succès

CLAUDE GINGRAS

L'Orchestre Métropolitain reprenait hier soir presque identiquement son événement-bénéfice de l'an dernier, c'est-à-dire la présentation de la *Neuvième* de Beethoven en l'église Saint-Jean-Baptiste avec, s'ajoutant aux premiers rangs du Choeur de l'OM, une «chorale spéciale» composée de personnalités montréalaises de la finance, de la politique, des arts et du sport.

Plusieurs des personnalités présentes l'an dernier étaient de retour hier soir. On distinguait aussi quelques nouveaux visages, dont celui du maire Jean Doré, au «center stage» avec MM. Roger D. Landry et Pierre Peladeau.

Des quatre solistes qui se joignent au chœur au dernier mouvement, un seul revenait de l'an dernier: Gabrielle Lavigne. Les trois autres furent quelque peu supérieurs aux précédents.

Dans l'ensemble, donc, participation identique à celle de l'an dernier. Mais la chose la plus remarquable, c'est qu'il faut ajouter: même réussite, au plan de l'assistance et au plan musical. De quoi parler d'événement désormais annuel.

Quelque 2000 personnes ont écouté la *Neuvième* dans un magnifique silence. Une partie de la foule a applaudi après chaque mouvement. Ce qui dérange, bien sûr. Mais c'est un mal pour un bien: comme cela ne s'était pas produit l'an dernier, il faut en conclure que ce «bénéfice» avait amené au Métropolitain un nouveau public.

Succès de box-office, donc. Et, surtout, succès musical. Agnes Grossmann a obtenu de l'orchestre seul (dans les trois premiers mouvements) et de la réunion orchestre-choeur (au célèbre finale) une interprétation professionnelle, sinon absolument parfaite, et expressive, sinon géniale. Le Choeur de l'OM m'a paru plus précis encore que l'an dernier et



De gauche à droite, en haut au centre, M. Pierre Peladeau, président de l'Orchestre Métropolitain, et M. Roger D. Landry, président et éditeur de *La Presse*. Au premier plan, M. Ghislain Dufour, président du Conseil du patronat du Québec.

je sais gré à Mme Grossmann d'avoir pris cette fois l'*Adagio* à un tempo un peu plus lent, donc plus juste.

J'ajoute qu'il était amusant d'observer les «choristes spéciaux». Certains chantaient à pleine voix; d'autres, plus prudents, se limitaient au «lipsync»; quelques-uns, enfin, étaient com-

plètement perdus dans leur cahier!

Chez les quatre solistes (venus prendre leur place dès après le premier mouvement): un solide récitatif d'entrée de Gary Relyea, de la vaillance chez le ténor Richard Margison, un beau grave chez Gabrielle Lavigne et deux si aigus d'une rare justesse chez Michele Boucher.

ORCHESTRE METROPOLITAIN ET CHOEUR DE L'OM. Chef d'orchestre: Agnes Grossmann. Solistes: Michele Boucher, soprano; Gabrielle Lavigne, mezzo-soprano; Richard Margison, ténor; et Gary Relyea, baryton. Hier soir, église Saint-Jean-Baptiste.

Programme: Symphonie no 9, en re mineur avec solos de soprano, mezzo-soprano, ténor et basse (ou baryton) et chœur mixte au dernier mouvement (texte: ode *An die Freude*). À la joie de Schiller, op. 125 (1817-23)... Beethoven.

Ethnic counsellor convicted of obstructing police

By RENE LAURENT
of The Gazette

A counsellor on ethnic relations, who insisted on watching a group of Métro policemen handle two black suspects, was convicted yesterday of obstruction.

Victor Velasquez, 37, a native of Chile, claimed he was beaten and illegally arrested by the subway police at the Berri-UQAM station Oct. 3, 1987.

Velasquez said he was just a bystander but quickly became a target as he moved in to watch subway police question two suspected purse-snatchers.

Judge André Massé of municipal court noted that testimony in the case was full of contradictions.

Massé said he had trouble believing Velasquez's statement that he had been punched and kicked repeatedly when the officers took him to an office in the station for questioning.

In his testimony, Velasquez said he had been hit on the head, ribs, back and face about 30 times.

Massé said Velasquez appeared to have suffered little more than a cut finger.

The cut was also a contentious point. Velasquez claimed officers wrenched a briefcase out of his hands with such force the handle was torn, slicing his finger.

The constables said they were suspicious of Velasquez's moves and the cut probably occurred when they tried to prevent him from reaching into the case.

Massé said he tended to believe the officers, who said Velasquez refused to move on and refused to identify himself.

The officers quoted Velasquez as saying: "I've stood up against police in my homeland and I'm able to do the same here."

Velasquez, a former president of the Canadian Hispanic Congress, has lectured Montreal Urban Community police on ethnic relations. He claimed he was simply trying to observe how subway officers were treating the two black suspects on the station mezzanine.

Commenting on Velasquez's attitude, Massé said: "He seemed to be seeking publicity."

"That's false," Velasquez said later outside the court. "I was not

seeking publicity."

The judge also found Velasquez guilty under a transit bylaw of refusing to circulate.

Lawyers are to make pre-sentencing suggestions May 8.

Obstruction is punishable by a prison term of up to five years. The bylaw calls for a fine which can go as high as \$1,000.

Defence lawyer Stewart Istvanffy said he intends to appeal.

Two of the subway constables, Michel Kirch and Jean-Guy Sabourin, are awaiting trial in Quebec Court on charges of assault. That case is to proceed May 9.

Velasquez has also filed a \$200,000 damage suit against the two policemen and lodged a complaint with the Quebec Human Rights Commission.



VICTOR VELASQUEZ
Arrested in Métro

Velasquez guilty

VICTOR VELASQUEZ, who has claimed he was beaten and subjected to verbal abuse after being arrested by Métro guards in a 1987 incident, was found guilty in Municipal Court yesterday of obstructing peace officers and loitering.

Judge André Massé said Velasquez' testimony was not credible because his defence was designed to use himself as an example of police brutality in the Métro.

Sentencing will take place May 8, one day before the trial of two Métro guards charged with assaulting Velasquez during the incident continues in Quebec Court.

Velasquez is suing the MUCTC for \$200,000 in damages.

Velasquez' lawyer, Stewart Istvanffy, said he will appeal the conviction in Superior Court.

Le «chum» du maire Doré coupable d'avoir entravé le travail des policiers

«Êtes-vous fous, vous autres? Vous savez pas qui vous venez d'arrêter? C'est le chum du maire Jean Doré. Vous venez de perdre vos jobs les petits gars! Ça va aller mal pour vous autres!»

Claude Decotret

C'est en ces termes que s'était adressée aux policiers, qui venaient d'appréhender Victor Velasquez, l'avocate de ce dernier, après qu'elle se fut rendue au poste de police où était détenu Velasquez.

Le juge André Masse, de la Cour municipale, n'a pas été impressionné par les «relations» de Velasquez puis qu'il l'a reconnu, hier, coupable d'entrave au travail d'un policier.

Louche

L'incident débuta après qu'un changeur du métro à la station Berri-UQAM eut alerté les policiers après avoir remarqué les manoeuvres de deux jeunes gens qui suivaient des dames seules.

L'un de ces policiers, l'agent Jean-Guy Sabourin, de la Société de Transport de la CUM, a expliqué que ses confrères et lui venaient d'interpeller les deux jeunes gens

suspects lorsqu'il fut pris à parti par un homme portant une mallette et qui s'exclama: «Qu'est-ce que vous faites avec ces deux jeunes-là? Ils n'ont rien fait!»

L'agent Sabourin lui ordonna alors de circuler, puisqu'il n'était pas impliqué dans l'affaire. L'accusé refusa de circuler et même de s'éloigner. Il s'exclama: «J'ai le droit de demeurer ici! Nous ne sommes pas dans un état policier. Ce n'est pas le Chili ici!»

Il ajouta: «J'ai combattu la police dans mon pays. Je puis le faire ici!»

L'agent Sabourin demanda alors à l'individu de s'identifier, sinon il serait en état d'arrestation pour entrave à un agent de la paix.

L'homme refusant toujours de s'identifier, l'agent Sabourin, après lui avoir lu ses droits, lui demanda de le suivre au poste après lui avoir annoncé qu'il était en état d'arrestation.

L'accusé s'exclama: «Attention! Vous ne savez pas qui je suis, j'ai de hautes relations. Au cours du trajet vers le poste, l'agent Sabourin tenta, toujours sans résultat, d'obtenir l'identité du prévenu.

C'est à l'aide de documents trouvés dans sa mallette que les policiers ont finalisé sa son identité. Par la suite, l'accusé a porté une plainte contre l'agent Sabourin, l'accu-

sant de voies de fait. Il a intenté aussi une poursuite en dommages-intérêts au montant de 200 000 dollars contre la STCUM. L'agent Sabourin a fait l'objet d'une enquête disciplinaire à la suite de laquelle il a été blanchi.

Le juge André Masse, avant de rendre jugement, fit remarquer que «l'accusé n'a pas, par une preuve prépondérante, établi qu'un seul de ses droits constitutionnels a été lésé».

La preuve a établi que l'agent Sabourin agissait dans l'exercice de ses fonctions en sommant Velasquez de s'identifier, suite à son refus de circuler.

Le juge ajoute que l'agent Sabourin avait le pouvoir d'exiger d'un contrevenant qu'il s'identifie en fournissant ses nom et adresse et qu'il en fournisse la preuve sur demande.

Le juge André Masse entendra le 8 mai prochain les représentations des avocats avant de rendre son verdict pour Velasquez.

Par ailleurs, c'est le 9 mai prochain que débutera devant le juge Jacques Lessard, de la Cour du Québec, le procès des agents Jean-Guy Sabourin et Michel Kirch, accusés de voies de fait à l'endroit de Victor Velasquez.

Victor Velasquez reconnu coupable d'entrave au travail des policiers

GERMAIN TARDIF

■ Victor Velasquez, qui s'est donné un rôle d'intermédiaire entre les minorités et les forces de l'ordre de Montréal, a été reconnu coupable d'entrave aux policiers dans l'exercice de leurs fonctions, en Cour municipale.

Il avait été arrêté, le 3 octobre 1987, vers 18 heures, à la station de métro Berri-UQAM alors que des agents de la STCUM interrogeaient deux jeunes hommes de race noire qui, selon certaines plaintes, suivaient des dames seules.

Velasquez, qui a maintes fois participé à des réunions entre des représentants des minorités et de la police, dans le but d'améliorer les relations, se trouvait dans le voisinage et observait ce qui se passait. A un moment, il déposa à terre son « attaché-case ». Le bruit de cet acte fut suffisant pour attirer l'attention des policiers qui lui ordonnèrent de circuler.

Velasquez refusa, ce qui amena les agents à lui demander de s'identifier. Nouveau refus qui aboutit au poste de police où l'identification eut finalement lieu. Au cours de ces événements, il y eut, évidemment, des échanges de propos plus ou moins aigres et qui varient selon les témoignages.

Velasquez fut finalement remis en liberté avec une légère blessure à l'auriculaire et avec l'avertissement qu'il serait éventuellement appelé à comparaître.

Le juge André Masse, après avoir analysé les témoignages de tout le monde, en est venu à la conclusion que les dépositions faites par les policiers avaient plus de crédibilité que celle de l'accusé qui, d'après son propre aveu, voulait se citer en exemple pour combattre la brutalité policière sévissant dans le métro. Il a recherché la publicité.

Un des témoins de la défense avait, d'ailleurs, contredit la version de Velasquez relativement à l'assaut dont il aurait été victime de la part des policiers.

Selon le juge, les agents agissaient dans l'exécution de leurs fonctions en demandant à l'accusé de s'identifier après que ce dernier eut refusé de circuler.

En refusant de circuler puis de s'identifier, conclut le juge Masse, Velasquez commettait l'infraction d'entrave et la police était motivée de le mettre en état d'arrestation.

Les représentations en vue de la sentence auront lieu de 8 mai.

Mais cette affaire n'est pas terminée.

Velasquez a accusé deux des policiers du métro de voie de fait. Il s'agit des agents Jean-Guy Sabourin et Michel Kirsch dont le procès reprendra le 9 mai, en Cour du Québec.

D'autre part, Velasquez a intenté, en Cour supérieure, une action en dommages de \$200 000 contre la STCUM.

Rudderless city hall lets Montreal drift

It could be called the "Montreal malaise." It is hard to pin down because it has no focus. But it erupted with surprising force a couple of Sundays ago when a candidate for the ruling Montreal Citizens Movement went down to spectacular defeat in a municipal by-election to fill the vacant council seat for Sault au Récollet.

The election was won by Serge Sauvageau, a hitherto unknown young lawyer representing the Civic party. Sauvageau was an energetic and attractive candidate, but the result is being widely interpreted as a slap in the face for the Doré administration rather than a vote of confidence in a now leaderless and rudderless Civic party.

Sauvageau won with 39 per cent of the vote but by only 25 votes. Close on his heels with 38 per cent was Alain André, who came out of nowhere as the standardbearer and leader of a brand new opposition party called the Municipal Party of Montreal.

The MCM candidate, chosen to replace Benoit Tremblay who resigned to run — and win — for the Tories in the last federal election, limped in with 21 per cent.

A low turnout

Mayor Jean Doré blamed a low turnout while admitting that citizens undoubtedly wanted to beef up the opposition on a city council dominated by the MCM. The mayor's statement addresses neither why 70 per cent of those eligible to vote didn't nor what most of those who made the effort were voting for.

All the polls since Doré was elected 2½ years ago have shown that he has no opposition to speak of. His personal popularity and years of grassroots effort on the part of the party he now represents appear to have fused in a winning combination presaging long and secure tenure at city hall.

Nothing the city administration has yet done can explain such a sudden plummeting of its appeal. It seems to have been caused more by disappointment than disapproval.

• William Johnson is on vacation. His regular column will resume on his return.

Gretta Chambers



Doré must take that very seriously. The personality cult is the cornerstone on which our city administrations are founded. The Civic party did not rule Montreal for all those years; Jean Drapeau did. The MCM was welcomed to city hall only after Doré had stamped it with the imprimatur of his new and reassuring look.

Banking on that tradition remaining intact forever may be short-sighted. Doré has certainly benefited from it and, if the polls are a good indication, still does. But signs of an undercurrent of discontent are cropping up. The dissatisfaction is general rather than specific. It seems to have more to do with what is not happening in the way of Montreal getting its political act together than any particular commission or omission on the part of the present administration.

The MCM's commitment to people and consultation, its great appeal after years of Drapeau's autocratic ways, are beginning to look ineffectual in the face of Montreal's lack of political power and need for a strong rallying voice to articulate a vocation for the metropolis. As socially correct as the MCM's positions often are, they are rarely above the level of bureaucratic housekeeping. No one at city hall appears to be thinking in big city terms.

The administration has produced a housing policy, Habiter Montréal. The emphasis is on low-cost, multi-dwelling housing, a good thing in itself but not if it is exclusive. Five years ago, people were moving back into town from the suburbs. The trend has been completely reversed.

Builders who were selling single family homes like hotcakes in east end Montreal in 1985 are now doing their building in the suburbs. A city which

rids itself of its middle and high income citizens is on the road to becoming what one commentator has called a city shared by "the indigenous and immigrant poor with a few enclaves of the very rich."

The Doré administration simply has not lived up to expectations. It came to power at a time when Montrealers themselves had begun to take the city in hand, breathe new life into its economic and cultural development. The long decline was over. The new city government was expected to run with the progress toward new metropolitan heights. Instead, it appears bogged down in its own technocratic network.

One senses a note of public exasperation in the length of time it takes the administration to come to any decision. No clear picture has emerged of its long-term objectives. From business leaders to the socially-assisted, Montrealers are still waiting for it to assume a leadership role.

Nor does it appear to be winning the war with other levels of government.

Part of the problem facing the MCM is that its power over the city it runs is limited. So many of the decisions on which Montreal's future depends are

taken elsewhere, in Quebec City or Ottawa. From its road networks to its cultural infrastructures, it is at the mercy of the government of Quebec. Even its great museums are creatures of far-away bureaucrats.

Perhaps even more frustrating is the strain this absentee landlord situation puts on the social fabric of the city. Language relations in and around Montreal, where the vast majority of new and old non-francophones now live are dictated by laws drawn up elsewhere.

The MUC itself has shown how French- and English-speaking Quebecers can work together in constructive harmony. A linguistic *modus vivendi* is commonplace in business circles. Seriously divisive language tensions have been imposed on the everyday life of the majority of Montrealers of all languages. Prosperity, not coercion, is the best and quickest way of integrating immigrants into a primarily French speaking society. It has ever been thus.

Dream once again

At a time when many Montrealers are beginning to dream once again of an international city with national prestige, there is no seat of government prepared to shape and push forward the necessary concerted plan of action.

Jean Doré is the mayor of only a part of greater Montreal. The MUC may be integrated at the police and public transit levels, but it remains a fragmented group of often competing municipalities with no common goal or vision. Lobbying for the space agency on the part of several MUC members is a case in point. Surely the priority must now be to make the most of the space agency and not allow its precise location to be decided on the basis of municipal rivalries.

When people who work in other city cores go home, they do not necessarily change towns. The human void left by the everyday exodus, the mixed loyalties and competing interests that this political fragmentation makes inevitable leave greater Montreal without coherent responsible government. *L'Actualité's* Jean Paré describes Montreal proper as the hole in the doughnut. It is a hole that Jean Doré's prolific prose alone cannot fill.



JEAN DORÉ
No opposition to him



Guy Pinard

Le maire *Jean Doré* sera le conférencier lors du prochain déjeuner-causerie de l'Office des congrès et du tourisme du Grand Montréal le lundi 24 avril, à midi, au Grand Hôtel. Prière de réserver avant vendredi, auprès de *Phil Blain*, au 871-1129.



Photo d'archives, Gilles LAFRANCE
Jean Doré ne cache pas son intérêt envers la renaissance du football professionnel à Montréal. Si seulement les autres politiciens étaient aussi enthousiastes à cette idée...

Outre le maire Doré, les politiciens n'osent même pas se prononcer

Incroyable comment une équipe de football peut mettre les politiciens dans leurs petits souliers. C'est du moins ce qui se passe avec l'avènement de la Ligue internationale de football.

Depuis que le président de ce circuit, Tex Schramm, a affirmé que des villes canadiennes l'intéressaient, les politiciens marchent sur des oeufs; surtout ceux d'Ottawa.

Jean Charest, le ministre responsable de la jeunesse, de la condition physique et du sport amateur, n'ose se prononcer. Il faut dire que M. Charest se souvient des événements de 1974.

« Je ne peux répondre aux questions hypothétiques », a-t-il dit lorsque questionné sur la possibilité que la ville de Montréal obtienne une concession dans la nouvelle ligue.

En 1974

En 1974, John Bassett voulait doter la ville de Toronto d'une équipe dans la World Football League. Les Northmen de Toronto avaient cependant créé des revenus jamais vus auparavant.

Le gouvernement de l'époque, avec le ministre Marc Lalonde en tête, avait présenté un projet de loi empêchant le football américain de s'établir au Canada.

Ce projet de loi avait passé les deux premières lectures, mais le déclenchement des élections avait tué la loi. Ainsi, le Canada, contrairement à ce que plusieurs croient, n'a pas de loi empêchant le football américain de venir s'établir au pays.

Mais en 1974, Marc Lalonde voulait alors protéger la Ligue canadienne de football. Et aujourd'hui, on est en droit de se demander si le gouvernement ne veut pas faire la même chose.

« Je réalise que la Ligue canadienne a fait de gros progrès lors de la dernière année », a dit un ministre Charest qui ne doit certainement pas suivre les activités de la LCF, pour prononcer de telles paroles.

Mais M. Charest a peur. Il ne veut s'impliquer. Il ne veut favoriser ni oui, ni l'autre. « Pour statuer la question, il nous faudrait une demande officielle », a-t-il dit. Pourtant, une compagnie qui voudrait s'établir au Canada n'aurait pas besoin de demander quoi que ce soit. Une nouvelle compagnie qui créerait des emplois serait même choisie en obte-

nant des subventions. Mais quand il s'agit de football, on parle toujours de la « sainte » Ligue canadienne.

À Québec, on n'ose pas se prononcer...

Le ministre Charest affirme se tenir au courant du dossier, mais il refuse de se prononcer. « Ce n'est pas une question d'être pour ou contre », a-t-il dit.

Néanmoins, M. Charest affirme que l'accord de libre-échange n'a rien à voir avec le sujet. « On se refuse de commenter une situation hypothétique », a-t-il dit. Il faudrait qu'une demande officielle soit faite.

À Québec, le ministre des approvisionnements et des services, André Vallérand, ne veut aussi se compromettre. « Aucun promoteur n'a fait de démarche auprès de la R.L.O. », a-t-il dit via un porte-parole.

Le ministre Vallérand souligne que ce n'est pas au gouvernement québécois de prendre position. Selon lui, il s'agit d'intérêts privés qui n'ont rien à voir avec le gouvernement. Mais le ministre refuse de dire si une équipe de la L.I.F. serait ou non la bienvenue au Stade olympique.

Le maire Doré très réceptif

Reste le maire de Montréal, Jean Doré, qui, depuis la mort des Alouettes en juin 1967, ne cesse de dire qu'il veut une équipe de football à Montréal.

Hier encore, le maire Doré ne laissait aucun doute dans ses sentiments. « Les portes de la ville de Montréal sont grandes ouvertes », a-t-il laissé entendre.

Le maire Doré, qui avait flirté avec Bill Bidwill avant que les Cards de Saint Louis déménagent à Phoenix, rêve toujours au jour où Montréal sera dotée d'une équipe dans la Ligue nationale. Mais si, auparavant, Montréal doit passer par la Ligue internationale, le maire Doré n'y voit aucune objection.

D'ailleurs, les relations entre l'hôtel de ville de Montréal et le groupe piloté par Gerry Snyder n'ont jamais été aussi bonnes.

Empiètement

Lettre à M. Jean Doré

IL Y A quelques années la Ville de Montréal a établi le « Site de protection du patrimoine du Mont-Royal ». C'était une merveilleuse initiative, applaudie par tous les montréalais. La préservation du caractère de la montagne, de ses arbres et espaces verts semblait être assurée.

Hélas, en réalité le patrimoine du Mont-Royal n'est pas aussi bien protégé que l'on assumait. En n'adhérant pas strictement au but de conservation et aux règlements, en faisant des exceptions par ci et par là, l'administration permet aux entrepreneurs d'empiéter progressivement sur les espaces verts qui restent sur la montagne. Tôt ou tard ces espaces et les arbres de la montagne disparaîtront, comme ils sont disparus au centre-ville.

Exemple : le plan de construction angle Redpath et Docteur-Penfield. La hauteur du bâtiment dépasserait celle de la maison originale et la limite permise.

L'« annexe » projetée est quatre fois plus grande que la maison originale (9 appartements contre 2). Elle deviendrait le bâtiment dominant, et le caractère de la maison originale ne serait point conservé, contrairement aux règlements.

De plus, selon le règlement 7451 pas un seul arbre sur le site de protection du Mont-Royal ne peut être abattu sans permis. Si le plan approuvé ce n'est pas un arbre qui disparaîtra, mais au moins une douzaine de vieux arbres, et des espaces verts également.

J'espère que l'administration de Montréal, et surtout vous, M. le Maire, êtes sérieux dans votre intention de préserver le caractère du Mont-Royal, et que le Conseil n'approuvera pas le projet.

— **GEORGE A. CHANCER**
Montréal, le 12 avril.

COMMUTER TRAIN CUTS ISSUE COMES TO BOIL



MUCTC's Robert Perrault, left, tried to explain cuts. Transport 2000's Guy Chartrand questioned board's candor.

FRED SHERWIN, Daily News

Riders rake MUCTC

by Janet Torge
Montreal Daily News

'Will I get a refund?'

ANGRY users of the Two Mountains commuter train jammed themselves into a small meeting room at the Meridien Hotel last night to protest cuts in the service.

More than 200 people showed up to demand an explanation from members of the MUCTC board of directors for the cuts.

Train service on Saturdays will be sliced by 50 per cent, and service during the week will be shaved by 25 per cent.

The commission justifies the cuts as an interim measure while the train line is modernized.

Robert Perrault, Chairman of the MUCTC, dispensed with other board business and opened the floor to the public.

Guy Chartrand, president

of the lobby group Transport 2000, set the mood for the question period.

"You keep studying the Two Mountains train line. It is the most studied line in all of Canada. Can you assure us that you will actually modernize the line? And in the meantime, if a car breaks down next week, will you cut the service even further?"

Perrault assured the public that the modernization plan was indeed on the tracks, with construction set to start next year.

"There is no question of abandoning the service."

Perrault said the MUCTC was not solely to blame for the service cuts, but his explanation brought boos and groans from the crowd:

"CN is responsible for the equipment. It was CN that insisted the equipment be pulled out of service."

Louise Roy, president of the MUCTC, said the sorry state of the equipment forced the commission to make the cuts in service.

"We are trying to conserve the rolling stock we have. The equipment is old, and we want to make it last as long as possible."

"We have tried to make cuts at off-peak hours. We're also looking for other alternatives to keep the service we have — renting or buying more engines to use until the modernization is completed."

One user asked: "What do I get for the \$96 I pay every month for a pass? If you're

cutting the service, will I get a refund?"

Abe Limonchik, a Montreal city councillor who sits on the MUCTC Board, replied with another question: "Do you know what other Quebecers contribute so that you can ride the train?"

But the crowd didn't buy that: "Answer his question! Answer his question!"

Perrault waited for calm.

"We have a choice before us. We can cut the whole service until modernization is completed, or we can limit the service if necessary to get through the next few years."

Jean-Guy Bergeron, mayor of Two Mountains, called the Board's responses to the crowd "a big joke."

"He and Jean Doré have supported this train only since last June," Bergeron said.

Un autre avocat débouté en cour

L'avocat Émile Colas a été débouté hier de son pouvoir d'appel devant le tribunal des professions de la décision rendue par le comité de discipline du barreau du Québec, le 29 juin 1988.

Claude Decotret

Le comité avait trouvé l'appelant coupable d'avoir commis un acte dérogatoire à l'honneur et à la dignité de cette profession.

Coupable

Le comité avait en effet reconnu l'appelant coupable d'avoir le 27 mars 1987 contrevenu aux dispositions de l'article 3.02.01 du code de déontologie des avocats en communiquant avec une personne, à savoir M. André Senécal, directeur du cabinet de la Ville de Montréal,

dans un dossier pendant devant la cour d'appel du Québec, sans le consentement du procureur de la Ville.

L'avocat Émile Colas avait été réprimandé par le comité de discipline du barreau pour avoir cherché à discuter avec le maire de Montréal, et par-dessus les avocats de la Ville, d'une affaire judiciaire.

M^e Colas était alors avocat de l'Association montréalaise d'activités récréatives et culturelles (l'AMARC). Les prétentions du procureur de l'appelant sont de deux ordres. D'une part, il prétend que la décision est contraire à la pratique admise par le comité et d'autre part, que la décision est erronée en droit en ce qu'elle est une mauvaise interprétation de l'article précité.

Par ailleurs, le tribunal des professions, à la lecture des notes sténographiques et des pièces déposées au dossier, eu égard à la décision rendue par le comité de discipline, considère qu'il n'y a pas lieu d'interpréter la preuve présentée en première instance.

Pour sa part, M^e Colas a expliqué hier que l'AMARC lui avait confié le mandat clair de discuter avec la nouvelle administration Doré de concessions futures et de maintenir de bonnes relations entre l'AMARC et la Ville de Montréal.

M^e Colas explique que la déontologie n'interdit pas à un avocat de faire mention de procédures judiciaires en cours, si c'est pertinent à une autre affaire dans laquelle l'avocat détient un mandat d'un client.

Une petite réforme qui rapportera dans les \$500 000 par année



MARIANE FAUREAU

Les machins à laver et les sècheuses automatiques seront taxés davantage et rapporteront quelque \$225 000 de plus à la ville, cette année. Il en sera de même pour les bureaux d'entrepreneurs qui draineront quelque \$400 000 de plus vers les coffres municipaux. Les épiceries rapporteront aussi pas mal plus.

Par contre, les calèches pourront mieux nourrir leur homme puisque la ville va réduire de \$370 à \$100 le montant des droits annuels à payer pour chacune d'entre elles.

Mais les plus soulagés, ce sont finalement les 16 marchands de ferraille reconnus par les autorités, dont les droits à verser à la ville passent de \$3 717 à \$1 000 par an. Et que dire des marchands d'effets d'occasion qui paieront plus de neuf fois moins qu'avant: les droits à payer pour exercer leur commerce passe de \$931 à \$100. Les encanteurs et les acheteurs de voitures d'occasion sont aussi parmi ceux dont les droits à payer baissent de façon appréciable.

Tout cela, parce que la ville a fait une sorte de grand ménage

dans son règlement concernant les permis et taxes spéciales ou personnelles sur les commerces, occupations et activités. (Ces droits sont différents de la taxe d'affaires).

Pour 1989, elle a regroupé en six catégories seulement les 31 tarifs qui existaient auparavant. Cela, tout en s'assurant une recette majorée de 5 p. cent comparativement à celle de 1988. Des droits plus élevés sont exigés de personnes (ou d'objets) demandant un plus grand contrôle: commerces sans place d'affaires (\$200), exigeant un contrôle assidu (salubrité ou sécurité par exemple, \$500), suscitant des préoccupations environnementales (\$1 000).

LYON: 72 CONSEILLERS MUNICIPAUX

Un adjoint au maire de Lyon, M. Christian Boiron, était de passage à l'hôtel de ville, ces jours derniers, pour rencontrer le maire Doré. Montréal entretient des liens d'amitié particuliers avec Lyon et M. Boiron fait partie de la nouvelle classe d'élus portés au pouvoir aux récentes élections municipales, en France.

Les Montréalais qui trouvent leur conseillers municipaux bien nombreux, comparativement aux villes d'Amérique, ne battent aucun record face à la France: le conseil municipal de Lyon en comprend 72. Et cela, sans compter les conseillers d'arrondissement dont le nombre dépasse 200 élus!

Ce sont les conseillers municipaux, et non l'ensemble des citoyens, qui élisent le maire, fonction qu'occupe M. Michel Noir. Le maire propose ensuite ses 15 adjoints qui sont un peu comme ses ministres, explique M. Boiron. Ici, cela équivaut au comité exécutif. M. Boiron, qui dirige par ailleurs une entreprise pharmaceutique, est responsable du développement international et économique de Lyon.

Au cours d'une brève entrevue accordée à *La Presse*, il fait état de « la volonté nouvelle des Lyonnais de s'affirmer sur le plan européen ». M. Boiron prévoit que l'Europe de demain sera constituée de régions et non de pays, ce qui serait déjà perceptible dans d'autres pays que la France.

Or, Lyon qui est en quelque sorte la capitale de la région Rhône-Alpes, aura donc un rôle des plus importants à jouer, prévient M. Boiron.

INOUIÉTUDES FACE AU VIEUX-PORT

Héritage Montréal s'inquiète de l'approche de la Société du Vieux-Port de Montréal pour le développement de ce vaste territoire qui borde le fleuve, dans le Vieux-Montréal.

Lors de sa récente assemblée annuelle, les membres ont demandé que le processus d'aménagement du Vieux-Port se fasse publiquement, dans le prolongement des consultations publiques tenues en 1978 et 1985. Le

dernier rapport de consultation a été déposé en mai 1986, rappelle l'Héritage Montréal, et depuis on n'entend parler de rien.

L'organisme craint que la société ne profite de l'échéance de 1992, qui est celle du 350e anniversaire de Montréal, pour bouculer tout le monde et imposer ses choix. Il demande donc que la société rende publics les principes d'aménagement qu'elle a retenus à la suite des consultations de 1985 et qu'elle fasse aussi connaître les critères et les ingrédients de base qu'elle a transmis aux architectes pour élaborer leurs propositions d'aménagement.

Enfin Héritage Montréal demande à la Société du Vieux-Port d'expliquer ce qu'elle entend par plan d'ensemble en fonction de son plan d'équipement actuel et la nature exacte de ce plan d'équipement.

HLM: PLUS CHER À MONTRÉAL

Le président de l'Office municipal d'habitation, M. Roger Dionne, estime que Montréal est pénalisé par le système actuel qui alloue une somme fixe à la construction de chaque logement en HLM. Comme le terrain est ici plus rare, et plus cher qu'ailleurs, on ne peut construire autant de HLM à Montréal avec la même enveloppe budgétaire, indique-t-il.

Ainsi, en province, le coût moyen d'un HLM est de \$42 000 alors qu'il serait de \$64 000 à Montréal. Si bien qu'avec \$1

million, par exemple, Granby pourrait construire 24 HLM et Montréal, 15.

De plus, contrairement à ce qui se passe ailleurs, l'Office montréalais n'achète jamais son terrain, mais paie une rente à la ville pour un bail emphytéotique.

Les dirigeants des offices municipaux d'habitation qui gèrent les HLM, étaient en congrès à Montréal au cours de la semaine. Le président de leur association indique que le déficit moyen des HLM en 1987 était de \$301 par logis. Ce déficit est comblé par Ottawa à raison de 61 p. cent, Québec, 29 p. cent et la municipalité, 10 p. cent.

On a aussi appris, non sans surprise, que les HLM peuvent être rentables pour des municipalités, puisque celles-ci en retirent des impôts fonciers. Ainsi, à Granby, la ville a perçu \$175 000 en impôts et n'a déboursé que \$50 000 pour combler le déficit d'exploitation de ses HLM.

L'HISTOIRE SERA AU RENDEZ-VOUS

Le président de la Société historique de Montréal, M. Jean-Paul de Lagrave, assure que la Corporation Montréal 1992 manifeste de l'intérêt pour des projets d'ordre historique.

Il indique que la société a mis sur pied un comité spécial (qu'il préside) pour le 350e anniversaire. Ce comité a présenté quatre projets qui ont reçu un accueil

chaleureux de la corporation, assure-t-il. Ils seront dévoilés sous peu.

C'est à la suite de protestations soulevées par la Fédération des sociétés d'histoire que M. de Lagrave a voulu souligner l'intérêt de la corporation pour l'histoire. Il estime que les inquiétudes à cet égard ne sont pas justifiées.

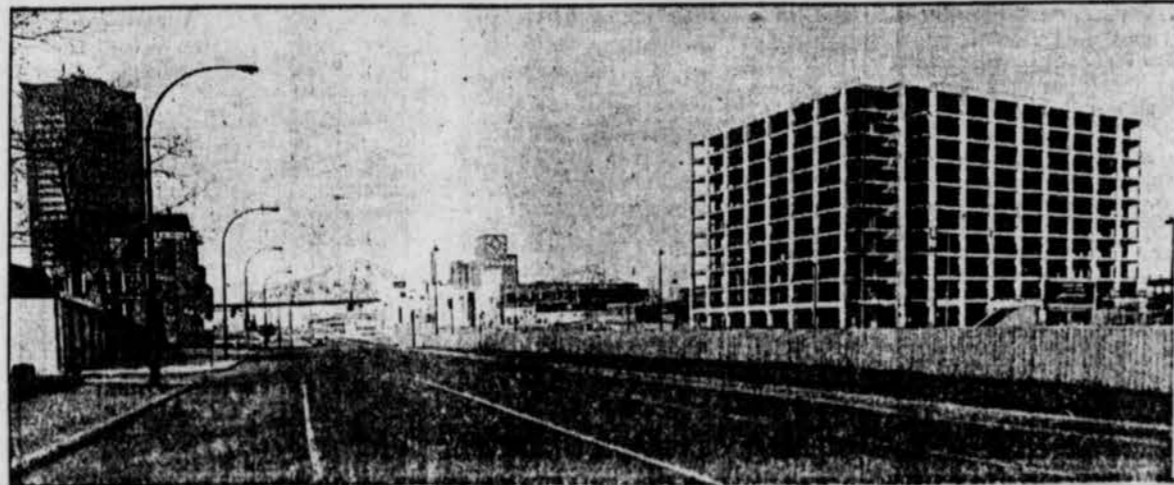
Par ailleurs, le maire Doré a fait savoir à la supérieure générale des Hospitalières de Saint-Joseph que « les communautés religieuses ne seront pas oubliées dans l'organisation des célébrations du 350e anniversaire de Montréal. J'aurai l'occasion d'y revenir d'ici quelques mois », écrivait-il fin janvier.

NOUVEAU BUREAU DE CONSULTATION

Au-dessus des autres instances chargées elles aussi de faire de la consultation, l'administration vient de mettre sur pied son Bureau de consultation de Montréal.

Elle a choisi M. Luc Ouimet comme président, au traitement annuel de \$75 000. Sa nomination est valide pour trois ans.

Les commissions permanentes du conseil tiennent aussi des assemblées de consultation publique. Tout comme les conseils d'arrondissement qui siègent la semaine prochaine. Si vous désirez assister à celui de votre quartier, votre bureau Accés Montréal peut vous indiquer le lieu et l'heure de l'assemblée.



Nouvelle vocation

L'ancien entrepôt de la rue Saint-Antoine, au pied de la rue Amherst, réduit à l'état de squelette depuis plusieurs mois, attend la réalisation de sa deuxième vocation. Il était déjà prévu de lui donner une vocation résidentielle, commerciale (au rez-de-chaussée) et des aménagements de stationnement, mais maintenant le dossier de cet immeuble est reexaminé par les services municipaux. Il est question plutôt de l'intégrer au futur plan d'ensemble du Faubourg Québec, selon des sources à l'hôtel de ville. Une partie de la structure doit céder la place au prolongement de la rue Amherst.

PHOTO ANDRÉ LALLIÈRE, LA PRESSE

W-PS.200 ⑤

Le maire *Jean Doré* aura le plaisir, mardi à 9h, au Théâtre du Nouveau Monde, d'inaugurer une journée consacrée à la couverture que les médias accordent au théâtre, avec la participation de nombreux intervenants des milieux théâtral et journalistique. Soulignons que le mot de la fin reviendra à *Catherine Bégin*, président du Conseil québécois du théâtre.

Le maire *Jean Doré* sera le conférencier lors du déjeuner-causerie de l'Office des congrès et du tourisme du Grand Montréal demain à 12h 30, au Grand Hôtel. Ce déjeuner suivra l'assemblée annuelle de l'Office, présidé par *Alain Cousineau*.

Montreal has abandoned the principle of architectural preservation

Look at the once Golden Square Mile. Some 12 of the area's 153 fine old characteristic independent homes have been allowed either to be demolished altogether — eight — or their facades to become paste-ons — four — to large condos.

And now, city council has permitted a scheme to build a high-rise condo on the site of, and around, three sides of the old Reford Mansion on Redpath and Dr. Penfield.

Most of us thought this building and its grounds were to be preserved. At the height of the demolition and redevelopment epidemic in

this historic neighborhood, this particular property was simply and elegantly recycled as upscale office space without either felling its large trees or building on its impressive green space.

But now, after a fire burned out the building's interior, the planning department has recommended, and the council has accepted, a condo project seven storeys high on its Penfield face as an "addition" to the mansion. The volume of the new building is almost five times the volume of the original building and, of course, overpowers it.

At a public "consultation" meeting at a Conseil de Quartier, the

project was condemned by all members of the public who spoke.

From now on, below Pine Ave. it will be only on McGill property that one can see any former mansions on their original generous grounds. Few, if any, of these will escape dense infill building in the near future as McGill grows. The Reford house was the last privately owned, free-standing mansion of the Square Mile in a garden setting.

The Square Mile was already overbuilt. Its population density north of Sherbrooke St. and south of Pine is very high. But the zoning bylaw still allows buildings on the

remaining small gardens.

For 2½ years, the MCM and Mayor Jean Doré have been in charge. Planning consultation is a farce. We have suffered the Queen's hotel scandal, the Overdale mess, and the loss of all meaningful working poor peoples' housing co-op programs.

Instead of social and architectural conservation, we are getting hype and witless "glued facade" jobs on almost everything.

Low-income tenants still must move from their homes for parking lots. Architects and developers, suddenly "conservation conscious,"

are doing what they always did: making a mess and dragging City Hall into bed with them.

MICHAEL FISH
Montreal

Alain Cousineau, chairman of the Board of the Greater Montreal Convention and Tourism Bureau, has invited the highest paid politician in the province, Mayor Jean Doré, to go on the offensive this noon at Le Grand Hotel in a speech to kick off the revitalization plan for our city's ailing tourism industry.

Scully nous révèle un Jean Doré incompris



**RAYMOND
BERNATCHEZ**

Le maire de Montréal, Jean Doré, est un incompris. Son prédécesseur parlait peu mais il était d'une redoutable efficacité lorsqu'il voulait faire passer son message. Jean Doré, verbomoteur, «expert en communication», n'est pas parvenu dans les premières années de son mandat à établir un véritable contact avec la population par le truchement de la télévision.

Interviewé par Robert Guy Scully samedi soir, en présence de M. Laurent Picard, professeur à l'Université McGill, Lysiane Gagnon de *La Presse* et de Pierre Paquette, président du Conseil central de Montréal de la CSN, le maire Doré n'en finissait plus de replâtrer son image.

Robert Guy Scully le percevait comme un homme qui était sur le point de modifier son approche, qui proposerait bientôt à la population des projets stimulants. Jean Doré était blême en écoutant ces propos. Il ne se voyait pas déjà en train de suggérer la construction d'une tour auto-finançable sur la montagne. Déjà qu'on l'avait traité de farfelu il y a quelques semaines à l'Assemblée nationale parce qu'il proposait un bout de boulevard métropolitain souterrain...

Scully part sur une autre piste. Le fameux contact direct avec les Montréalais. Pourquoi le maire de Montréal n'intervient-il pas directement lorsqu'un incident surgit? L'assassinat d'un jeune homme dans un autobus par exemple. Il pourrait en profiter pour dire ce que tout le monde pense, comme le maire de New York qui, dans le cas d'un meurtre crapuleux, n'avait pas hésité à déclarer qu'il aurait fait frire l'assassin dans l'huile.

De plus en plus pâle, Monsieur le maire qui ne se voit pas du tout dans le rôle d'un inquisiteur défend son discours sur les disparités sociales reliées au phénomène des ban-

des de jeunes qui souligne-t-il n'en est pas tout à fait un...

Scully revient à la charge. Pourquoi le maire n'était-il pas présent dans certains événements médiatiques? Lors des obsèques de René Lévesque entre autre? Estomaqué, le maire Doré rétorque qu'il y était. L'animateur revient à la charge plus tard: le maire craint-il de perdre le siège de Parc-Extension aux partielles comme il a perdu Sault-aux-Récollets? Vaincu par tant d'incompréhension, Jean Doré balbutie que le RCM ne peut pas perdre ce siège-là pour la simple et bonne raison qu'il était détenu par un... conseiller indépendant.

À Lysiane Gagnon qui lui reproche les hausses salariales que ses conseillers et lui se sont accordées et qui sont supérieures à celles de tous les hauts-fonctionnaires au Canada, Jean Doré réplique que ces informations sont erronées et que les preuves sont contenues dans son porte-document. Notre maire expose ensuite brillamment le bien-fondé de cette décision. Mieux vaut tard que jamais. S'il n'avait pas défendu sa position avec autant de conviction samedi soir, plusieurs centaines de milliers de personnes se coucheraient encore avec l'intime conviction que les élus municipaux s'étaient royalement payés la traite.

Le développement économique de Montréal maintenant. Ce n'est pas le Pérou. Si les progrès sont lents c'est parce qu'il y a des politiciens à Ottawa et à Québec qui se traînent les pieds, comme René De Cotret qui nous abreuve de promesses sans livrer la marchandise. Mais ce n'est pas le maire Doré qui nous a appris cela samedi soir. C'est un invité, Laurent Picard, qui possède une excellente connaissance de ces dossiers. C'est lui qui a mis cartes sur table tout en reprochant à notre maire de se taire sur ce sujet.

Notre maire est un incompris. Il se tait lorsqu'il devrait parler, ne dit pas ce qu'il faudrait dire lorsqu'il parle et passe inaperçu aux enterrements. Mais c'est un homme qui gagne à être connu. Il faudrait l'inviter plus souvent à la télévision.

Vracas gets MCM nod in Park Ex

by Ron Charles
Montreal Daily News

MAYOR Jean Doré isn't taking any more chances — with his party's byelection loss in mind, he was on hand yesterday to congratulate Costas Vracas, the victor at the Montreal Citizens' Movement's nomination meeting in the Park Extension riding.

"We'll have an important presence in the riding," Doré said, adding that he wanted to avoid a rerun of the MCM's embarrassing defeat in the Sault-au-Récollet riding earlier this month.

Three choices

Vracas, 52, was chosen yesterday as the MCM candidate in the May 28 byelection in Park Extension, left vacant earlier this year by former independent councillor Sofoklis Rasoulis.

Rasoulis resigned his council seat after pleading guilty to fraud.

About 900 people turned out to choose Vracas from three candidates in the nomination meeting at

William Hingston High School.

Vracas, an information officer with the Commission des Normes du Travail, beat Andreas Valkanas and Georges Manolikakis.

MCM party regulations don't allow the results of the vote to be revealed.

Vracas said he doesn't expect a repeat of the Sault-au-Récollet vote, where the Civic Party won its second city council seat.

"It's not the same neighborhood," said Vracas. "I think that was a neighborhood of *petit bourgeois* with lots of property owners and I think that had an effect on their reaction in the byelection."

Vracas said Park Ex is a different kind of neighborhood, with 42.7 per cent of the population of Greek origin and some 45 other ethnic groups living in the riding.

"I want to bring Park Extension closer to the city of Montreal or to bring the city of Montreal closer to Park Extension," said Vracas.

"The people here don't want to return to the past — they want to return to the mainstream."



Park Ex pick: Mayor Jean Doré, left, and byelection candidate Costas Vracas yesterday.



M. Costas Vracas reçoit les félicitations du maire Jean Doré.

PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Costas Vracas candidat du RCM dans Parc-Extension

AGNÈS GRUDA

■ Au terme d'une assemblée d'investiture trilingue, le Rassemblement des citoyens de Montréal a choisi hier M. Costas Vracas comme candidat à l'élection partielle dans Parc-Extension.

Cette élection, qui aura lieu le 28 mai, vise à combler le siège laissé vacant par la démission du conseiller indépendant Sofoklis Rasoulis, reconnu coupable de fraude en février.

Trois aspirants-candidats se faisaient la lutte pour l'investiture du RCM dans ce district très cosmopolite, où la communauté grecque représente 42 p. cent de la population.

M. Vracas, un historien de 52 ans, a remporté le vote après un deuxième tour de scrutin par une majorité de quelque 70 voix. Ses adversaires, Andreas

Valkanas et George Manolikas, se sont ralliés au vainqueur après l'annonce des résultats.

En obtenant l'investiture du RCM, M. Vracas a hérité d'un défi de taille: tenter de renverser la vapeur à la suite de la cuisante défaite du parti dans le district de Sault-au-Récollet, à l'élection partielle du 9 avril.

Le défi est d'autant plus important que le RCM n'a encore jamais été élu dans Parc-Extension, et que son association locale y était à toutes fins utiles inactive. Un blitz de recrutement mené au cours des dernières semaines a permis de gonfler ses rangs à quelque 2000 membres.

D'ici le 28 mai, M. Vracas compte convaincre la population du quartier qu'il vaut mieux joindre la majorité au conseil municipal, plutôt que d'être représenté par un mouvement « marginal. »

C'est également l'invitation qu'a lancée à l'assistance le maire Jean Doré, qui a dit voir un signe très positif dans le fait que les deux adversaires du candidat se soient ralliés à M. Vracas.

La candidate du Parti civique, Mme Pota Roumeliotis, qui a été choisie il y a une semaine, n'a pas eu la même chance: son adversaire Angelos Diacoumacos a l'intention de briguer les suffrages à titre d'indépendant.

Hier, un peu plus de 800 personnes ont voté au premier tour de scrutin, et près de 500 sont restées pour le second tour.

L'assemblée d'investiture s'est déroulée à la cafétéria de la polyvalente William Hingston, rue Saint-Roch, près de Querbes. Les trois candidats ont fait des discours trilingues — en grec, en français et en anglais. Dans l'assistance, le grec était nettement prédominant.

H-PC-220 J



Mayor Jean Doré supports the city's ethnic character.

Action is needed, not words

It was heartening to see Montreal's municipal administration, including Mayor Jean Doré, proclaiming support for the multi-racial and multi-ethnic character of Montreal (*Gazette*, April 8).

The administration also agrees with the Universal Declaration of Human Rights, international conventions on non-discrimination and equality, and the Quebec Charter of Human Rights and Freedoms guaranteeing *all* persons full recognition and exercise of their rights and liberties.

They are encouraging Mont-

realers to respect human dignity and rights. And along with the United Nations, they proclaimed March 21 as the International Day for the Elimination of Racial Discrimination.

All of this is most commendable. But I want to see the day when there are more black bus drivers, Oriental policemen and other members of our community working for municipal governments on the island of Montreal. I do not see commendable hiring practices at any city hall or government office.

E. KNIGHT
Dollard des Ormeaux

Deux coops d'habitation se construiront comme prévu...

*...malgré l'opposition
des proprios voisins*

MARIANE FAVREAU

■ En bordure de la rue Fonteneau, face au terrain vague où s'érigeront leurs immeubles, deux coopératives d'habitation faisaient connaître hier leur satisfaction devant la conclusion de leur dossier, à l'hôtel de ville.

Le plan d'ensemble où s'inscrivent leurs immeubles, avait soulevé l'opposition des propriétaires déjà établis autour. Et cela, à cause de la quantité de logements qui seront érigés dans un espace relativement restreint, et dans un secteur réservé jusque-là aux résidences unifamiliales ou aux duplex.

Le projet comptera 147 nouveaux logements, dont une partie en HLM et une autre confiée à l'entreprise privée. Les deux coopératives, Villa Nobert et Les Espaces verts, comprendront chacune 30 logements, repartis en quatre petits bâtiments de sept et huit logis.

Les travaux de construction doivent commencer au mois d'août et l'occupation des lieux est prévue pour mai 1990. Il s'agit de deux projets d'environ \$2,5 millions chacun.

« Nous comprenons que les gens des rues voisines ne s'opposent pas à la venue des coopératives, disait hier Mme Claire Saint-Arnaud, chargée de projet. Mais certaines de leurs recommandations remettaient en cause la réalisation de nos projets. » Par exemple, les voisins demandaient de réduire à deux étages les immeubles de trois étages et demi, ce qui n'était pas possible avec les budgets alloués.

« Les membres des coops sont conscients du travail de bon voisinage qu'il reste à faire, indiquait Mme Saint-Arnaud, entourée de coopérateurs. Mais tous ont la volonté d'en arriver à une intégration en douceur. »

Contrairement à ce que certains pourraient croire, les logements en coopérative ne sont pas vraiment bon marché. Les loyers fixés par la SCHL pour les deux projets sont de \$430 pour un logis comprenant une chambre; \$490 pour deux chambres; \$535 pour trois chambres; \$550 pour quatre chambres.

Toutefois, 16 des 60 logis seront subventionnés, les locataires ne payant alors, en loyer, que 25 p. cent de leurs revenus. Le projet comprendra quatre logements adaptés pour handicapés.

Il reste encore 26 logements à attribuer à ceux qui sont intéressés par la vie coopérative. On peut se renseigner auprès de Mme St-Arnaud, aux Services à l'habitation Hochelaga-Maisonneuve. Elle assure que les coopératives « créent un sentiment d'appartenance chez les gens qui y habitent. Et la qualité la plus appréciée en coop est le respect des autres, garantie qu'ils bâtiront ensemble un milieu de vie agréable ».

Un maire trop peu démagogue?

MARCEL ADAM

Ce qui distinguait depuis le début l'émission de Robert Guy Scully et me la faisait préférer à plusieurs autres, c'est qu'on y traitait les questions en profon-



deur et qu'on laissait aux invités le temps de s'expliquer. Les personnalités politiques, par exemple, étaient amenées à y traiter de la chose publique autrement que dans sa seule dimension politicienne de la lutte pour le pouvoir.

Est-elle en train de changer avec le nouveau format? Je ne saurais dire, la regardant moins assidûment depuis un certain temps. Mais je serais porté à le croire si je ne me basais que sur la dernière émission.

Observant le manège de l'animateur avec son invité, le maire de Montréal Jean Doré, je me demandais s'il n'avait pas choisi la voie de la facilité plutôt de continuer de faire l'école.

L'orientation de l'entrevue et la nature des questions donnaient

la nette et désagréable impression que M. Scully reprochait au maire Doré de n'être pas assez démagogue.

Et pour démontrer qu'il a un sérieux problème de perception à résoudre il a parlé de l'absence de grands projets qui frappent l'imagination; il lui a rappelé son absence durant l'inondation d'un certain 14 juillet; il lui a reproché (erronément) de n'avoir pas assisté aux funérailles de René Lévesque; il a évoqué la défaite du RCM dans Sauli-aux-Récollets.

Après lui avoir cité l'exemple du maire Koch, de New York (celui qui, à l'annonce d'un crime crapuleux s'écrie en public qu'il aimerait plonger le coupable dans la grande friture), il a suggéré carrément que sa réaction, beaucoup plus réservée, lors du meurtre d'un jeune homme dans un autobus, était beaucoup trop rationnelle à son goût.

M. Doré a expliqué que dans des circonstances aussi tragiques, il préfère commenter l'événement en le plaçant dans une perspective sociale plus large que de simplement exciter l'émotion de la population en affichant la sienne sans retenue.

L'animateur a dit comprendre ses raisons mais lui donner tort, politiquement, car les gens atten-

dent de leurs dirigeants qu'ils réagissent comme eux à un événement qui suscite une grande émotion populaire.

M. Doré a répondu sèchement que la démagogie n'était pas son genre et qu'il assumerait la responsabilité de ses attitudes devant l'électorat.

Je voyais se dérouler cette entrevue en rase-mottes et je n'en croyais pas mes oreilles. N'y avait-il rien de plus important à discuter avec le maire de Montréal que son prétendu problème d'attitudes mal accordées avec le sentiment populaire?

Au surplus l'entrevue me semblait porter complètement à faux en se concentrant sur la prétendue négligence du maire à poser des gestes populaires. Si la popularité de M. Doré était depuis plusieurs mois en chute libre, je comprendrais que quelques questions portant sur des problèmes d'image qui aideraient à expliquer un tel désenchantement de l'électorat. Mais je ne sais pas que les sondages annoncent la fin prochaine de l'histoire d'amour qui semble exister entre les Montréalais et Jean Doré.

L'orientation de l'entrevue aura finalement permis au maire de se donner le beau rôle en se montrant au-dessus de la déma-

gogie, alors qu'en réalité certaines défaillances à ce chapitre montrent qu'il n'est pas tout à fait un saint. En plus de recevoir en bonus un joli compliment du professeur Laurent Picard qui a dit qu'il fallait un certain courage pour adopter une stratégie qui ne rapportera qu'à long terme.

L'entrevue portait à faux pour une raison. Elle induisait à penser qu'un problème de perception est l'affaire exclusive des politiciens. Alors qu'on pourrait arguer que les médias y sont généralement pour beaucoup puisque c'est essentiellement par eux que les gens se font une opinion sur la chose politique.

Une mauvaise perception de la réalité constitue un problème d'autant plus sérieux que les médias sont généralement plus prompts à accabler les politiciens qu'à chercher, à la modifier en s'efforçant d'en présenter une image plus juste.

Si en politique la perception est plus importante que la réalité, comme le veut cette idée reçue, c'est parce que les médias obligent en quelque sorte les politiciens d'agir en fonction d'une réalité déformée en étant trop exclusivement des critiques de théâtre, au détriment de leur mission de traduire la réalité.

Montréal veut devenir la première ville touristique du pays d'ici dix ans

Sylvain Blanchard

DOUBLER d'ici dix ans l'achalandage touristique à Montréal. Tel est l'objectif de l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal pour la prochaine décennie.

« Montréal doit devenir la première destination touristique du pays et la ville canadienne où le taux de croissance en cette matière soit le plus élevé », écrit l'organisme dans un long rapport remis hier à la presse.

C'est M. Alain Cousineau, nouveau président du conseil d'administration de l'Office, qui aura la tâche de relever cet ambitieux défi.

M. Cousineau connaît très bien l'industrie touristique montréalaise. Il a présidé le comité chargé de la planification stratégique du développement touristique à Montréal et de nombreuses études sur l'opérationnalisation de la relance touristique de la métropole. Mais il ne sera pas seul. Tout une pléiade de spécialistes en tourisme viendront se joindre à lui au cours des prochaines mois, notamment pour préparer le grand rendez-vous de 92 avec les célébrations du 350^e anniversaire de Montréal.

Ce grand brassage d'idées et de projets ne se fera évidemment pas sans argent. L'ensemble des partenaires publics et privés de l'Office se sont déjà mis d'accord pour doter l'organisme de moyens financiers accrus. Sans connaître les sommes exacts, on sait déjà que la Ville de Montréal injectera un montant « significatif » au cours de l'année. Tout comme la Communauté urbaine, qui fera connaître sa contribution additionnelle « très bientôt ».

À l'Office, on croit que ces fonds supplémentaires seront cependant insuffisants pour lui permettre d'atteindre son objectif. L'organisme

étudie donc la possibilité de faire contribuer les visiteurs montréalais à l'effort de promotion touristique. Comment ? En créant un fonds d'investissement collectif, comme il en existe dans la plupart des États américains avoisinantes. À Boston et New York, un tel mécanisme existe par le biais de taxes d'achalandage qui sont respectivement de 9,7 et 13,25 %. On estime qu'à Montréal un tel impôt rapporterait plus de \$ 6 mil-

lions chaque année.

Tous les principaux intervenants du milieu touristique sont impliqués dans cette grande démarche. Que ce soit le maire de Montréal, le ministre du Tourisme du Québec, les présidents de la CUM, de la Chambre de Commerce de Montréal, du Bureau de Commerce de Montréal et de l'Association des Hôtels du Grand Montréal, toutes ces personnes ont eu leur mot à dire dans l'élaboration de ce

projet qui doit faire de Montréal rien de moins que la destination touristique préférée des Canadiens.

Le processus de consultation qui a abouti à la conférence de presse d'hier s'est enclenché il y a plusieurs mois. En janvier 88, le comité chargé de l'élaboration de cette politique de relance touristique déposait un premier rapport, lequel pris la forme d'un énoncé de politique en juin dernier.



L'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal veut faire de Montréal la destination touristique préférée des Canadiens.

Hotelmen reject Doré's room-tax proposal

By LEWIS HARRIS
of The Gazette

Mayor Jean Doré's proposal of a 3-per-cent tax on hotel rooms in the greater Montreal area got an immediate thumbs-down from hotel owners yesterday.

"We're definitely opposed to such a tax," André P. Jean-Richard, executive vice-president of the Province of Quebec Hotelkeepers' Association, said in an interview.

"A new tax would hurt our competitive position with our neighbors in Ontario and in the United States," he said, noting that an 8-per-cent room tax was abolished in 1978 "specifically to make our hotel industry more competitive in the North American market."

Doré proposed the new tax at the annual meeting of the Greater Montreal Convention and Tourism Bureau. He said the revenue — about \$6 million a year — would be used to

double the bureau's \$5-million budget for tourism promotion.

The tax money "would go entirely and exclusively to the financing and promotion of tourism," he said. It's the only way for the city and bureau to meet their goal of doubling the number of tourist visits to Montreal in the next 10 years.

Ottawa and Toronto already levy room taxes of 5 per cent, Doré said. Boston has a 9.7-per-cent tax and New York's is 13.25 per cent.

Alain Cousineau, chairman of the bureau's board, said there is a consensus among the bureau's 525 members in favor of such a tax. But he acknowledged that bureau members who are hotelkeepers disagree.

Any decision to levy the tax would have to be made by Quebec Tourism Minister Michel Gratton and the tax would have to be province-wide, he said.

Gratton aide Pierre Laramée said the matter is under study.

Montréal peut attirer deux fois plus de touristes

GEORGES LAMON

■ Le maire de Montréal a soutenu hier, devant quelque 400 participants au déjeuner-causerie de l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal (OCTGM), que la ville doit doubler le nombre de ses touristes (six millions en 87-88) dans les dix prochaines années pour en faire « la première destination touristique au Canada ».

M. Doré a précisé qu'ajouté à l'injection de \$3 millions dans l'OCTGM, cela permettra de créer 16000 nouveaux emplois directement reliés au tourisme, en plus des 45000 emplois indirects. Selon le maire, l'industrie du tourisme est « nettement sous-financée ».

Et, du même souffle, il a annoncé que les opérations de la Commission d'initiatives et de développement économique de Montréal (tourisme) seront transférées à l'OCTGM pour ainsi unifier les efforts dans ce secteur.

Par ailleurs, M. Doré est revenu à la charge avec son projet d'imposition d'une taxe de trois p. cent sur les chambres d'hôtel qui serait destinée à la relance de l'industrie touristique dans l'agglomération montréalaise. Les revenus de cette taxe, estimés à environ \$6 millions, iraient « entièrement, exclusivement et intégralement au financement de la promotion touristique », sans affecter la compétitivité des hôteliers.

« Une taxe semblable et nettement supérieure est déjà en vigueur partout ailleurs au Canada et dans la majorité des villes américaines, a noté M. Doré. A Ottawa et à Toronto, elle est de cinq p. cent, à Boston de 9,7 p. cent et à New York de 13,25 p. cent plus deux dollars. »

M. Doré n'a cependant pas indiqué si cette question de taxe faisait l'objet d'un consensus dans l'ensemble de la communauté. Il n'en demeure pas moins que les hôteliers de Montréal, craignant qu'elle ne fasse fuir les congressistes, ont déjà manifesté leur désaccord.

Au bureau du ministre du Tourisme, M. Michel Gratton, à Québec, on admet que cette déclaration « n'est pas une surprise, puisqu'on savait que ça s'en venait ». Mais on préfère prendre connaissance des réactions du milieu avant de se prononcer.

Une fois son discours livré, le maire Doré, qui devait participer au caucus du RCM, a fui, par la porte arrière de la salle, la meute de journalistes qui le pourchassaient pour obtenir des explications. Il s'est contenté de répondre laconiquement: « Vous le verrez ».

C'est à M. Alain Cousineau, nouveau président du conseil d'administration de l'OCTGM et aussi directeur général de SECOR, qu'est donc revenu la tâche de répondre aux journalistes.

M. Cousineau s'est dit satisfait de l'augmentation légère mais encourageante du tourisme à Montréal l'an dernier. Il a toutefois rappelé que Montréal est la seule ville importante en Amérique du Nord à ne pas imposer de taxe sur les chambres d'hôtel. « Il faut savoir que 85 p. cent des offices de tourisme en Amérique du Nord sont financés par une telle taxe, a insisté M. Cousineau; elle représente 60 p. cent de leur budget d'exploitation. »

TOURISME: UNE TAXE SPÉCIALE!

Le maire Jean Doré a proposé hier que les touristes paient une taxe spéciale sur les chambres d'hôtel pour financer la promotion touristique de Montréal!

Jean Maurice Duddin

Cette taxe, que le gouvernement du Québec devrait imposer car Montréal n'en a pas le pouvoir, devrait générer \$6 millions pour l'Office des congrès et du tourisme du Grand Montréal.

Cet organisme devient d'ailleurs le centre de l'organisation stratégique de la promotion de Montréal.

Le maire Doré a en effet annoncé hier, au cours d'un long discours, que les opérations de Cidem-tourisme sont transférées à l'Office auquel Montréal accordera une subvention de \$3 millions par année à compter de l'an prochain.

La nouvelle taxe devrait permettre, prétend le maire, de doubler le nombre de touristes à Montréal d'ici dix ans et de faire de Montréal la première destination touristique du Canada.

On reçoit actuellement 6 millions de touristes par an alors que Toronto compte 11 mil-

lions de visiteurs annuellement.

Après avoir livré son discours et annoncé que la seule solution pour augmenter le tourisme est la taxe de 3%, M. Doré a refusé de répondre aux questions des journalistes.

Le maire n'a donc pu indiquer si le ministre du Tourisme, Michel Gratton, approuve ou non son idée de nouvelle taxe.

Le président de l'Office, Alain Cousineau, a expliqué, en réponse aux questions des journalistes, que cette taxe est

appliquée dans 85% des grandes villes américaines.

En Ontario, cette taxe est de 5%. Dans le Massachusetts, elle est de 9,7% et à New York, elle est de 13,25% plus \$2.

La CUM versera \$ 500 000 par année à la promotion touristique

C'est douze fois moins qu'à Toronto...

FLORIAN BERNARD

■ De toutes les communautés urbaines au Canada, celle de Montréal est la seule qui, jusqu'à maintenant, ne consacre aucun budget à la promotion touristique de son territoire. Les choses vont cependant changer au cours des prochaines semaines puisque les élus seront appelés à voter une contribution de \$ 500 000 par année au nouvel Office des congrès et du tourisme du Grand Montréal.

Pour le président de la Commission d'évaluation et des finances de la CUM, M. Michel Lemay, c'est vraiment le strict minimum, surtout lorsqu'on constate que le Toronto Métropolitain verse, chaque année, de \$6 à \$7 millions à son Office de promotion touristique. «Les grandes villes nord-américaines nous font une concurrence farouche et contribuent, à coups de milliards, à attirer les touristes chez elles. Il est vraiment temps que nous devenions plus agressifs dans ce sec-

teur» a déclaré à *La Presse*, hier, M. Lemay.

Le nouvel Office des congrès et du tourisme du Grand Montréal aura besoin d'un budget annuel de l'ordre de \$12 millions pour mener à bon terme tous ses projets de relance touristique.

«Ce budget de \$12 millions est le minimum, surtout si on veut accroître de 5 p.cent par année le nombre des touristes et créer 15 000 nouveaux emplois au cours des prochaines années», a expliqué M. Lemay.

La moitié des revenus du nouvel Office des congrès et du tourisme viendra de la future taxe sur les chambres d'hôtel — à la condition que Québec approuve le projet —, mais il faudra trouver \$6 millions additionnels. La ville de Montréal a accepté de verser \$3 millions par année à l'Office. Le gouvernement du Québec, la CUM et le secteur privé seront mis à contribution pour le reste.

Même si la contribution de la CUM sera extrêmement minime, elle suscite déjà des commentaires défavorables de la part de certains maires de banlieue qui estiment que l'industrie touristique, c'est essentiellement l'affaire de Montréal. Ces réticences de la banlieue remontent à quelques années alors que l'administration du maire Jean Drapeau préférait agir seule dans le dossier du tourisme et de la culture.

Cependant, dans un document déposé hier soir devant les mem-

bres de la Commission d'évaluation et des finances, le président de l'Office d'expansion économique de la CUM, M. Stephen Bigsby, a fait valoir l'importance des retombées de l'industrie touristique pour l'ensemble des municipalités du territoire. Il a établi un lien entre la prospérité des hôtels et des restaurants et l'assiette foncière des municipalités, la création d'emplois chez les fournisseurs de services et de produits, la hausse d'achalandage du transport en commun ou de l'industrie du taxi, etc.

Selon M. Bigsby, une bonne promotion touristique engendre d'autres retombées importantes dans les domaines secondaires et tertiaires de toute l'économie régionale. Les villes qui jouissent d'une bonne réputation, grâce à leur vocation touristique, ont une longueur d'avance sur leurs concurrentes lorsque les investisseurs préparent une liste de sites propices à de nouvelles installations.

M. Lemay a justifié, hier soir, l'imposition d'une taxe de 3 p.cent sur les chambres d'hôtel en expliquant qu'il s'agit d'une pratique courante à travers le monde et que les touristes y sont habitués depuis belle lurette. Ils sont même étonnés, lorsqu'ils visitent Montréal, de constater qu'une telle taxe n'existe pas.

D'autre part, selon M. Lemay, cette taxe de 3 p.cent serait très inférieure aux taxes d'hôtellerie qui sont perçues dans les grandes villes nord-américaines; 14,1 p.cent à Seattle, 12,4 p.cent à Chicago, 13,0 p.cent à New York, 12,0 p.cent à Baltimore, 11,0 p.cent à San Francisco, 9,0 p.cent dans les villes de Floride, 11,0 p.cent au Nouveau-Brunswick, 12,0 p.cent dans le New Jersey, etc.

«Même avec cette taxe de 3 p.cent combinée aux autres taxes, les touristes continueront d'être moins imposés à Montréal que partout ailleurs en Amérique du Nord», a ajouté M. Lemay.

REPO

Montréal veut attirer deux fois plus de touristes

...EN IMPOSANT UNE TAXE
DE 3% SUR LES
CHAMBRES D'HÔTEL ?



S'IL Y A UNE
LOBIQUE, LE
"PETIT" VOUS
L'EXPLIQUERA
UN JOUR OU
L'AUTRE ...
MAIS, PLUTÔT,
L'AUTRE.

Room tax plan angers hotels in Montreal

BY ANDRE PICARD
The Globe and Mail

MONTREAL

Hotel keepers have reacted coolly to a plan by Montreal Mayor Jean Dore to impose a 3 per cent room tax to finance a tourism campaign for the city.

Mr. Dore told the annual meeting of the Greater Montreal Convention and Tourism Bureau that such a tax could raise \$6-million annually, more than doubling the bureau's \$5-million tourism promotion budget.

He outlined a plan that he said would make Montreal the "No. 1 tourist destination in Canada" within a decade. The city drew six million visitors last year, compared with 11 million for Toronto.

"We are categorically opposed to this tax," Andre Jean-Richard, executive vice-president of the 600-member Quebec Hotel Keepers Association, said in an interview.

"Why should an advertising campaign be launched solely on the backs of hotel owners? It's ridiculous," he said.

Mr. Jean-Richard said hotel keepers in the province spent \$112-million on marketing last year, more than \$20-million in Montreal. He said an 8 per cent tax similar to that proposed by the mayor was abolished in 1978 "specifically to make the industry more competitive."

Alain Cousineau, chairman of the tourism bureau, said the 3 per cent tax has the support of most members of the tourism industry, and



Jean Dore

hotel keepers would be the biggest beneficiaries of an increased number of visitors to the city.

He said that "85 per cent of tourism bureaus in North America are financed by a similar tax."

Ottawa and Toronto, for example, have a 5 per cent tax on hotel rooms, while the rate is 2 per cent in Vancouver. In Boston, the room tax is 9.7 per cent and in New York it is 13.25 per cent, he said.

The City of Montreal does not have the legislative power to impose such a tax, so it would have to be approved by the Quebec National Assembly.

Pierre Laramee, press attache to Tourism Minister Michel Gratton, said the "matter is under consideration but there will be no decision taken until there has been consultation with all sectors of the tourist industry and, in particular, hotel keepers."

Mr. Laramee added that the "proposed tax will definitely not be included in the upcoming budget."



Gazette, George Bird

Brass behind bars

Montreal Mayor Jean Doré, accompanied by Montreal Urban Community police director Alain St. Germain, gets an

insider's view of a cell in the MUC's new police Station 34 on Rachel St. E. during its inauguration yesterday. The station in

Plateau Mont Royal district, a year in construction, replaces quarters next door that were more than 90 years old.

Cop shop opens doors

MAYOR Jean Doré, left, and MUC Police Dir. Alain St-Germain examine holding cells in the new police Station 34 at 1033 Rachel St. E.

The official inauguration of the new station — which replaces an out-of-date station built in 1894 — was yesterday.

The new and modern three-storey building will be home to 140 police officers and will house Montreal fire department offices on the top floor.

Its interior is painted in pastel colors and includes an exercise room.

The cost of construction was \$2.56 million.

Daily News Photo: John Kenney



Lined up: Missing pension money led seniors to show up at Complexe Guy-Favreau.

MARIE-FRANÇOISE COALLIER - Daily News

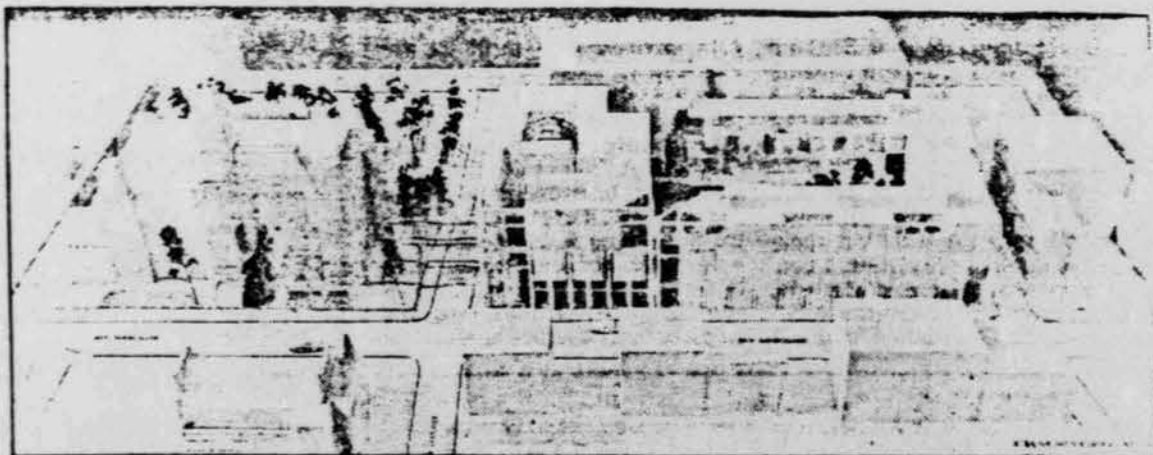
D 080 34-4

L'édifice Chaussegros-de-Léry en 1991

(I.P.) — Le projet de \$ 62 millions de Chaussegros-de-Léry, future annexe de l'hôtel de ville, comprendra environ 200.000 pieds carrés d'espaces à bureaux, un jardin d'hiver et un stationnement souterrain de huit étages. Cette phase, qui doit être terminée à l'automne 1991, sera suivie de la construction de 110 condos de luxe, de commerces, possiblement d'un centre sportif et de jardins publics et privés. L'architecte en charge du projet a présenté hier au maire de Montréal une maquette préliminaire de l'édifice qui aura une allure « contemporaine, en s'intégrant à la base culturelle et historique » du secteur.

Le Devoir, mercredi 26 avril 1989





La maquette du chantier du complexe Chaussegros-de-Léry.

PHOTO JEAN-YVES LETOURNEAU La Presse

Le complexe Chaussegros-de-Léry, en chantier, a déjà englouti \$5 millions

MARIANE FAVREAU

■ Même si cela ne se voit pas tellement, le chantier voisin de l'hôtel de ville, celui du complexe Chaussegros-de-Léry, a déjà « englouti » \$5 millions. Les responsables du projet tenaient à montrer au maire Doré, hier, comment les travaux avancent... même sans une grande excavation comme dans les chantiers plus conventionnels.

C'est que la ville y a des intérêts: par l'entremise de sa Société immobilière du patrimoine architectural (SIMPA), elle est actionnaire du projet avec Le groupe Longpré et la Fiducie métropolitaine du Canada.

De plus, une fois terminée la première phase des travaux, à l'automne 1991, l'immeuble logera les bureaux de centaines de fonctionnaires municipaux. Sans compter ceux qui utiliseront son parking souterrain de 8 étages dès la fin de l'an prochain.

Aussi, le directeur général de la SIMPA, M. Clément Demers, et les dirigeants du projet, ont-ils expliqué au maire et à M. John Gardiner, du comité exécutif, l'avancement des travaux et la technique utilisée, celle de la cloison mobile.

Comme *La Presse* l'expliquait

en février dernier, cette technique permet de monter les murs de fondation de l'immeuble sans faire d'abord une excavation générale entre les rues Notre-Dame et Saint-Louis, Bonsecours et Gosford.

On creuse une tranchée au périmètre du chantier, par sections de 20 pieds. À mesure qu'une pelle spéciale en retire la terre, la tranchée est remplie de bentonite, une sorte de boue liquide plus dense que l'eau. Ce liquide retient les parois de la tranchée qu'on prolonge jusqu'au roc, soit à quelque 90 pieds du sol.

Par la suite, à l'aide d'un tube plongeur (goulotte) on coule du béton au fond de la tranchée. À mesure que le béton s'étend et monte, la bentonite lui cède la place. Elle est récupérée en surface.

Ce n'est qu'une fois le mur de fondation ainsi installé qu'on excavera le centre du chantier pour la suite des travaux. C'est la hauteur de la nappe phréatique à cet endroit (près du fleuve) qui imposait le choix de cette technique d'origine italienne, relativement récente.

La première phase du projet, dont l'architecte choisi par concours est M. Dan Hanganu, comprend un immeuble à bureau, angle Notre-Dame et Gosford, et un parking souterrain de plus de 1 100 places. Coût prévu: \$62 millions. L'extérieur sera de pierre artificielle grise, censée faire bon mariage avec celle de l'hôtel de ville.

La seconde phase des travaux, qu'on entreprendra plus tard, prévoit des condos de luxe et des commerces. Ils occuperont le pourtour des rues Bonsecours, Notre-Dame et Saint-Louis, avec jardin intérieur et centre sportif. On en ignore le coût exact pour le moment.

Le complexe ne sera pas en retrait de la rue, comme le sont les autres immeubles de la rue Notre-Dame depuis la rue Saint-Laurent jusqu'à l'hôtel de ville. Aussi l'architecte soigne-t-il particulièrement la façade d'angle sud-ouest qui sera visible de loin. Par ailleurs, on réaménagera la rue Gosford qui sépare le complexe de l'hôtel de ville, mais elle restera carrossable.

Montréal, ville endettée

■ J'ai bien apprécié l'article paru dans *La Presse* du 4 avril concernant le surplus budgétaire de \$52,2 millions à Montréal en 88. Comme la situation semble rose depuis que Dore a remplacé Drapeau!

Tout de même, on mentionne dans cet article que la dette obligataire par habitant est passée de \$1 403 à \$1 440. Mais ça veut dire quoi, \$1 milliard, \$2 milliards de dette à long terme?

Et la part du budget affectée au paiement, les intérêts de cette dette, c'est quoi? Le financement des emprunts a coûté \$8 millions de moins que prévu, mais combien a-t-il coûté?

Est-ce que Montréal ne serait pas rongée par le même cancer

que les autres administrations publiques, c'est-à-dire, une dette à long terme qui croît constamment et dont le financement accapare une part de plus en plus grande du budget?

Et ceci, en dépit des surplus budgétaires annuels?

Gerald TREMBLAY
Jonquière

Inauguration des nouveaux locaux du poste de police 34

■ C'est en présence du maire de Montréal, M. Jean Doré, et du président du comité exécutif de la CUM, M. Michel Hamelin, qu'ont été inaugurés, hier, les nouveaux locaux du poste de police 34, situés à côté de l'ancien poste, au coin de l'avenue du Parc-Lafontaine et de la rue Rachel.

Construit au coût de \$ 2 560 000, l'édifice regroupe sous un même toit la direction du poste 34 et son personnel, soit environ 140 personnes. Le deuxiè-

me étage est également occupé par la ville de Montréal.

Dans son allocution, le directeur du SPCUM, M. Alain Saint-Germain, a rappelé que le vieil édifice, construit en 1894, avait déjà servi d'écurie pour les chevaux des policiers.

Pendant la cérémonie d'inauguration, l'aumônier de la police de la Communauté urbaine de Montréal, Champlain Barrette, a béni les nouveaux locaux.

CHAUSSEGROS-DE-LÉRY: le chantier progresse, même si rien ne paraît

Après six mois de travaux et 5 millions de dollars d'investissement, le chantier de Chaussegros-de-Léry n'a pas changé en apparence et pourtant les travaux sont grandement avancés.

Jean Maurice Duddin

Si rien ne paraît, c'est simplement parce que le promoteur, le Groupe Longpré, utilise un type de construction spéciale pour protéger tant la nappe phréatique que les immeubles environnants dans ce secteur du Vieux-Montréal.

Parce que les travaux ont lieu à côté de l'hôtel de ville et du quartier-général de la police, les ingénieurs du Groupe Longpré ont dû procéder à l'excavation d'une paroi moulée en béton pour soutenir les édifices voisins avant d'excaver la terre du site même.

L'excavation s'exécute avec de l'équipement sophistiqué pour creuser une tranchée de deux pieds de large jusqu'à 100 pieds de creux.

Pour ne pas que les parois s'effondrent avant la coulée de béton, un produit spécial, du bentonite, est mélangé à l'eau et se transforme en une boue liquide dont la densité est plus forte que celle de l'eau. Chaque fois qu'une pelletée de terre est retirée, elle est du même coup remplacée par ce liquide spécial.

La tranchée ne se remplit donc pas d'eau et les bords de la coupe restent bien en place. Des sections de 20 pieds de long seulement sont excavées à la fois.

Dès la semaine prochaine, l'excavation du site débutera puisque l'on aura complété le coulage des cloisons

moulées qui s'appuient dans le roc.

Une fois l'excavation complétée, on débutera la construction de stationnement souterrain qui pourra accueillir plus de 1100 véhicules.

Ce stationnement permettra de transformer en espace vert le stationnement Champs-de-Mars et celui en face de l'hôtel de ville.

Du côté de l'hôtel de ville, on construira un immeuble de sept étages pour accueillir des fonctionnaires municipaux.

Du côté est du projet, des condominiums seront aménagés tandis

qu'au rez-de-chaussée, sur la rue Notre-Dame, on logera des boutiques.

D'ici deux ans, les stationnements et la tour à bureaux, dont l'architecture se marie à celle de l'hôtel de ville - des pierres spéciales seront d'ailleurs utilisées et s'ajanceront à celles de l'hôtel de ville - seront complétés.

Le coût de cette partie du projet est de 62 millions de dollars.

La partie des condominiums n'est pas encore établie précisément mais les évaluations sommaires les fixent autour de 20 millions de dollars.

Au centre de ce complexe, on retrouvera un mini centre sportif avec une piscine et des jardins intérieurs.



Photos Gilles LAFRANCE

John Gardiner, membre de l'exécutif, et le maire Doré écoutent les explications que leur fournit l'architecte du projet, Dan Hanganu.



Photo Gilles LAFRANCE

Un nouveau poste 34

Les 140 agents du poste 34 du service de police de la Communauté urbaine logent maintenant dans un édifice tout neuf situé à l'intersection des rues Boyer et Rachel, sur le Plateau Mont-Royal. Le nouveau poste, dont les équipements sont modernes, jouxte la caserne de pompiers. Ce poste a coûté \$2,5 millions. Il loge également, au deuxième étage, une partie des activités du service de prévention des incendies. Le maire de Montréal, Jean Doré, le président de l'exécutif de la Communauté urbaine, Michel Hamelin, et le nouveau directeur du service de police, Alain Saint-Germain, ont inauguré le poste hier matin.

Un nouveau service pour la région de Lanaudière

L'ouverture officielle du Centre international d'accueil et de renseignements touristiques INFOTOURISTE avait lieu, récemment, au 1001 du Square Dorchester, à Montréal, en présence de nombreuses personnalités. Ce centre a pour fonctions de planifier les visites et les vacances des touristes. Ainsi, des espaces ont été prévus pour permettre à la RÉGION de LANAUDIÈRE de faire découvrir sa spécificité régionale. Les intervenants touristiques de cette région, désireux de faire connaître leur produit peuvent donc, dès maintenant, y réserver leur espace en communiquant avec LINDA MALLETTE, au (514)582-8206. Ci-dessus: MICHEL GRATTON, ministre du Tourisme du Québec, LINDA MALLETTE, de Tourisme Lanaudière et responsable du dossier Infotouriste, CHARLES BOULANGER, directeur général de Tourisme Lanaudière, JEAN DORÉ, maire de Montréal, et TOM HOCKIN, ministre d'État aux Petites entreprises et Tourisme.



4-PS-260 I

Saint-Germain prête serment

Photo Luc BÉLISLE

C'est en présence de plusieurs personnalités que le nouveau chef de police de la Communauté urbaine de Montréal, M. Alain Saint-Germain, a prêté serment d'office, hier soir. Sur la photo, Jean Doré, maire de Montréal, félicite le patron des 4,500 policiers en présence du président de la CUM, M. Michel Hamelin, et de l'ancien chef Roland Bourget. M. Saint-Germain, qui est âgé de 44 ans, entreprend un mandat de cinq ans.



Changing of the hats

by Max Harrold
Montreal Daily News

IN A ceremony fit for a prince, the Montreal Urban Community officially appointed Alain St-Germain its new police director last night.

"I intend to develop (my mandate) under the theme of greater

police efficiency but through a strict respect for the rights and freedoms of the individual." St-Germain, 44, told 200 invited guests who gathered in the ballroom of the Bonaventure Hotel.

Police officers, St-Germain said, should be seen as technical

councillors and citizens as clients, always to be given the benefit of the doubt.

As his grey-haired parents, Simone and Jean-Paul Germain and Mayor Jean Doré, looked on he swore loyalty and allegiance to the MUC.

Former police director Roland Bourget, now head of

the police force in the Quebec City suburb of Ste-Foy, symbolically ceded the director's spot by placing the top cop's golden epauletts and hat on a beaming St-Germain while the MUC Police honor guard marching in and around the room to the big band sounds of Vic Vogel's jazz orchestra.



ALLAN R. LEISHMAN

Former top cop Roland Bourget pins epaulets on successor Alain St-Germain last night.



Saint-Germain assermenté

Le nouveau directeur du service de police de la Communauté urbaine de Montréal, Alain Saint-Germain, 44 ans, que l'on voit ici en compagnie de sa femme Denise, de son fils Patrick et de sa fille Lyne, a été assermenté hier soir, en grande pompe, lors d'une cérémonie qui a réuni plus de 400 personnes. Tous les maires des municipalités de l'île de Montréal, le président du comité exécutif de la CUM, M. Michel Hamelin, ainsi que plusieurs représentants de la magistrature, de l'archevêché, de la Sûreté du Québec et des Forces armées canadiennes, entre autres, étaient présents à cette cérémonie qui s'est déroulée selon un très strict décorum.

PHOTO REMI LEMÉE, La Presse

La « fuite » laisse le maire Doré indifférent

AGNÈS GRUDA

■ Michael Wilson doit-il payer de son poste la « fuite » budgétaire de mercredi ?

Cette question, qui secoue la colline parlementaire, laisse le maire Jean Doré tout à fait indifférent.

« En ce qui me concerne, ça ne m'intéresse pas *pantoute*. Je pense que c'est un débat d'un autre siècle », a dit hier le maire de Montréal, qui était invité à commenter le budget fédéral.

« C'est un débat de parlementaires à Ottawa, ils essaieront bien de régler leurs problèmes. Quant à moi, il y a un budget sur la table, et il y a un gouvernement qui a été élu pour le présenter. Alors que le document ait été volé, ou qu'il ait été coulé... »

Et justement, ce budget, qu'en pense le maire Jean Doré ?

Rencontrant la presse hier, à l'issue d'une réunion avec le Comité régional intersyndical de Montréal, M. Doré a préféré pour le moment réserver ses commentaires, affirmant qu'il n'avait pas encore analysé la « brique » budgétaire.

Cette analyse se fera au cours des prochaines semaines, et la Ville entreprendra alors les représentations qui s'imposeront, a assuré le maire. Mais en attendant, M. Doré demeure inquiet.

Ses principales sources d'inquiétude sont les coupures chez Via Rail, ainsi que l'impact possible du budget sur le développement régional.

Les résumés du budget — seuls documents que M. Doré ait pu consulter jusqu'à hier — demeurent assez imprécis sur



Jean Doré

l'avenir du développement régional, a-t-il souligné.

Dans une brochure expliquant brièvement le budget, on affirme que l'ensemble des crédits affectés au développement régional augmentera au cours des prochaines années, mais que les budgets des organismes régionaux seront restreints à court terme.

Pour le moment, il y a là matière à interprétation, reconnaît M. Doré. Mais ce dernier craint que les décisions d'Ottawa n'affectent certains programmes, notamment ceux mis en place dans l'est de Montréal.

Le budget fédéral risque aussi, s'inquiète M. Doré, d'empêcher l'instauration de programmes semblables dans le sud-ouest de la ville. Or, ce quartier aurait lui aussi besoin d'un solide coup de pouce, ainsi que le révèle une étude rendue publique en début de semaine, et qualifiant le sud-ouest de « Terre-Neuve » de Montréal.

Doré sur ses gardes

(JMD) — Le maire de Montréal, Jean Doré, a réservé un accueil mitigé au budget Wilson.

Le maire n'a pas voulu commenter les grandes lignes du budget avant d'en connaître les tenants et les aboutissants après une analyse approfondie.

Il a salué la décision de ne pas acheter les sous-marins nucléaires de \$8 milliards. M. Doré a toutefois déploré les compressions financières dans Via Rail.

Il avait demandé que ces coupures soient reportées pour permettre à Via

de rendre publique une étude exhaustive sur l'avenir du rail au Canada. Elle doit être dévoilée en juin.

Le maire Doré demande qu'une table de concertation pancanadienne soit formée pour étudier l'avenir du rail.

Il est aussi inquiet pour l'avenir des programmes de développement régional.

M. Doré ne croit pas que le ministre Wilson devrait démissionner. «Ce n'est qu'un débat de parlementaires à Ottawa, c'est d'ailleurs un débat d'un autre siècle.»

Dictature dans l'Est

Lettre au maire Jean Doré

AU Comité-conseil d'arrondissement du Bout-de-l'Île, le 25 avril, les personnes présentes ont été estomaquées par l'attitude du président d'assemblée, M. Giovanni De Michele. Les règles les plus élémentaires de la démocratie n'ont pas été respectées.

Lorsque près d'un millier de gens signent une pétition, ont-ils le droit d'être entendus ? Lorsque près d'un millier s'insurgent contre un changement de zonage imposé par votre administration, ont-ils le droit de s'y objecter dans le but de protéger les écoliers du primaire et du secondaire juste à proximité ?

Lorsque la CÉCM a décidé de l'implantation d'une école secondaire et d'une école primaire dans ce secteur, ce fut en sachant que le boulevard Perras était zoné résidentiel.

De tous les intervenants, aucun n'a plaidé en faveur de la construction d'un centre résidentiel et commercial à l'angle sud-est des boulevards Perras et Rodolphe-Forget, dans Rivière-des-Prairies. Cependant plusieurs ont été vertement rabroués par le président d'assemblée.

Le RCM a été élu parce qu'il promettait de démocratiser les décisions de l'exécutif, qu'il promettait d'impliquer les gens. Si ce à quoi j'ai assisté est de la démocratie, pouvez-vous m'expliquer ce qu'est la dictature ?

Les membres du Conseil, faisant fi des citoyens, ont entériné le projet. Que nous restait-il à faire à ce moment-là, sinon sortir de la salle ?

Je vous demande, M. le Maire, de bloquer ce dossier, si toutefois vous avez à coeur la démocratie. L'Hôtel de Ville a-t-il le droit de bafouer le droit des citoyens pour permettre à un promoteur immobilier de s'enrichir ? Là est toute la question.

Il y a de nombreux problèmes dans l'Est. Nous sommes prêts à les résoudre ensemble, mais dans le respect de la démocratie.

— **JACQUES LÉVESQUE**

Rivière-des-Prairies, le 26 avril.

Pourquoi ne pas revoir toute la signalisation, question d'améliorer la circulation?



MARIANE FAVREAU

Pourquoi ne pas éliminer tous les virages à gauche dans les artères est-ouest comme c'est le cas pour la majorité des artères nord-sud? Ou encore ne conserver que les virages jugés absolument essentiels, mais en les dotant d'une signalisation adéquate?

De fait, pourquoi ne pas revoir la signalisation à la grandeur de la ville, question d'améliorer la circulation? Voilà le souhait d'un lecteur qui a écrit une longue lettre au maire Doré à ce propos, et qui nous en a adressé une copie.

M. Gaston Marois en a marre de se faire répéter que la question est à l'étude, toutes les fois qu'il aborde ces questions avec le maire, aux émissions de radio où ce dernier est invité. « Ce n'est pas en restant assis derrière un pupitre qu'ils (les fonctionnaires) peuvent constater les faits », dit-il.

Il donne quantité d'exemples où, comme automobiliste, il juge la signalisation mal faite: virages à gauche non protégés, virages à gauche interdits aux grandes intersections, mais permis à la rue suivante, ce qui ralentit tout autant le trafic.

Et que dire des panneaux indiquant les noms de rues, illisibles tellement les lettres sont petites (l'espace disponible étant rogné par le logo de la ville), placés tantôt à gauche, tantôt à droite. Il envie Toronto où ces panneaux sont éclairés, placés à hauteur raisonnable et aux quatre coins de l'intersection.

Il compare également la signalisation de Montréal à celle des municipalités voisines où débouchent nos rues: c'est le jour et la nuit, assure-t-il. Ce n'est pas à Saint-Léonard ou à Saint-Laurent qu'on trouverait des indications de la route 20 menant... sur la Montagne, des panneaux cachés derrière des poteaux, des feux pas du tout synchronisés, etc.

Bref, si l'interdiction du stationnement dans les artères commerciales aux heures de pointe est un premier pas dans la

bonne direction, estime ce lecteur, la révision de la signalisation en serait un autre absolument essentiel. Et l'interdiction généralisée des virages à gauche non protégés serait une bénédiction.

DES CORRECTIONS QUI TARDENT

■ C'est bien beau contester l'évaluation foncière de sa propriété et obtenir une réduction substantielle... sur papier. Mais si la ville de Montréal n'en tient pas compte sur son état de taxes suivant, à quoi cela sert-il d'avoir eu gain de cause?

C'est la question que pose une lectrice. Le Bureau de révision de l'évaluation foncière (BREF) avait réduit de \$171 000 à \$123 000 la valeur de sa propriété, le 5 décembre dernier.

Mais sur son compte de taxes de 1989, reçu en mars, la valeur de sa maison est montée à \$177 000. Elle doit à nouveau se rendre au BREF, remplir un formulaire, s'absenter de son travail pour plaider sa cause, etc. Tout cela, parce que le service municipal chargé de la taxation n'a pas tenu compte de la correction.

« Quel droit de plainte ont donc les contribuables? demande-t-elle. Celui de faire rire d'eux? De recommencer chaque année des démarches longues et coûteuses pour eux et pour la société? »

Et ce n'est pas tout. Des contribuables qui ont, comme elle, eu gain de cause l'an dernier, attendent toujours le chèque de remboursement des taxes payées en trop à la ville de Montréal.

En plus de payer des taxes, en 1989, sur une évaluation grossie par rapport au jugement obtenu en 1988, ils doivent payer ce compte avant même d'avoir reçu de la ville le remboursement de ce qu'ils ont payé en trop en 1988.

À l'hôtel de ville, on indiquait que le remboursement de taxes de 1988 ne sera fait qu'à la fin d'avril. Avec les intérêts. Ne serait-il pas plus équitable de rembourser ces sommes dans les 30 jours (délai de paiement des comptes)?

Et d'inscrire immédiatement au dossier du contribuable la nouvelle évaluation indiquée par le BREF?

FINANCES STABLES DES PARTIS

■ Les rapports financiers des partis politiques de Montréal pour l'année 1988 indiquent que les deux principaux partis sont en assez bonne position financière.

Le RCM finit l'année avec un excédent de \$165 589. Ses disponibilités à la fin de l'exercice 1988 sont de \$219 122, soit trois fois plus qu'en 1987.

C'est le seul parti à avoir recueilli des dons anonymes (qu'il reprochait tant jadis au maire Drapeau) pour \$912. Les donateurs de plus de \$100 sont beaucoup plus nombreux qu'au Parti civique, et leurs contributions sont plus importantes. Le RCM a ainsi recueilli près de \$120 000 en dons, de la part de 250 personnes.

De son côté, le Parti civique a recueilli \$36 000 de la part de 145 donateurs. Parmi les principaux donateurs, figurent le conseiller démissionnaire du parti, Germain Prégent (\$750) et l'ancien chef, Claude Dupras.

Ce parti finit l'année 1988 avec des liquidités de \$194 000. Il s'agit d'une augmentation de plus de \$86 000 sur l'année précédente. Ses revenus ont plus que doublé par rapport à 1987 pour s'établir à \$51 259, et le parti termine l'année avec un solde de \$216 261.

L'Alliance démocratique municipale de Montréal, qui était dirigée par l'ex-conseiller Sofoklis Rasoulis, reconnu coupable de fraude, termine l'année 1988 avec un fonds de \$239, après avoir dépensé \$5 000 en fournitures de bureau et \$393 en remboursement de dépenses.

Le Parti municipal de Montréal, accrédité en décembre 1987, n'a recueilli ni dépensé un sou en 1988.

CUEILLETTE DES ORDURES LE JOUR

■ Bientôt, la ville fera un essai: les vidangeurs ramasseront les ordures durant la journée, dans

De tels amas de débris disparaîtront sous peu. La grande campagne annuelle de nettoyage et de propreté de la ville commence demain.

PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, LA PRESSE

le centre-est de Montréal, et non plus le soir, comme cela se fait partout dans la ville.

Ce n'est qu'en juillet que cette expérience pourra entrer en vigueur, après le renouvellement de contrats des entreprises de ramassage des déchets. Si l'expérience s'avérait concluante, indique-t-on à l'hôtel de ville, les ordures pourraient être ainsi ramassées de jour dans la plupart des rues résidentielles.

Dans les rues commerçantes, on continuerait la collecte le soir, afin d'éviter de nuire à la circulation.

Ce changement fera sans doute le bonheur des mères de jeunes enfants et des couche-tôt. C'est qu'on éliminera ainsi une source de bruit agaçante: les camions à déchets actionnant leurs mâchoires hydrauliques au moment où tout est tranquille.

Ce nouvel horaire serait d'autant plus utile que bon nombre de résidents ne se conforment pas au règlement interdisant de déposer les ordures avant 17 h. Ils les déposent à l'extérieur le

matin, et les sacs, souvent mal fermés, ont tout le temps d'être malmenés par les animaux ou les enfants, et leur contenu souvent se repand aux quatre vents.

DE LA RUE À LA RUE

■ D'autre part, pourquoi la ville oblige-t-elle les résidents de certaines rues à mettre leurs ordures à la rue durant l'hiver, à la ruelle durant l'été? Pourquoi pas toujours à la même place et éviter ainsi les problèmes?

Ce changement saisonnier fait qu'il y a continuellement des déchets qui s'entassent dans la ruelle, l'hiver, alors qu'on ne les y ramasse pas. Et dans la rue l'été, alors qu'ils devraient se trouver dans la ruelle.

La ville envoie bien un petit billet, au printemps et à l'automne, pour aviser les résidents du changement de lieu de dépôt des ordures. Mais cet avis, peu clair, passe facilement inaperçu si on en juge par le nombre de contrevenants.

Quand ce n'est pas, comme on l'a vu cette semaine, des

éboueurs qui oublient de suivre les nouvelles directives!

Le conseiller Michel Prescott estime que et avis aux résidents devrait être beaucoup plus coloré et plus rand, de manière à forcer l'attention. On devrait aussi, croit-il, pouvoir y lire le règlement sur les ordures et les pénalités qui s'y rattachent. A son conseil d'arrondissement, M. Prescott a promis d'y voir.

Pourtant, il serait tellement plus simple que le dépôt des ordures se fasse toujours au même endroit, indépendamment des saisons. Là où les ruelles ne sont pas déneigées l'hiver, qu'on dépose ses ordures à la rue toute l'année. Comme cela, on éviterait l'entassement de déchets au mauvais endroit.

Consolons-nous: c'est demain que la ville de Montréal lance sa grande offensive printanière de nettoyage et de propreté. Chacun est invité à se débarrasser des rebuts accumulés pendant l'hiver et les équipes municipales ramasseront, aspergeront, balayeront rues et ruelles.





ANDRÉ GILBERT, un maître du karaté, a eu le plaisir de rencontrer le maire JEAN DORÉ à l'hôtel de ville de Montréal pour s'entretenir avec lui sur les arts martiaux et sur les écoles qu'il dirige aux quatre coins de Montréal.

Avenue de Gaulle

Lettre à M. Jean Doré

DANS les semaines qui suivirent le décès de René Lévesque, la Ville de Montréal décidait, en tout bien tout honneur et dans les meilleurs délais, de perpétuer la mémoire de l'ancien Premier ministre du Québec : elle rebaptisait de son nom le boulevard Dorchester, prestigieuse artère de la métropole.

Même traitement pour John Kennedy. Pourtant, combien de Montréalais se souviennent de ce que ce Président américain a fait ou dit à Montréal, pour nos concitoyens, pour les Québécois ou pour les Canadiens français. Avec le boulevard René-Lévesque, certains chuchotèrent que vous alliez un peu vite en besogne.

Ne croyez-vous pas, M. le Maire, qu'en signe de reconnaissance, et 19 ans après la mort du Général de Gaulle, il serait plus que temps d'honorer dignement enfin la mémoire de cet homme de cœur et de courage ?

Il su prendre, comme bien peu de Français ou de chefs d'État, une position généreuse et historique en faveur de ses compatriotes québécois et canadiens-français, qu'il qualifiait fraternellement de Français canadiens.

Le 22 novembre de l'année prochaine marquera le 100^e anniversaire de sa naissance. Ne serait-ce pas l'occasion ou jamais de réparer un fâcheux oubli ? Renseignements pris en effet auprès de Mme Martine Dufour de la Commission de Toponymie, il n'existe, inexplicablement, aucune place, boulevard, rue ou même minuscule ruelle portant aujourd'hui à Montréal, le nom du Général de Gaulle.

Seule une avenue prestigieuse serait évidemment à la dimension de ce géant de l'histoire contemporaine. Je vous suggérerai donc, humblement et personnellement, en tant que montréalais, l'Avenue Côte-des-Neiges, de façon à ne débaptiser, ni froisser personne. D'autres boulevards, ou artères importantes pourraient évidemment être envisagés.

— **FRANÇOIS LUBRINA**
président du Rassemblement
des Français canadiens
Montréal, le 24 avril.

AGENCE SPATIALE

Articles sur l'obtention de l'Agence Spatiale

VOIR: AGENCE SPATIALE D 32022.1

H-PF-2604

Ne touchez pas à notre parc

Lettre à M. Jean Doré

C'EST avec une consternation profonde, mêlée d'incrédulité, que j'ai appris que notre ville a l'intention d'enfourer un stationnement pour 300 automobiles sous le Square St-Louis. Consternation d'autant plus profonde que l'étude de faisabilité du projet a été confiée à une firme intéressée à l'exécution des travaux éventuels.

Le projet, parachuté sans avertissement ni consultation préalable, a provoqué un émoi considérable chez les citoyens demeurant près du Square. Vous avez déjà pu observer les premiers remous d'agitation des résidents. On ne veut pas d'altération au Square St-Louis et on s'oppose résolument au stationnement.

Le quartier est déjà gravement affecté par la cohue, les odeurs, le désordre, la saleté, le vacarme — sans parler de désordres plus sérieux encore en provenance de la malencontreuse réalisation du maire Jean Drapeau, la rue Prince-Arthur.

C'est un lieu des plus inaptes, par son exigüité dans tous les sens, à servir de foire d'alimentation et de délassement public. Augmenter l'achalandage, par la voie des facilités qu'offrirait le stationnement, tient de l'absurde et même du danger pour la sécurité publique.

Un autre facteur d'insécurité inéluctable est l'augmentation de la circulation automobile dans le quartier que causera le stationnement. Je suis le père d'une fille de 11 ans qui joue devant sa maison avec ses nombreux camarades, comme il se doit dans un quartier résidentiel, faut-il en dire plus ?

Ne touchez pas à notre parc.

— LÉO ROSSHANDLER
Montréal, le 1er mai.

Le parking au Carré St-Louis

Monsieur Jean Doré,
maire de Montréal

■ *La Presse* annonçait le 16 avril que la Ville de Montréal envisageait l'aménagement d'un stationnement sous le Carré Saint-Louis pour solutionner le « problème causé par la popularité des restaurants de l'avenue Prince-Arthur et l'attraction de la rue Saint-Denis » et, à cette fin, mandatait la firme A. Janin pour mener une étude de faisabilité du projet.

Cette initiative soudaine de la Ville soulève de nombreuses interrogations autant sur les objectifs de la Ville que sur les processus décisionnels.

Sur le plan de l'aménagement urbain, la question se pose de savoir si la Ville considère le quartier comme simple support au commerce des restaurateurs du secteur de l'avenue Prince-Arthur et des loisirs des visiteurs majoritairement banlieusards, ou comme un quartier prioritairement résidentiel. (...)

La qualité de vie des résidents du quartier, déjà durement éprouvée par le bruit, l'encombrement et la circulation, doit-elle subir une détérioration supplémentaire en encourageant l'afflux d'une clientèle dont le nombre s'avère déjà problématique tant pour la Ville que pour ses résidents?

(...)

Il appartient au Service d'urbanisme, au Comité de sauvegarde du patrimoine et aux représentants municipaux de s'assurer que la solution au « problème causé par la popularité des restaurants de l'avenue Prince-Arthur... » s'inscrive dans une perspective historique du développement de la Ville et de démontrer à la population, d'une part, qu'il est encore possible de vivre « en ville » et, d'autre part, que les résidents ont droit à autant de considération que les quelques commerçants et nombreux « touristes » concernés.

MARIO LARIVIÈRE
Architecte

City ignores residents

Congratulations to Greta Chambers for articulating (Column, "Rudderless city hall lets Montreal drift," April 20) some of the problems faced by Montreal residents.

Past Montreal administrations have not given Montrealers' needs priority over the demands of those who use our city, but who reside in separate bedroom municipalities. Disappointingly, the present Doré administrator either has not recognized the conflict of interest or has chosen to ignore it.

Permits for 30-plus storey buildings that will affect the lives of resident Montrealers are granted without public consultation or impact studies.

Interloping film companies and festival organizations seem to be able to disrupt the lives of Montrealers at will, yet a citizen trying to have garbage removed or trying to gain priority parking on his street is faced with an indifferent bureaucracy.

Arcades and strip bars proliferate, while no new green space is created for children in high population density areas and much crime goes unsolved.

It is time for the City of Montreal administration to give priority to its own residents.

ROBERT C. HALPIN
Montreal

René Paquet, président de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain, sera l'invité de la Chambre de commerce de Montréal lors de son déjeuner-causerie du 11 mai, à midi, à l'hôtel Le Méridien de Montréal. Le maire *Jean Doré*, de Montréal, se fera un plaisir d'accueillir son collègue de Québec, *Jean Pelletier*. Renseignements: 288-9090.

Ahuntsic shuns MCM fund drive

by Robert Quintal
Montreal Daily News

ANOTHER rift surfaced in Jean Doré's MCM party yesterday when Ahuntsic councillor Pierre Bastien announced he supports a decision by his district's executive committee to boycott the party's current fund-raising campaign.

In an interview with the *Daily News*, Bastien accused the MCM of favoring "grand projects at the expense of the very down-to-earth needs of people in my district and elsewhere in the city."

While not a member of his north-end district's executive committee, Bastien has attended all of its meetings, including one on April 21 when the decision to boycott the fund-raising campaign was adopted.

"I've had to rally around some of the committee's decisions in the past, which I didn't necessarily agree with," the councillor said.

"But that wasn't the case this time. Their decision strikes me as a good idea, which I hope will send a clear message to party leaders."

Enraged

Bastien said he was particularly enraged at the lack of concern shown by the MCM administration for his district's most crying needs.

"There are some very serious problems with traffic and parking in this part of town, to name just two," the councillor noted.

"And these problems have grown worse as motorists have looked at alternative routes to Laval.

"Yet, despite several requests on my part and on the part of area residents, we're still no better off now than we were two or three years ago."

The councillor said he didn't think his stance would make his position more difficult within the MCM caucus.

"I can't see how my position could be more difficult than it has been in the last two or three years," he said.

"One thing's for sure — my position as an MCM member has certainly never given me any advantage."

Not quitting

While somewhat disillusioned, Bastien insisted he had no intention of quitting the party.

"I intend to fight this battle from within," he said.

Bastien said he fully intends to be an MCM candidate in the next municipal elections, adding the cancellation of the fund-raising campaign in his district would have a minimal impact on his re-election chances.

"We have a solid bank account and one of the biggest and most active MCM memberships in the city," he said.

"We should more than make up for the lost funds in next year's fund-raising campaign."

Bastien's open criticism of the Doré administration comes less than four months after MCM councillors Sam Boskey, Marvin Rotrand, Pierre Goyer and Pierre-Yves Mélançon mounted a mini-rebellion against their party's leadership.

The four were expelled from caucus.

Le RCM du district Ahuntsic boycotte la campagne de financement du parti

L'administration Doré ne fait rien pour le quartier

AGNÈS GRUDA

■ Insatisfaite du sort fait à son quartier par l'administration Doré, l'association locale du RCM dans le district Ahuntsic a décidé de boycotter la campagne de financement du parti.

Cette nouvelle manifestation de grogne au sein du RCM reçoit l'appui du conseiller municipal Pierre Bastien.

«On dirait que pour l'administration municipale, tout ce qui se trouve au nord de la Métropolitaine ne fait plus partie de Montréal», a-t-il déploré hier.

La décision de ne pas participer à la campagne de financement a été prise lors d'une réunion de l'exécutif du parti, à la fin avril. Elle a été communiquée hier aux médias locaux.

M. Bastien affirme ne pas vouloir partir en guerre contre l'administration Doré; il n'entend pas non plus joindre les rangs des dissidents.

Mais il n'en compte pas moins employer dorénavant des moyens plus «agressifs» pour faire valoir les besoins de son quartier à l'hôtel de ville.

Plusieurs dossiers importants

pour Ahuntsic — problèmes de circulation, réfection des trottoirs du boulevard Gouin, stationnement près des stations de métro — sont bloqués depuis des mois dans la machine municipale. Et selon M. Bastien, il ne semble y avoir aucune volonté politique pour corriger la situation.

«Lorsque nous avons fait, comme les autres associations du RCM, le bilan des réalisations de l'administration dans notre quartier, nous sommes arrivés à zéro», a expliqué M. Bastien, ajoutant que le programme triennal de la ville ne prévoit que quelques miettes pour les citoyens d'Ahuntsic.

Selon M. Bastien, les dirigeants municipaux s'imaginent, à tort, qu'Ahuntsic est un quartier privilégié. «Quand je dis à M. Gardiner qu'il y a des itinérants dans Ahuntsic, il part à rire...»

L'an dernier, le district d'Ahuntsic avait fourni \$4000 aux caisses du parti. «Mais nous n'avons pas l'intention de payer, alors que nous ne recevons aucun retour sur notre investissement», affirme le conseiller Bastien.

Pourquoi s'en prendre au parti quand on a des reproches à formuler à l'endroit de l'administration municipale?

«Le RCM a une part de responsabilité, et il est capable de montrer les dents.»

Une autre association du RCM, celle de Pointe-Saint-Charles, a longuement flirté avec l'idée de quitter le parti, pour finalement décider, lors d'une réunion récente, de ne pas faire le saut.

CENTRE CANADIEN D'ARCHITECTURE

Mis sur pied par Phyllis Lambert

Inauguré le 7-5-1989 en présence du maire de Montréal,
Jean Doré, le premier ministre du Canada, Brian Mulro-
ney et du premier ministre de la Province de Québec, Ro-
bert Bourassa

VOIR: RENE-LEVESQUE, Boulevard

R 3165.2
(1923 ouest)

Le remorquage d'autos sur des parkings privés: un problème réglé



MARIAME FAURIAU

Depuis que la Ville de Montréal a adopté un règlement pour civiliser le remorquage, on n'entend pratiquement plus parler de conflits entre automobilistes et compagnies de remorquage.

Peut-être les premiers ont-ils appris que tous les terrains de stationnement ne leur sont pas ouverts en tout temps. Et les seconds, à fonctionner dans les limites qu'on leur a tracées. Le règlement municipal fixant les tarifs, la distance de remorquage et les modalités de remise du véhicule s'applique depuis un peu plus d'un an (1er mars 1988).

La municipalité n'a reçu, depuis lors, aucune plainte sur le travail des compagnies de remorquage.

De plus, la Ville s'est donné le pouvoir de distribuer des contraventions aux automobilistes qui garent leur voitures dans des parkings privés. Et elle l'a fait savoir aux propriétaires de stationnement privés.

Si bien que plusieurs entreprises (des institutions d'enseignement, des commerces, des banques, des centres commerciaux, des hôpitaux) ont demandé à la Ville de patrouiller systématiquement leur parking.

«Ce à quoi nous consentons si des affiches de dimensions appropriées soulignent le caractère privé du terrain! Nous ne voulons pas créer de sourcilères», préche l'assistant directeur du service de l'approvisionnement et des services, M. Guy Hébert. Les contraventions sont de \$ 30, comme sur la voie publique.

Dans d'autres cas, la Ville intervient sur appel du propriétaire pour distribuer des contraventions. À l'occasion, dit M. Hébert, la Ville peut remorquer des voitures garées sur un terrain privé, notamment si leur présence peut menacer la sécurité publique ou si elles obstruent la réception des marchandises dans des commerces.

L'OPPOSITION S'ORGANISE AU CARRÉ SAINT-LOUIS

Les résidents du Carré Saint-Louis, tout comme un grand

nombre de Montréalais, sont furieux que l'administration municipale envisage de construire un parking sous ce square.

Suscitant d'abord l'incrédulité, le projet divulgué dans cette chronique à la mi-avril a subéquentement mobilisé les opposants.

Un comité pour la préservation du square est à l'oeuvre. Il a l'appui de deux groupes voués à la protection du patrimoine montréalais, Héritage Montréal et Sauvons Montréal. Une pétition d'opposition au projet, lancée la semaine dernière, compte déjà plus 700 signataires. Et des commerçants l'endossent.

Les arguments s'accroissent pour tuer dans l'oeuf toute velléité de la Ville de persister dans cette affaire: le square Saint-Louis, situé rue Saint-Denis, un peu au nord de la rue Sherbrooke, a été rénové à grands frais voici quelques années. L'aménagement de la fontaine a coûté \$ 200 000 à lui seul.

Et l'on ne creuserait pas un parking au-dessous sans couper ou anémier les arbres, ni sans abîmer le square aménagé sur un plateau d'argile d'une soixantaine de pieds d'épaisseur. Vouloir construire là-dedans nécessiterait de gros travaux, soutiennent des protectionnistes qui se souviennent des problèmes du creusement du tunnel de la rue Berri, à la même hauteur.

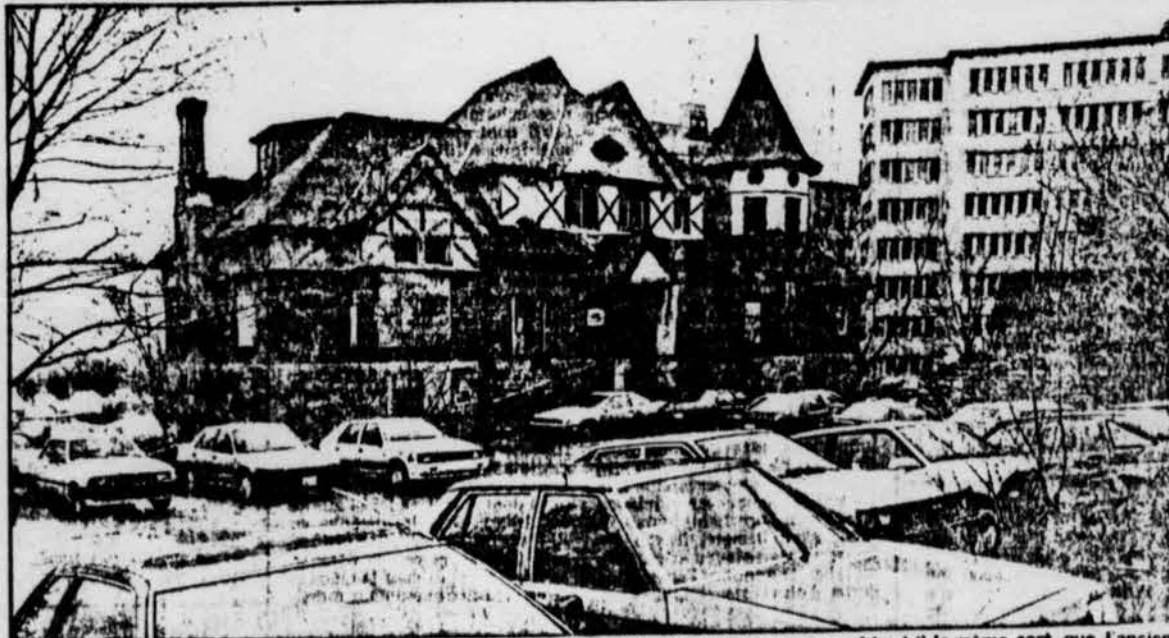
Autres arguments contre le projet: les rampes d'accès, les cages de ventilation qu'on craint de voir dans le parc, le surcroît de circulation automobile dans le secteur. Sans compter la stimulation éventuelle de pareil stationnement souterrain pour la criminalité. Ou la prostitution chassée du secteur à grands coups de «sens uniques».

Un membre du comité de préservation, Mme Jacqueline Blouin, soutient que cette affaire «contrevient à tous les objectifs énoncés par l'équipe Doré qui, pendant les élections, promettait la consultation, le respect de l'environnement et de la qualité de vie des résidents, ainsi que la promotion du transport en commun».

L'administration bravera-t-elle une telle levée de bouclier? L'étude de faisabilité de \$ 29400 qu'elle a commandée ne sera-t-elle que gaspillage?

UN SIMOUN SUR LA VILLE

Depuis la fonte des neiges, on



L'ancien manoir du Montreal Hunt Club, entouré des parkings de l'hôpital Sainte-Justine, subira-t-il le même sort que l'ancien hôtel Queen? La Société d'histoire de Côte-des-Neiges en demande le recyclage... avant qu'il ne soit trop tard. PHOTO JEAN COUPRI, LA PRESSE

croirait parfois qu'il souffle sur la ville d'exotiques tempêtes de sable. Reliquet des abrasifs utilisés l'hiver, ce sable bien réel s'ajoute aux saletés et poussières habituelles pour composer une répugnante macédoine qui s'accumule en bordure des rues.

Et on a l'impression, observe un lecteur intrigué, que les engins nettoyeurs de la Ville, qui passent pourtant quatre fois par semaine, sont impuissantes à la faire disparaître.

Il reproche à ces balayuses d'étendre simplement la poussière au lieu de l'absorber. «Elles la prennent au bord de la rue et la dispersent sur une largeur équivalente à celle de leurs balais en l'aspergeant de quelques gouttes d'eau», constate-t-il. Les voitures n'ont plus qu'à la soulever de nouveau dans de beaux tourbillons.

«Mais la rue sera propre à la fin de l'été: on aura tellement brassé la poussière qu'elle se sera logée dans nos résidences!» dit le critique avec sarcasme.

Il préconise plutôt l'utilisation des camions-citernes qui arrosent la rue à partir de son milieu.

L'eau s'évacue alors massivement vers la rigole, emportant vers les égouts et la disparition la saleté recueillie au passage. Ce système présente l'avantage de fonctionner sans perturber le stationnement.

UN MANOIR EN PÉRIL

«Le manoir du Montreal Hunt Club connaîtra-t-il le triste sort de l'hôtel Queen?» C'est la question que pose à l'administration Doré la Société d'histoire de la Côte-des-Neiges.

Le groupe s'intéresse depuis plusieurs années à ce bâtiment patrimonial situé au 3215 de la Côte-Sainte-Catherine, en face du collège Brebeuf, au fond d'un stationnement de l'hôpital Sainte-Justine.

Ce cottage imposant a servi de lieu de rendez-vous au plus ancien club de chasse à courre d'Amérique (fondé en 1826). Il appartient à l'hôpital Sainte-Justine par le biais de la Fondation des amis de l'enfance. Sa présence empêche, depuis plusieurs années, le réaménagement d'un stationnement et même une construction nouvelle.

La société d'histoire rappelle que le manoir, construit en 1898, s'inscrit dans le périmètre protégé du mont Royal. Elle craint toutefois qu'on invoque des raisons de sécurité pour en autoriser un jour la démolition.

Cette démolition a d'ailleurs été déjà refusée au début des années 80 par l'administration Drapeau-Lamarre... tout comme celle de l'hôtel Queen avant le contre-ordre... Le pavillon du club de chasse est de style néo-Queen Anne, style dont il existe peu d'exemples ici.

Le président de la Société d'histoire de Côte-des-Neiges, M. Pierre Ratet, demande donc à la Ville d'assurer le recyclage de ce bâtiment. Ou encore son déplacement, comme on l'a fait pour une maison de pierre de la rue Decelles en 1958.

M. John Gardner, du comité exécutif de la Ville, observe que la décision dépend de plusieurs facteurs, le degré de détérioration au premier chef.

Mais il signale que le service de l'habitation et du développement urbain, en collaboration avec la SIMPA (Société immobili-

ère du patrimoine architectural), indiquera sous peu la solution préférable à l'administration municipale.

LE MONTRÉAL DES COMIQUES

Impossible de passer sous silence le dernier numéro de la revue «Croc», un spécial «Montréalaid»! En prime, une carte originale de la ville où sont identifiés divers «monuments» comme l'Express, le Club Soda, l'hippodrome Blue Bonnets (piste de course dont le cheval est mort), le vélodrome (mélange de piste cyclable à la Doré et de folie des grandeurs de Drapeau), etc.

On analyse l'âme montréalaise dans divers articles. On y apprend que le plus détestable, chez un Montréalais, «est sa manie de jeter sur le reste de la province un regard de grand propriétaire».

On trouve également une petite liste «des espèces désagréables» qui habitent la ville, depuis les branchés jusqu'aux Noirs anglophones. De quoi faire dresser les cheveux de tous les commissaires des droits de la personne.

LA PRESSE, MONTRÉAL, DIMANCHE 7 MAI 1989

LE PUBLICITÉ-CLUB REND HOMMAGE PAR DEUX FOIS À LA CEQ



Serge Tougas, de Communications bleu, blanc, rouge inc., a remporté un Coq d'or dans la catégorie «Télévision» (plus de 30 secondes) pour un message conçu pour la C.E.Q., représentée par Louise Blanchard.



André Blanchard, de la firme Allard-SMW et Associés inc., a reçu le Coq d'or dans la catégorie «Campagnes institutionnelles d'entreprises». Il est félicité par Rolland Bernard, vice-président de la Banque royale du Canada.



Hughes Marquart et Jean Gamache, de BCP Stratégie-Créativité inc., ont remporté la palme dans la catégorie «Campagne de publicité sociétale» pour le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, représenté par Céline Giguère, au centre.

Le gala de la publicité québécoise francophone, présenté samedi par le Publicité-Club de Montréal, a donné lieu à un fait pour le moins inusité.

En effet, une centrale syndicale, la Centrale de l'enseignement du Québec, a été honorée deux fois, pour sa publicité «Hommage à la langue» avec Pierre Bour-gault.

«À ma connaissance, ce serait la première fois qu'une centrale syndicale est récompensée pour sa publicité télévisée», a déclaré M^{me} Louise Blanchard, attachée de presse de la CEQ.

La publicité de la CEQ a remporté le Coq d'or dans la catégorie télévision, plus de trente secondes, et le Prix spécial du jury, catégorie culture.

C'est «Communications bleu, blanc, rouge» qui avait conçu le message.

Le gala

Il s'agissait de la trentième édition de ce gala, qui veut souligner l'excellence des concepteurs de publicité autant à la télévision, à la radio que dans les journaux.

Le maire Jean Doré et le ministre des Communications, Robert Dutil, étaient présents à la soirée qui se tenait à la salle de bal du Palais des congrès.

Près de 2.000 personnes ont assisté à l'événement.

Le Publicité-Club, grand manitou du gala, a été fondé en 1959 et se veut le porte-parole des professionnels de l'industrie de la publicité francophone, avec ses 1.400 membres.



Le maire de Montréal, Jean Doré, a présenté le grand prix de la création à Yves Gougoux et Jean Gamache, de BCP Stratégie-Créativité inc.

DES PHOTOS DE PIERRE VIDRICAIRE



Marielle Blain et Jean-Claude Lauzon, de BCP Stratégie-Créativité inc., ont remporté le premier prix dans la catégorie «Cinéma» pour un message réalisé pour le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, représenté par Céline Giguère.

La taxe sur les chambres d'hôtel

Le maire de Montréal Jean Doré, revenant à la charge, souhaite que le gouvernement provincial, le seul autorisé à le faire, impose une taxe de 3 p. cent sur les chambres d'hôtel. Le produit de cette taxe, six millions de dollars, servirait à la promotion touristique.

Une telle taxe comporte un avantage politique évident : ceux qui la payent, des gens de passage, ne votent pas. Le projet suscite néanmoins de vives réactions du milieu hôtelier qui craint que Montréal ne soit plus compétitive face à d'autres villes.

Un tableau compilé il y a un mois par le *Wall Street Journal* indique toutefois que ce genre de taxe est généralisé à l'échelle nord-américaine. Les chiffres ci-dessous tiennent compte des taxes locales et de celles des Etats. Certaines villes (marquées par un astérisque ou une croix) imposent même une taxe additionnelle de \$1 ou \$2.

Columbus, OH	15.5%	Anaheim, CA	10.5%
New York, NY	13.25*	Cincinnati, OH	10.0
Seattle, WA	14.1	Detroit, MI	10.0
Houston, TX	14.0	Indianapolis, IN	10.0
Austin, TX	13.0	Oakland, CA	10.0
Cleveland, OH	13.0	Sacramento, CA	10.0
Dallas, TX	13.0	Kansas City, MO	9.75
Ft. Worth, TX	13.0	Boston, MA	9.7
New Orleans, LA	11.0*	St. Louis, MO	9.5
San Antonio, TX	13.0	Honolulu, HI	9.43
Knoxville, TN	12.75	Dayton Beach, FL	9.0
Chicago, IL	12.4	Ft. Lauderdale, FL	9.0
Los Angeles, CA	12.0	Orlando, FL	9.0
Atlantic City, NJ	12.0	Pittsburgh, PA	9.0
Baltimore, MD	12.0	Portland, OR	9.0
Minneapolis, MIN	12.0	Tampa, FL	9.0
Denver, CO	11.9	West Palm Beach, FL	9.0
Nashville, TN	11.75	Norfolk, VA	8.5
Atlanta, GA	11.0	Charlotte, NC	8.0†
Philadelphia, PA	11.0	Raleigh-Durham, NC	8.0
Miami, FL	11.0	Riverside, CA	8.0
San Francisco, CA	11.0	San Diego, CA	8.0
Washington, DC	10.0†	San Jose, CA	8.0
Jacksonville, FL	10.5	Las Vegas, NV	7.0
Phoenix, AZ	9.25†	Reno, NV	7.0

*Plus \$2 †Plus \$1

A. D.

LETTRES AU DEVOIR

Bien situé

Lettre à M. Jean Doré

LE CREDO des années 80, avec des mots comme entrepreneurship, conjoncture, croissance, est très répandu. Est-ce vraiment cela qui fait la richesse d'un pays ? Je n'y ai jamais vraiment cru.

Notre voisin du sud applique cette religion depuis très longtemps et il en résulte que, culturellement, c'est devenu un pays sous-développé. Peu importe les sacrifices, le succès est l'unique chose qui compte, même si le prix à payer est très cher : criminalité, toxicomanie, stress, pollution et j'en passe.

Il existe un building à Montréal avec une façade un peu fatiguée et un ascenseur qui tombe souvent en panne, mais il a du charme. Et puis il est bien situé : en plein centre-ville, face à la Place des arts, au coin de la rue Ontario et du boulevard St-Laurent.

À l'intérieur, il héberge environ 70 artistes : potiers, peintres, sculpteurs, photographes, couturiers, bijoutiers, etc. Il a tout pour plaire : lumière excellente pour travailler, accès facile, un monte-charge, l'atmosphère, une colonie où on se connaît et s'entraide.

Bien, tout cela sera bientôt fini : la First Quebec Corporation a mis la main dessus. Un de ces jours, on va nous aviser de prendre nos affaires et de céder la place à des bureaux, cela rapporte plus. Encore une fois, les économistes auront emporté une victoire sur nous.

De toute façon, et je connais la réplique, sans une économie saine, il n'y aurait pas d'argent pour la culture. Il faudrait quand même veiller à ce qu'un équilibre soit maintenu entre les deux.

Je vous invite, monsieur le maire, à venir nous voir avant qu'on disparaisse. N'ayez crainte, si l'ascenseur tombe en panne, vous prendrez le monte-charge.

— MÁTYÁS G. TEREBESI

sculpteur
Montréal, le 5 mai.

**Cocktail de financement du RCM
chez Da Enrico**

Le maire de Montréal, JEAN DORÉ, assistera, vendredi, de 18h à 20h, en compagnie de MARTINE BLANC, conseillère municipale du district Octave-Crémazie, à un cocktail de financement du Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal. Droit d'entrée: \$50.



Photo Normand PICHETTE

Montréal, ce n'est pas l'enfer

Le maire Jean Doré est entouré d'enfants lors de son arrivée à l'école La Vérendrye, dans l'Est de Montréal, où des travailleurs communautaires et scolaires rendaient public un sondage sur l'environnement et la qualité de vie auquel 4,800 élèves ont participé récemment. Le maire a déclaré que l'environnement ce n'est pas seulement une question d'espaces verts, de fleurs et d'arbres. «C'est l'ensemble de la vie de quartier, avec les rues et les trottoirs. L'environnement doit être une chose intégrée. Ce n'est pas vrai qu'on ne retrouve que la pollution à la ville et le bon air à la campagne. Si tel était le cas, la ville ce serait l'enfer. Ce n'est pas le cas», a notamment déclaré Monsieur le maire.



Le maire Doré écoute attentivement les enfants de Mercier-Est.

PHOTO JEAN-YVES LETOURNEAU, La Presse

Les enfants de Mercier-Est soumettent plein de projets au maire Jean Doré

MICHELE QUIMET

■ «Moi, je m'arrangerais pour qu'il y ait moins de pollution. J'enlèverais les usines et j'empêcherais les fumeurs de fumer. Les gens mangent une gomme et jettent l'enveloppe de papier par terre. Si tout le monde faisait ça, il n'y aurait plus grand-chose de beau.»

C'est ce que Karine Brunet, 10 ans, élève de l'école primaire de la Verendrye, ferait si elle était maire de Montréal.

Jean Doré, le maire de Montréal, recevait hier à l'école de la Verendrye, dans le quartier Mercier-Est, les propositions de 4 500 élèves de 11 écoles des environs pour améliorer la qualité de vie

du quartier. Les jeunes devaient répondre à la questions: «Que feriez-vous si vous étiez maire de Montréal?»

Cette vaste consultation auprès des enfants est un projet de promotion de la santé initié par le CLSC Mercier-Est Anjou, la ville de Montréal, la CECM, le Département de santé communautaire d'Hochelaga-Maisonneuve, les groupes du quartier et les comités de parents des écoles concernées.

Pour avoir un quartier en santé, pour en améliorer la qualité de vie, les jeunes débordent d'imagination.

Ils réclament des pistes cyclables, plus de poubelles, des tables à pique-nique supplémentaires et de meilleurs équipements dans les parcs, des piscines, des cabanes dans les arbres. Ils demandent au maire d'interdire la circulation des camions lourds dans les rues du quartier. Les grandes préoccupations environnementales telles que la dépollution du Saint-Laurent côtoient des préoccupations terre à terre telles que

réparer les bosses sur les terrains de balle et augmenter la quantité de poubelles.

Les enfants ne se sont pas contentés de présenter des demandes. Plusieurs écoles ont mis sur pied des projets concrets. Les élèves de l'école Le Caron s'engagent à nettoyer les terrains de l'école, de l'aréna et du parc. «Pour ce faire, promettent-ils, à tour de rôle, les enfants d'une classe sacrifieront leur récréation.»

Le maire Jean Doré a répondu, devant une salle comble où étaient présents environ 200 enfants, qu'il était très fier d'eux: «Il faut changer beaucoup de choses à Montréal. Vous avez décidé de prendre les choses en main. C'est un pas très important. Mais, on ne peut pas se fier au maire de Montréal. Il existe 1 900 kilomètres de rues à Montréal. Il n'est pas possible de demander aux autres ce qu'on ne peut faire soi-même».

M. Doré a tout de même promis aux enfants qu'il étudiera leurs suggestions.

M^e RENÉ PAQUET, président de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain, sera à la tribune de la *Chambre de commerce de Montréal*, demain midi, en l'Hôtel Méridien. Sujet: «Québec et Montréal à l'heure de la concertation». Les maires de Montréal et de Québec, JEAN DORÉ et JEAN PELLETIER, seront à la table d'honneur.



FRED SHERWIN / Daily News

Mayor Jean Doré chats with patrons of *Max* in the gay village yesterday.

Mayor derides funding boycott

by Julien Feldman
Montreal Daily News

MAYOR Jean Doré yesterday denounced a decision by the Ahuntsic district of the Montreal Citizens' Movement to boycott the party's city-wide fundraising campaign. "It's completely unacceptable," said Doré, campaigning in Montreal's Gay Village on Ste-Catherine St. E. yesterday. "It presumes people want a return on their 'investment' when they

make political donations."

The Ahuntsic district executive voted April 21 to boycott the fundraising campaign.

They complained Ahuntsic has not received its fair share of city projects and funding since the MCM was elected in 1986.

Their move was supported by Pierre Bastien, MCM councillor in Ahuntsic. Bastien criticized the city for concentrating on "grand projects at the expense of the very down-to-

earth needs of people in my district and elsewhere in the city."

The mayor said Ahuntsic has not been ignored by the city.

"There are other districts that are not as well off as Ahuntsic," he said.

Doré received a warm reception by patrons of *Max*, a gay bar. Party workers did brisk business selling MCM membership cards after a speech in which Doré lauded the work of local councillor Raymond Blain.

Le maire Jean Doré fustige le conseiller Pierre Bastien

AGNÈS GRUDA

■ La décision du RCM d'Ahuntsic de boycotter la campagne de financement du parti constitue un « geste inacceptable et un re-

tour aux années 50 », soutient le maire Jean Doré.

L'exécutif local du RCM dans ce district a décidé récemment, avec l'appui du conseiller Pierre Bastien, de ne pas participer à la campagne de financement, parce

que l'administration municipale ne s'occupe pas assez de ce quartier du nord de la ville.

De passage dans un bar du village *gai*, où il assistait hier soir au lancement de la campagne de financement du district de Saint-

Jacques, le maire Doré a fustigé le conseiller Bastien, lui reprochant de s'être associé au boycottage.

« M. Bastien nous a déjà affirmé qu'il était en réflexion quant à son avenir au sein du RCM. Et

bien, il faudrait qu'il se branche », a lancé M. Doré.

Le maire a soutenu que le district d'Ahuntsic a bel et bien reçu sa part depuis l'arrivée au pouvoir du RCM. « Nous avons des priorités, et ce n'est sûrement pas le quartier le plus mal pris de Montréal », a-t-il ajouté.

De toute façon, lier la participation à une campagne de financement à un « juste retour sur l'investissement » relève d'une philosophie d'une autre époque, croit le maire Doré.

C'est également l'opinion de la direction du RCM, qui devait rencontrer les têtes fortes d'Ahuntsic hier soir. « Nous allons écouter ce qu'ils ont à nous dire, peut-être n'ont-ils pas bien mesuré l'impact de leur décision », a avancé hier Mme Guylaine Chénier, secrétaire exécutive du parti.

A la suite de cette rencontre, le parti devait décider des suites à donner à cet incident. Il n'est toutefois pas question d'expulser les protestataires, a indiqué Mme

Chénier: les statuts du parti ne le permettent pas.

Le RCM espère que la campagne de financement, qui se poursuit jusqu'au 14 mai, lui rapportera \$150 000.

Lors de la petite cérémonie qui s'est déroulée hier au bar Chez Max, rue Sainte-Catherine est, le conseiller de Saint-Jacques, M. Raymond Blain, a vanté l'ouverture de l'administration municipale face aux milieux *gais*. Il a rappelé que M. Doré l'avait soutenu dans sa décision de s'afficher publiquement comme homosexuel lors de la campagne électorale de 1986.

« J'ai été le premier candidat ouvertement *gai* à gagner des élections au Canada », a souligné M. Blain, qui a remercié le maire Doré de l'avoir nommé conseiller associé au comité exécutif malgré son orientation sexuelle.

Avant de quitter le bar, M. Doré a reçu un macaron « aux couleurs *gais* » publicisant les fêtes de la Saint-Jean dans le quartier.

Tout l'été à la Ronde

LES ACROBATES DU CIRQUE DE SHANGHAI EN VEDETTE

L'animation sera sans conteste la tête de pont des activités récréatives à la Ronde cet été avec - une première - les péripéties quotidiennes des acrobates du Cirque de Shanghai.

Jean Maurice Duddin

Le président de l'Association montréalaise des activités récréatives et culturelles (AMARC), Jean Emond, a présenté hier midi le programme des activités de la Ronde pour la saison qui débute samedi.

La Ronde ouvre ses portes pour les deux prochains week-ends pour ensuite accueillir petits et grands tous les jours à partir du 26 mai.

Les Chinois seront sous le chapiteau multicolore tous les jours à compter du 23 juin, pour tout l'été.

Les 11 hommes et 8 femmes présenteront 12

numéros mettant à l'épreuve leur souplesse et leurs talents d'équilibristes, de jongleurs, de contorsionnistes, de clowns et d'acrobates.



Photo Pablo DURANT

Le président de l'AMARC, Jean Emond, est soutenu par les amicaux personnages de Chnouguville peu avant la conférence de presse hier à La Ronde.

Leurs prouesses inédites pour le public montréalais seront présentées trois fois par jour. La durée de chacun des numéros variera de quatre à huit minutes et mettra de un à quatre artistes à contribution.

Les membres de la troupe de Shanghai seront logés sur le site par les autorités. L'AMARC a investi \$400,000 pour leur venue mais compte bien attirer des milliers de visiteurs par cette attraction exceptionnelle.

M. Emond explique que c'est le maire Jean Doré lors de sa visite en Chine qui a pavé la voie à la venue des artistes chinois.

Cette troupe, qui a parcouru l'Asie, l'Afrique, l'Europe et l'Amérique, a récolté de multiples honneurs dans de grandes compétitions internationales, comme le Prix de Monaco au Festival du cirque de Monte-Carlo, le Prix d'or au Concours acrobatique international de

Varsovie et le premier prix au 8^e Festival acrobatique «Demain» de la France, à Paris.

Juke-box

Au Jardin des Étoiles, l'accent cet été sera mis sur une toute nouvelle revue musicale signée Peter George pour souligner le centenaire du juke-box.

Au Saloon du Fort Edmonton, Joël Denis évoquera «la vie de cowboy» et interprétera les plus grands succès du répertoire western.

Au lac des Dauphins, Ronald McDonald et ses amis skieurs s'époumoneront dans une toute nouvelle comédie nautique où s'entremêleront les prouesses et pitreries des habiles skieurs.

Les manèges

Outre ces nouveautés, les mordus de sensations fortes pourront toujours trouver chaussure à leur pied dans l'un des 31 manèges du site, dont les super montagnes russes. Il y a aussi les 20 glis-

soires de l'Aqua-Parc qui totalisent 6,000 pieds de longueur et peuvent accueillir jusqu'à 10,000 personnes à l'heure au plus fort des canicules estivales.

Pour les enfants, il y a les habitants de Chnouguville qui seront de nouveau là pour divertir les bouts de choux avec des promenades en mini-bateaux, en mini-balades et en mini-manèges. Un monde à leur portée.

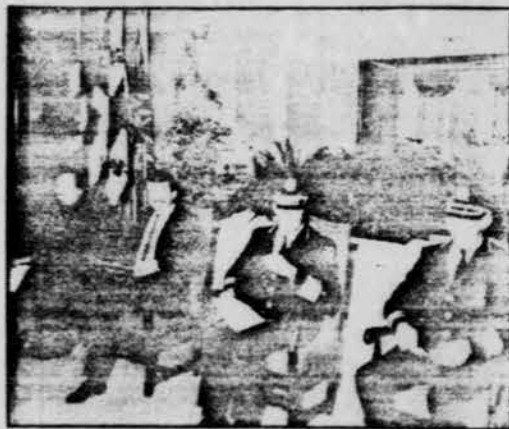
Tarifs réduits

Autre bonne nouvelle pour la saison 1989, les tarifs ont été réduits.

Le prix des passe-partout a en effet été réduit de \$17 à \$14,95 pour les adultes tandis que les enfants de moins de 9 ans devront déboursier \$7,95 au lieu de \$10 comme c'était le cas l'an dernier.

Le Combo (tarif combiné La Ronde/Aqua-Parc) sera offert à \$22 et le Combo enfant à \$13. L'Aqua-passe, pour les glisseuses d'eau seulement, sera de \$14 et \$9 pour les enfants.

Finalement une nouveauté, la STCUM desservira La Ronde et les îles à partir du métro de l'île Sainte-Hélène. Au paravant, c'était les balades qui transportaient les gens sur le site.



Plus d'une centaine de pompiers honorés

Photos Raymond BOUCHARD

Plus d'une centaine de membres actifs et retraités du service de prévention des incendies de Montréal ont reçu dans le hall d'honneur de l'hôtel de ville, hier en soirée, la médaille des pompiers pour services exceptionnels. Cette médaille vise à reconnaître de façon officielle les services prolongés et de qualité exceptionnelle accomplis dans le cadre de professions qui comportent de hauts risques en assurant la sécurité du public. L'attribution de ces médailles est assurée par la Chancellerie des ordres et décorations du Canada. Sur l'estrade d'honneur, on reconnaît MM. André Cardinal, membre du comité exécutif de la CIDEM, le maire Jean Doré, Raymond Therrien et Maurice Périard, respectivement directeur et assistant-directeur du service de prévention des incendies de Montréal.



Le RCM semonce l'association d'Ahuntsic pour son appel au boycott de la caisse du parti

Isabelle Paré

LE PRÉSIDENT du RCM, Jacques Desmarais, qualifie d'« inacceptable » l'attitude de l'association d'Ahuntsic qui propose un boycott de la campagne de financement du parti pour protester contre l'inaction de la Ville dans ce district.

Dans une lettre envoyée à tous les membres du RCM dans le district d'Ahuntsic, le président du RCM blâme sévèrement l'appel au boycott lancé par la coordonnatrice du parti dans ce district, Mme Lise Ménard.

« Nous trouvons inacceptable votre attitude... Le lien que vous faites entre la contribution financière au parti et les réalisations de l'administration est une façon de voir que nous refusons complètement. C'est comme si les décisions de l'administration dans un district devaient être dictées par l'ampleur de la contribution de ce district à la caisse », indique la lettre de M. Desmarais.

Dimanche dernier, l'exécutif d'Ahuntsic, appuyé par son conseiller Pierre Bastien, invitait les membres de son district à ne pas contribuer à la campagne qui prendra fin le 14 mai pour renflouer la caisse du RCM. L'exécutif pointait du doigt le peu « d'investissements réels » fait

dans le quartier par l'équipe Doré, malgré la part importante faite par ce district pour recueillir des fonds pour le parti.

Selon Mme Ménard, le district a dépassé de 15 % son objectif l'an dernier, amassant quelque \$ 4,309 alors que la moyenne des districts tourne autour de \$ 3,000. En revanche, Ahuntsic attend toujours l'aménagement de ses parcs, l'élaboration

d'un plan de circulation et la réfection du boulevard Gouin, indiquait-elle.

Dans sa lettre, le président du RCM accuse Mme Ménard de jeter le discrédit sur le parti et de créer une confusion dans le public entre l'action du parti et celle de l'administration.

« Plutôt que de chercher à recou-

rir au parti pour faire connaître vos griefs, poursuit la lettre, vous avez choisi un procédé qui vise à priver le parti des ressources essentielles à l'exercice d'une action politique juste et efficace ».

Lors d'un dîner-bénéfice mardi, le maire Doré a aussi blâmé le conseiller Pierre Bastien pour s'être associé à cet appel au boycott qu'il y a qualifié de « retour aux années 50 ».

Velasquez trouvé coupable d'entrave

(SL) — Victor Velasquez, le président du Congrès hispanique canadien, a été condamné à des amendes totalisant \$815 (ou 30 jours de prison), mardi, pour avoir fait entrave au travail des agents du métro et refusé de circuler, sur les lieux d'une altercation.

Le juge Massé, de la Cour municipale de Montréal, a imposé à M. Velasquez \$500 d'amende pour l'entrave et \$300, plus les frais, pour n'avoir pas obtempéré aux ordres des agents.

L'arrestation de M. Velasquez avait eu lieu le samedi 3 octobre 1987, à la station de métro Berri-DeMontigny, où il s'était attardé à l'endroit où des agents venaient d'interpeller deux jeunes noirs.

Considérant qu'il n'avait rien à faire dans cet incident, les agents lui avaient signifié de circuler, ce qu'il n'a pas fait.

M. Velasquez a prétendu avoir alors été maltraité par deux des agents, Michel Kirch et Jean-Guy Sabourin, contre lesquels il a d'ailleurs intenté des poursuites au civil et au criminel.

Le procès des deux agents a eu lieu à la Cour du Québec, Chambre criminelle, et le juge Jacques Lesard rendra jugement dans cette cause le 4 juillet prochain.

Finie la guerre des talus entre Montréal et Québec

Robert Dutrisac

FACE à la concurrence mondiale, le Québec est trop petit pour que la métropole Montréal et la capitale Québec entretiennent une rivalité inutile en matière économique.

C'est le constat qu'est venu livrer à Montréal le président de la Chambre de commerce et de l'industrie du Québec métropolitain, M. René Paquet, qui a annoncé dans le même souffle une alliance stratégique avec la Chambre de commerce de Montréal dans les domaines de la haute technologie et de la recherche, du transport et du tourisme.

M. Paquet prenait la parole, hier, lors d'un dîner de la Chambre de commerce de Montréal auquel assistaient notamment le maire de Montréal Jean Doré, son homologue de Québec, M. Jean Pelletier, et le président de la Chambre montréalaise, M. Serge Godin.

Au cours de son allocution, M. Paquet a tenté de dissiper l'image de Québec, la capitale, dont l'économie serait totalement dépendante du sec-

teur public. Dans cet ordre d'idées, M. Paquet a cité des chiffres qui démentent ce préjugé.

En 1988, Québec a accueilli quatre fois plus d'investissements du secteur privé — \$ 400 millions — que du secteur public — \$ 100 millions. Alors que 32,000 fonctionnaires provinciaux gagnent leur croûte à Québec, 50,000 personnes y travaillent dans le secteur manufacturier. En fait, le secteur public ne représente que 12 % des emplois dans de Québec. Avec une population qui atteint le million, la grande région de Québec tire les quatre cinquièmes de son activité économique de l'entreprise privée.

Citant une étude torontoise, M. Paquet a indiqué que Québec, de 1982 à 1987, s'est classée au deuxième rang au Canada quant à sa performance économique. « La région de Québec connaît la meilleure croissance depuis l'après-guerre et cela, malgré un délestage graduel de l'État québécois tant dans le domaine des emplois que dans celui des investissements de toutes sortes », a-t-il fait valoir.

M. Paquet a signalé les lignes de

force de l'économie de la capitale, outre le tourisme : le secteur financier qui emploie 18,000 personnes, la recherche — « la quatrième grande concentration d'activités de recherche au Canada » —, le port et, enfin, le secteur industriel. À ce chapitre, M. Paquet a rappelé l'implantation d'une usine de verre plat de \$ 140 millions, l'agrandissement de la raffinerie d'Ultramar au coût de \$ 200 millions, la modernisation des chantiers maritimes de Lauzon ainsi que la construction imminente de l'aluminerie Alumax à Deschambault.

Au cours d'une conférence de presse qui a suivi, le président de la Chambre de commerce de Montréal a qualifié de « quasi-rendez-vous historique » cette alliance stratégique. M. Godin a souligné que Montréal et Québec se doivent de travailler en réseau à cause de leurs ressources limitées. « Pour une petite société comme la nôtre, c'est un *must*. Dans la contexte de la globalisation des marchés, finie la guerre des talus », a-t-il indiqué, qualifiant ainsi la rivalité traditionnelle entre la métropole et la capitale.

Pour une alliance stratégique Québec-Montréal

Les Chambres de commerce ont commencé par en donner l'exemple

JACOUES BENOIT

■ Plutôt que de s'entre-déchirer, Québec, la capitale, et Montréal, la métropole, doivent conclure «une alliance stratégique» en ce qui regarde le tourisme, le domaine du transport, la haute technologie et la recherche, a déclaré hier le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du

Québec Métropolitain, M. René Paquet.

Donnant l'exemple, les chambres de commerce de Québec et de Montréal ont formé des comités conjoints sur ces trois questions, a indiqué M. Paquet, qui était hier le conférencier invité de la Chambre de Montréal.

«La société québécoise, c'est à peine 1 p. cent de la population et de la richesse des pays industrialisés», a noté pour sa part le président de la chambre montréalaise, M. Serge Godin, pour qui les deux principaux pôles de la vie économique québécoise ne peuvent se permettre de se donner des crocs-en-jambe et qui a dit voir «une manifestation quasi historique» dans l'entente intervenue entre les deux organismes.

Tous deux présents au déjeuner-causerie, les maires de Québec et de Montréal, MM. Jean Pelletier et Jean Doré, se sont réjouis de cette collaboration.

En matière de tourisme, a dit M. Paquet, «la région de Québec doit percevoir clairement que Montréal est son premier grand marché, marché que nous avons sûrement négligé puisque les sondages démontrent que 75 p. cent des Montréalais n'ont pas visité la capitale au cours des trois dernières années».

Sa proposition: que les deux villes unissent leurs efforts de promotion, et s'épaulent, entre autres afin de trouver de nouvelles sources de revenus à cette fin.

Côté recherche et haute technologie, la voie à suivre, à son avis, est «le développement des secteurs forts de chacune de ces agglomérations urbaines». Ainsi, a-t-il dit en substance, Montréal est «la tête de réseau» pour ce qui

est de l'aérospatiale, comme peut l'être Québec dans le cas des biotechnologies végétales.

Les deux villes ont des combats communs à livrer dans le secteur du transport, ont indiqué les responsables de ces comités des deux chambres: baisse du volume des céréales transportées sur le Saint-Laurent, systèmes de transport des personnes que pourra affecter le dernier budget fédéral, etc. Les deux organismes entendent également former un comité conjoint sur la question dite de l'*impartition* ou *faire faire*, c'est-à-dire les commandes passées par les gouvernements à l'entreprise privée, commandes qui sont un important moteur de développement économique.

Finie la guerre Montréal-Québec

Qui l'eût cru!

La rivalité Montréal-Québec semblait éternelle. Or, le libre-échange a déjà un effet positif: il force la capitale et la métropole à enterrer la hache de guerre et à se concerter face à la mondialisation des échanges et à la concurrence de plus en plus forte qui s'ensuit. Autres temps, autres moeurs, n'est-ce pas?



Finies les guerres de clochers, les querelles entre les deux principaux pôles économiques de la belle province. Ne restera que l'éternelle et, ma foi, sympathique rivalité Canadien-Nordiques.

Bien sûr, de façon réaliste, il y aura toujours des tensions entre Montréal et Québec si l'une des villes obtient un siège social aux dépens de l'autre, si un ministère déménage de la capitale vers la métropole, si un gouvernement supérieur favorise la ville de Champlain ou celle de Maisonneuve. Chacune voudra son butin, son dû.

Mais, grâce à l'heureuse initiative de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain et de la Chambre de commerce de Montréal, en accord avec les maires Jean Pelletier et Jean Doré qui collaborent déjà dans plusieurs dossiers, les deux plus importantes régions de la province veulent tra-

vailer ensemble pour faire face à la véritable concurrence, celle de l'extérieur.

Plutôt que de se battre bêtement et innocemment entre elles, Québec et Montréal vont s'unir afin de tenter d'amener ici plutôt qu'ailleurs des services et des investissements qui feront prospérer le Québec, qui le prépareront aux défis des années 2000, qui lui permettront d'être concurrentiel face à Toronto, Vancouver, Boston, New York et autres grands marchés canadiens et étrangers.

C'est là un beau défi. Cette «alliance stratégique entre Québec et Montréal» dont a parlé hier M. René Paquet, président de la Chambre de commerce de Québec, dans un discours étoffé devant les membres de la Chambre de commerce de Montréal, se fera d'abord dans trois secteurs spécifiques: le transport, le tourisme, la haute technologie et la recherche.

C'est un beau défi théorique mais il devra rapidement se concrétiser par des gestes s'il ne veut pas être qu'un voeu pieux de circonstance.

Mais, avant tout, il faut changer les mentalités et faire en sorte que les Montréalais et les Québécois s'acceptent mutuellement. Tout un contrat.

Jusqu'ici, les Montréalais percevaient Québec comme une ville touristique et culturelle sympathique, une ville de fonctionnaires alors qu'ils ne comptent que pour 12 pour cent des

emplois, une «vieille capitale» vivant des richesses de son passé. Les Québécois, eux, percevaient Montréal comme la grande ville économique et cosmopolite, impersonnelle, autosuffisante, qui se prenait pour le «nombril du monde».

Tout cela est en train de changer. Québec, en plus de ses charmes qu'elle doit conserver, a pris le virage économique. Elle a connu, ces cinq dernières années, la deuxième performance économique du Canada parmi les agglomérations métropolitaines. La région de Québec constitue la quatrième grande concentration d'activités de recherche au Canada, avec 4 000 chercheurs. Montréal, par ailleurs, ne peut plus vivre isolée des autres régions du Québec et les régions ont besoin du poumon de Montréal pour vivre et se développer.

Ce besoin réciproque appelle donc cette «alliance stratégique Montréal-Québec».

Une telle alliance est aussi nécessaire pour faire ressortir aux yeux du monde la puissance des institutions francophones québécoises, qu'elles soient économiques, financières, technologiques, aérospatiales. L'union fait la force.

Montréal et Québec peuvent réaliser un mariage d'intérêt. Et comme les mariages d'intérêt sont souvent les plus stables, les ébats économiques de la capitale et de la métropole réunies sont prometteurs.

Claude MASSON

How Goes Democracy?





that functioned under Mayor Jean Drapeau. The only real change is that the executive committee doesn't have to approve changes in numbers for public phone booths," Marvin Rotrand says. Rotrand left the party caucus just before Christmas to sit on the sparsely populated opposition benches at City Hall.

In making the long journey across five metres of the chamber and 12 years of MCM membership, Rotrand was joined by Sam Boskey and Pierre Goyer. When the three got to the other side they teamed up with an earlier defector, Pierre-Yves Melançon. The group is variously called the gang of four, the rebels, the dissidents. They call themselves the conscience of the MCM.

Before they left the caucus they'd been the administration's best advertisement. Their dogged questioning of the executive committee gave substance to the promise that the MCM would provide itself an opposition — something it sorely lacked after the election landslide. But since crossing the floor the group has become the first major chink in the MCM armor.

"The whole dream of trying to make decisions with the population, of breaking out of the atmosphere of secrecy by having complete transparency and offering free access to information has been ignored," Boskey interjects.

Together, the two men get a lot of mileage out of comparing the MCM to Drapeau's Civic Party. They say a Drapeau-engineered concentration of power persists in the seven-member executive committee. During 12 years in opposition, the MCM loved to point out that matters as insignificant as a public phone's number change required the executive committee's approval.

Rotrand argues that the committee renders Montreal's massive city council — two members larger than any other in Canada even after the streamlining announced in March — useless. "I call it supercabinet and the 97-pound weakling

council. Not only has there not been decentralization towards the neighborhoods, there hasn't even been decentralization at city council."

The two say favorable ratings for the administration are meaningless after almost 30 years of Drapeau. "People in Montreal don't have strong political expectations," Boskey asserts. "If they turn on the tap and water comes out, they're happy with the city."

Boskey admits to some improvements. "The fact that there is talk about consultation legitimizes a

"It took only
two years to
happen," says
John Gardiner.
"It took 100
years not
to happen."

The Montreal Citizens Movement swept into city hall promising to burst government open. Now the

W

party looks headed for an implosion

by Daniel Sanger

We have to consult and consult and consult," said executive committee chairman Michael Fainstat after the MCM's victory in the 1986 municipal election.

In its first 30 months in power, that's what the Montreal Citizens Movement has done. It has consulted through commissions, hearings and committees. And it has consulted informally through question periods at city council and new municipal *accès* offices. In its apparent eagerness to be told how to do things, the administration has even consulted on how to consult.

City hall *seems* a more democratic place. On the first Monday each month, when council sits, one must arrive early to put a question to the mayor and secure a seat on the hard wooden benches of the visitors' gallery. Otherwise, any hope of making it to the floor to put Mayor Jean Doré on the spot is negligible; and chances are the evening will be spent sitting on a plastic fold-up chair in the cavernous front hall, listening to the proceedings drone on through a tinny speaker. In the Drapeau years there was always room to stretch out on a bench as they worked their soporific routines.

Whether the problem is bicycle paths, the city's hiring policy or too many skyscrapers going too high too fast, people seem to believe that city hall is finally listening. If not to them, then at least to the television cameras that pounce on any question not completely off the wall.

Linda F. Bell

Montrealers are charmed in much the same

way they were during the early Drapeau years. A survey at the time of the MCM's second anniversary in power gave the administration 75 per cent approval — eight points higher than when the party swept all but three districts in the 1986 civic election.

Party leaders are certainly charmed. "We've done a helluva job," puffs John Gardiner, an executive committee member and administration whip. "There are wonderful things going on out there," agrees Fainstat, gesturing out the window of his corner office. "The whole relationship between the city and the administration is going through a radical ~~change~~ *change*. It's a whole new process ~~the~~ *the* new way of action, a whole new way ~~of~~ *of* taking problems. It's a whole new way of decision-making."

Gardiner recites the list: question period, the standing commissions, the new district advisory councils. "It only took two years to happen. Imagine, it took 100 years not to happen. The fact that it did happen in two years is just incredible."

Some people are incredulous. Strangely, for a party in power enjoying immense popularity, the unhappy ones are at the core: almost exclusively long-time loyalists and party members, including several city councillors. Dismissing boasts of progress by leaps and bounds, these people say all the opening up hasn't gone beyond unlocking city hall's big brass doors. They say it's all been oriented to image and lacks substance.

"The basic law of the city is the same basic law

desire to participate. In the past, people who wanted to participate were by definition beyond the pale." But he moves quickly to an all-out attack on his former party.

"The major institutional structures haven't changed. Any new structures that have been set up are clearly having a very minor effect on the day-to-day operations of the city." Everything is advisory, Boskey says. Every matter is submitted to the executive committee, which makes a decision then brings it to city council for limited debate and rubber-stamping. "It depends completely on the good faith of those making the decisions," Boskey says.

That view is shared by community groups, whose expectations of an active role in city policy have been met with what Boskey describes as "bureaucratic, centralized consultation." "It's supposed to be a party of community groups," says Keith Newman, an MCM member in NDG, long a party stronghold and now the hotbed of its internal dissidence. "But now it's gone over to represent the interests of business. They have regularly scheduled meetings with the Board of Trade and the Chamber of Commerce, but they

Boskey: Consultation has no effect

sure don't meet any of the community groups regularly."

Newman says the administration has taken positions uncharacteristic of the MCM on the Overdale dispute, the drug patent law, the Matrox issue and the free-trade question. Even groups that might be expected to be enthusiastic about the positions are bitter.

"We're very disappointed in them," says Lisa Novack of Action travail des femmes. In March, the group won a pledge from the city that 50 per cent of its blue-collar openings would be filled by women. "We met resistance from council, the mayor and the whole executive committee. And it

took us more than a year to get a meeting with Doré."

Rotrand says, "It should have been clear, given the traditions of the MCM, that an executive committee would immediately begin actions to — if not abolish itself — at least abolish its powers as we know them. It hasn't even gone to a system of local referendums, which I consider a minimum way of giving a say to neighborhoods."

If the executive committee can't bear to pull the plug on itself, he insists, it should at least open its meetings to the public or the MCM spirit will have been sold out. To Rotrand, real democracy still eludes city hall.

Gardiner: We're consulting too much

The MCM didn't have to do much to give democracy a boost. Although Drapeau described his approach as disciplined and direct, distant might be more fitting. Admission to his Civic Party was by invitation only and only councillors were invited. Even so, the mayor virtually controlled policy. There were never any party conventions. Dissent wasn't tolerated. As he put it, "The door to the Civic Party is very narrow, the exit is very wide."

Drapeau ignored criticism: he maintained that he answered more than 10,000 letters a year and took his agenda from the real people. He preferred to do things himself, with one or two competent,

compliant sidemen as foils for his expansive, erratic inclinations.

Even the MCM rebels agree the Doré administration has succeeded in banishing what the party termed Drapeau's "1950s shoestore" management style. But, Rotrand says, "It's like a corporation now, with the executive committee the members of the board."

Fainstat says the rebel debate is internal and refuses to discuss it. The administration's vigilant public-relations people sit in on every press interview with executive committee members and have sought assurance the subject won't be brought up in questioning.

It's not surprising. The administration's fear of the news media is becoming legendary. Fainstat feels "the bourgeois press" is trying to undo the administration, and critical articles are frequently discussed at length in the closed caucus meetings. "They're so bloody thin-skinned," says a city hall reporter. "It's impossible not to offend them. That's how righteous they are."

But only so much can be controlled in an interview, and mention of the rebels is inevitable. Fainstat leans over conspiratorially. "You know, it's very interesting," he whispers. "The people who are being critical are the people who don't have any experience whatsoever in any kind of administration."

Fainstat dismisses the rebels' idealistic vision of a highly politicized population making their own choices in a world where the lowliest tenant would have as much clout as the largest landlord. "We're not a village. This isn't St-Louis-du-Ha-Ha!" he roars. "This is the City of Montreal. This is an administration that has to administer the biggest city in Canada. It has to provide the best services at the lowest possible cost."

Talk versus action, debating versus adminis-

ting, it's a frequent theme when discussing the rebels. "They love to talk, those two," says Stan Leslie of Rotrand and Boskey. "But we can't take five hours to decide every nitty-gritty little something, all together in a big family. There's a practical reality we're faced with. We have to administer a city."

As a loyalist councillor from NDG, Leslie has had bitter scraps with Rotrand and Boskey. She professes a certain respect for them: "I'm the first to say Sam and Marvin know more about the nitty-gritty of the inner workings and the little details of this and that." But she has no time for what she sees as their motives. She says some of their dissatisfaction stems from their failure to win executive committee posts. "I think they are the kind of people who are lost without an enemy and without a battle to fight."

Leslie and other caucus stalwarts say they resent being painted as docile sheep by the rebels. They say they are active in decision-making and voicing public concerns, albeit behind closed doors. The administration reports regularly to the party and so far, Leslie says, it has received good marks because of its consulting activity.

Gardiner agrees, but thinks there can be too much of a good thing. "There's no question that with consultation, instead of making a decision now you're putting it off for six months. I think we're overdoing it, but it's better than not to do enough."

Nevertheless, Gardiner — a former housing activist now accused of being too cosy with developers — is hard pressed to give an example of the impact of consultation. "We're spending hundreds of thousands, no, millions of dollars on consultation with citizens," he says, "whereas zero was being spent before." This *must* have an impact, he implies.

Like Fainstat, Gardiner sees the question of executive committee power as a false issue. Both say the rebels want a framework that is incompatible with parliamentary tradition. Closed executive sessions only mean that less is being done in corridors and informal meetings in restaurants. Secrecy is inevitable, Fainstat says.

Asked about the possibility of open meetings and referendums, he replies, "Part of our meetings may sometime be open — but nothing that might be sensitive. Local referendums are under study. But those things are for a second mandate."

Next month: The Civic Party

When asked about the rebels' proposals, Michael Fainstat says, "We're not a village. This isn't St-Louis-De-Na-Na!"



Le maire **Jean Doré** et **Gary M. Lynch**, président du conseil de la Semaine nationale de sensibilisation au tourisme, procéderont demain à 12 h 30, au complexe Desjardins, au lancement de cette semaine d'activités spéciales, en présence de **Tom Hockin**, ministre d'État aux Petites entreprises et au Tourisme, et de **Michel Gratton**, ministre du Tourisme du Québec.

Le maire *Jean Doré* dévoilera
mardi à 11 h 30, au YMCA Guy-
Favreau, les grandes lignes du
Défi Crown-Vic ParticipAction
qui opposera Montréal et Be-
ton.

Bons souhaits de Jean Doré

Le maire de Montréal, M. Jean Doré, a fait parvenir à l'équipe du film «Jésus de Montréal», le message suivant:

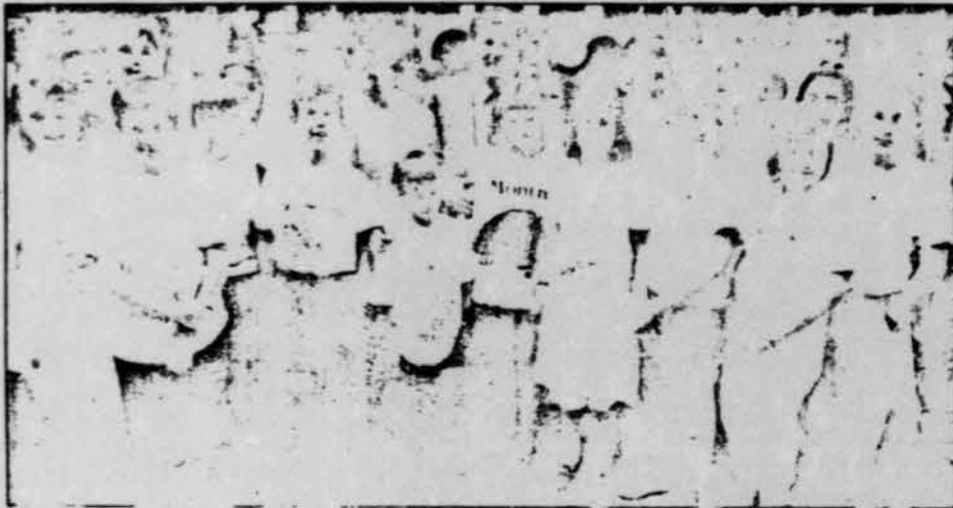
«Je tiens à vous assurer que vous ne serez pas seuls à Cannes. Les vœux de très nombreux Montréa-

lais vous accompagnent. Comme moi, ils sont d'ores et déjà convaincus qu'ils seront bien représentés par «Jésus de Montréal». Je vous souhaite le plus grand des succès.»

— Le maire de Montréal,
Jean Doré

Mayor **Jean Doré** has a date with **Gary Lynch** and federal and provincial tourism ministers **Tom Hockin** and **Michel Gratton** at noon today at **Complexe Desjardins**. The quartet will kick off **National Tourism Week** with a traditional Montreal welcome to a host of young Canadians.

Young ambassadors of tourism tour Montreal



Launch time: Doré and youngsters kick off National Tourism Awareness Week.

Surrounded by 12 youngsters from across Canada and their Montreal hosts, Mayor Jean Doré launched the third annual National Tourism Awareness Week at Complexe Desjardins yesterday.

The youngsters, one from each province and territory, will watch an Expos baseball game and get a guided tour of the city, as they promote tourism and regional understanding.

Doré noted that tourism accounts for 40,000 jobs in Montreal and reiterated his call for a three per cent room tax at local hotels to raise money for the promotion of tourism in the city.

Semaine de sensibilisation au tourisme

■ La troisième Semaine nationale de sensibilisation au tourisme a été lancée, hier, sur la grande place du Complexe Desjardins par MM. Jean Dore, maire de Montréal, Gary Lynch, président du conseil de la semaine, Tom Hockin, ministre d'Etat aux Petites entreprises et au Tourisme, et Michel Gratton, ministre du Tourisme du Québec. A l'invitation de M. Dore, douze jeunes garçons et filles provenant de chacune des capitales des provinces et des territoires du Canada étaient à Montréal pour participer à la cérémonie. Jusqu'au 21 mai, diverses activités connexes auront lieu partout au Canada. Avec 45 000 emplois et un milliard de dollars de revenu annuel, le tourisme se classe au quatrième rang des activités économiques de Montréal.



M. Jean Dore remet un chandail de Montréal à Rachel, d'Edmonton.

PHOTO: JEAN VIVIER / LE JOURNAL DE MONTRÉAL

Doré pushes hotel tax

The idea of a 3-per-cent tax on Montreal-area hotel rooms is getting "more and more" support from the provincial government, Mayor Jean Doré said yesterday.

"We hope there will be a hint (of that support) in the budget" to be tabled tonight in the National Assembly, Doré said in an interview during ceremonies to launch National Tourism Awareness Week.

The tax would double the current \$5 million spent by the Greater Montreal Convention and Tourism Bureau on promotion and at 3 per cent, would be the lowest rate among the 80 North American cities that do tax hotel rooms, Doré said.

The Province of Quebec Hotelkeepers Association has objected to Doré's proposal, noting an 8-per-cent tax was abolished in 1978 to make them more competitive.

Mayor Jean Doré and Fire Chief Raymond Therrien presented 152 Montreal smoke-eaters with Exemplary Service Medals last week for their courageous and distinguished work on behalf of all Montrealers.

Montreal Daily News photographer Fred Sherwin snapped this picture of fireman Frank Barbucci, left, discussing the finer points of the medal with the city's first magistrate.





Le maire de Montréal, Jean Doré, a reçu la visite d'enfants venant de toutes les provinces du Canada dans le cadre de la Semaine nationale de sensibilisation au tourisme.

Semaine nationale de sensibilisation au tourisme

(PC) — La Semaine nationale de sensibilisation au tourisme a été lancée, lundi, dans un centre commercial du centre-ville de Montréal devant une foule amusée par une formation musicale de Dixieland.

Le Dixieland n'est pas exactement le cadeau du Canada au monde mais la musique rythmée a ajouté de la vie alors que les dignitaires et un groupe de jeunes de tous les coins du pays étaient rassemblés au Complexe Desjardins.

Organisée par l'Association canadienne de l'industrie du tourisme, la promotion est destinée à rappeler aux Canadiens qu'ils devraient se montrer aimables avec visiteurs, le tourisme étant une industrie très importante.

Source de revenus annuels de \$21 milliards, le tourisme vient en effet au second rang en terme d'échanges commerciaux avec l'étranger, derrière l'industrie automobile mais devant celle du bois, du blé et autres industries majeures.

«Nous faisons plus d'argent en montrant nos arbres qu'en les coupant», a déclaré Mme Debra Berk, porte-parole du conseil de la Semaine

nationale de sensibilisation au tourisme, après la cérémonie d'ouverture.

Le tourisme, générateur de 600.000 emplois, est également la source d'emploi qui enregistre la plus rapide croissance au Canada.

D'ici l'an 2000, le tourisme devrait devenir la plus importante industrie mondiale «et la prise de conscience commence à la maison», a déclaré à la foule le ministre d'Etat aux Petites entreprises et au Tourisme, M. Tom Hockin.

La douzaine de jeunes Canadiens âgés de 11 et 12 ans à Montréal pour aider à lancer la promotion passeront quelques jours en ville et assisteront à un match des Expos.

La Semaine nationale de sensibilisation au tourisme, présentée dans une ville différente chaque année, en est à sa troisième édition. Les niveaux fédéral, provincial et municipal participent à la promotion.

Défi Participation

Les partisans du Canadien sont-ils meilleurs que ceux des Bruins ?

Il y a deux semaines, le Canadien de Montréal renversait les Bruins de Boston et ce, au grand plaisir des Montréalais. Mais ces derniers peuvent-ils imiter leurs joueurs favoris en ayant raison des partisans des Bruins ?



Serge Vlaminckx

La réponse sera connue le 31 mai dans le cadre du Défi Participation.

Hier, en conférence de presse, le maire Jean Doré annonçait officiellement que la ville de Montréal lançait un défi à celle de Boston dans le cadre de la journée d'exercices Défi Participation.

Plus d'un demi million

L'an dernier, Montréal avait eu raison de Toronto, alors que 510 750 Montréalais avaient fait 15 minutes d'exercice.

Ce fut une victoire écrasante.

Avertissement

Malgré cette victoire éclatante, le maire Doré a lancé un avertissement à ses troupes. « Que les Montréalais et Montréalaises ne prennent pas le Défi à la légère. On connaît tous la détermination légendaire qui anime leur équipe de hockey, les Bruins de Boston. Elle est à l'image des citoyens de cette ville ».

La réplique du maire de Boston

Le maire de Boston n'a pu être présent à la conférence de presse. Mais M. Brian Walla-

ce, responsable des événements spéciaux de la ville de Boston, s'est fait un devoir de lire la réplique du premier magistrat de cette municipalité américaine. Le maire L. Flynn a d'abord souligné dans son message que les villes de Boston et Montréal entretiennent un respect mutuel, que la rivalité Bruins et Canadien est l'une des plus longues et marquantes de l'histoire du sport.

Avec humour, M. Flynn ajoute : « Non contents de nous avoir battus en cinq matchs, le maire Doré et les habitants de Montréal veulent maintenant nous faire mordre la poussière dans un autre domaine ».

M. Flynn a finalement accepté le défi à la façon des Bruins de Boston... avec de détermination. « Nous, les courageux habitants de Boston, sommes déterminés à prouver à nos rivaux du nord qu'individuellement ou en groupe, nous ne craignons pas de les affronter ».

O'Reilly et le respect

L'ex-entraîneur des Bruins de Boston, Terry O'Reilly, a représenté la ville de Boston à cette conférence de presse concernant la journée Défi Participation. Il a été ovationné par les quelques 100 personnes présentes.

L'ex-joueur et entraîneur des Bruins, dès son arrivée au YMCA de Montréal (site de la conférence de presse) a été assailli par les journalistes présents. Lorsqu'on lui a remarqué qu'il est impliqué dans une compétition enfin « amicale » contre Montréal, O'Reilly avec un petit sourire malicieux, a répondu : « Ça demeure tout de même une compétition ». Mais sans qu'aucune question lui soit posée en ce sens, O'Reilly a ajouté : « Mais j'ai beaucoup d'estime et d'affection

pour la ville de Montréal que j'ai appris à découvrir au cours de toutes ces années. J'ai aussi beaucoup de respect pour le Canadien. Vous savez, lorsque vous affrontez pendant près de 20 ans de tels adversaires coriaces, vous ne pouvez faire autrement que d'en venir à respecter et à avoir de l'estime pour vos rivaux ».

Plus tard, au public, il confiera : « Je suis heureux que Montréal et Boston soient impliquées dans un tel défi aux profits d'une oeuvre comme le YMCA. Mes deux gars ont vécu de beaux moments dans les murs de cette institution à Boston ».

Le geste de Hextall

O'Reilly a également commenté la fin du dernier match de la série entre les Flyers de Philadelphie et le Canadien. Il ne s'est toutefois pas attardé strictement au geste du gardien Ron Hextall. « Vous me parlez du geste de Hextall, mais il y a également eu la punition imposée à Ron Sutter. Moi, ce que je retiens de cet incident, c'est la discipline dont a fait preuve le Canadien dans cette situation. Les Flyers, eux, ont mis de côté le but ultime, la victoire, pour exercer une vengeance. Ce n'est pas comme ça qu'on devient une équipe championne ».

Il aime bien Burns

O'Reilly n'a pu s'empêcher de parler de l'entraîneur Pat Burns. « Je respecte cet homme. J'ai un frère qui est policier et je sais comment sont faits ces hommes. Pat Burns a donné à cette équipe du Canadien une belle discipline ».

La retraite...

Terry O'Reilly était accompagné par son épouse Lourdes. Cette dernière a commenté la retraite de son mari. « Terry était fatigué



Photo Reynald LEBLANC

L'ex-entraîneur des Bruins de Boston, Terry O'Reilly, ainsi que le maire de Montréal, Jean Doré, sont prêts pour l'affrontement Montréal-Boston au Défi Participation.

d'être entraîneur. Lorsqu'il était joueur et qu'un match n'avait pas été à son goût, il n'avait qu'à apporter les correctifs à son jeu. C'était très différent comme entraîneur ».

Elle devait ajouter avec un sourire qui en disait long : « Je ne pourrais vraiment pas vous dire s'il restera loin de la scène du hockey pendant longtemps ».

Parlant de sa retraite, O'Reilly devait confier : « Probablement qu'au moins de septembre je serai un peu nerveux, mais le pire moment que j'aurai à passer loin de l'action sera au début des prochaines séries éliminatoires ».

Mais en attendant, O'Reilly voudrait bien être du côté gagnant.

Les partisans du Canadien sont-ils prêts à vaincre ceux des Bruins. Le 31 mai, faites 15 minutes d'exercice et téléphonez au YMCA, au numéro 843-YMCA.

Participation: Montréal veut battre Boston

■ Après avoir établi à deux reprises sa supériorité sur Toronto lors des défis Participation, Montréal se mesure maintenant à sa belle voisine du sud, Boston.

Le maire Raymond L. Flynn a accepté de relever le défi que lui a lancé le maire Doré. Deux émissaires bostonnais étaient d'ailleurs venus le confirmer à Montréal hier, lors de lancement de cette opération.

Brian Wallace, directeur des projets spéciaux au cabinet du maire Flynn, et Terry O'Reilly, des Bruins de Boston, ont indiqué que Boston sera peut-être plus difficile à battre que Toronto. Et cela, même si les Canadiens de Montréal ont éliminé les Bruins en cinq matches, récemment.

Avis donc aux Montréalais: le Défi CrownVie Participation se déroulera le mercredi 31 mai. Tous sont invités à faire alors 15 minutes d'activité physique, et à inscrire leur participation en signalant le 845-YMCA.

La ville qui aura recueilli le plus grand nombre de participants verra son drapeau flotter devant l'hôtel de ville de sa rivale jusqu'au 4 juin.

C'est le YMCA qui coordonne les opérations. Il le fait à Montréal depuis trois ans, et celui de Boston lui emboîte maintenant le pas. Son porte-parole montréalais indique que des écoles, des garderies et plusieurs entreprises organiseront alors des activités pour leurs employés avec l'appui des chambres de commerce.

Montréal entend battre son propre record de 510 750 participants. « Le but de cette entreprise est de faire de nos concitoyens une population en bonne forme physique, indique le maire Doré. Avec, en prime, le plaisir de relever un défi collectif. »

François Lagarde, directeur général de Participation, annonce d'ailleurs que le défi s'étend maintenant à 370 villes du Cana-

da, des États-Unis, de France et d'URSS.

Commanditée depuis cinq ans

par CrownVie, le défi reçoit aussi l'appui financier ou logistique de Bell, Northern Telecom et Mediacom.



En bonne forme

Après avoir eu le meilleur deux fois sur la ville de Toronto, le maire Jean Doré, de Montréal, a lancé un « défi Participaction » à la ville de Boston. Terry O'Reilly, ex-entraîneur des Bruins, est venu confirmer que son maire, Raymond L. Flynn, avait accepté de relever le défi. O'Reilly a profité aussi de l'occasion pour vérifier la condition du maire Doré sur la bicyclette stationnaire. Le Défi CrownVie Participaction se déroulera mercredi, le 31 mai. Tous les Montréalais seront alors invités à faire 15 minutes d'activités physiques et à inscrire leur participation en signalant le 843-YMCA. La ville avec le plus grand nombre de participants verra son drapeau flotter devant l'hôtel de ville de sa rivale jusqu'au 4 juin.

PHOTO MICHEL GRAVEL, La Presse

Boston next challenger

Terry O'Reilly, Boston Bruins' former coach and tough-guy player, cruised into town yesterday to issue a new challenge to Montreal:

Try to beat the city of Boston May 31 in the annual Participaction Challenge.

O'Reilly was amiable enough as he and Montreal Mayor Jean Doré announced the fitness faceoff at a news conference. "Over the last 17 years I've been competing with Montreal, I've developed a love-hate relationship with the city," he said.



O'REILLY

The challenge requires participants to walk, swim, jog or do any kind of exercise for 15 minutes during the day and report their activity to YMCA organizers.

The losing city will have to hoist the winning city's flag over city hall.

Montreal beat Toronto in the past two fitness challenges.



MARIE-FRANCE COALLIER, Daily News

Mayor Doré and Boston's special projects director, Brian Wallace, tuning up.

Boston accepts fitness challenge

by Ron Charles
Montreal Daily News

EVEN THOUGH the Canadiens knocked the Bruins out of the Stanley Cup hockey playoffs last month, Boston may still have a chance to fly its municipal flag over Montreal's city hall.

Montreal Mayor Jean Doré dared Boston mayor Raymond Flynn to a Participation challenge, to see which city can rally the largest number of citizens on May 31 to do 15 minutes of exercise.

Flynn accepted.

"We lost to Montreal once with the Stanley Cup playoffs, we can't lose twice," said Flynn's special projects director Brian Wallace, who was in Montreal yesterday to help launch the project.

The winning city gets to fly its municipal flag over the loser's City Hall.

Wallace is so sure that Boston will win the event, which is part of National Physical Activity week, that he brought a Boston municipal flag to present to Doré at a news conference yesterday.

"This is a beautiful, beautiful city. I know that with this beautiful flag flying over your city hall it will be even more beautiful," said Wallace, as he pulled the flag from his briefcase.

Doré, amused, warned Montrealers not to become complacent after their two wins in Participation challenges against Toronto in the past two years.

"Bostonians will surely want to avenge our win against their hockey team," said Doré. "Don't take anything for granted. Don't look to the two other wins."

Doré said he plans to lead municipal employees in an exercise session on the Champ de Mars for 15 minutes as part of the challenge, while Wallace plans to shoot some baskets. Flynn will run.

During the challenge, which is sponsored by Participation Canada, the YMCA and Crown Life, people who do 15 minutes of exercise are encouraged to call 843-YMCA (9622) to register their activity.

Montreal beat Toronto in the challenge last year with a record 510,750 registered participants, compared to 456,071 in Toronto.

MONTREAL DAILY NEWS WEDNESDAY, MAY 17, 1989

HAPPY BIRTHDAY BIRD DESCENDS ON DORÉ



Giant Chicken croons a birthday message to Mayor Jean Doré yesterday.

Mayor ducks dance with giant chicken

by Miss Harrold
Montreal Daily News

SQUAWKING and waving his wings wildly, the Giant Chicken descended on Jean Doré yesterday afternoon, minutes before the mayor was to board a plane at Dorval Airport.

"Happy Birthday Montreal!" crowed the big bird as Doré's eyes bulged out in disbelief. "On the occasion of Montreal's 347th anniversary on behalf of the *Montreal Daily News!*"

"What's this?" asked Doré, before he realized what was going on.

Then he dutifully stood back and watched the Giant Chicken — an employee of the Gift-A-Gram singing message service — finish his little number, a stylized chicken three-step.

The Giant Chicken stepped three times to the left and three times to the right. "It's the Chicken Dance," he clucked.

Holding a bouquet of balloons and the gift-a-gram, Doré posed for

birthday snapshots, but he refused to do the Chicken Dance.

"I'm really very pressed for time," said Doré. "There will be very substantial celebrations in 1992."

The mayor rushed off to catch a flight to Niagara Falls, Ontario, where he is attending a regional mayors' conference.

A depressed Giant Chicken lamented the mayor's response. "Usually, they get all red-faced and excited and embarrassed," he explained.

"He didn't even want to do the Chicken Dance."

Other prominent lovers of Montreal contacted by the *Daily News* shared their thoughts on the city's birthday.

"I've been here for two years and I never say anything about any issue," fussed former Mayor Jean Drapeau from Paris, where he is Canada's Ambassador to UNESCO.

"If I did it for this then I would have to do it for everything," Drapeau said.

But when pressured, Drapeau's love for the city came through, although rather abruptly.

"Perfect, then," he said. "Happy Birthday!"

Chick.
Drapeau didn't have to be asked what he would give Montreal as a birthday gift if he had an unlimited budget. His record speaks for itself.

Phyllis Lambert, director of the Canadian Centre for Architecture, said — given a sky's-the-limit budget — she would renovate the entire city.

"I would stop the high-rises, tame the ghastly highways, build low-income housing downtown, stop the degradation of Mount Royal with all those puny trees and upgrade the environment," said Lambert.

"Have you seen Pine Avenue lately?" she asked. "It's terrible what's happening around McGill. It's run-down and the walls are crumbling."

"Montreal has beautiful buildings. We have to take care of them."

Calgary Mayor Don Hartman said his wish for Montreal was "the runner-up trophy to the Stanley Cup."

"You gave us one a few years ago," he said, laughing. "Now we thought we would return the favor."

He said he expects to see Mayor Doré wearing the Calgary Flames jersey when the two meet in Vancouver for a mayors' conference soon.

"Actually, I love going to Montreal," Hartman said. "The restaurants are great. I want to congratulate Montrealers on having such a beautiful city."

À Montréal, le hockey, c'est fort!

C'est fort le hockey à Montréal lorsque le Canadien se retrouve en finale de la coupe Stanley !, dites-vous. Sachez qu'une telle affirmation tient de l'euphémisme.

Irrésistible !, faudrait-il plutôt affirmer. Le maire Jean Doré qui demande en pleine réunion du conseil de le tenir informé à chaque but, Michel Forget qui passe des nuits blanches, Ding et Dong qui traînent « Linel » dans leurs spectacles en province, voilà à peine quelques exemples.



Michel Forget

même en Allemagne!

Michel Forget est un passionné de hockey.

Et que son équipe ne participe pas aux « vraies » éliminatoires n'atténue en rien l'intérêt du directeur général du National. Au contraire.

Gilles Guilbault, pardon, Michel Forget ne rate jamais un match, quitte à ce qu'il y perde des nuits de sommeil.

La semaine dernière, le comédien était à Lahr, en Allemagne, dans une tournée de la troupe du « Festival de l'humour ». Il a tenu à suivre son hockey, National ou pas.

« Je n'ai rien manqué. Au lit, j'avais ma femme à côté et le transistor sur l'oreiller pour le match que décrivait Claude Quenneville. Nous pouvions capter CBF, là-bas, grâce au retransmetteur de la base des Forces armées canadiennes qui y est installée. En dépit du décalage horaire, j'ai écouté les descriptions jusqu'à cinq heures du matin lors de deux derniers matches contre Philadelphie. »

Et la femme ?

« C'est vrai qu'elle s'est réveillée parfois, mais jamais elle n'a rouspété. Elle me demandait simplement le pointage ! Vous savez, elle me connaît », dit-il.

La fièvre du hockey, lorsque le Canadien dispute la finale de la coupe, ne surprend pas Forget.

« Les gens ont raison d'embarquer. Il y a la tradition et plus encore. Après tout, c'est bien la seule place où l'on gagne ! »

Fin causeur et surtout connaisseur averti (même à La Soirée du hockey à Radio-Canada), TVA ou Quatre Saisons ferait toute une acquisition ! Forget élabore.

À propos de Claude Lemieux et de Stéphane Richer, il dira : « Que voulez-vous, ils sont parmi les rares Québécois dans la formation. C'est normal que le public regimbe lorsqu'ils ne jouent pas ou trop peu. »

À propos de Réjean Tremblay, l'auteur de « Lance et Compte », il le qualifie de pamphlétaire. Il le surnomme même le Claude-Henri Grignon du hockey.

« Tu peux l'écrire car je lui ai déjà dit. »

À propos de Richer et de Lemieux encore, il mentionne qu'ils sont jeunes.

« Il faut comprendre que les deux sont encore à l'âge de s'acheter leur premier « char », de prendre plaisir à se salir les mains en changeant l'huile. Moi, ma petite gloire de comédien n'a commencé qu'à l'âge de 37 ans. J'en ai fait des gaffes avant. Il faut avant tout comprendre que ces jeunes ne peuvent avoir la maturité d'un vétéran comme Bob Gainey sous la pression de nosoir.

que 18.000 spectateurs au Forum et deux millions d'autres devant leur télé les épient », ajoute Forget.

Détenteur de billets de saison chez le Canadien et les Nordiques, Forget sera au Forum ce soir.

Il ferait un remarquable invité pour la Soirée du hockey car il a tellement plus à raconter.

Ding et Dong donnent le pointage en spectacle

Sûrement qu'il ne le savait pas, mais « Linel » a le don d'ubiquité, car il est partout à la fois.

En même temps cette semaine, il se retrouvait à Calgary pour le Canadien et à Sherbrooke pour le spectacle de Ding et Dong.

« Certes, je suis le Canadien, surtout en finale de la coupe Stanley », de déclarer Claude Meunier.

« A compter de ce soir toutefois, je pourrai voir tous les matches d'ici à la fin de la finale. Notre série de spectacles a pris fin avant-hier. »

Mais même sur scène, Meunier, qui dit que ses sports de prédilection sont le tennis et le hockey « même si je patine sur la bottine », a suivi le Canadien.

« Non seulement nos techniciens dans les coulisses, avec une radio et parfois un écran de télé, nous tenaient-ils au courant des pointages, mais nous refilions le résultat à l'auditoire entre deux blagues », raconte Claude Meunier.

Une radio pour le maire Doré

Le maire Jean Doré n'était pas à son bureau hier. Sûrement qu'il voulait régler les derniers dossiers avant le week-end pour ne pas rater le match au Forum ce soir.

« Oui, le maire Doré est un chaud partisan du Canadien », dit Alain Leclerc, un des ses proches collaborateurs avec une anecdote pour démontrer l'intérêt du premier magistrat en éliminatoires.

« La semaine dernière, le maire était en assemblée spéciale pour la réforme de la carte électorale. Même si ce n'était pas une mince affaire, il a suivi le sixième match contre le Flyers. En effet, il a tenu à ce que quelqu'un garde l'oreille à la radio pour l'informer de l'allure de la rencontre. »

Le maire Doré, de mentionner Leclerc, a choisi le Canadien pour l'emporter en six.

Et si les Flames devaient gagner, il a pris le pari avec son homologue de Calgary. Le maire portera le chandail des « ennemis » lors de la prochaine rencontre annuelle des maires canadiens dans deux mois à Vancouver advenant la défaite.

Robert Bourassa suivra jusqu'au... Maroc

Le premier ministre Robert Bourassa est un autre politicien qui s'intéresse au hockey.

Mais le match de ce soir, il ne pourra le voir.

À son bureau à l'Assemblée nationale hier, on faisait savoir que le PM partait en soirée pour Dabbar, au Maroc. Il participera au Sommet de la francophonie d'une durée d'une semaine.

Même si Gerry a compris, il suit

Gerry Boulet est un autre qui n'en a que pour le hockey en ce moment.

Le « rocker », en tête du palmarès des ventes de disques, est d'ailleurs un ancien joueur. « Au collège, à Iberville et St-Jean, j'ai joué jusqu'à seize ans. D'ailleurs, j'ai fait du hockey bien avant de la musique. Mais j'ai compris à 16 ans n'ayant ni le poids, ni la grandeur. »

Une chance ! Imaginez un instant ce que le « sage » Ron Hextall aurait lui pu faire avec sa tignasse !

Mais Gerry a retrouvé sa passion de jeunesse ces jours-ci.

« Il est évident que je suis le Tricolore lorsque je ne suis pas en spectacle. Ce soir, je vais regarder la partie. Malheureusement, lors du match suivant au Forum dimanche, je vais le manquer. J'ai un engagement à Fermont », dit-il, déçu.

Le favori de Gerry est Guy Carbonneau.

Et ce n'est pas parce que « Carbo » est guitariste à ses heures.

« C'est surtout parce que Guy me semble un vrai de vrai que je l'aime. »

« Merci », Gerry !

Pierre Bruneau, pour oublier le quotidien

« Les problèmes ne sont plus les mêmes lorsque le Canadien se retrouve en coupe Stanley. Il semble que le monde oublie son quotidien lorsque le Canadien est encore là à la fin. »

Ainsi s'exprime Pierre Bruneau, lecteur des nouvelles à TVA, qui, tous les jours, doit raconter ce qu'il a moins de « jojo » dans le monde que ce soit le conflit qui n'en finit plus au Liban ou le budget Wilson de triste souvenir.

« Le hockey, ajoute-t-il, j'ai toujours aimé. Avec mon « flo » (il parle de Charles), il le fallait car il adorait. Mais il ne s'agissait pas d'un sacrifice car j'ai toujours suivi le hockey de toute façon », de dire Bruneau, originaire de Victoriaville, ville des Jean Béliveau et Gilbert Perreault.

« Et lorsque je dis que le monde oublie ses problèmes lorsque le Canadien est en finale comme cette année, je pense à ceux, et ils sont nombreux, qui vibrent, qui y retrouvent une forme de relaxation. »

Gérald Larose : indécrottable partisan

Pas surprenant que ce soit la FTQ qui ait investi dans le Nordiques lors de la vente de l'équipe et non la CSN.

Le président du conseil national, Gérald Larose, ne fait pas de cachette. Il s'avoue un incondicional du Canadien.

« Un indécrottable fan », se décrit-il.

Lui aussi parle de « Sainte Flanelle », de tradition.

Pour montrer comment c'est fort le Tricolore, on ne dit pas les Canadiens, mais le Canadien. Ça dit tout !



Photo d'ARCHIVES

Selon Pierre Bruneau de TVA, les gens en oublient leur quotidien.



Photo d'ARCHIVES

En Allemagne, Michel Forget écoutait le hockey jusqu'à cinq heures le matin.



Photo d'ARCHIVES

Le premier ministre Robert Bourassa aura des difficultés à suivre le match de ce soir... au Maroc.



Photo d'ARCHIVES

Une radio pour le maire Jean Doré et ce même en assemblée du conseil.



Photo d'ARCHIVES

Guy Carbonneau est le joueur favori de Gerry Boulet, ex-leader du groupe Offenbach.



Photo d'ARCHIVES

Gérald Larose se qualifie d'indécrottable partisan du Tricolore.

Le tourisme se portera mieux si on peut faire des Montréalais des hôtes parfaits



MARIANE FAVREAU

Montréal est la ville hôte de la semaine nationale de sensibilisation au tourisme qui s'ouvre demain. Aussi l'hôtel de ville a-t-il prévu plusieurs événements visant à rapprocher les Montréalais de leur ville, et en faire ainsi des hôtes parfaits pour les visiteurs.

« Les visiteurs se rappellent toujours de l'accueil qui leur est réservé, observe le maire Doré. C'est ce qui les incite à en parler à leurs connaissances et à revenir nous visiter. » Et, bien sûr, le sourire et la gentillesse, font partie de cette campagne de séduction.

En plus, une campagne de sensibilisation se fait plus particulièrement auprès des policiers, des chauffeurs de taxi, du personnel hôtelier, des préposés au mis au point un programme spécial pour les employés des aéroports qui constituent souvent les premières personnes de la région que rencontrent les étrangers.

À partir d'aujourd'hui, la population est conviée à découvrir les mille visages touristiques de Montréal.

Aujourd'hui: 11 h, grand'messe à la basilique Notre-Dame, pour célébrer le 347^e anniversaire de Montréal, suivie d'une cérémonie commémorative à la Place d'Armes, avec la Compagnie franche de la marine;

■ de 12h30 à 16h30, visites touristiques avec guides officiels (une heure): départ toutes les 15 minutes de la Place d'Armes. En cas de pluie, visite du Montréal souterrain, départ du même endroit.

Mercredi: activités gratuites ou à prix réduit:

■ croisières à prix réduits sur le fleuve, départ du quai Victoria, réservation: 514-842-3871;

■ Interface V: exposition d'art au Studio du hangar no 8, entrée gratuite;

■ pavillon des jeunes au chapiteau no 1, quai Jacques-Cartier;

maquillage et bricolage pour les enfants, gratuit;

■ location de quadricycles à deux places et plus, au quai Jacques-Cartier: le double du temps pour le prix de location.

Lundi à vendredi: exposition au Complexe Desjardins, de 10h à 17h: animation, dans un décor ambiant de certains quartiers sympathiques de Montréal et de leurs attraits touristiques respectifs.

Et puis, pourquoi ne pas faire comme les vrais touristes, et aller consulter le nouveau centre Infotouristes, au square Dorchester? On peut s'y renseigner sur tout ce qui touche Montréal, mais aussi sur les autres régions du Québec et du Canada.

MAISONNEUVE ET JEANNE MANCE SONT DE LA PARTIE

■ Si vous rencontrez dans le Vieux-Montréal Paul Chomedey, sieur de Maisonneuve, ou Jeanne Mance, deux des fondateurs de Ville-Marie en 1642, ne vous étonnez pas. Ils sont de retour à Montréal pour faire découvrir aux jeunes touristes leur histoire, en leur expliquant non seulement qui ils furent mais ce qu'ils ont réalisé.

En fait, ils servent de guides aux visites du Vieux-Montréal organisées par Guidatour, une petite entreprise qui a été honorée à quelques reprises depuis trois ans.

Toutefois, ces visites guidées ne sont offertes qu'aux groupes d'une cinquantaine de participants, en général des élèves du primaire ou du secondaire. Elles coûtent \$140 par groupe et sont offertes durant les mois de mai et juin.

Mais elles permettent aux visiteurs, semblent-ils, de se « refaire une âme antique en comprenant nos ancêtres comme des êtres vivants avec leurs ambitions et leurs réussites ».

LES PARCS, DES TAVERNES À CIEL OUVERT?

■ Les résidents du square Saint-Louis sont en train de faire reculer la ville qui songeait à construire un parking souterrain sous ce parc.

L'étude de faisabilité et de rentabilité confiée à une firme externe se poursuit tout de même, indique-t-on à l'hôtel de ville. Car elle permettra aux autorités



D'importants travaux de remplacement de conduites souterraines sur l'avenue du Parc Lafontaine et dans le parc lui-même retardent le remplissage de l'étang.

PHOTO PIERRE LALUMÈRE, LA PRESSE

d'avoir une idée de ce que la ville pourrait faire ailleurs, sur son territoire, en terme de stationnement souterrain.

Pour les résidents du square Saint-Louis, cette idée de parking souterrain était un peu la goutte qui a fait déborder le vase. Ils ont bien d'autres problèmes qu'ils voudraient aussi voir la ville solutionner. Ils estiment, explique Mme Jacqueline Blouin, que la ville ne fait pas respecter ses propres règlements municipaux concernant les parcs.

Ils en ont particulièrement contre les assoiffés qui prennent le square pour « une grosse taverne à ciel ouvert ». Sans oublier les amateurs de musique forte qui s'installent avec leur ghetto-

blaster lançant leurs décibels tout azimut.

Mais le plus choquant, semble-t-il, ce sont ceux qui prennent les entrées de maisons pour des pissoirs. Ils urinent partout, se plaint-on, sur les marches des balcons ou dans les cours arrière. Vouloir les chasser, c'est s'exposer à des agressions, comme l'ont appris certains résidents, raconte Mme Blouin. Et cela, sans compter les hurlements la nuit ou tard le soir.

« On voudrait bien que ce soit un peu plus civilisé, indique Mme Blouin. C'est sûr qu'on peut être tolérant, mais jusqu'à un certain point seulement. » On ne voit pas souvent de policiers dans le parc pour faire respecter les règlements, semble-t-il.

JEUNES CONSEILLERS DEMANDÉS

■ S'il y a des jeunes gens et des jeunes filles de 18 à 25 ans qui voudraient connaître de l'intérieur le système municipal de Montréal, l'occasion leur en est offerte.

Le jeune conseil de Montréal recrute actuellement les 70 membres qui siègeront les 8, 9 et 10 septembre prochain. Pour être éligible, il faut vivre, étudier ou travailler dans l'île de Montréal. Les frais de participation sont de \$40 et la date limite pour s'inscrire, le 1^{er} juillet.

Le maire est déjà choisi: il s'agit de Patrice Moreau qui fera face au chef de l'opposition, Adam Normandin. Le jeune conseil sera présidé par Helène Gagnon.

Cette simulation politique ne reproduit cependant pas les partis réels et ne doit point promouvoir des lignes de parti. De plus, le territoire du jeune conseil est toute l'île de Montréal et non seulement la ville de Montréal.

Les jeunes conseillers auront à débattre de cinq projets de règlements portant sur des sujets qui sont du ressort de la municipalité ou de la CUM: aménagement du territoire, services publics, vie culturelle, développement économique, etc.

Pour inscription et information: Le jeune conseil de Montréal, M. André Berthelot, Président du conseil, Hôtel de ville de Montréal, 275^e est., rue Notre-Dame, Montréal, H2Y 1C6; tel: 733-7347.

Si tout va bien, la plage de l'île Notre-Dame sera prête à la Saint-Jean...en 1990



MARIANE FAVEAU

C'est cet été, en août plus précisément, que commenceront les travaux de construction et d'aménagement d'une plage au lac des Régates de l'île Notre-Dame. Un vieux projet qui trainait dans les cartons du maire Drapeau et dont l'équipe Doré avait fait une « promesse d'élection ».

Aussi, voulant à tout prix concrétiser sa promesse avant les élections municipales de 1990, l'administration Doré met-elle les bouchées doubles.

Le conseil municipal octroyait cette semaine les premiers contrats. Les firmes retenues doivent déposer leurs plans préliminaires dans trois semaines, et les appels d'offres devraient être lancés au début de juillet.

La firme d'architectes et paysagers Ron Williams et BGH a obtenu le contrat le plus important (\$292 500). Elle doit préparer les documents techniques relatifs à la mise en oeuvre des travaux d'architecture de paysage et de génie biologique, hydraulique et civil. Son mandat inclut également la coordination de l'ensemble du projet de parc-plage.

Elle sera, entre autres, responsable des systèmes de traitement et de filtration des eaux « dans l'esprit de technologies douces », indique-t-on. Elle verra aussi au tracé des sentiers pour véhicules, bicyclettes et piétons, à l'aménagement de quais et autres structures reliées à l'eau.

Par ailleurs, trois autres firmes doivent préparer les plans d'un pavillon d'accueil et de deux blocs sanitaires. Il s'agit des architectes Reeves, Auger et Boisvert, ADS Associés Ltée, ainsi que Martoni, Cyr et Associés. Le budget prévu à cet effet est de \$160 000 et les plans préliminaires doivent être remis le 7 juin.

Le budget réservé au parc-plage est de \$1,5 million cette année, selon le plan triennal d'immobilisations 1989-91. La fin des travaux est prévue pour le 24 juin 1990.

PLUS DE MORDANT CONTRE LES CHIENS

■ La ville de Montréal menace

d'imposer une réglementation beaucoup plus sévère si les propriétaires de chiens continuent de se montrer aussi négligents, avertit Jacqueline Bordeleau, membre du comité exécutif. En attendant, elle fait appel au sens civique des propriétaires de chiens.

« Les Montréalais souhaitent pouvoir marcher la tête haute plutôt que de toujours vérifier ou ils mettent les pieds », indique-t-on à l'hôtel de ville.

« Face à l'ampleur du problème des excréments canins et à la négligence des propriétaires de chiens, l'administration municipale se verra dans l'obligation d'imposer une réglementation plus mordante si ces derniers omettent de ramasser les traces laissées par leur chien », assure Mme Bordeleau.

Déjà, le nombre de membres de l'escouade canine a été doublé et une surveillance particulière est effectuée dans les parcs. Les promeneurs de chiens savent qu'il est simple de ramasser les excréments s'ils se sont munis d'un sac de plastique et de quelques kleenex. On jette le tout, bien fermé, à la poubelle.

Voici donc ce qu'on doit savoir (et faire respecter) sur les chiens:

- Il faut toujours enlever les matières fécales laissées par son chien; sinon, une amende de \$25 s'applique à la première infraction, et jusqu'à \$300 par la suite;
- Il faut tenir son chien en laisse en tout temps, aussi bien dans la rue que dans les parcs;
- Il faut l'empêcher de japper de manière à troubler la paix, et cela, aussi bien le jour que la nuit;
- Il est absolument interdit de pénétrer avec un chien dans les aires de jeux des enfants.

La pollution canine a d'ailleurs une incidence sur la santé publique. Chaque été, la ville doit remplacer plusieurs fois le sable des carrés de jeux des enfants, souillé par les excréments de chiens.

Tout le monde peut porter plainte contre les excréments de chien, les jappements ou les morsures, à la patrouille canine, au 87-2323.

FUSION DES PARTIS D'OPPOSITION?

■ Le Parti municipal de Montréal a-t-il été mis sur pied comme le plus possible pour les éventuels déçus du Parti civi-

que? La question n'a cessé de se poser au cours des derniers mois.

Des personnes en vue au Parti civique ont plusieurs fois indiqué que si ça n'allait pas à leur goût dans leur parti, ils pourraient fonder ou rejoindre un autre parti.

Cette hypothèse est d'autant plus plausible que les fondateurs et organisateurs de ce nouveau parti sont assez proches de M. Yvon Lamarre. Son chef, notamment, Alain André, fut attaché à son cabinet, à l'hôtel de ville, pendant plusieurs années.

Maintenant que le Parti civique a retrouvé sa stabilité, semble-t-il, avec un président et une équipe de direction qui se veut gardienne de l'orthodoxie du parti, qu'arrivera-t-il au Parti municipal de Montréal?

Interrogé sur une fusion éven-

tuelle, M. André ne l'écarte pas. Mais il rappelle que le Parti civique constitue l'opposition officielle, et qu'il est donc en meilleure posture que son propre parti pour faire des approches à cet égard.

« Pour le moment, on travaille fort pour l'élection de notre candidat dans Parc extension », indique M. André. Son parti s'organise « tranquillement pas vite », dit-il, alors que les élections partielles de Sault-au-Récollet, puis de Parc extension ont été déclenchées.

« On ne pouvait pas laisser passer ces parcelles sans être présent. Et cela nous a fait connaître, puisqu'on est arrivé deuxième dans Sault-au-Récollet. Nous avons suspendu le cheminement de notre organisation interne pour nous lancer dans ces élections, mais notre grand meeting est prévu pour le printemps 90. »

PISTES CYCLABLES: LENT DÉMARRAGE

■ Aux citoyens qui s'inquiètent de la lenteur de l'administration Doré à étendre le réseau de pistes cyclables, Léa Cousineau répond par la prudence.

« L'accélération des travaux dépend de la volonté de poser les bons jalons pour ne pas répéter des erreurs antérieures. Nous accélérerons quand nous aurons fait la preuve d'une implantation sécuritaire dans l'avenue Rachel, et des voies menant au métro, dans le Sud-ouest. »

On envisage également un lien avec la rive sud du fleuve et le conseil municipal a adopté, cette semaine, les budgets requis pour relier le Pont-Viau (menant à Laval) à la piste du boulevard Gouin. Il s'agit d'une dépense de \$34 000. Une aire de repos sera aménagée à proximité. Le tout devrait être terminé en juin.

Mme Cousineau, qui est responsable de cette question au comité exécutif de la ville, a indiqué lundi dernier que la ville a soumis une demande d'aide au financement des nouvelles pistes cyclables au ministre du Loisir, Chasse et Pêche.

Le ministre serait prêt à endosser une partie des coûts du lien cycliste avec la Rive-Sud, a-t-elle déclaré. Mais plutôt qu'une approbation générale de financement, le ministre veut examiner chacun des projets un par un.



De beaux souvenirs

La promenade du Cours LeRoy, dans le Vieux-Montréal, n'attire pas que les touristes. Les employés de bureaux y prennent volontiers leur lunch. Mais la ville semble oublier d'y vider les poubelles. On a même vu des touristes japonais photographier ces amas de débris. Beaux souvenirs de Montréal!

PHOTO JEAN-YVES LÉTOURNAIS, LA PRESSE

H-PS-200 I

Grands thèmes pour le RCM

(JMD) — Le RCM discutera ce week-end, à l'occasion d'un colloque des grands thèmes qu'il mettra de l'avant pour le prochain scrutin général dans 18 mois.

Les militants réunis au pavillon Judith-Jasmin de l'Université de Montréal discuteront de la décentralisation du pouvoir politique, des services municipaux ainsi que du processus de démocratisation.

Ce colloque servira d'étape préliminaire au congrès de novembre où les militants définiront les grandes lignes du programme électoral de 1990.

L'équipe du maire Doré s'était en effet engagée, en novembre 1986, à ne pas implanter les mini-hôtels de ville à travers les quartiers dans un premier mandat.

Cet étape pourrait être l'un des enjeux du prochain scrutin.

Les partisans RCM pourront aussi échanger au cours du colloque avec Jordi Borja, directeur des relations extérieures et internationales de la Ville de Barcelone, et Jeffrey Kraus, professeur au Wagner College de Staten Island à New York.

H-PE 0005

Invité par l'Office du tourisme et des congrès de Québec

LE MAIRE DORÉ A VISITÉ LA VIEILLE CAPITALE...

(J de Q) — C'est le maire de Montréal, Jean Doré, qui a lancé officiellement hier la saison touristique de la ville de Québec, en se promenant dans le «Vieux» en compagnie de sa famille.

Ce n'était ni accidentel, ni ironique.

Le maire était l'invité de l'Office du tourisme et des congrès de la Communauté urbaine de Québec.

La famille Doré a eu droit au grand traitement.

Tournée guidée, repas gastronomique, visite culturelle au Musée de la civilisation de même

qu'une petite escapade à Sainte-Anne-de-Beaupré, tout en ne négligeant pas de longues minutes de promenade dans le quartier Petit Champlain, constituaient l'ordre du jour du maire, sa compagne et leurs deux enfants.

La mission était double : lancer la saison touristique et rappeler

aux résidents l'importance d'un accueil chaleureux.

«Un touriste d'un jour, bien reçu, deviendra un touriste pour toujours», croient les organisateurs.

Tout en maintenant un ton courtois à l'égard de ses hôtes et en les féli-

citant d'avoir conservé un si beau patrimoine, le maire Doré n'a pas manqué de rappeler que Québec avait été largement choyé par beaucoup de subventions dans le passé pour conserver son patrimoine, contrairement à Montréal.

Il a dit souhaiter que son message trouve bon entendeur.



Magalie Doré ne savait pas encore pourquoi les photographes lui couraient après. Mais elle a été plutôt bonne joueuse.



Le maire Jean Doré était surpris de trouver à Québec une maquette d'Habitat 67.

Jean Doré salue les « conspirateurs » du Festival de théâtre des Amériques

Robert Lévesque

AUTRE MAIRE, autre répertoire : c'est en citant Jean Genet que le premier magistrat de Montréal, Jean Doré, a déclaré ouverte la troisième édition du Festival de théâtre des Amériques (FTA) en fin d'après-midi, hier, lors d'une conférence de presse tenue dans la cour intérieure de l'École nationale de théâtre.

« Comme l'a écrit Genet, a dit le maire Doré, le théâtre est un appareil de sédition. S'il y a du sens, au théâtre, c'est par la conspiration du groupe qu'il y a derrière qu'on y arrive. Je salue les conspirateurs qui s'apprêtent à faire de Montréal dès ce soir la plus grande scène du monde pour quelques jours ».

Devant une foule de gens de théâtre, et devant la presse, le maire Doré, après avoir fait la nomenclature des troupes présentes au FTA, depuis l'Union soviétique jusqu'au Mexique, l'Espagne jusqu'au Chili, la France jusqu'à l'Argentine, a tenu à souligner que le FTA justifiait magnifiquement la réputation de Montréal comme ville-carrefour entre l'Europe et l'Amérique.

Le ministre des Communications du gouvernement fédéral, M. Marcel Masse, qui avait annoncé sa pré-

sence, était absent de la cérémonie d'ouverture de cet événement majeur de la vie culturelle montréalaise, tout comme le ministre des Affaires culturelles du Québec, Mme Lise Bacon. On affirmait que M. Masse devait assister, en soirée, au spectacle d'ouverture, *L'Annonce faite à Marie*, co-production du FTA et de l'Espace Go à la Chapelle du Grand Séminaire.

Marie-Hélène Falcon, la directrice artistique, que l'on a présenté comme « l'âme du festival », a rendu hommage à toute son équipe, plus d'une centaine de personnes, disant « qu'un festival ça ne se fait pas tout seul ». Elle a par la suite remercié les subventionneurs.

Depuis samedi, une centaine d'artistes (sur 350 attendus) sont déjà à pied d'oeuvre dans différentes salles de théâtre de Montréal, venant de Barcelone, Moscou, Sao Paulo, San Diego, Toronto, Buenos Aires, Paris, pour mettre en branle un festival qui, dès sa 3e édition, a pris une place de premier plan sur la carte des festivals de théâtre internationaux.

Pour cette troisième édition, qui se déroulera jusqu'au 4 juin, Marie-Hélène Falcon a réuni un jury international de sept membres qui sera présidé par la comédienne québécoise Patricia Nolin. Ce jury remet-

tra, au dernier jour de l'événement, une série de mentions aux meilleurs des 20 spectacles réunis pour l'édition 1989.

Mme Nolin préside un jury formé de Mme Carmelinda Guimaraes, critique de théâtre à São Paulo, Nigel Hunt, directeur de la revue *Teatro* à Toronto, Jo Dekmine, directeur du Théâtre 140 à Bruxelles, Lorraine Pintal, metteur en scène québécois, Paul Lefebvre, professeur de théâtre à Sainte-Thérèse, et Jean-Pierre Léonardini, le critique dramatique du quotidien communiste français *L'Humanité*.

Le festival démarrait hier soir avec déjà quatre spectacles à l'affiche, le Claudel mis en scène par Alice Ronfard à la Chapelle du Grand Séminaire, *Opium* du groupe Carbone 14 à la Cité de l'Image, *Border Brujo* de l'Américain Guillermo Gomez-Pena à la petite salle de l'Élysée, et *Pablo* de l'Argentin Eduardo Pavlovsky au Théâtre de la Veillée.

Dès aujourd'hui deux autres spectacles démarrent, *Pass the Blutwurst, Bitte* de l'Américain John Kelly à l'auditorium D.B. Clarke de l'université Concordia, et *When Girls Collide* du *Teatro La Quindicina* d'Edmonton à la grande salle de l'Élysée.

Chilean consul's city hall visit raises ire of MCM councillors

Mayor Jean Doré presented Chilean consul general Patricio Montero with a petition indicating Montreal's concern for human-rights violations in Chile when they met yesterday.

City councillor Ginette L'Heureux, who attended the meeting, said Montero accepted the petition which had been signed by 31 Montreal Citizens' Movement city councillors.

But the meeting miffed some MCM members, who said the city had no business meeting with the representative of a country ruled by dictator Gen. Augusto Pinochet.

Last week, councillor Marcel Sévigny unsuccessfully urged Doré to cancel the meeting.

But in an apparent compromise, councillor André Cardinal circulated a letter to his colleagues asking Doré to bring the councillors' concerns to Montero's attention.

Pierre Goyer, an independent councillor, said if city officials had to meet Montero, it should have been a civil servant rather than Doré.

L'Heureux said the city had no choice since Canada has diplomatic ties with Chile.

"Whenever a new consul is posted in Montreal from a country recognized by the federal government, the city agrees to meet that person."

Montero, who was posted to Montreal a few months ago, had a somewhat undiplomatic response when he was told some MCMers were opposed to his visit at city hall.

"That's their problem," he said, before quickly adding, "I'm very democratic and I accept anyone's point of view."

4-PS-1609

Come one, come all to city hall

CITY HALL is throwing a party and all of Montreal is invited.

To promote the event, actor Eric Gauthier strolled through downtown Montreal yesterday dressed as the city's founder, Paul de Chomedey, sieur de Maisonneuve.

Visitors to Montreal's city hall this Sunday will be given a glimpse of the many cultural activities planned for another great summer in Montreal.

Mayor Jean Doré will be on hand and there will be a guided tour of city hall.

Children visiting city hall will be able to meet Montreal firemen as well as climb aboard their fire trucks. Kids will also be treated to a theatre production of *L'envers du décor*.

Children of all ages can tour a bonsai exhibition from the Botanical Gardens or enjoy the antics of the Just For Laughs comedy festival mascots.

The event will run from 10 a.m. to 6 p.m. Sunday at city hall.

Story: Laurie Gillmore
Photo: John Kenney



Protestations contre l'accueil fait au consul du Chili à Montréal

MARIANE FAVREAU

■ Une cinquantaine de manifestants ont protesté hier, devant l'hôtel de Ville, parce que le maire Doré recevait le nouveau consul du Chili à Montréal, M. Patricio Montero Jaramillo.

Ces manifestants ignoraient sans doute que le maire a fait part au nouveau consul des préoccupations de son administration, et des Montréalais en général, relativement aux libertés et à la protection des droits de l'homme dans ce pays sud-américain.

Si protocolaire qu'il fût, l'accueil a également suscité la réprobation des conseillers municipaux Pierre Goyer et Marcel Sévigny, qui avaient suggéré la semaine dernière que la présentation des lettres de créance du diplomate se fasse auprès de fonctionnaires de la Ville plutôt que du maire Doré lui-même.

De leur côté, des membres de la communauté chilienne disent

que le maire Drapeau n'a jamais reçu lui-même un consul du Chili à Montréal. Ils citent les condamnations de l'ONU, dont fait partie le Canada, pour les violations des droits individuels dans ce pays, et le martyr de Carmen Quintana, « témoin vivant des atrocités commises par la dictature ».

« Au Chili, tous les maires sont désignés par le régime », affirment-ils. Ils craignent que l'accueil fait par la mairie au nouveau consul ne soit interprété et utilisé comme une reconnaissance et un appui au régime Pinochet.

L'Instance de coordination de la solidarité avec le Chili, qui organisait la manifestation, rappelle que la mairie n'a jamais reçu le consul d'Afrique du sud, « un régime similaire à celui du Chili ».

Le protocole est une chose

C'est la conseillère Ginette L'Heureux, associée au maire

pour les affaires internationales, qui a répondu par lettre aux objections du conseiller Sévigny: « L'accueil protocolaire du consul général du Chili ne constitue nullement une prise de position en faveur du régime militaire au pouvoir dans ce pays, et ne présume aucunement des opinions de monsieur Jean Doré », écrivait-elle le 17 mai.

« Ces rencontres protocolaires n'interdisent pas d'exprimer les vues de notre administration sur les sujets qui nous préoccupent. Je vous prie de croire que nous n'hésiterons pas à faire part au consul général de nos préoccupations personnelles, assurait-elle, et également de ce que nous croyons être le sentiment de la population montréalaise. »

Mme L'Heureux rapportait hier que, en effet, le maire a signalé au nouveau consul que les Montréalais se sentent concernés par la protection des droits humains et les prochaines élections au Chili. Elle rappelle en outre que c'est le Canada, et non la mu-

nicipalité, qui accepte le corps diplomatique.

Quant aux précédents consuls chiliens, ils ont toujours figuré sur les listes d'invités aux réceptions de l'administration municipi-

cale, indique-t-elle après vérification.

Plus de 40 pays maintiennent à Montréal des représentants officiels, ce qui en fait une ville consulaire importante.

Montréal défie Boston

Le 31 mai, les Montréalais sont invités à prendre part au défi Crown Vie/Participation qui, cette année, les mettra en compétition avec les citoyens de Boston.

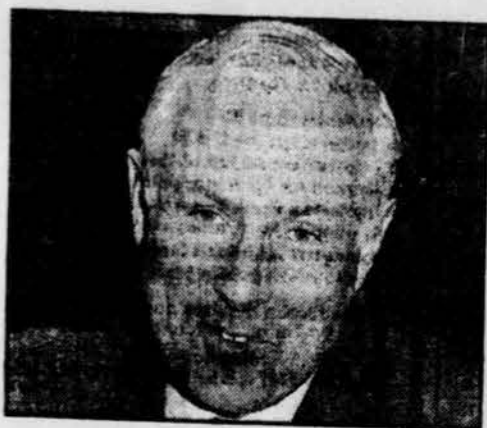
Au cours des deux dernières années, Montréal a remporté haut la main le défi contre Toronto. L'an dernier, 510 750 Montréalais faisaient 15 minutes d'exercice, la journée du défi.

Pour le maire Jean Doré, il n'y a aucun doute que, forte de l'appui du YMCA à l'organisation, la population de Montréal mettra toute son énergie à remporter la partie, le 31 mai.

H-PS, 2001

Mayor Jean Doré will be thinking back to the days of the pony express on Monday when he receives a note from Boston mayor Raymond Flynn. The note will be delivered by Linda Bousquet who will arrive at city hall on a bicycle, having pedalled her way here from Beantown to highlight Physical Activity Week.

• • •



Le nouveau président du Bureau de commerce de Montréal, Marc A. Leduc, directeur général au Canadien National

PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, La Presse

Le Board veut un solide front commun Montréal-Métro

LAURIER CLOUTIER

■ Le Bureau de commerce de Montréal mettra particulièrement l'accent cette année sur la réalisation d'un front commun solide du Montréal métropolitain.

Avec son nouveau président, Marc A. Leduc, 54 ans, directeur général, fiscalité, au Canadien National, le *Board of Trade* se donne des priorités du côté du développement des transports, du tourisme, de la qualité de vie pour attirer les investisseurs et des emplois bien rémunérés dans une économie florissante.

Sous le thème *Montréal 2000*, avec d'autres groupes d'affaires, le Board veut également que la région profite au maximum des possibilités du libre-échange, des exportations, des transferts de technologie et de la recherche.

Marc Leduc voudrait aussi contribuer au règlement des problèmes de succession qui frappent de nombreuses entreprises, en raison du cycle de développement industriel de l'économie du Québec.

Pour ce faire, le nouveau président travaillera en équipe. C'était sa façon habituelle d'oeuvrer au cours de sa carrière dans les grandes entreprises. Il déléguera donc et s'associera les expertises externes.

Front commun fissuré

Le front commun de Montréal, qui a accumulé des succès notables ces dernières années, comme le contrat d'entretien des CF-18, s'est toutefois particulièrement fissuré à la fin de la bataille de l'Agence spatiale, pourtant gagnée.

On se souvient qu'alors, certains comme le maire Jean Doré de Montréal, n'ont qu'amèrement accepté le choix de Saint-Hubert. Le Board n'est toutefois pas entré dans le jeu des dénominations, souligne Alex Harper, vice-président exécutif.

« Notre territoire attribué depuis 1842, c'est un rayon de 30 milles autour du Carré Victoria », déclare-t-il laconiquement.

On croit savoir que le maire Doré notamment s'est fait dire de la fermer au lendemain du choix d'Ottawa. Il signalait peu après une entente de front commun avec le maire Jean Pelletier de Québec.

« Avec Jean Drapeau, c'était clair »

Mais la bataille de l'Agence spatiale a laissé des plaies dans le Montréal-Métro.

Il faudrait les soigner et faire consensus par exemple autour d'un Bureau régional des données en transport, dans le cadre de la nouvelle bataille entre le ministre Marc-Yvan Côté, des Transports, et le maire Doré.

Comme New York, Los Angeles et Tokyo, la région pourrait ainsi réaliser les études nécessaires avant de se lancer dans le tunnel métropolitain.

Le Bureau se battra aussi carrément pour défendre Via Rail contre Ottawa.

Enfin, Marc Leduc concède que Montréal ne s'est pas trouvé encore un leader charismatique pour l'aider à rallier les troupes pour les batailles stratégiques.

« Dans le temps de Jean Drapeau, c'était clair », conclut Alex Harper.

Parc Extension : le second test de l'administration Doré

Cinq candidats d'origine grecque se font la lutte

Isabelle Paré

CINQ CANDIDATS, tous d'origine grecque, se feront la lutte demain lors de l'élection partielle qui se tiendra dans Parc Extension, un quartier qui abrite plus d'une quarantaine d'ethnies différentes.

Déclenchées en raison de la démission de Sofoklis Rasoulis, chef et unique conseiller de l'Alliance démocratique municipale de Montréal (ADMM), trouvé coupable de fraude, ces élections seront le deuxième grand test de l'administration Doré-Fainstat depuis son arrivée au pouvoir. Le 9 avril, dans Sault-au-Récollet, le RCM avait essuyé une première défaite, se classant au troisième rang, derrière le Parti civique et un parti nouveau-né, le Parti municipal de Montréal.

Cette fois, quatre candidats et une candidate se disputeront le siège de Parc Extension, occupé pendant plus de sept ans par M. Rasoulis. Ce district de 11,325 électeurs dont la moitié d'origine grecque, comporte aussi une forte proportion d'Haïtiens, d'Arméniens, de Libanais et d'Italiens.

Demain, la lutte se fera entre M. Costas Vracas, du RCM, Mme Pota Roumeliotis, candidate du Parti ci-

vique, M. Stavros Zagakos, du Parti municipal de Montréal, M. Panayiotis Kyriacou de l'Alliance démocratique municipale de Montréal et M. Angelo Diacoumecos, qui se présente comme indépendant.

Curieusement, les cinq candidats ont emprunté les mêmes thèmes pour faire campagne, soit la création d'une centre pour jeunes, dans ce quartier affecté par la criminalité et le trafic de drogue, le rapprochement entre les diverses ethnies, un meilleur accès aux services municipaux et l'accroissement de la surveillance policière.

Le candidat du RCM, M. Vracas, qui en est à sa première expérience en politique, est aussi président de l'Association des travailleurs grecs et membre du comité exécutif du Congrès hellénique de Montréal.

En raison de la criminalité et du trafic de drogue qui sévissent dans le quartier, le candidat Vracas a fait de la création d'un centre pour la jeunesse et d'un centre culturel dans l'ancienne gare Jean-Talon les thèmes forts de sa campagne.

La jeune candidate du Parti civique, Pota Roumeliotis, âgée de 30 ans, n'en est pas à ses premières armes en politique municipale. Recrutée par le maire Drapeau, elle avait récolté 20 % du vote lors des élec-

tions de 1986. Travailleuse communautaire depuis 1980, elle s'intéresse aussi au réaménagement du Parc Jarry au Nord, aujourd'hui peu accessible aux gens qui le voisinent.

M. Panayiotis Kyriacou reprendra pour sa part les rênes de l'Alliance démocratique municipale de Montréal, et dit ne pas avoir à rendre compte des erreurs faites par son prédécesseur.

Le candidat du Parti municipal de Montréal, M. Stavros Zagakos, représentant d'une compagnie d'exportation, espère lui aussi jouir des retombées du score étonnant remporté par son parti dans Sault-au-Récollet où son chef, M. Alain André, a frôlé la victoire par 25 voix. Très impliqué dans l'organisation d'événements sportifs et connu à titre de commentateur sportif sur les ondes de la radio communautaire grecque, M. Zagakos avait remporté 7,6 % du vote en 1986, où il s'était présenté à titre indépendant.

Enfin, le seul candidat indépendant, M. Angelo Diacoumecos, un ancien du Parti civique, est enseignant en éducation à McGill et mise beaucoup sur l'amélioration des relations, pour l'heure difficiles, entre la communauté grecque et la police, et une meilleure qualité de vie dans le quartier.

Thousands queue up for tours of museums, city hall

The last thing Marianne Garley expected to do yesterday was meet Mayor Jean Doré and be taken to his office.

Garley, visiting Montreal for the first time, saw people waiting outside an imposing building on Notre Dame St. E. yesterday morning and figured it was a lineup to get into one of the city's many museums.

The 27-year-old Vancouver resident knew yesterday was Montreal's fourth annual Museums Day and planned to take advantage of the free entry to many galleries.

What she didn't realize, however, was that the queue she joined was for the second annual city hall open house.

Garley and thousands of other people were greeted at the front door by Doré who shook hands and welcomed them inside.

"I was quite surprised. I didn't expect to meet the mayor and go into his office."

Aside from thinking the mayor resembles actor Charles Bronson, Garley said she liked his taste in decor.

Although it wasn't a museum, city hall provided an interesting stop for the weekend sightseer — and 10,000 others.

"It has lots of character," Garley said.

Garley still managed to see two local museums, which were drawing capacity crowds. Free buses shuttled delighted visitors on five different tours to 14 galleries, museums and historic buildings.

"It was great, just superb," said Marie Bernard, who came with her husband Bernard Beaudoin and sons Guillaume, 9, and Francis, 11, from St. Antoine. The kids liked the Museum of Fine Arts best but gave the new Canadian Centre for Architecture lower marks — too technical.

Bernard said it was the convenience of the tours — no driving or parking hassles — that persuaded them to come for the day.

For many, it was the first time they had heard of some of the lesser known museums, such as Marc-Aurèle Fortin Museum or St. Gabriel House



Boston tourist Jerry Rodman, greeted at city hall by Mayor Jean Doré, pins on a Montreal lapel pin.



Doré lets François Bélanger try his chair.

Open house packs 'em in

CITY HALL was packed with citizens and interested tourists of all ages yesterday at Mayor Jean Doré's third annual open house.

"Last year 10,000 people visited our open house — it looks like we are getting more this year," city hall press attaché Marielle Séguin said.

Doré waited for visitors in his office, where he charmed children, signed autographs and handed out pins in the shape of the city's emblem.

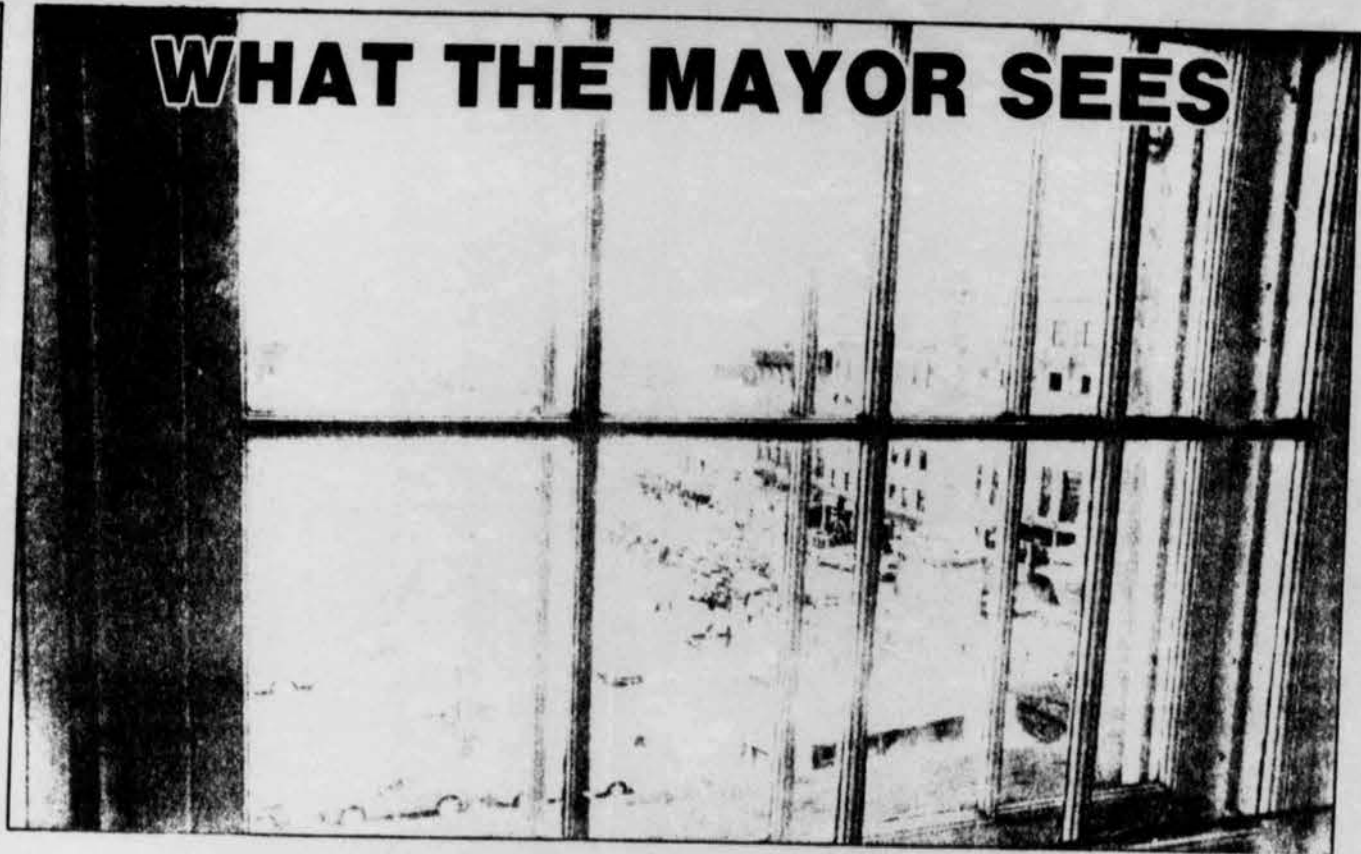
Visitors of all ages yesterday enjoyed the variety of performances ranging from mimes to the boisterous melodies of a seven-piece dixieland band.

Dan Jefferey, 68, of Utica, N.Y., was impressed but puzzled by unilingual signs in city hall.

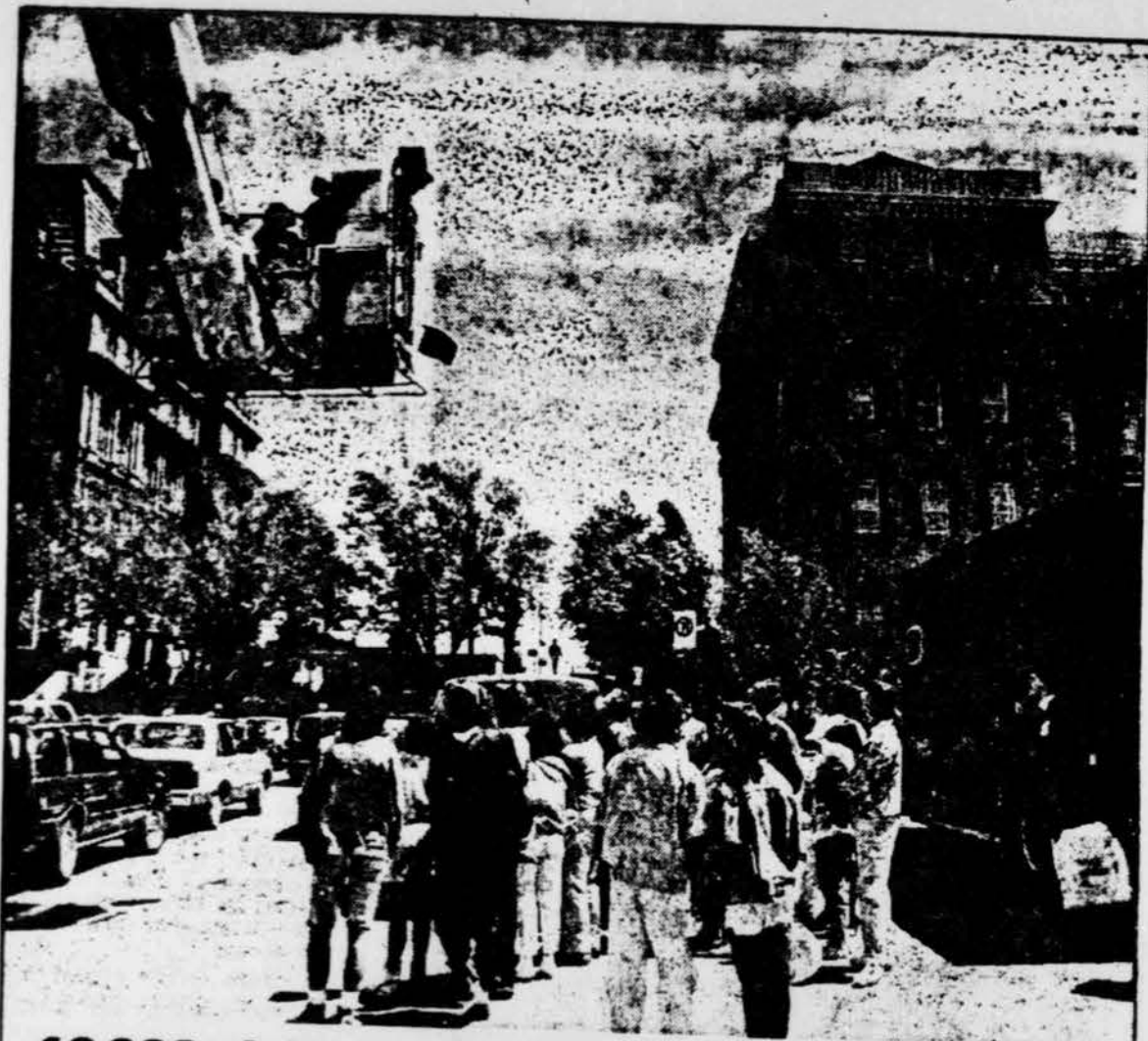
"I like to come here to meet different people, but wish they had signs in English in Montreal," Jefferey said.

"I don't speak French. Sometimes I have trouble finding my way around." *Mark Quinn*

WHAT THE MAYOR SEES



Room with a view: When Mayor Jean Doré looks out his office window at city hall, this is the view he has.



10 000 visiteurs à l'hôtel de ville

Plus de 10 000 personnes se sont présentées hier à l'hôtel de ville de Montréal à l'occasion de la journée annuelle des portes ouvertes. Cet événement, le troisième du genre, aura permis de faire connaître les activités estivales organisées par la Ville, mais aussi de faire la promotion de nombreux festivals, concerts et expositions. Les visiteurs pouvaient également voir de près certains appareils spécialisés, comme cette « girafe » utilisée par les pompiers. Le maire Jean Doré, qui a accueilli en personne une bonne partie de la foule de visiteurs, s'est dit heureux des commentaires reçus durant la journée.

PHOTO PIERRE LALLUMIÈRE, LA PRESSE

10,000 MONTREALAIS visitent leur hôtel de ville

Quelque 10,000 Montréalais se sont rendus dans le Vieux-Montréal, hier, visiter leur hôtel de ville à l'occasion de la troisième édition de l'opération portes ouvertes.

Cette fois cependant, l'administration montrealaise a eu la bonne idée de profiter de ce rendez-vous annuel pour lancer la programmation des activités estivales et des événements spéciaux.

On a aussi greffé à cette journée un volet d'animation pour égayer les austères et vénérables murs de l'édifice de la mairie: petit ensemble de jazz du Festival international, exposition photographique sur le Montréal d'aujourd'hui, etc...

Les organisateurs avaient même ressuscité le fondateur de Montréal, Paul Chomedey de Maisonneuve qui, malgré ses 350 ans, ne manquait pas de grâce et de charme avec ses courbettes dignes d'une cour de roi.

Alors, cette ville, vous la trouvez comment au-



Yves Chartrand

jourd'hui? «Je trouve qu'elle grandit bien», apprécie Maisonneuve. Un souhait? «J'aimerais que l'on s'occupe un peu plus de la nature: il y a moins de variétés d'oiseaux qu'à l'époque.»

Et le maire actuel? «Il est digne du fondateur même s'il devrait plus l'accent sur l'environnement.» Avez-vous votre carte de membre du RCM? «Oui», avoue-t-il, un peu confus.

Pour sa part, le maire Jean Doré n'en finissait

plus de serrer des mains d'électeurs qui ne demandaient pas mieux. «Ça fait du bien de temps en temps de recevoir des fleurs au lieu du pot», a confié le premier magistrat.

Il ne cache pas non plus qu'il attache encore une valeur symbolique à cette journée. «C'est le premier geste de démocratie qu'a posé notre administration.»

Pour les citoyens plus âgés, la curiosité s'est portée sur l'ancien bureau du maire Jean Drapeau, transformé depuis en salle d'accueil pour les invités de marque.

«Les gens sont ravis de découvrir le bureau où furent probablement décidés les grands projets de Montréal dans le dernier quart de siècle», explique Louise Lafrance, une hôtesse.

«On sent chez les citoyens un attachement profond et même beau-



coup d'amour pour leur ville.

Photo Luc BÉLISSE

Quelques personnages singuliers ont égayé la visite des milliers de Montréalais.



Le Vieux-Montréal était envahi par une foule joyeuse dont une bonne partie en a profité pour faire la visite de l'hôtel de ville.

Photo Luc BÉLISSE



Doré ouvre ses portes

PHOTO CHANTAL KEYSER

Plus de 10,000 personnes ont franchi hier les portes de l'hôtel de Ville de Montréal où le maire Jean Doré les attendait. Cette journée *Portes*

ouvertes a permis aux visiteurs de s'informer sur les diverses activités qui animeront la saison estivale. En effet, les services d'information de la municipalité étaient présents afin de détailler les programmes du Festival de jazz, de Juste pour rire, des concerts qui seront présentés dans les parcs de Montréal ainsi que sur les camps de vacances.

Le RCM perd par 16 voix dans Parc-Extension

AGNÈS GRUDA

Le candidat du Parti municipal de Montréal, M. Stavros Zagakos, a remporté hier l'élection partielle de Parc-Extension, arrachant la victoire à son adversaire du RCM par une mince marge de 16 voix.

Dès l'annonce de ces résultats extrêmement serrés, le candidat

du RCM, M. Costas Vracas, a fait connaître son intention de demander un recomptage.

S'il a fait meilleure figure que dans Sault-au-Récollet, où il était arrivé troisième à l'élection partielle du 9 avril, le parti du maire Jean Doré n'en vient pas moins d'essuyer une deuxième défaite en moins de deux mois.

Un peu plus de la moitié des 11 000 électeurs de Parc-Extension

ont participé au scrutin d'hier, ce qui constitue une très forte participation dans le contexte d'une élection partielle.

M. Zagakos, commentateur sportif à la télévision communautaire grecque et organisateur de compétitions athlétiques, a obtenu 1 480 voix contre 1 464 pour M. Costas Vracas.

Le Parti civique, représenté par Mme Pota Roumeliotis, a dû se

contenter d'une troisième place, avec 1 270 voix.

Un candidat indépendant, Angelos Diacoumacos, 25 ans, adversaire défait de Mme Roumeliotis à l'investiture du Parti civique, a causé la surprise en récoltant un peu plus de 20 p. cent des suffrages.

Quant au successeur de Sofoklis Rasoulis à la tête de l'Alliance démocratique, M. Panayotis

Kyriacou, il n'a recueilli que des miettes, avec un peu plus de 200 votes.

On se souvient que l'élection dans Parc-Extension avait été rendue nécessaire par le départ du conseiller Rasoulis, reconnu coupable de fraude en février.

Rassemblés au sous-sol d'une église grecque de la rue Saint-Roch, les partisans de M. Zagakos

VOIR RCM EN A 2

RCM

Le RCM perd par 16 voix dans Parc-Extension

kos exultaient. hier. «C'est le signe que les Montréalais veulent un changement», se réjouissait le chef de la toute jeune formation politique qu'est le Parti municipal, M. Alain André.

M. André avait frôlé la victoire de 25 voix lors de l'élection de Sault-au-Récollet, qui avait été remportée par le candidat du Parti civique Serge Sauvageau.

Avec les résultats d'hier, le Parti municipal vient de faire son entrée à l'hôtel de ville. «Nous travaillons maintenant à la préparation des élections générales de novembre 1990», affirmait M. André.

Quant à M. Zagakos, oeillet blanc à la boutonnière, il a expliqué sa victoire en répétant dans un français très laborieux ce qu'il a fait valoir tout au long de sa campagne électorale: «Je suis le seul des candidats à habiter dans le quartier, je suis très connu dans la communauté grecque.»

Cette communauté représente plus de 40 p. cent de la population de Parc-Extension, un quartier qui se situe en quelque sorte en prolongement nord d'Outremont, entre les rues Ogilvy et Crémazie, et entre la voie du Canadien Pacifique et Mont-Royal.

Le suspense a duré presque jusqu'à l'annonce des derniers résultats, hier soir, et les deux candidats en tête se sont talonnés tout au long de la soirée.

Jean Doré

Pour le maire Jean Doré, l'élection d'hier ne constitue pas vraiment une défaite. «J'avais dit dès le début de la campagne électorale que Parc-Extension est un district difficile et que les résultats seraient serrés», a-t-il rappelé, s'adressant aux militants du RCM, réunis dans le local de l'Association céphalonienne.

Le maire s'est réjoui de constater que le RCM, qui n'a jamais eu de conseiller dans Parc-Extension, a amélioré sa situation dans le quartier par rapport aux résultats obtenus en novembre 1986, alors que son candidat se classait troisième.

«C'est une victoire de pénétration, un gain d'enracinement dans le quartier», a fait valoir M. Doré. □

Another kick in the pants for Doré

THE MONTREAL Citizens' Movement swung and missed again last night.

That's bad news for the party that only 2½ years ago soaked up the goodwill of Montreal voters, crushed its opponents, and presented itself as the new natural governing party for this city.

That's bad news for the party that in 1986 presented the most powerful and sophisticated electoral steamroller ever seen in the history of municipal party politics in Montreal.

After the Sault-au-Récollet byelection loss in April, Mayor Jean Doré allowed that the voters wanted to give him "a kick in the pants." He added that ruling parties don't get too upset after losing mid-term byelections.

What can he say this time around?

Doré will be tempted to repeat the soothing message about mid-term byelections, but don't expect him to admit to another kick in the pants.

No politician goes around say-

ing voters love to kick him in the pants.

But even if he doesn't care to admit to it, there's a big problem with a party that sweeps to power winning two out every three votes, then stumbles through byelection losses against leaderless, disorganized opposition parties, managing to win the favor of only one voter in four.

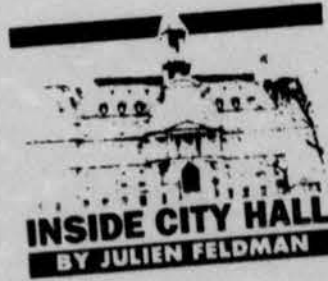
Last night Doré told heart-broken party workers 25 per cent support was a big step forward from its scant 16 per cent voter support in Sault-au-Récollet.

Optimist

Doré the optimist can't help question why voters seem to reject his slick, smooth-as-silk leadership.

The byelections are over now, and city political organizers will throw themselves into preparation for the big one in November 1990.

But after yesterday's loss, the political climate on city council is increasingly dangerous and hostile for the MCM. There are more



enemies throwing darts from the opposition benches, and one more political party — yesterday's winner, the Municipal Party — to draw attention from the MCM's meagre accomplishments to its growing list of failures and disappointments.

The byelection was also a disheartening loss for the Civic Party, whose supporters split the vote between its old guard candidate Pota Roumeliotis and new guardist Angelos Diacoumacos, who ran as an independent after losing the party nomination.

Had the split been avoided,

the Civic Party would have been on its way to a second straight byelection victory. Instead, the party must now compete for attention with Alain André's rising Municipal Party and its highly respected new candidate Stavros Zagakos.

The MCM understood well the risks of losing its second byelection in a row, and poured unprecedented resources into Park Extension to prevent the worst from happening.

The mayor and his councillors swept into the riding, attempting to build a quickie organization in a district that has screamed long and loudly at being ignored by city hall.

Last night the worst did come to pass, and a very bad time for the mayor, his city executive committee members and the MCM party executive.

The rumblings of dissent are once again growing within the MCM and last night the mayor lost another chance to tell party whiners to put up or shut up.

The double byelection loss should bring home another

important message to the MCM technocrats, who've spent a lot of time trying to refashion city hall in their own image, but with apparently little interest in providing voters with a reason to continue support for them.

The next vote on the horizon, barring any unexpected byelections is the citywide contest in 1990. Facing the Civic Party and the Municipal Party or a coalition of both groups is certain to put the squeeze on the MCM.

Spilled blood

The opposition parties are unlikely to mature quickly enough in the next 17 months to reasonably expect toppling Mayor Jean Doré or to throw the MCM out of city hall.

But for the growing ranks of MCM-haters, yesterday's byelection was another omen predicting plenty of spilled MCM blood on voting day in November 1990.

Three strikes and you're out, and after that third strike lots of MCM councillors will be looking for new jobs.

Doré a erré en voulant consoler ses troupes...

...à la suite de
la défaite du RCM
dans Parc-Extension

AGNÈS GRUDA

■ Le message de consolation lancé aux troupes du RCM par le maire Jean Doré, à la suite de la défaite subie dimanche dans l'élection partielle de Parc-Extension, s'appuyait sur des données... erronées.

On sait que le candidat du RCM, M. Costas Vracas, s'est classé deuxième à cette élection, laissant échapper la victoire par seulement 16 voix. C'est le candidat du Parti municipal, M. Stavros Zagakos, qui a gagné la cagnotte électorale.

S'adressant aux militants déçus quelques minutes après l'annonce des résultats, M. Doré a fait valoir que le RCM avait en fait amélioré sa position dans le quartier par rapport aux élections générales de 1986.

« En 1986, alors que 66 p. cent de la population a voté, nous n'avons obtenu qu'une troisième place. En arrivant en deuxième position, nous avons progressé, c'est un gain d'enracinement dans le quartier », s'est consolé M. Doré.

Oups, erreur. Vérification faite auprès du bureau du président des élections, en novembre 1986, le candidat du RCM s'était bel et bien classé deuxième, derrière Sofoklis Rasoulis, en récoltant 1998 voix, soit 29 p. cent des suffrages.

Les 26 p. cent de votes recueillis dimanche marquent donc en fait, pour le RCM, un recul de trois points.

Le seul gain enregistré par le RCM réside dans la marge étroite le séparant du candidat gagnant. En 1986, M. Rasoulis avait remporté le district avec 41 p. cent de votes (2758 voix).

C'est la candidate du Parti civique, Pota Roumeliotis, qui s'était à l'époque classée troisième, avec 1375 voix.

Surprise

Mme Roumeliotis a repris la bataille pour le Parti civique cette année, pour devoir se contenter, encore une fois, d'une troisième place, avec 22 p. cent des suffrages.

Ce résultat a créé toute une commotion au sein du parti, qui s'attendait à ce que les électeurs de Parc-Extension lui réservent un bien meilleur sort.

« C'est une surprise, Madonna, oui! », s'exclamait hier le vice-président du Parti civique, M. Sammy Forcillo.

Le Parti civique, qui avait remporté en avril le scrutin partiel de Sault-au-Récollet, estimait pourtant avoir de bonnes chances de décrocher un nouveau siège à l'hôtel de ville.

« Selon nos pointages, je m'attendais à une victoire très serrée, peut-être par une cinquantaine de votes. Mais arriver troisième, ça m'a beaucoup surpris », affirmait hier le président du Parti civique, M. Jean Lapostolle.

Les dirigeants de la formation politique attribuent cette défaite imprévue à la division de votes créée par le candidat indépendant Angelos Diacoumacos, qui a décidé de faire cavalier seul après avoir échoué à obtenir l'investiture du parti.

M. Diacoumacos, 25 ans, s'est classé quatrième à l'élection de dimanche, avec un peu plus de 1180 voix (21 p. cent des suffrages), talonnant Mme Roumeliotis de moins d'une centaine de votes.

Selon M. Forcillo, le jeune candidat est allé chercher des voix qui auraient autrement été récoltées par le Parti civique. Le vice-président du Parti civique accuse d'ailleurs M. Diacoumacos d'avoir délibérément laissé planer la confusion, donnant l'impression qu'un vote pour lui équivalait à un vote pour le Parti civique.

Du côté du RCM, on jonglait hier avec l'idée de demander un recomptage. L'exécutif du parti doit rencontrer cette semaine le candidat défait pour prendre une décision à ce sujet. La demande de recomptage doit être soumise à la Cour provinciale, qui jugera si elle est recevable.

Le cas échéant, le recomptage ne devrait pas prendre plus d'une quinzaine de jours, a-t-on indiqué au bureau du président d'élections.

Un projet
dans l'air!

Faire du Marché Maisonneuve un complexe socio-alimentaire

Si l'administration de Montréal donne suite au projet qui lui fut présenté la semaine dernière, les citoyens de plusieurs quartiers de l'est pourront profiter d'un ensemble de services uniques au Québec et peut-être même au Canada.

André Beauvais

Le maire Jean Doré et les membres du comité exécutif doivent en effet étudier un projet de complexe socio-alimentaire pour faire revivre le Marché Maisonneuve, projet qui fut remis à l'administration par l'Association pour le développement du Marché Maisonneuve.

Ce projet évalué à près de \$ 5 millions comprend le maintien de la Maison de la culture que l'on trouve au Marché Maisonneuve, laquelle serait fusionnée à trois ailes couvertes et cloisonnables, pour l'hiver, et à des abris qui permettraient le commerce maraîcher.

Activités culturelles

Le projet prévoit également une salle de spectacle de 500 places avec scène pouvant ouvrir sur des gradins extérieurs. Les plans présentés au comité exécutif tiennent compte des boutiques actuellement aménagées autour du Marché Maisonneuve et en prévoient une quarantaine d'autres.

Les promoteurs de l'idée ont aussi remis au maire Jean

Doré une requête qui comporte plus de 10.000 noms et les signatures de 336 marchands du secteur qui ne craignent aucunement la compétition potentielle que pourrait amener la réalisation d'un tel projet.

Le schéma d'aménagement déposé à la Ville est accompagné d'une analyse de faisabilité préparée par la firme d'architecture Concept Arkitec Inc.

L'ADMM argumente que son projet présente le double

avantage de stimuler l'économie locale et d'apporter un soutien important au secteur agro-alimentaire.

Le Marché Maisonneuve deviendrait ainsi le seul marché public ouvert à l'année.

Les promoteurs espèrent que les autorités municipales tiendront compte du fait qu'un bassin de population de 300.000 personnes dans un rayon d'environ un kilomètre peut assurer la viabilité du projet.

Un point d'attraction

M. Marcel Pitre, président de l'Association pour le développement du Marché Maisonneuve, a confirmé au *Journal de Montréal* avoir rencontré le maire Jean Doré et les membres du comité exécutif à propos d'un projet de revalorisation du Marché Maisonneuve.

«Notre intention est de créer un point d'attraction dans l'est avec le Marché Maisonneuve, d'en faire une sorte de grand marché public tout en profitant des infrastructures culturelles déjà en place», déclare M. Pitre.

Selon lui, les études démontrent des fuites commerciales importantes, dont un peu plus de \$ 39 millions au seul chapitre de l'alimentation.

«Notre projet vise la création d'une centaine d'emplois et provoque beaucoup d'enthousiasme chez les petits marchands des rues Ontario et Sainte-Catherine.

«Il n'en coûterait pas tellement à la Ville de Montréal pour aménager le Marché Maisonneuve comme nous le proposons et nous avons la conviction que la population l'apprécierait grandement», a commenté M. Pitre.

Le porte-parole du groupe estime qu'une cinquantaine d'agriculteurs pourraient trouver place dans les trois ailes proposées et que la vie culturelle dans l'est y gagnerait beaucoup si l'administration Doré-Fainstat donnait suite à l'idée.



Photo Michel MILLER

Un p'tit 15 minutes d'exercices

Le maire de Montréal, Jean Doré, a reçu hier à l'hôtel de ville une cycliste de Boston, Linda Bousquet, qui a pédalé de Boston à Montréal depuis vendredi pour relever le défi participation qui opposera les Bostonnais aux Montréalais mercredi. L'an dernier, les Montréalais avait battu les Torontois au chapitre de la participation. Le maire Doré a lancé cette année le défi aux gens de Boston. Il a donc profité de la venue de Mlle Bousquet pour inviter les Montréalais à faire au moins 15 minutes d'exercices mercredi et composer le 843-YMCA pour enregistrer leur participation. Cette compétition amicale a pour but d'inciter les gens à faire de l'exercice. L'an dernier, plus de 500 000 Montréalais avaient soufflé quelque peu pour leur bien physique et l'honneur de Montréal.



FRED SHERWIN / Daily News

RIDER MEETS MAYOR

Linda Bousquet, representing Boston Mayor Raymond Flynn, met with Montreal Mayor Jean Doré at noon yesterday to discuss tomorrow's YMCA-Participation Challenge.

Bousquet rode her bike to Montreal from Boston, completing the trek in three days.

She received a Montreal sweatshirt from Mayor Doré for her efforts.

Citizens in the two cities are to exercise for 15 minutes tomorrow. The city that mobilizes the most participants wins the Challenge, and the loser must fly the winner's flag. Call 843-YMCA to register.



Messagère à vélo Montréal- Boston

Venue de Boston, cette jeune Américaine a parcouru 630 km en vélo pour remettre un message au maire Jean Doré de la part du maire Raymond L. Flynn. La missive remise par Mme Linda Bousquet transmet les meilleurs voeux du maire de Boston «pour le courage dont Montréal fait preuve en osant se mesurer» à sa ville lors du défi PARTICIPATION. L'épreuve de force entre les deux villes aura lieu, rappelons-le, le 31 mai.

PHOTO JEAN GOUPIL, La Presse

Une autre défaite pour le maire Doré

Le maire Jean Doré se rejouit que son parti ait enregistré une « victoire de pénétration » dans l'élection partielle de Parc-Extension. Mais quoi qu'il en dise, c'est le Rassemblement des citoyens de Montréal qui est le grand perdant de ce scrutin.

Il est difficile de décoder les résultats de l'élection de dimanche, parce que son issue repose sur des facteurs propres à la communauté hellénique, dominante dans le quartier. Les quatre principaux candidats étaient grecs, et leur succès a largement dépendu de leur rayonnement dans la communauté, ainsi que des clivages politiques, hérités de la mère-patrie, qui divisent encore les Grecs de Montréal.



Mais, les résultats sont révélateurs. Stavros Zagacos, du Parti municipal de Montréal, a remporté l'élection avec 26,4 p. cent des voix; Costas Vracas, du RCM, a obtenu 26,1 p. cent; Pota Roumeliotis, du Parti civique de Montréal, 22,7; et l'indépendant Angelos Diacoumacos, 21.

Bref, ils se sont partagé environ le quart des voix chacun. C'est une élection sans gagnant; celui qui est devenu conseiller municipal a tout simplement été le plus chanceux des quatre.

S'il n'y a pas eu de gagnant, il y a néanmoins un perdant. Le RCM représente un parti au pouvoir depuis trois ans, ce qui aurait dû lui permettre de briser le mur de l'anonymat, de profiter d'un certain rayonnement. Si le RCM végète encore avec le quart des voix, cela ne peut s'expliquer que par un manque de présence et de leadership.

Et quand le maire Doré, commentant ces résultats, se rejouit du fait que son parti a quand même fait des progrès en passant du troisième rang en 1986 au second rang maintenant, on ne peut que sourire. Le RCM avait recueilli 29 p. cent des voix il y a trois ans; le fait d'en obtenir 26,1 peut difficilement être qualifié de « gain d'enracinement », à moins que l'on ne pense aux bonsais.

Mais surtout, M. Doré s'est trompé dans ses chiffres et dans ses souvenirs: le RCM était également arrivé au second rang en 1986! C'est bien sûr un détail, mais il laisse songeur.

Aldin DUBUC

P-98-200

MÉMO AU PERSONNEL

Participaction ... Participaction ... Participaction ...

La journée "de participaction", c'est demain. Encore cette année, pour bien marquer cet événement, je vous invite à porter des espadrilles et une tenue vestimentaire plus sportive lors de votre journée de travail.

N'est-ce pas que le symbolique espadrille porté par les employés et employés de l'hôtel de ville donnerait un exemple de "Participaction" à l'ensemble des fonctionnaires municipaux ainsi qu'à tous les montréalais et montréalaises.

Bon défi et bonne journée.



Michel Milot
Conseiller en communication
Coordonnateur pour la journée "Participaction"

Si la température le permet, nous vous invitons à faire votre 15 minutes d'exercices en compagnie du maire Jean Doré, à 8:30 heures à la Place Vauquelin. Un animateur du Service des loisirs et du développement communautaire sera sur place pour assurer votre "PARTICIPACTION".

30-5-1989

H. 1100

GUIDE TOPONYMIQUE DE LA CUM SUR LE MONT ROYAL

■ C'est dans le récit de son second voyage, en octobre 1535, que Jacques Cartier décrit la montagne royale qui devait donner à Montréal son nom et son cachet particulier. Le guide toponymique que vient de consacrer la CUM au mont Royal nous apprend que cette montagne possède, en réalité, trois sommets; la colline de la croix, la colline d'Outremont — qu'on appelle aussi le mont Murray — et la colline de Westmount. Le point le plus élevé du mont Royal s'élève à 233 mètres. Ce n'est qu'en 1874 que Montréal devint propriétaire du mont Royal. Elle confia à l'architecte du Central Park de New York, Frederick Law Olmsted, le soin d'aménager la montagne. Le guide de la CUM sur le mont Royal est disponible, gratuitement, aux bureaux d'Accès Montréal, à l'Office du tourisme et des congrès du Grand Montréal et dans les hôtels de ville du territoire. On peut aussi se le procurer auprès de secretariat de la CUM, au (514) 280-3455.

Défi *participation*: qui de Montréal ou Boston l'emportera?

■ Montréal et Boston s'affrontent amicalement aujourd'hui dans le cadre du *Défi CrownVie Participation* organisé conjointement par le YMCA de Montréal, Participation et la ville de Montréal. La ville qui obtiendra le plus grand nombre de participants verra son drapeau flotter au mât de l'hôtel de ville de sa rivale jusqu'au 4 juin. Montréal a remporté ses deux derniers défis qui l'opposaient à Toronto, en inscrivant une participation record de 510 750 personnes.

Le maire Jean Dore a lui-même donné le coup d'envoi de la compétition pour la bonne forme physique en participant, ce matin, en compagnie du personnel de l'hôtel de ville, à des exercices de mise en forme dès 8 h 30.

Pres de 15 000 employés municipaux ont aussi, ce matin, très tôt, pendant une quinzaine de minutes, pratiqué un exercice physique de leur choix. Et depuis 9 h 30, au Complexe Desjardins, des activités sportives se déroulent continuellement. Celles-ci prendront fin à 18 h 30 avec un match de basket-ball par des athlètes en fauteuil roulant. Les élus municipaux y disputeront pour leur part un match de volley-ball.

Tous les Montréalais et toutes les Montréalaises qui participeront aujourd'hui pendant 15 minutes à des activités physiques (marche, course, vélo, natation et autres sports) devront ensuite téléphoner au 843-YMCA (843-9622) pour inscrire leur participation.

Leduc: Let's co-operate

AGAINST a background of constant bickering between Montreal-area municipalities, the Montreal Board of Trade's new president yesterday warned that regional co-operation is vital to the area's economic future.

"Foreign investors, shippers and others ... will be less inclined to establish here if Montreal is not seen to have its act together as one region comprising Montreal, Laval, the South Shore ..." Marc Leduc told the nearly 1,000 people attending the Board's annual meeting.

"Recent events show that some politicians are not averse to using inter-city rivalry in ways which harm the total region."

Although Leduc did not name examples, a number of issues have recently divided Montreal area municipalities.

Headlines

A nationally publicized dispute created headlines across Canada when Ottawa decided to locate the National Space Agency in St-Hubert. Montreal Mayor Jean Doré accused federal politicians of betraying Montreal.

Other disputes have arisen over plans for re-vamping the highway network around Montreal with the MUC favoring greater expenditures on public transit while suburban areas tend to support

more road construction.

And, the MUC says it is being short-changed by the suburban areas in the support of regional transit since most suburban commuters use the MUC transit system even through their municipalities don't provide financial support.

Such disputes hurt the region, Leduc said.

"A key element in our ability to meet our external competition head-on rests on the degree to which we are able to work together as a region," Leduc said.

Biased

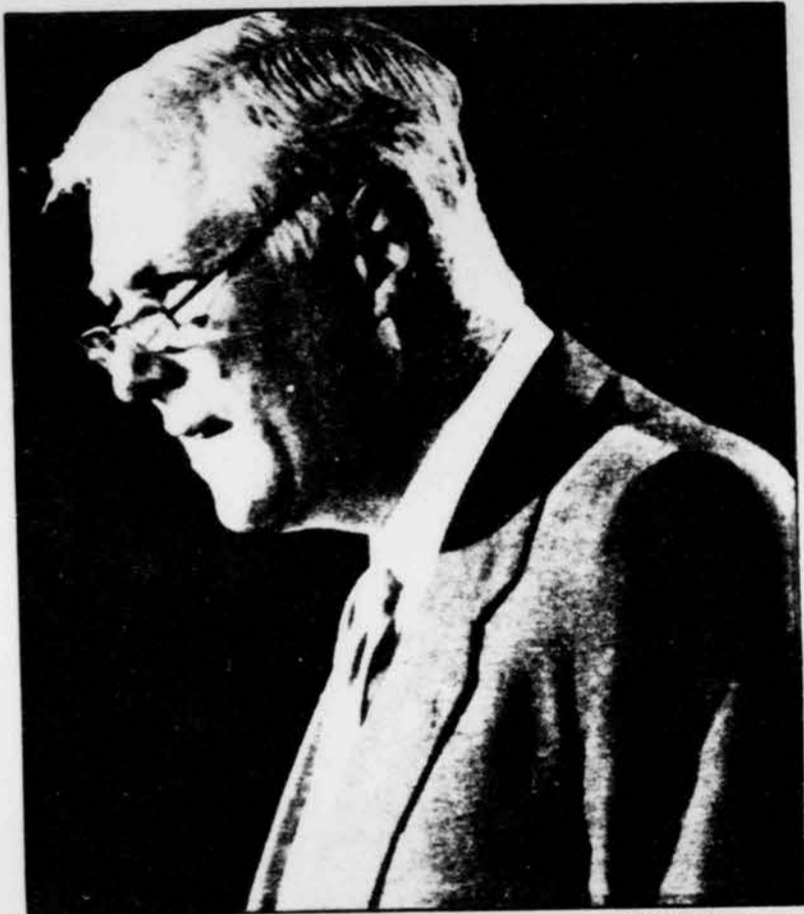
The new president also called on business to jump into the political process, to do things "which in days of old might have been left to government."

Alex Harper, Board executive vice-president, said one area of great political concern to business is the province's labor laws "which still has a bias in favor of labor."

Leduc argued that Quebec business and political leaders must be prepared for increasingly fierce competition, marked by the unfettered struggle common before government erected great walls of regulations which are now being torn down.

"We may be heading back toward the true competitive enterprise system which marked the creation and development of Canada."

— Fred McMahon



FRED SHERWIN Daily News

Marc Leduc, new president of the Montreal Board of Trade.

Le RCM étudie la démocratie

LE RASSEMBLEMENT des citoyens de Montréal (RCM) a décidé de « faire le point sur l'un des fondements du projet politique du Parti », et organise les 2 et 3 juin prochains à l'UQAM un colloque sur la démocratie et la décentralisation. Les conclusions du colloque feront d'ailleurs l'objet d'un rapport au Congrès général du Parti, en novembre, alors que les militants voudront définir les grandes lignes du programme électoral pour 1990.

Le colloque veut étudier les différents mécanismes élaborés pour mieux représenter les citoyens dans les administrations municipales, et étudier aussi les enjeux de la décentralisation des pouvoirs politiques

des administrations locales. Les participants se pencheront sûrement sur les propositions du RCM touchant les conseils de quartier et les maisons de quartier, propositions qui ne se réalisent pas sans heurts.

Les ateliers seront animés par plusieurs personnalités, dont Jordi Borja, directeur des relations extérieures de la ville de Barcelone, Rita Bissonnette et Jacques Léveillé, politologues, Marie-Odile Trépanier, urbaniste, Jean Lapierre, président du Syndicat canadien de la fonction publique, Jean-Marc Gareau, du Programme économique de Pointe St-Charles et l'éditorialiste Jean-Claude Leclerc, du DEVOIR.

Le maire Doré s'embrouille

Le maire Jean Doré a curieusement sous-estimé la performance de son parti aux élections générales de 1986 dans le district Parc Extension.

Jean Maurice Duddin

Il affirmait en effet lundi, en réaction à la défaite de son candidat Costas Vracas à l'élection partielle de dimanche, qu'il s'agissait d'une remontée de son parti malgré la défaite.

Les résultats placent effectivement le RCM bon deuxième, 16 voix seulement derrière le candidat du Parti municipal, Stravos Zagakos.

Or, le maire et leader du RCM affirmait que son parti s'était classé troisième aux élections de 1986, derrière Sofoklis Rassoulis de l'Alliance démocratique municipale et Pota Roumeliotis, du Parti civique.

La défaite de dimanche devait donc être considéré comme une remontée de son parti.

Or, en réalité le candidat de la majorité Georges Darsaklis, avait reçu

1.995 voix en 1986, le plaçant bon deuxième derrière M. Rassoulis avec 2.758 votes.

M^{me} Roumeliotis s'était classée troisième avec 1.375 voix et Stravos Zagakos était arrivé bon dernier avec 529 bulletins.

Il n'en demeure pas moins que le scrutin de dimanche a été très serré puisqu'il y a à peine trois cents voix qui départagent quatre des cinq candidats. M. Zagakos a reçu 1.480 votes, M. Vracas, 1.464, M^{me} Roumeliotis, 1.270, et M. Angelos Diacoumicos a récolté 1.180 voix. Le cinquième candidat, Panayotis Kyriacou, a amassé 209 voix.

Plus de deux ans de pouvoir n'ont toutefois pas permis à l'équipe du maire Doré de s'attirer les faveurs des citoyens dans deux scrutins partiels ce printemps.

Le Parti civique a fait élire son candidat dans Sault-au-Récollet le 9 avril et le nouveau Parti municipal a fait de même dimanche dans Parc Extension.

Et cela, le maire l'avoue lui-même, c'est décevant.

31-5-1989

Gouvernement du Québec

Décret 683-89, 10 mai 1989

CONCERNANT le renouvellement de l'entente entre le ministère des Affaires culturelles et la Ville de Montréal pour la mise en valeur du Vieux-Montréal et du patrimoine montréalais

ATTENDU QUE le ministère des Affaires culturelles a été autorisé par l'arrêté en conseil numéro 2198-79 le 8 août 1979 à verser pour les années budgétaires 1979-1980 et 1980-1981 des subventions à la Ville de Montréal en application de l'entente sur le Vieux-Montréal et le patrimoine montréalais pour une somme de 2 459 000 \$ dont 2 114 000 \$ provenaient de l'Office de planification et de développement du Québec, le tout ayant été versé selon les modalités de paiement prévues à l'entente;

ATTENDU QUE le ministère des Affaires culturelles a été autorisé par le décret 972-81 du 30 mars 1981 et par le décret 2785-82 du 1^{er} décembre 1982 à verser pour les années budgétaires 1980-1981, 1981-1982 et 1982-1983 des subventions à la Ville de Montréal en application d'une extension de ladite entente sur le Vieux-Montréal et le patrimoine montréalais pour une somme totale de 4 797 700 \$ dont 4 253 700 \$ provenaient de l'Office de planification et de développement du Québec, le tout ayant été versé selon les modalités de paiement prévues à l'entente;

ATTENDU QUE le ministère des Affaires culturelles a été autorisé par le décret 1288-83 du 22 juin 1983 à verser pour les années budgétaires 1983-1984, 1984-1985 et 1985-1986 des subventions à la Ville de Montréal en application d'une extension de ladite entente sur le Vieux-Montréal et le patrimoine montréalais pour une somme totale de 7 579 500 \$ dont 6 829 000 \$ provenaient de l'Office de planification et de développement du Québec, le tout ayant été versé selon les modalités de paiement prévues à l'entente;

ATTENDU QUE le ministère des Affaires culturelles a été autorisé par le décret 2037-85 du 3 octobre 1985 à verser pour les années budgétaires 1986-1987, 1987-1988 et 1988-1989 des subventions à la Ville de Montréal en application d'une extension de ladite entente sur le Vieux-Montréal et le patrimoine montréalais pour une somme totale de 7 500 000 \$, le tout étant versé selon les modalités prévues à l'entente;

ATTENDU QUE la valeur nationale, voire internationale du Vieux-Montréal impose sa mise en valeur;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal recèle d'autres zones et bâtiments à valeur patrimoniale dont la mise en valeur ne peut qu'enrichir notre patrimoine collectif;

ATTENDU QUE la nécessité d'une implication active du Gouvernement du Québec pour maintenir les orientations poursuivies depuis 1979 dans le Vieux-Montréal en suscitant, accompagnant et encadrant les investissements publics et privés dans le Vieux-Montréal et ses zones limitrophes;

ATTENDU QUE l'entente actuelle se termine le 31 mars 1989 et que la Ville de Montréal manifeste un intérêt marqué à son renouvellement dans une orientation conforme à celle du gouvernement concernant l'implication municipale et gouvernementale en matière de mise en valeur du patrimoine;

ATTENDU QUE la mise en oeuvre de l'entente initiale et de son prolongement ont suscité un essor considérable de mise en valeur économique, sociale et culturelle du Vieux-Montréal et soutenu les efforts des agents publics et privés en vue de mettre en valeur ce patrimoine;

ATTENDU QUE ces efforts doivent être constamment appuyés par des opérations de sensibilisation et de promotion pertinentes;

ATTENDU QUE des études et plans d'urbanisme sont nécessaires pour consolider des actions entreprises dans le Vieux-Montréal et dans d'autres secteurs à caractère patrimonial;

ATTENDU QUE des projets d'aménagement et de mise en valeur *in situ* sont nécessaires pour soutenir les opérations de restauration et transmettre la connaissance acquise;

ATTENDU QUE la mise en valeur du Vieux-Montréal et du patrimoine montréalais passe par la connaissance incluant celle de la ville passée;

ATTENDU QUE la mise en valeur et la restauration des propriétés municipales se réalisent conformément aux dispositions de l'entente originale et qu'un certain nombre d'autres propriétés publiques doivent être aménagées ou restaurées afin de compléter et d'améliorer l'organisation et l'équipement du territoire urbain à dominante patrimoniale;

ATTENDU QUE la diffusion des connaissances acquises est une obligation par tous les organismes publics et qu'elle sert au développement des industries et tourisms culturels;

ATTENDU QUE la mise en valeur de cette entente exigera de la part du Gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal des investissements également partagés;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal entend soumettre le projet de renouvellement de l'entente à une prochaine séance du Conseil municipal et qu'elle en approuvera le principe selon une résolution de son Comité exécutif;

ATTENDU QUE le contenu des présentes a été soumis à la Commission des biens culturels, laquelle a émis un avis favorable;

ATTENDU QUE la part du Gouvernement du Québec devra être assumée par le ministère des Affaires culturelles;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de la ministre des Affaires culturelles;

QUE le ministère des Affaires culturelles soit autorisé à verser des subventions à la Ville de Montréal en application de l'entente sur le Vieux-Montréal et le patrimoine montréalais pour une somme n'excédant pas 17 000 000 \$, à raison de 2 900 000 \$ pour l'année 1989-1990 et de 3 525 000 \$ pour chacune des années 1990-1991 à 1993-1994.

Le greffier du Conseil exécutif,

BENOÎT MORIN

11638